

THÈSE DE
PARIS.
1884
N^o 33

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

LE CENS ET LA CENSURE

DROIT FRANÇAIS

DE LA DÉLIMITATION

DU DOMAINE PUBLIC

FLUVIAL ET MARITIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Louis DELAUDA

Avocat à la Cour d'appel de Paris, Licencié ès-lettres,
Élève de l'École des Sciences politiques.

PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires-Éditeurs

22, RUE SOUFFLOT, 22

1884

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



8 AN LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

LE CENS ET LA CENSURE

DROIT FRANÇAIS

DE LA DÉLIMITATION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL ET MARITIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu
le Jeudi 18 Décembre 1884, à une heure*

PAR

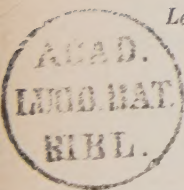
Louis DELAUAUD

Avocat à la Cour d'appel de Paris, Licencié ès-lettres,
Élève de l'École des Sciences politiques.

PRÉSIDENT : M. BUFNOIR

SUFFRAGANTS	{	MM. VUATRIN	}	PROFESSEURS
		CAUWÈS		
		MICHEL (HENRY)		AGRÉGÉ

*Le Candidat répondra en outre aux questions qui lui seront faites
sur les autres matières de l'enseignement*



PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires - Éditeurs

22, RUE SOUFFLOT, 22

1884



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DROIT ROMAIN.

LE CENS ET LA CENSURE.

CHAPITRE PREMIER.

LE CENS AVANT SERVIUS TULLIUS.

La censure est une des magistratures romaines les plus récentes. Mais les fonctions dont les censeurs ont été chargés étaient remplies avant eux par d'autres magistrats. Elles existaient en germe dès les premiers temps de Rome, et même chez tous les peuples de race indo-européenne. Ce ne sera donc point sortir de notre sujet que d'examiner l'origine du cens et de la censure en remontant jusqu'au berceau de la cité romaine.

Les magistratures des Romains ont d'abord été des sacerdoces. Nous allons montrer de quelles croyances est née la censure, et comment, par suite des modifications des idées religieuses, les attributions des censeurs se sont transformées et de sacerdotales sont devenues politiques.

Il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur l'antique religion de Rome pour voir que le cens n'était, dans les premiers temps, qu'une cérémonie du culte, une purification. Nous retrouvons des cérémonies semblables dans la famille et dans la cité. Chef du culte domestique, le père

doit veiller à la pureté de sa demeure et de son foyer ; quand les dieux ont été offensés, il doit se purifier lui et les siens ; il jouit d'un pouvoir absolu sur la conduite des membres de sa maison et doit quand ils sont coupables leur faire accomplir l'expiation. Bien plus, il purifie à des époques fixes son foyer des souillures qui ont pu lui être infligées sans qu'il le sache. Enfin dans les sacrifices et dans les expéditions de guerre, il range dans un ordre déterminé les personnes qui sont sous sa puissance.

Les mêmes pouvoirs appartiennent dans la cité aux magistrats ; les analogies sont frappantes entre leurs droits et ceux du père de famille. Ils font, comme lui et suivant des rites semblables, en immolant les mêmes victimes, des purifications de la ville, des citoyens et du territoire, en diverses circonstances, et notamment des purifications annuelles qui sont célébrées chaque cinquième année avec plus de solennité. Ils ont soin de ne laisser dans la cité aucun acte coupable impuni et exercent à cet effet sur les mœurs une surveillance sévère.

Ils disposent dans ce but de peines dont la plus grave est l'exclusion de la cité. Nous trouvons là toutes les fonctions primitives des censeurs romains ; purifications solennelles et quinquennales, surveillance des mœurs, droit d'infliger aux citoyens une flétrissure. Le droit de les ranger dans un ordre déterminé est une conséquence du droit de faire la purification : la place attribuée à chacun dans la grande cérémonie purificatoire devait être conservée par lui dans les autres cérémonies religieuses, politiques et militaires. A partir du règne de Servius Tullius, la fortune de chacun fut un des éléments qui servirent à déterminer sa place. Les censeurs eurent donc enfin à estimer la fortune de chacun, ils décidèrent dans quelle

mesure les citoyens devaient contribuer aux dépenses du culte et de l'État, ils concentrèrent peu à peu dans leurs mains l'administration financière et la direction des travaux publics qui furent l'une des plus grandes dépenses de Rome.

Telles sont les attributions des censeurs dont nous allons montrer l'origine dans la famille puis dans la cité.

I.

La religion domestique. Les purifications et le regimen morum dans la famille.

Chez tous les peuples de race indo-européenne, la société était organisée en familles¹, groupes de personnes unies moins par la communauté de sang que par la communauté de religion. Le lien de cette association était le culte des esprits des ancêtres appelés Démons ou Héros par les Grecs, Lares ou Mânes par les Latins, Pitris par les Hindous, Favrashis par les Eranien; Damovoy par les Slaves². L'homme des premiers âges croyait que les morts soumis aux mêmes besoins que les vivants, continuaient de vivre dans le tombeau où on leur offrait armes, vêtements, aliments, chevaux, esclaves³. Maîtres de punir et de ré-

¹ FUSTEL DE COULANGES, *La cité antique* (10^e éd.), p. 424-425, 431. — R. DE IHERING, *L'esprit du droit romain*, traduit par O. DE MEULENAERE (2^e édit., Gand, 1880), I, 180. — F. LENORMANT, *Manuel d'histoire ancienne de l'Orient* (1869), II, 58. — D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Les premiers habitants de l'Europe* (1877), p. 130.

² *La cité antique*, p. 7, 45, 48, 20, 39-41. — HEARN, *The aryan household* (1879), p. 41-47. — S. REINACH, *Manuel de philologie classique* (1880), p. 204. — GRIMM, *Deutsche mythologie* (1875) (I, p. 443-445), assimile les Mânes et les Lares aux Kobold qui sont les dieux du foyer.

³ *La cité antique*, p. 8-14. — HEARN, *op. cit.*, p. 35, 49. —

compenser, ils se vengeaient sans pitié des souffrances que leur infligeaient ceux qui les privaient de la nourriture et des présents qu'ils aimaient¹. Les aïeux étaient enterrés dans la maison sous le foyer², et les prémices des repas, qu'on leur offrait, étaient dévorés par le feu. Plus tard, on adora la flamme elle-même sous le nom d'*agni*, *ignis*, *vesta*³. Le culte des morts et celui du feu demeurèrent étroitement unis⁴.

PRELLER, *La religion romaine* (traduit par DIEZ, 2^e éd., 1866), p. 332. — A. MAURY, *Histoire des religions de la Grèce antique* (1857), II, p. 150, 464. — S. REINACH, *op. cit.*, p. 240-330. — J. GIRARD, *Le sentiment religieux en Grèce d'Homère à Eschyle* (1869), p. 303-344. — DURUY, *Histoire des Romains* (1879), I, 84-86. — G. BOISSIER, *La religion romaine d'Auguste aux Antonins* (1874), I, 297. — R. MÉNARD, *La mythologie* (1878), p. 77-79. — AM. THIERRY, *Histoire des Gaulois* (7^e éd., 1866), I, 487. — L. DE VALROGER, *Les Celtes et la Gaule Celtique* (1879), p. 454. — HOMÈRE, *Il.*, XXIII, 466. — G. DE MORTILLET, *Le préhistorique* (1882), p. 388, 474, 597, 603. — Sir JOHN LUBBOCK, *L'homme préhistorique*, traduit par BARBIER (1876), p. 427 et suiv.

¹ *La cité antique*, p. 43-44, 48-20, 32. — J. MARTHA, *Les sacerdoces athéniens* (1882), (26^e fasc. de la *Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*), p. 126. — BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE, *Journal des savants* (1875), p. 543, 549. — BOISSIER, *op. cit.*, I, 305. — DURUY, *op. cit.*, I, 85-86. — DE VALROGER, *op. cit.*, p. 32.

² HEARN, p. 53.

³ Th. H. MARTIN, *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. XXVIII, 1^{re} partie (1874), p. 335 et suiv. — F. BAUDRY, *Revue germanique* (1864), t. XIV, p. 353, 505; t. XV, p. 5. — A. PICTET, *Les origines Indo-Européennes* (1863), 678. — HEARN, p. 50. — F. LENORMANT, *op. cit.*, III, 457, 466, 469. — A. MAURY, *Croyances et légendes de l'Antiquité* (1863), p. 40, 49, 88, 95, 449; *Religions de la Grèce*, I, 400-404. — R. MÉNARD, *op. cit.*, p. 504-506, 870-879. — DURUY, *op. cit.*, I, 83, 84. — J.-J. AMPÈRE, *Histoire romaine à Rome* (1862), I, 444-446.

⁴ *La cité antique*, p. 24-30. — A. MAURY, *Rel. de la Grèce*, I, 474. Le culte du feu a des rapports avec la coutume de l'incinération (BERGAIGNE, *Les dieux souverains de la religion védique*, 36^e fasc. de la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études* (1878), p. XIII).

C'étaient deux cultes domestiques : seuls les membres de la famille pouvaient assister à leurs cérémonies¹. La famille était une association religieuse ayant son culte, ses fêtes, ses formules mystérieuses de prières et d'invocations². Le père était le prêtre³.

Il transmettait à ses descendants le soin du culte, et en même temps, la propriété du tombeau des aïeux, de la maison qui le contient et du champ qui l'entoure. Tandis que la plupart des terres, suivant l'usage des associations primitives, sont communes au groupe entier des hommes qui vivent côte à côte⁴, un domaine individuel qui a un caractère religieux s'étend autour de chaque sépulture de famille⁵. Quand la cité se fut formée, les lois fixèrent une étendue déterminée à ce domaine⁶.

Le foyer et l'héritage sont sanctifiés par la présence des ancêtres; on doit les laisser purs comme devront l'être les

¹ *La cité antique*, p. 31. — DURUY, *op. cit.*, I, 89.

* ² *La cité antique*, p. 36. — HEARN, p. 54.

³ *La cité antique*, p. 93, 96, 104.

⁴ E. DE LAVELEYE, *La propriété et ses formes primitives* (2^e édit., 1877), p. 146-148. — P. VIOLLET, *Bibliothèque de l'École des chartes*, (1872), t. XXXIII, p. 455 et suiv. — DARESTE, *Journal des savants*, 1881, p. 112, 248, 249. — H. MARTIN, *Histoire de France* (4^e édition, 1878), I, 43.

⁵ VIOLLET, *loc. cit.*, p. 468. — HEARN, p. 74, 230, 233. — PICTET, p. 340-349. — CIC., *De leg.*, II, 24. — *Dig.* XVIII, 1, 22. — GENZ, *Das patricische Rom.* (Berlin, 1878), p. 14. — BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE, *Journal des savants*, 1875, p. 511-512. — DARESTE, *loc. cit.* — CÆS., *De B.G.*, VI, 22. — TAC., *Germ.*, 26. — IHERING (I. 199-206), constate dans la *Gens* cette coexistence de la propriété collective et de la propriété privée. Chacun avait la propriété de son enclos, tandis que les bois, les champs et les pâturages étaient la propriété de toute la communauté.

⁶ PLIN., *H. N.*, XVIII, 2. — VARR., *De r. r.*, I, 10. — DURUY, *op. cit.*, p. CXXIII; *Histoire des Grecs* (1872), I, p. 119. — Cl. JANNET, *Les institutions sociales et le droit civil à Sparte* (1873), p. 71.

temples plus tard¹. Aucun étranger ne doit voir le tombeau². Aucune main tachée de sang ne doit toucher les objets consacrés. Le meurtrier porte en lui une flétrissure qui s'étend sur tous ceux qui l'approchent, sur tous ceux qui naissent de lui; par sa seule présence, il profane son foyer, sa maison, sa terre, il peut comme le sera plus tard l'excommunié, être chassé loin des siens qu'il souillerait et qui ne pourraient accomplir leurs devoirs religieux. Il en est de même de ceux qui ont commis des fautes moins graves et d'une manière plus générale, de ceux qui ont fait volontairement ou non, un acte qualifié d'impur par les croyances antiques, de ceux par exemple qui ont approché un cadavre³.

Si le foyer, si la maison qui abrite les ancêtres, si le domaine où ils reposent, *terra patrum, patria*, ont été touchés ou vus par un étranger ou par un coupable, ils pourront être purifiés, de même qu'on les nettoierait s'ils avaient été salis matériellement. Les modes de purifications ordinaires étaient l'ablution par l'eau lustrale, les fumigations ou les offrandes : les sacrifices particulièrement agréables aux dieux sont ceux des béliers, des taureaux et des porcs; ces victimes sont immolées généralement dans tous les sacrifices purificateurs, qu'ils soient faits par le *paterfamilias* ou par un magistrat : la grande

¹ *La cité antique*, p. 76. — MAURY, *Religions de la Grèce*, II, 45.

² CIC., *De leg.*, II, 26. — Cf., sur l'action de *sepulcro violato*, ACCARIAS, I, 464.

³ La mort et l'acte de la génération souillent et nécessitent une purification. On purifiait les nouveau-nés (*Dict. des antiq.*, v° *Amphidromia*, par E. SAGLIO). L'île de Délos ne devait pas contenir de tombeaux (A. LEBÈGUE, *Recherches sur Dilos*, 1876, p. 264). Dans beaucoup d'associations religieuses grecques, la seule pureté exigée est la pureté matérielle, la propreté (FOUCART, *Associations religieuses chez les Grecs*, 1873, p. 73, 123, 147, 166, 169).

lustration de Rome consistait dans le *suovetaurile* fait par les censeurs. Le père de famille accomplira soit le *suovetaurile* soit une autre cérémonie pour purifier son domaine profané et ceux qui ont approché le coupable¹.

Le membre de la famille qui a commis une faute peut être lavé lui-même de la souillure qui l'a entaché. Le père peut l'exclure de la famille² qui cessera par là d'être responsable de sa faute. Mais il peut se contenter d'effacer le délit par des moyens plus doux : *luere* signifie également expier et laver; *punire*, c'est nettoyer; *castigare*, c'est purifier, *castum agere*³. La punition infligée au coupable sera donc une expiation; le père, en exerçant le droit de punir, accomplira un devoir religieux; la peine sera accompagnée ou suivie de cérémonies expiatoires ou se confondra avec elles; grâce à elles⁴, le coupable rentrera en grâce auprès des dieux.

Le père, chef du culte, détermine dans quelle mesure les dieux ont été offensés, et par suite quel doit être le

¹ *La cité antique*, p. 21, 36, 405-407, 234-236. — J. GIRARD, *op. cit.*, p. 212, 215, 225, 474-493, 497-520, 530-532. — A. MAURY, *Les religions de la Grèce*, I, 404, 347. — BOUCHÉ-LECLERCQ, *Les pontifes de l'ancienne Rome*, p. 93-113. — DURUY, *H. des R.*, I, 94 et *Introd.*, p. CXXI. — AMPÈRE, *op. cit.*, I, 358-359.

² M. ACCARIAS (I, 276) s'appuyant sur un texte de Paul (II, 25, 5), n'admet pas que le père puisse émanciper ses enfants contre leur gré; mais le texte de Paul nous paraît représenter le dernier état de droit romain; le pouvoir qu'a le *paterfamilias* de manciper ses enfants, nous paraît avoir eu à l'origine, pour conséquence, celui de les émanciper. Il avait le droit de forcer son fils au divorce et par là de chasser sa belle-fille de la famille.

³ IHERING, I, 278 et suiv. — MAX MULLER, *Essai sur la mythologie comparée* (trad. par G. Perrot, 1873, p. 298-299).

⁴ J. GIRARD, *op. cit.*, p. 214. — A. MAURY, *Croyances*, 152-154; *Religions de la Grèce*, II, 438, 442-444; III, 23. — *La cité antique*, p. 406.

châtiment. Il a un pouvoir absolu sur les actes et sur les mœurs des personnes soumises à sa puissance. Il exerce dans sa famille le *regimen morum* comme les censeurs l'exerceront plus tard dans la cité¹; s'il laissait une faute impunie, le colère des dieux rejaillirait sur sa maison entière. Il fait observer l'antique morale de la famille dont M. Fustel de Coulanges nous a tracé le tableau². Il fait respecter par chacun ses devoirs comme le censeur les fera respecter par les membres de la cité. Dans ce but, il a les pouvoirs les plus absolus, même le droit de vie et de mort : le supplice apaise les dieux, *supplicium subplacat*³. Il peut condamner à mort sa femme et ses enfants coupables, répudier sa femme, imposer à ses enfants le divorce⁴; ces droits dérivent de ses devoirs comme chef de la religion domestique; il faut que la famille se perpétue et qu'aucune faute de ses membres ne vienne la souiller⁵.

Le *paterfamilias* était-il l'*unus iudex*? L'existence de tribunaux de famille, certaine chez les Celtes⁶, ne peut guère être contestée chez les Romains⁷.

Sur quels actes s'exerçait le pouvoir disciplinaire, le

¹ IHERING (I, 492-496) voit dans la *gens* le prototype du pouvoir disciplinaire des censeurs.

² *La cité antique*, p. 405-415. — BERGAIGNE, *Les dieux de la religion védique*, p. 450.

³ IHERING, I, 277-289.

⁴ *La cité antique*, p. 99-102, 103. — ACCARIAS, I, 463, 465, 467, 486, 224, 284. — IHERING, II, 450. — DURUY, *Hist. des Romains*, I, 437. — DE VALROGER, p. 468, 457-522. — SUMNER-MAINE, *L'ancien droit* (1874), p. 475.

⁵ *La cité antique*, p. 99.

⁶ A. DE COURSON, *Hist. des peuples bretons* (1846), II, 5, 9, 40, 43.

⁷ GIDE, *Essai sur la condition de la femme* (2^e éd. 1885), p. 446 et suiv. — DE FRESQUET, *Rev. hist. du dr.*, 1855, p. 430. — DION., II, 25. — TAC., *Ann.*, XIII, 32. — SUET., *Tib.*, XXXV; *Claud.*, XVI. — CIC., *De rep.*, IV, 6.

regimen morum de la famille, qui fut le type sur lequel fut conçu celui des censeurs de la cité? On distingue aujourd'hui la sphère de la morale de celle du droit. « *Non omne quod licet honestum est,* » dit le jurisconsulte Paul¹. Le droit et la morale sont deux cercles concentriques dont l'un est contenu dans l'autre². Mais dans la société antique, toute offense à la morale était un outrage fait aux dieux qui en rendaient la famille responsable. La crainte de cette responsabilité collective ne permettait point de laisser impunie une faute quelle qu'elle fût. Puisque les conséquences des injures faites aux dieux devaient être pour la famille une série de malheurs, elle avait le droit de se défendre. Droit et religion ne faisaient qu'un³. La famille, pour empêcher toute violation de la morale, s'ingéra dans la vie privée, et, sans qu'aucun scrupule l'empêchât de restreindre la liberté de l'individu⁴, exerça la police des mœurs avec une puissance que les modernes regarderaient comme étrangement excessive.

Si l'on examine les causes d'*ignominia* en vertu desquelles les censeurs frappaient les citoyens romains, on remarquera que beaucoup d'entre elles étaient des offenses aux dieux de la famille. Les censeurs punissaient les célibataires ayant atteint un certain âge, les prodiges qui dissipaient leur patrimoine⁵, les citoyens négligents qui n'accomplissaient pas les *sacra privata*. Ces fautes

¹ L. 444, D., lib. IV, tit. 47, *De reg. jur.*

² DEMANGEAT, *Cours de droit romain* (1876), I, 5, 7.

³ *Cité antique*, p. 249. — Les juges s'entouraient d'un cérémonial religieux (*Dict. des antiq.*, v° *Boulé*, par E. CAILLEMER, p. 738).

⁴ *Cité antique*, p. 265-269. — IHERING, I, 493.

⁵ *La cura prodigi est*, dit IHERING (I, 496), une émanation et un reste du principe de famille,

contraires aux *mores majorem* étaient des impiétés vis-à-vis des ancêtres de la famille : celle-ci devait donc les punir.

La punition consistait le plus souvent dans une purification des coupables que suivait une purification de la famille et de son domaine.

Voilà donc des purifications destinées à apaiser les Lares irrités et à expier une faute qui a été commise : elles avaient lieu naturellement à des époques indéterminées. Mais ce n'étaient point les seules purifications usitées dans la famille.

Nous en trouvons en second lieu d'autres pour apaiser les dieux de la nature physique, dieux innombrables, ayant chacun sa légende¹ et ayant, comme les Mânes, le caractère de divinités domestiques. A mesure qu'une famille avait, en personnifiant un agent physique, créé un dieu, elle l'associait à son foyer, le comptait parmi ses pénates et ajoutait quelques mots pour lui à sa formule de prières². Pour apaiser ses dieux quand ils étaient irrités, il fallait nécessairement des purifications. Celles-ci avaient encore lieu, comme les premières, à des époques indéterminées.

D'autres purifications destinées à réconcilier la famille soit avec les Lares soit avec les dieux de la nature physique, étaient célébrées à des époques fixes : ces purifications périodiques constituèrent une troisième et dernière

¹ *Cité antique*, p. 426-439. — M. MULLER, *passim*.

² *Cité antique*, p. 440. — Rien ne prouve, du reste, que tous les dieux aient le caractère de divinités domestiques. Les inscriptions nous font connaître la Minerve Maturia, l'hercule Julius, l'hercule Ælianus, la Fortuna Tarquatana, la Diana Valeria, etc. (BORGHESI, *Œuvres complètes*, t. VIII, 1872, p. 250-254).

espèce de cérémonies expiatoires, que nous allons spécialement étudier.

Voici quelle fut leur origine. Les anciens ne croyaient pas devoir se contenter de se purifier et de purifier leur foyer et leurs biens de la souillure infligée par des fautes connues. Leur religion consistait surtout dans la pratique minutieuse d'innombrables prescriptions. Les dieux avaient tous des goûts différents qu'il fallait satisfaire : « ils tenaient boutique de biens et de maux¹. » Un commerce qui avait même ses supercheries, se tenait entre le ciel et la terre².

Point d'élan dans la piété : les paroles, l'attitude, les gestes étaient commandés par le rituel. Aux expressions mêmes étaient attachée une vertu particulière. On devait toujours craindre d'avoir commis quelque négligence ou quelque erreur : on n'était jamais sûr de n'être point sur le coup de la colère de quelque dieu³. L'estime que l'on peut faire d'un homme n'est jamais complète, dit le Rig-Veda. Il fallait pour rassurer le cœur de l'homme, un sacrifice expiatoire effaçant les souillures inconnues, réparant les négligences dans le culte et rétablissant la paix entre la famille et les dieux⁴.

C'est pourquoi la cérémonie de la purification, au lieu d'être célébrée seulement quand une faute avait été bien constatée, devint, en vue des fautes probables, des souillures inconnues, habituelle et périodique. C'est à des

¹ J. MARTHA, *op. cit.*, p. 4-5.

² J. MARTHA, p. 4-5. — HEARN, p. 25. — R. MÉNARD, *Mythologie*, p. 889.

³ G. BOISSIER, *op. cit.*, I, 17. — *La cité antique*, p. 176, 180, 181, 193-196. — S. REINACH, *op. cit.*, p. 351. — A. MAURY, *Croyances*, p. 151. — BOUCHÉ-LECLERCQ, p. 24, 172, 174. — DURUY, I, 93.

⁴ *La cité antique*, p. 186. — A. MAURY, *Religions*, II, 138-149.

heures fixes qu'on fit les libations, c'est surtout aux nouvelles et aux pleines lunes, aux calendes, aux ides, aux nones qu'on accomplit les sacrifices¹. A des époques fixes, le père purifia son foyer, sa famille et ses biens. Toutes les fêtes périodiques des dieux semblent avoir un but purificateur, celles qui étaient renfermées dans l'intérieur de la famille étaient nombreuses et, pour la plupart, se rattachaient par des liens étroits aux cultes des ancêtres et du foyer. A Rome elles avaient lieu surtout en février, mars, avril et mai.

Février était le mois spécialement consacré aux purifications². Le 21 février, jour des *feralia*, il était interdit de se marier, et l'on apaisait les mânes par des offrandes³.

Le 23, lendemain des Caristies, le père de famille purifiait son champ : il suivait la bande de quelques pieds de large qui le séparait des domaines voisins et où les termes étaient plantés⁴; espace sacré qui devait rester inculte. La foule de ses enfants et de ses esclaves, vêtue de blanc, le suivaient en gardant un religieux silence. Il chantait un hymne sacré et poussait devant lui un agneau, un veau, une petite truie. Arrivé devant le terme, il immolait, en prononçant la formule consacrée, que nous a conservée Caton, la victime « *suovetaurilienne*, » rougissait la borne du sang des trois animaux, et jetait du froment dans le feu allumé avec le charbon du

¹ PRELLER, *op. cit.*, p. 437. — A. MAURY, *Croyances*, p. 454-455.

² MACROB., *Saturn.*, I, 43. — OVID., *Fast.*, II, 49-35.

³ PRELLER, p. 333. — OVID., *Fast.*, II, 533-558.

⁴ Sur le terme, cf. *Cité antique*, p. 94. — Sur l'isolement des maisons, cf. FILON, *Histoire de la littérature anglaise*, 1883, p. 44. — TAC., *Germ.*, 46.

foyer. Un repas de famille suivait cette cérémonie¹. Les Athéniens avaient une fête semblable, le Syngenikon².

Le jour des calendes, jour du renouvellement de l'année³, chaque famille devait éteindre son feu sacré et en rallumer aussitôt un autre suivant certains procédés qui rappellent les usages de l'homme primitif : tantôt on concentrait les rayons du soleil par une lentille de verre, tantôt on frottait rapidement deux morceaux de bois d'une espèce déterminée⁴. Cette coutume se retrouve chez les Grecs et aussi chez les Gaulois chez qui les feux étaient allumés le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre⁵.

Le mois de mai contenait plusieurs fêtes purificatoires. Un calendrier antique, connu sous le nom de *Calendarium Farnesianum*⁶ énumère les occupations de ce mois : « on tond les moutons, on lave la laine,..... on fait la lustration des récoltes. » Le 1^{er} mai on célèbre les *Ambarvalia*. Le père fait trois fois le tour de son domaine, le front ceint d'une branche de chêne, suivi de ses proches et de ses serviteurs, dansant et chantant un hymne. « Dieux de nos pères, nous purifions nos champs et ceux qui les cultivent... » Il offrait aux dieux des libations de lait et de vin et sacrifiait un porc, une brebis, un taureau; c'est-à-dire les trois animaux consacrés. Un festin où l'on mangeait les victimes et où l'on chantait les vers

¹ *Cité antique*, p. 70-71. — CAT., *De r. r.*, 142. — OV., *Fast.*, II, 617-658. — VAL. MAX., II, 4, 8. — CIC., *De off.*, I, 17, 57.

² PLIN., *H. N.*, XXXV, II, 4.

³ MACROB., *Saturn.*, I, 12. — S. REINACH, *op. cit.*, p. 256.

⁴ *Cité antique*, p. 22. — OV., *Fast.*, III, 135-142. — MACROB., *Saturn.*, I, 12.

⁵ AMPÈRE, *op. cit.*, 147. — H. MARTIN, *H. de France*, I, 53, 72.

⁶ DURUY, *op. cit.*, I, 136. — Cf. REINACH, p. 216 et *Dict. des antiquités*, v° *Calendarium*.

fecennins, terminait ces rogations païennes¹. Le 9, le 12 et le 13 mai avaient lieu les Lémuries. Au milieu de la nuit, le père se lève; il a soin de ne pas mettre de chaussures, il fait entendre neuf fois avec ses doigts un bruit qui chasse les ombres; trois fois il se lave les mains, il prend des fèves noires dans sa bouche et les jette neuf fois en arrière en disant : « Sortez, mânes des aïeux, je me rachète moi et les miens. » Il peut ensuite regarder derrière lui, les âmes des ancêtres sont apaisées².

Sans doute il en était dans ces cérémonies comme dans les solennités funéraires en usage dans l'Inde : les rangs des assistants y étaient rigoureusement fixés par le rituel³. Il est impossible de supposer qu'il n'y eût point d'ordre déterminé, car c'aurait été la seule partie de la cérémonie qui n'eût point été réglée. Il n'y a qu'un seul ordre possible : le chef de famille rangeait derrière lui sa femme et ses enfants, chacun de ceux-ci en tête de ses descendants, puis les clients et les esclaves.

Voilà les détails que nous ont transmis les anciens sur les cérémonies qui, dans chaque famille, à des époques fixes, purifiaient le foyer, les personnes et les biens pour apaiser les ancêtres qu'on avait pu irriter sans le savoir.

II.

La purification et le regimen morum dans la gens.

Ces cérémonies purificatoires, nous les retrouvons dans les groupes sociaux plus vastes que la famille.

¹ DURUY, *op. cit.*, I, 406. — TIBUL., II, 4, 17. — CAT., *De r. r.*, 141. — MACROB., *Sat.* II, 5, 7. — VIRG., *Georg.*, I, 336-350. — HOR., *Ep.*, II, 4, 139. — *D. des ant.*, v^o *Ambarvalia*.

² PRELLER, p. 343, 463. — OV., *Fast.*, V, 449-492.

³ BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE, *Journal des savants*, 1875, p. 544.

La première agrégation fut la *gens*, fort importante tant au point de vue politique qu'au point de vue religieux et basée sur une communauté d'origine¹. Elle comprenait les patriciens², les clients³, les esclaves⁴. Chaque *gens* a son tombeau de famille⁵, son foyer commun, ses formules de prières, son patrimoine commun⁶, et son chef⁷ à la fois prêtre, juge et commandant d'armée qui est le patron des clients, le *dux et princeps* des patriciens⁸.

¹ ACCARIAS, I, 214-217. — A. MAURY, *Acad. des inscr.*, t. XXV, 2^e partie, p. 445. — WILLEMS, *Droit public*, p. 36-41. — GENZ, p. 45. — IHERING, I, 184. — *La cité antique*, p. 116-122. — M. PERROT (*Le droit public d'Athènes*, 1874, p. 117) admet que la parenté des membres de la *gens* était souvent fictive et légendaire. M. ACCARIAS (I, 215) cite des passages de Varron, de Festus et de Tite-Live qui font descendre les *gentiles* d'un auteur commun, ou confondent les mots *gens*, *genus*, *familia*. M. MISPOULET explique (*Les institutions politiques des Romains*, 1882, I, 12) la définition de la *gens* donnée par Cicéron et cite une inscription (*C. I. L.* 2, n° 396), posée par Julia Modesta, *In honorem gentis Juliorum parentum suorum* (p. 10).

² Sans doute, ceux qui descendent du *paterfamilias* le plus anciennement connu (Cf. WILLEMS, *Dr. public*, p. 23, le *Sénat*, I, 7-10; 26, 27, 37, 38).

³ *Dict. des antiq.*, v° *Clients*, par G. HUMBERT. — WILLEMS, *Dr. public*, p. 27-42. — IHERING, I, 237. — GELL., *Noct. att.*, V, 13; XX, 4. — Liv., V, 32; VI, 48. — C'étaient sans doute les descendants des esclaves affranchis (WILLEMS, *Dr. public*, p. 29. — *Cité antique*, p. 128, 306) ou des hommes qui, pour être protégés, avaient accepté cette situation (WILLEMS, *Dr. publ.*, p. 30. — IHERING, I, 236. — MISPOULET, I, 22).

⁴ WALLON, *Histoire de l'esclavage* (1879), I, p. 287, 299. — Cf. ACCARIAS, I, 95, note 1.

⁵ CIC., *De leg.*, II, 22.

⁶ IHERING, I, 199-206. — GIRAUD, *Journal des savants*, 1878, p. 751. — BLOCH, *Les origines du Sénat romain* (1883), p. 407, 410, 487. — Liv., II, 5, etc.

⁷ MACROB., *Sat.*, 1, 6. — SUET., *Bib.*, 1. — BOECK, *Corp. inscr. græc.* (1828), nos 397 et 399. — GENZ, p. 25. — MISPOULET, I, 13. — BLOCH, p. 406, 409 et 487.

⁸ *Familia in liberis hominibus dicebatur quorum dux et princeps*

La *gens* parfois nombreuse¹ constitua longtemps la seule unité sociale² : cela eut lieu chez les Hindous³, les Perses⁴, les Germains⁵, les Gaulois et les Bretons⁶, les Slaves⁷, les Albanais⁸, les Athéniens⁹, les Arcadiens¹⁰, les Thessaliens¹¹.

Comme le chef de chaque maison accomplissait l'expiation des fautes commises envers les ancêtres, de même faisait le chef de la *gens* pour les fautes commises vis-à-vis des dieux, de la *gens*, du héros éponyme, etc. Évidemment, avant chaque cérémonie, la *gens* examinait si l'un de ses membres avait offensé les dieux. Elle avait sur eux le pouvoir disciplinaire qu'avait le père de famille sur les personnes qui étaient en sa puissance¹².

vocabatur, pater et materfamilias, unde familia nobilium Pompiliorum, Valeriorum, Corneliorum (Paul Diacre cité par M. BLOCH, p. 488).

¹ Elle embrassait parfois, a-t-on dit, des milliers d'êtres humains. (DURUY, I, 66. — *La cité antique*, p. 92, 430). Cette opinion est très fortement combattue par M. Bloch (p. 409-494). Examinant la généalogie des *gentes*, il prouve que dans les temps anciens, elles se fractionnèrent rarement. Cela explique comment les Fabii qui périrent à la Crémère ne laissèrent qu'un seul enfant (p. 442, 443). Une fois réunies dans le sein de la cité, les *gentes* étaient forcées pour ne point tomber dans la misère et pour pouvoir nourrir de nombreux clients sur leur domaine de limiter le nombre de leurs membres (p. 444).

² *Cité antique*, p. 424, 425, 434.

³ PICTET, § 304, 2-3.

⁴ *Ibid.*, § 304, 3.

⁵ TAC., *De mor. Germ.*, 46.

⁶ A. DE COURSON, II, 5, 9, 40, 43.

⁷ E. RECLUS, *Nouvelle géographie*, I, 203, 286 ; III, 279 ; V, 866.

⁸ RECLUS, I, 486.

⁹ PLUT., *Thes.* 22. — *Dict. des antiq.*, v^o *Attica respublica*.

¹⁰ DURUY, *H. des Grecs*, I, 221.

¹¹ DURUY, *H. des G.*, I, 245.

¹² IHERING, I, 495. — ACCARIAS, I, 243. On nous parle de « *décrets* » de la *gens Fabia* interdisant l'exposition des enfants (DION.,

Des gentes se transmettaient parfois des sacrifices célèbres à des époques déterminées en expiation d'un crime commis par l'un de ses membres; c'est ce que fit la *gens Horatia* à la suite des meurtres commis par Horace ¹.

Elles célébraient également des cérémonies pour expier les fautes inconnues : c'était tantôt à des époques indéterminées, lorsque des signes donnaient lieu de croire à la colère des dieux, tantôt à des époques fixes en prévision de leur colère possible ². Nous n'avons que peu de renseignements sur ce sujet : Tite-Live nous montre les *Fabii* faisant à jours fixes des sacrifices ³. Cicéron recommande dans les *Lois* que l'on conserve les rites des ancêtres *familias patrumque* ⁴, ce qui peut ne pas s'appliquer à la *gens*. Il nous parle encore des fêtes par lesquelles on avait coutume en février d'apaiser les mânes : D. Brutus les faisait, suivant la coutume de ses ancêtres, au mois de décembre ⁵. Chaque gens avait, en effet, ses rites particuliers : la *gens Cornelia* conserva jusqu'à Sylla l'usage d'enterrer les morts ⁶. C'était pour un citoyen une excuse suffisante de ne pas se présenter à l'appel s'il avait à célébrer une fête des morts ou un sacrifice qui ne pouvait être avancé ni différé ⁷. Des sacrifices annuels avaient

IX, 22); de la *gens Manlia* et de la *gens Claudia* pour interdire l'emploi de tel prénom (Liv., VI, 20. — Cic., *Phil.*, I, 43. — PLUT., *Q. r.* 91. — Suet., *Tib.*, 4. — QUINT., III, 7).

¹ Liv., I, 26. — Quand un homme reste sans sépulture, sa famille est forcée d'offrir en expiation une truie (Cic., *De leg.*, II, 23).

² BOUCHÉ-LECLERCQ, p. 468.

³ Liv., V, p. 46.

⁴ *De leg.*, II, 8.

⁵ *De leg.*, II, 21.

⁶ *De leg.*, II, 23.

⁷ GELL., XVI, 4, 54.

lieu dans le sein des *gentes* Potitia et Pinaria en l'honneur d'Hercule¹.

III.

Les purifications et la police des mœurs dans la cité. Organisation primitive de Rome.

Au-dessus du culte des *gentes* se formèrent ceux des groupes nouveaux qui les absorbèrent, *dêmes*, *kômes*, *curies*, *phatries*, *tribus*, *cités*². Pas de groupe qui n'eût son autel, ses dieux particuliers, ses repas religieux, son chef, son tribunal. Toute alliance de cité fut accompagnée de la fondation d'un culte commun, et le roi fut le chef religieux de la cité³. Le roi fut assisté soit des chefs des

¹ LIV., IX, 29 (*familix sacerdotum*). — DION., I, 40. — VAL. MAX., I, 4, 47.

² Ce phénomène est difficile à comprendre; il doit recevoir probablement des explications différentes suivant les lieux. Les *gentes* qui vivaient les uns à côté des autres conservaient ou croyaient conserver le souvenir d'une origine commune et pouvaient adorer les ancêtres mythiques de leur race (Cf. *Cité antique*, p. 417, 468. — SUMNER-MAINE, p. 424-424; — VIOLET, *op. cit.*, p. 464-466). D'autre part, quand elles se réunissaient autour d'une *gens* prépondérante, celle-ci ne pouvait leur ouvrir l'accès de son sanctuaire, mais d'accord avec sa divinité préalablement consultée, elle étendait et développait son culte héréditaire, elle continuait à accomplir les rites secrets qui ne devaient pas être profanés et en même temps en instituaient d'autres que tous pouvaient accomplir avec elle (J. MARTHA, p. 44-45). Ailleurs une *gens* ou une tribu conquit par la force le droit d'adorer les dieux d'autres tribus, car chaque homme cherchait (*Cité antique*, p. 475, 478, 244) à avoir le plus grand nombre possible de dieux. — Enfin les dieux de la nature physique prenaient facilement le caractère de dieux non exclusivement conservés à une famille.

Cité antique, p. 433, 435, 443, 446, 453, 457. — IHERING, I, 272. — PLUT., *Thes.*, 22; *Rom.*, 27. — J. MARTHA, p. 428-430. — A. MAURY, *Rel.*, II, 384. — ROBIOU, *Questions homériques* (1867), p. 87-94. — ARISTOTE, *Pol.*, III, 9, 8, — HOM., *Il.*, II, 403.

gentes, soit des prêtres spéciaux à tel ou tel culte¹; sans doute, telle ou telle circonstance avait fait croire que ces prêtres avaient une connaissance spéciale des rites d'un culte particulier. Les récits des historiens de Rome confirment ces vues générales. Ils nous montrent l'organisation primitive de la cité, organisation toute religieuse, qui subsista surtout dans la cérémonie du *lustrum* et dans les autres cérémonies purificatoires : chaque modification de la cité eut pour conséquence une transformation du *lustrum*.

La confédération latine comprenait trente villes² dont la population était formée du mélange de toutes les races³ venues de tous les points de l'horizon vers cette région centrale de l'Italie. Leurs 300 représentants qui paraissent avoir eu dix chefs formant un conseil étroit⁴, se réunissaient chaque année sur le mont Albain dans le sanctuaire de Jupiter Latiaris. Ils y immolaient un taureau blanc dont ils se partageaient la chair⁵.

Lavinium paraît avoir été la ville d'où partirent les fondateurs des cités latines. C'est là que se trouvaient les Lares du Latium. Elle avait couvert le Latium de ses colonies dont Albe était la plus puissante⁶.

¹ J. MARTHA, p. 7, 44, 49.

² BLOCH, p. 8, 204. — BELOCH, *des Italische Bund unter Roms hegemonie* (Leipzig, 1880), p. 477. — ZOELLER, *Latium und Rom* (Leipzig, 1878), p. 208. — LIV., II, 48. — DIONYS, III, 34 et 34.

³ DURUY, I, p. LXXXIII.

⁴ BLOCH, p. 203-204. — LIV., VIII, 3

⁵ LIV., XLI, 46. — VARR., *De bl.*, VI, 25. — FERNIQUE, *Etudes sur Preneste* (Bibl. des écoles d'Athènes et de Rome, fasc. 47, 1880), p. 41, 42, 48.

⁶ VAL. MAX., I, 8, 7. — STRAB., V, 3, 5. — ZOELLER, p. 79 et suiv. — AMPÈRE, 3, 216-218. — *Fragm. Cincii* (in *Fragm. hist. grec.*, t. II, 96). — MOMMSEN, *I. r. n.*, n° 2244. — NIEBUHR, *Histoire romaine*, traduite par DE GOLBÉRY, I, 281 (1830).

Rome fut une colonie d'Albe. « Une troupe d'aventuriers ne pouvait jamais fonder une ville et n'avait pas le droit, suivant les idées des anciens, de s'organiser en cité. Les émigrants emportaient du feu allumé au foyer de la métropole, ils emmenaient en même temps un fondateur qui devait appartenir à une des familles saintes de la cité. Celui-ci pratiquait la fondation de la ville suivant les mêmes rites qui avaient été accomplis autrefois pour la ville dont il sortait¹ ». Parfois une colonie avait pour origine un *printemps sacré*. Quand la cité était menacée d'un malheur, famine, épidémie, guerre malheureuse, on consacrait aux dieux tout ce qui naissait au printemps, en mars et en avril². Dans les temps anciens, les enfants eux-mêmes étaient offerts en sacrifice. Plus tard, le bétail seul fut immolé, les enfants, élevés jusqu'à vingt ans, furent seulement conduits hors du territoire, la tête voilée. Souvent le dieu de la cité protégeait ces jeunes colonies et leur envoyait un guide³. Des légendes, reflets des plus vieilles traditions de la race indo-européenne, entouraient la naissance des villes⁴. Les annales, tenues avec soin, faisaient connaître le nom du fondateur, la date de la fondation, les dates et l'origine des cérémonies religieuses⁵.

Des guerriers latins, une colonie et probablement un printemps sacré d'Albe, s'emparèrent d'une ville bâtie auparavant sur le Palatin et la consacrèrent à leurs dieux⁶.

¹ *Cité antique*, p. 252.

² PLUT., *Fab.*, 6. On consacrait les portées des chèvres, des taureaux, des brebis, des vaches.

³ DURUY, I, p. XC.

⁴ DURUY, I, 62.

⁵ *Cité antique*, p. 99, 101.

⁶ BELOT, *Histoire des chevaliers romains* (1866), I, p. VIII. —

Ce n'est pas ici le lieu de discuter si les trois tribus des *Ramnes*, des *Tities* et des *Luceres*, subdivisées chacune en dix curies, ont été toutes trois amenées d'Albe par Romulus¹, ou si, issues de races diverses², elles se sont réunies sur le territoire romain pour fonder un culte commun et célébrer ensemble leurs cérémonies religieuses. On peut, en alléguant la ressemblance que présente la cité romaine avec celles des Doriens, des Athéniens, des Gaulois, d'une part, et de l'autre, avec les colonies qu'elle essaima, soutenir que les trois tribus étaient de race albaine; que c'est la cité, en se fractionnant, qui leur a donné naissance, et que les habitants ont été répartis en trois tribus et en trente curies sous l'influence de croyances religieuses : on attribuait, en effet, une importance considérable à certaines combinaisons numériques, surtout aux chiffres 3 et 10 et leurs multiples 12, 30, 120, 300³. Même en adoptant cette opinion, on pourrait admettre que la division en curies et en tribus a correspondu à l'origine, au moins dans quelques cités⁴, à

IHERING, I, 98, 101, 119. — DURUY, I, 62. — REINACH, p. 258, note 3. — PLUT., *Rom.*, I, 10. — AMPÈRE, I, 118, 138, 143, 265. — ROBIOT, *Q. hom.*, p. 24. — BLOCH, p. 195-196. — LIV., I, 6; I, 23. — DION., I, 85; VI, 20. — *Cité antiq.*, p. 45-46.

¹ DION., II, 7.

² GENZ, p. 89, 90. — CIC., *De rep.*, II, 8. — LIV., I, 13. — PLUT., *Rom.*, 20. — FLOR., I, 1.

³ BLOCH, p. 2, 13-16, 196-202. — ZOELLER, *Latium und Rom*, p. 27-28.

⁴ A Pompéi, d'après NISSEN (*Das templum, antiquarische untersuchungen*, Berlin, 1869, p. 54-101). Les curies et les tribus ont pu avoir une existence réelle (*Cité antique*, p. 145, 148), et être autant de petites cités qui se réunissaient en de plus grandes. C'est alors par une pure convention qu'on donna le nom de curies au groupe le moins large, de tribus à une agglomération plus étendue, etc.; mais curies, tribus, cités ont été des termes synonymes. L'existence chez

une diversité ethnique dont les résultats naturels auraient été ailleurs artificiellement reproduits. En tout cas, la *deductio* n'a pu s'opérer que suivant certaines formes consacrées, semblables à celles que l'on observe plus tard dans les colonies romaines¹ : les compagnons de Romulus étaient répartis soit en tribus, soit en curies, sans doute suivant le groupe de la population albaine auquel ils se rattachaient. Ils étaient en nombre fixe, et ne dépassaient point un chiffre auquel on attribuait des valeurs particulières; ils étaient 100 ou 300. Ces hommes de race libre (*ingenui*) avaient avec eux des clients. Tous les ingénus devinrent chefs des *gentes, patres*². Ils emportaient avec eux quelques parcelles de la terre où dormaient leurs ancêtres³. La fondation de Rome fut accompagnée de cérémonies religieuses dont plusieurs se rattachaient au culte des morts et dont quelques-unes avaient pour but de purifier les citoyens. Le récit fait par Plutarque, Tite-Live, Denys d'Halicarnasse, semble un fragment détaché d'un rituel. Ils nous montrent Romulus traçant, suivant les rites après les cérémonies usitées dans les purifications, le *pomœrium* qui chaque année sera parcouru solennellement par les magistrats chargés du *lustrum* et qui ne peut être franchi sans profanation par un étranger.

Sur l'emplacement désigné par les dieux, et le jour où les auspices ont été favorables, Romulus offre en sacri-

les Grecs de Kômes non réunis en cités a été prouvée par M. Kuhn dans son livre *Über die Entsehung der stadte der Alten* (Leipzig, 1879), analysé dans la *Revue historique* (1883, t. XXIII, p. 462).

¹ BLOCH, p. 496.

² LIV., X, 8. — PLUT., *Rom.*, 45. — BLOCH, p. 497.

³ PLUT., *Rom.*, 43. Il en fut de même dans les colonies norvégiennes de l'Islande (A. GEFFROY, *Acad. des Inscrip., savants étrangers*, 1^{re} série, t. VI, 2^e partie, p. 343).

fice. Ses compagnons allument un feu de broussailles et, pour se purifier, sautent à travers la flamme. Il creuse une fosse de forme circulaire; chacun y vient jeter la terre qu'il a apportée avec lui et où sont en quelque sorte les esprits des morts de sa famille. C'est de cette fosse (*mundus*) que les mânes s'échappent trois fois l'an. Romulus pose au-dessus de cette fosse un autel et y allume le feu de la cité. Autour du foyer il trace un sillon; il se voile la tête pour ne pas rencontrer de présage funeste, et, chantant des prières, il dirige le manche d'une charrue dont le soc est de cuivre et que traînent un taureau blanc et une vache blanche. Ses compagnons marchent derrière lui et chantent.

Un peu en arrière du sillon s'élèvent les murailles, bornées des deux côtés par un espace sacré, le *pomœrium*, où il n'est permis ni de faire passer la charrue ni d'élever aucune construction¹. C'est le 21 avril qu'eut lieu la fondation, une ville ne pouvait point perdre le souvenir de la cérémonie sainte qui avait marqué sa naissance et dont elle célébrait l'anniversaire par un sacrifice².

Le feu sacré était toujours entretenu sur l'autel de la cité, dans le temple de Vesta où des vierges le gardaient³. L'une des principales cérémonies du culte étaient les repas sacrés. Le prêtre du foyer public était le roi : désigné par les auspices, intronisé avec un cérémonial religieux, il remplissait, avec l'aide des citoyens, toutes les fonctions

¹ *Cité antique*, p. 159-160.

² PLUT., *Romulus*, 43, 44.

³ *Cité antique*, p. 148, 155, 166. — PLUT., *Numa*, 13. — Cf. *Dict. des antiquités*, v^o *Attica republica*, p. 533-534. — Les vestales lavaient le temple avec de l'eau puisée dans le bois des Camènes (DECHARME, *les Muses*, 1869, p. 33).

sacerdotales. Il était en même temps magistrat et chef militaire¹.

Il présidait les assemblées, à la fois politiques et religieuses, des citoyens et prononçait, sur leur avis, les admissions dans la cité; il décidait les exclusions de la cité et les peines moins graves; exerçant le *regimen morum*, il rangeait en ordre de bataille le peuple, il lui distribuait le butin conquis et les terres prises à l'ennemi après avoir prélevé la part des dieux; il administrait le domaine public, il rassemblait et employait les sommes nécessaires à l'entretien du culte; enfin il accomplissait la cérémonie de la lustration du territoire et du peuple. Parmi ces attributions des rois, plusieurs furent remises plus tard aux censeurs. Avant de leur permettre d'accomplir dans l'organisation de la cité d'importantes modifications, elles donnèrent aux différents rois la faculté d'y introduire des réformes graduelles que couronnèrent celles de Servius Tullius. Ce sont ces révolutions ou plutôt ces évolutions que nous allons étudier, montrant la transformation qu'on^t subi depuis la fondation de Rome jusqu'à la chute des rois la cérémonie de la lustration, les assemblées religieuses et politiques, l'ordre de l'armée, la police des mœurs, la division du territoire et son administration, les finances publiques, c'est-à-dire les institutions dont l'organisation fut l'objet des attributions des censeurs.

Chaque année, on purifiait la ville et le territoire (*ager Romanus*). La cité de Romulus ne dépassait point la limite du Palatin dont Tacite décrit le *pomoerium*, et dont M. Rosa a retrouvé les murailles². La ville était destinée

¹ *Cité antique*, 466, 479, 482, 204.

² JORDAN, *Topographie der Stadt Rom* (Berlin, 1874), I, 4, p. 472.

surtout à servir de refuge en temps de guerre¹. Quelques champs formaient tout le territoire. Ce territoire était divisé entre les trois tribus, celui de chaque tribu en deux portions : l'une affectée à l'entretien du culte et de la royauté, l'autre partagée entre les *gentes*. Celles-ci conservèrent des pâturages communs, donnaient à chacun de leurs membres la propriété d'un *heredium* de deux jugères pour sa maison et son verger². L'*ager regius* était situé entre la ville et le Tibre et forma plus tard le Champ de Mars³. Les biens des condamnés à une peine capitale étaient confisqués et attribués au temple de Cérès, de Sibar et de Sibera⁴. Les biens des temples étaient, dit-on, donnés à long bail⁵.

L'annexion à l'*ager romanus* d'un territoire étranger se faisait à la suite d'une formule solennelle de dédition⁶ qui a un caractère religieux. Le roi retenait une partie des terres conquises⁷. Le reste (*ager publicus*) était divisé en deux autres portions ; l'une était régulièrement limitée et mesurée suivant des rites sacrés, et probablement par les soins des augures⁸ ; elle était vendue (*ager quæstorius*) ou partagée entre les citoyens (*actuarius ager*) ou donnée à bail (*ager vectigalis*). Quant aux terrains non délimités

— AMPÈRE, I, 282. — TAC., *Ann.*, XII, 24. — GELL, XIII, 14. — MARQUARDT, VI, 427.

¹ GENZ, p. 92.

² *Dict. des antiq.*, vis *Ager publicus* et *Ager romanus*, par HUMBERT, p. 433 et 439. — VARR., *L. L. V.*, 55. — DIONYS., II, 7; III, 4. — BLOCH, p. 409, 410.

³ LIV., II, 5.

⁴ LIV., II, 5; III, 55.

⁵ *Dict. des antiq.*, v^o *Ager vectigalis*, par HUMBERT, p. 440.

⁶ LIV., I, 38.

⁷ CIC., *De rep.*, II, 48.

⁸ *Dict. des antiq.*, v^o *Agrimensores*, par HUMBERT, p. 465.

(*agri arcifinales* ou *occupatorii*), ils étaient concédés à titre précaire moyennant une dîme à ceux qui voulaient les mettre en culture¹.

Chaque fois que le territoire fut agrandi on institua une fête nouvelle pour le purifier : c'étaient des *ambarvalia publica*. De même on instituait un *amburbium* chaque fois que le *pomœrium* était déplacé². Mais les cérémonies précédemment instituées ne disparaissaient pas : c'est de là que naquit le grand nombre de cérémonies purificatoires. La constitution religieuse fut un compromis entre diverses coutumes qui, propres d'abord à une partie du peuple, furent acceptées successivement par la société entière. Celle-ci institua enfin des fêtes qui, dès l'origine, furent communes à toute la cité. Numa créa, dit-on, quatre pontifes pour assister le roi dans la célébration de ces fêtes³.

A côté des *Amburbia* et des *Ambarvalia*, prenaient place d'autres fêtes purificatoires. Toutes les fois qu'un signe avait frappé les esprits, on consultait les dieux et, sur l'ordre des auspices, on décidait de leur offrir tel ou tel sacrifice. Ou bien, quand la cité pouvait craindre un malheur, le roi faisait le vœu d'instituer telle fête si l'événement redouté ne se produisait point; le succès du vœu était la marque de l'assentiment des dieux; il montrait qu'ils avaient donné leur agrément aux solennités qu'on leur avait promises conditionnellement⁴.

¹ *Dict. des antiq.*, vis *Ager romanus* et *Agrariæ leges*, par HUMBERT, p. 134, 156.

² C'était réellement une fondation nouvelle (BOUCHÉ-LECLERCQ, *Histoire de la divination dans l'antiquité*, t. IV (1882), p. 195).

³ Cf. BOUCHÉ-LECLERCQ, *Les pontifes*, p. 2-7, 19, 39. — BLOCH, p. 38, 43.

⁴ BOUCHÉ-LECLERCQ, *ibid.*, p. 168, 286. — J. MARTHA, p. 10, 62. — PLUT., *Popl.*, 25.

Nous n'avons pas à énumérer ici toutes les cérémonies expiatoires de Rome. Nous ne noterons que les lustrations générales auxquelles a succédé celle que faisaient les censeurs.

Le 15 février, les Luperques couraient à demi nus par la ville, armés de lanières de peau de bouc et frappant ceux qu'ils rencontraient. Ils égorgeaient des chèvres et un chien. Faisant ensuite approcher deux jeunes gens, ils les touchaient au front d'un couteau de pierre ensanglanté : n'était-ce point le souvenir des sacrifices humains de l'âge de pierre ? S'étant aspergés d'eau lustrale, ils purifiaient l'enceinte de la ville. de Romulus, la cité du Palatin¹. C'était là évidemment l'*amburbium* du temps de Romulus² auquel on attribuait, d'ailleurs, l'institution des Lupercales³. Le même jour avait lieu, autour de *pomœrium* de la ville du Palatin, l'un des deux défilés annuels de la cavalerie romaine⁴.

Le 1^{er} mars avait lieu les fêtes des Saliens dont on attribue l'institution à Numa. Ce jour-là, jour du renouvellement de l'année, on renouvelait le feu de la cité⁵ suivant des modes spéciaux⁶. On a rapproché la danse guerrière des Saliens de la Pyrrhique instituée par les Grecs en souvenir de Castor et de Pollux⁷.

¹ MARQUARDT, VI, 424. — AMPÈRE, I, 142, 160, 161. — PLUT., *Rom.*, 27; *Numa*, 23. — VAR., *L. L.* VI, 43. — OVID., *Fast.*, II, 267.

² MARQUARDT, III, 424, 427. — *Dict. des antiq.*, v^o *Amburbium*.

³ TITE-LIVE (I, 5) l'attribue à Evandre.

⁴ VAL. MAX., II, 2, 9.

⁵ OV., *Fast.*, 131, 143. — MACROB., I, 12. On le faisait en Irlande le 1^{er} novembre (STRABON, IV, 21. — E. SOUVESTRE, *Les derniers Bretons* (1856), II, 37. — DUBUY, II, 37. — H. MARTIN, I, 72-73).

⁶ PLUT., *Numa*, 47.

⁷ M. ALBERT, *Le culte de Castor et de Pollux en Italie* (Bibliothèque des Ecoles d'Athènes et de Rome (1882), p. 32.

Le jour anniversaire de la fondation de la ville du Palatin, le 21 avril, jour du commencement de la moisson, on célébrait les Palilies. Les vestales distribuaient aux peuples les cendres d'embryons que les pontifes avaient, le 15 avril, tirés du sein de trente vaches pleines¹, dont le nombre avait probablement du rapport avec celui des curies. On adressait des prières à Janus et à Jupiter, et on leur offrait des libations et des offrandes. Les victimes faisaient trois fois le tour du peuple assemblé : on les sacrifiait ensuite à Cérès; c'étaient les trois victimes expiatoires par excellence, un taureau, une brebis, une truie. On purifiait les étables avec de l'eau et on les ornait de lauriers. Chacun enfin traversait un feu pour se purifier par la fumée. C'était la grande lustration.

C'était aussi au mois de mai (les 17, 19 et 20 ou 27, 29 et 30) qu'avaient lieu les fêtes des Frères Arvales.

Les Arvales étaient des prêtres réunis en collège, leurs fêtes paraissent très anciennes; car ils ne pouvaient employer que des armes de bronze. La tradition les dit tantôt antérieurs au règne de Romulus, tantôt institués par lui. C'était à cinq milles de Rome, point où s'arrêtait le territoire romain, soit au temps de Romulus, soit, plutôt, à une époque un peu plus récente, — qu'on faisait encore des sacrifices au temps de Tibère.

¹ Ov., *Fast.*, IV, 639, 724. — DURUY, I, 400. — SMITH, p. 850 et 1000. — MARQUARDT, IV, 465. — B. LECLERCQ, p. 74, 284. — PLUT., *Rom.*, 44. — PLIN., *H. N.*, XVIII, 66. — CAT., *R. r.* 434. — DURUY, I, 406. Le 4^{er} mai, on faisait passer autrefois en Irlande les troupeaux entre deux feux allumés, et des cérémonies analogues avaient lieu encore au commencement de ce siècle, en Bretagne, en Sologne, en Allemagne (BAUDRY, *Revue germanique*, t. XV, p. 8-12. — H. MARTIN, *op. cit.*, I, 72).

Le bois sacré des Arvales était à cette même distance de Rome sur la *via Campana*. Le chant des Arvales a été expliqué de façons différentes : selon les uns, c'était un chant lémural pour apaiser les mânes; selon d'autres, des litanies en l'honneur du dieu Mars. Les fêtes des Arvales, quoi qu'il en soit, étaient des *Ambarvalia* publiques ¹.

Le 15 octobre, le flamine de Mars sacrifiait un cheval à ce Dieu qui ², comme divinité équestre, fut remplacé plus tard par Castor et Pollux. La queue de la victime était emportée sur l'autel de Vesta où on en faisait dégoutter le sang ³.

Le 19 octobre avait lieu sur l'Aventin l'*Armilustrum* ou purification des armes. Les citoyens exécutaient, tout armées, des danses tournantes et sacrifiaient au son des trompettes ⁴.

Le 11 décembre, on célébrait la fête du *Septimontium* autour du *pomoerium* d'une ville antérieure à Servius Tullius, mais postérieure à la *Roma quadrata* du temps de Romulus : c'était très probablement la ville de Tullus

¹ *Dict. des antiq.*, vis *Arvales et Ambarvalia*. — DURUY, I, 6, note 1. — BRÉAL, *Mémoires de la Société de linguistique*, IV, 1880, p. 381. — G. EDON, *Ecriture et prononciation du latin* (1882), p. 346-349. — REINACH, p. 338. — AMPÈRE, I, 40. — GELL., VI, 7. — PLIN., H. N., XVIII, 2. — STRAB., V, 3. Les limites de l'*ager romanus* étaient (d'après M. Beloch), sur la *via Campana* le 5^e mille; sur la *via Laurentina* (OVID., *Fast.*, II, 679), le 6^e mille, du côté d'Albe le 5^e, sur la voie Latine, du côté d'Antenne le 2^e à partir de la porte Colline.

² M. ALBERT, p. 32.

³ AMPÈRE, I, 441-442. Les Gaulois immolaient le 4^{er} mai un cheval à Bel, le dieu purificateur.

⁴ *Dict. des antiq.*, v^o *Armilustrum*. — VARR., L. L. VI, 22. — PLUT., *Rom.*, 23. — AMPÈRE, I, 427.

Hostilius et d'Ancus Martius. Elle comprenait les sept sommets du Cœlius, du Palatin et de l'Esquilin ¹.

Au commencement de décembre, les femmes se réunissaient dans la maison du consul ou d'un prêteur; après un jeûne, elles apportaient en l'honneur de « la bonne déesse » des fleurs de toutes sortes. Sous la conduite des vestales, elles offraient un sacrifice expiatoire consistant en une jeune truie et en vin. Il n'y a pas, disaient les anciens, de fêtes remontant à une époque plus reculée ².

Le 22 décembre était la fête des Lares. Le 23, le flamine de Quirinus offrait dans le Velabre un sacrifice aux mânes en l'honneur d'Acca Larentia, personnification de la terre romaine où sont enterrés les morts ³. Le 24 on demandait à Angerona, déesse peu connue qui exerçait sur Rome une protection spéciale, de délivrer les troupeaux des maladies contagieuses ⁴. Le 25 décembre, le quatrième sacrifice agonal était offert aux divinités infernales ⁵.

Enfin, chaque cinquième année, à la suite d'une grande lustration, le grand pontife offrait des *hostiæ caviares*, c'est-à-dire la partie postérieure des victimes jusqu'à la queue exclusivement ⁶. Cette période de cinq ans se retrouve en Grèce : on célébrait chaque cinquième année

¹ BLOCH, p. 44 et suiv. — BELOT, I, 29. — PLUT., *Q. r.*, 69. — VARR., *L. L.* V, 44. — TERTULL., *De idol.*, 40.

² *Dict. des antiq.*, v^o *Bona Dea*, par SAGLIO, p. 723.

³ *Dict. des antiq.*, v^o *Acca Larentia*. — VARR., VI, 23. — PLUT., 9, r. 34. — MACROB., I, 40, 45.

⁴ *Dict. des antiq.*, v^o *Angerona*. — VARR., *L. L.*, VI, 23. — MACROB., I, 44, 7; III, 9.

⁵ *Dict. des antiq.*, v^o *Agonalia*.

⁶ BOUCHÉ-LECLERCQ, p. 64, 282.

avec plus d'éclat à Athènes les Panathénées, grande lustration de la ville, après la fête de la Méticie, instituée en l'honneur de la réunion des peuples de l'Attique¹. A Délos, les fêtes quinquennales en l'honneur d'Apollon, le dieu purificateur, furent instituées par Pisistrate; ceux qui y prenaient part dansaient autour de l'autel en mordant l'olivier sacré². La fête athénienne d'Arténis Brauronia était également quinquennale³. La fête expiatoire de Charila qui se rattachait au culte dionysiaque de Delphes avait lieu au contraire tous les huit ans⁴.

Si notre but était l'étude de toutes les cérémonies romaines expiatoires, nous devrions prendre une à une les fêtes que nous avons énumérées, rechercher leur origine, leur but, leur nature, l'époque de leur institution. Nous nous bornerons au rapide coup d'œil que nous venons de jeter sur elles. Nous voyons qu'on accomplissait à Rome deux *amburbia*, un autour du Palatin, les Lupercales, l'autre autour de l'enceinte du Septimontium; un troisième était accompli autour de l'enceinte de Servius dans certaines circonstances. Les pontifes y étaient ceints selon le rite de Gabies et sacrifiaient à tous les génies protecteurs de la ville⁵: on peut rapprocher cet *ambitus* des fêtes purificatoires communes à tous les quartiers de Rome, et qui⁶ rappellent une union de peuples rivaux, les fêtes des Saliens et la procession des Argées. Nous ne connaissons qu'une cérémonie à laquelle on puisse attribuer le caractère d'*Ambarvalia*, les fêtes des

¹ PLUT., *Thes.*, 22.

² LEBÈGUE, *Délos*, p. 88, 256, 264, 287, 294.

³ *Dict. des antiq.*, p. 749, v° *Brauronia* par HUNZIKER.

⁴ *Dict. des antiq.*, p. 4099, v° *Charila*, par SAGLIO.

⁵ SMITH, v° *Ambitus*. — LUCAIN, *Phars.*, I, 693.

⁶ BOUCHÉ-LECLERCQ, p. 273-285.

Arvales, célébrées à cinq milles de Rome. Du temps de Servius, l'*ager romanus* s'étendait jusqu'à quinze milles de Rome, et c'était sur ce territoire seulement qu'on pouvait accomplir certains actes religieux, mais nous ne connaissons point d'*Ambarvalia* faites autour de ce territoire. Les fêtes agonales sont rapprochées par Festus de celle du Septimontium¹, ce qui les ferait contemporaines du second *pomœrium*. Nous connaissons enfin deux grandes purifications auxquelles participait le peuple entier et qui étaient précédées du *Suovetaurile* : les *Palilies* qui, à l'origine étaient propres au Palatin, et la lustration instituée par Servius². Toutes ces cérémonies étaient accomplies par les rois.

Les citoyens seuls y étaient admis. Les citoyens étaient ceux-là seuls qui avait part au culte de la cité³, c'est-à-dire les *patriciens*. En dehors de la cité étaient les plébéiens⁴ qu'on a eu tort de confondre avec les clients⁵. Ce pouvaient être des membres de la famille rejetés de son sein, des clients affranchis des liens de la clientèle par l'extinction de la famille du patron, des débris des populations vaincues, etc.⁶.

¹ SMITH, p. 4028. D'autres parts, elles étaient célébrées par les *Salii Collini*, qu'on appelle quelquefois *Agonales* et non par les *Salii Palatini* (DION., II, 70. — VARR., *L. L.*, VI, 44).

² Nous ne savons quel rang assigner à la fête si importante de la bonne déesse.

³ *Cité antique*, p. 433, 474, 226-228. — A. MAURY, *Relig.*, II, 407.

⁴ *Cité antique*, p. 276, 279, 281. — DURUY, *H. des Romains*, I, 74. — BLOCH, p. 494. — *Contra*, WILLEMS, *Dr. publ.*, 74. De nombreux passages de Tite-Live prouvent la différence de *populus* et de la *plebs*.

⁵ WILLEMS, *Dr. publ.*, 29. — REINMACH, p. 264. — *Cité antique*, p. 277.

⁶ WILLEMS, *Dr. publ.*, 32; *Le Sénat*, I, 44-46; *Cité antique*, p. 278. — MISPOULET, I, 28.

On peut assimiler les assemblées politiques aux cérémonies religieuses. Les plus anciennes lois s'appliquent aussi souvent au culte qu'aux rapports de la vie civile. On les écrivait dans les livres saints, et elles étaient formulées dans des vers dont le texte était invariable et tenu secret¹. Le Sénat était d'abord la réunion de tous les ingénus. Il n'y avait pas et il ne pouvait pas y avoir d'autre corps politique à côté du roi². Quand la descendance des premiers colons se fut développée, les chefs des *gentes* seuls y siégèrent; et à côté du Sénat se tint une assemblée générale où se réunissaient tous les patriciens, les comices curiates³ dont le caractère était tout religieux⁴. Les curies votaient simultanément, et leur vote était proclamé dans un ordre fixé par le sort⁵, c'est-à-dire par les dieux. Le père seul exprimait l'avis de la *gens* entière : mais cet avis n'était pas né d'un caprice de sa part : c'était l'avis des dieux qu'il avait consultés en présence de ses enfants et avec leur aide. On accorda lentement et successivement le même privilège aux fils de famille, aux clients⁶, jusqu'au jour où les plébéiens eurent aussi réussi à conquérir le droit de suffrage, c'est-à-dire le droit de deviner, de faire connaître les volontés des dieux et de prendre des mesures pour leur exécution.

¹ Cic., *De leg.*, passim. — *Cité antique*, p. 189, 221, 225, 275. — *Dict. des antiq.*, p. 533, 534. — PIERRON, *Hist. de la litt. grecque*, p. 229-230.

² WILLEMS, *Sénat*, I, 26-27; II, 58.

³ BELOT, I, 33 et 124. — BLOCH, p. 105-197. — Cf. *Dict. des antiq.*, v^o *Comitia*, p. 1375, par HUMBERT. — NIEBUHR, I, 163-166.

⁴ *Dict. des antiq.*, p. 1375. — GENZ, p. 54 et 67.

⁵ BLOCH, p. 36. — WILLEMS, *Dr. publ.*, p. 50. — LIV., IX, 38.

⁶ *Cité antique*, p. 301-363.

Les lois ainsi faites étaient saintes : leur désobéir était un sacrilège. Toute offense à la morale était une offense aux dieux et aux lois divines. Si l'État ne le punissait point, la colère des dieux retombait sur lui ¹. Tout sacrilège se trouvait donc, par suite des croyances des anciens, constituer un crime envers l'État ². La cité imposait au coupable une expiation ³ qui pouvait être même la peine de mort. Elle pouvait rejeter de son sein celui qui avait commis un crime inexpiable ⁴.

Ce pouvoir disciplinaire, que nous avons trouvé dans la famille et dans la *gens*, ce *regimen morum* qu'exerçait le *paterfamilias*, nous le rencontrons de nouveau dans la cité, exercé par les rois. C'étaient les rois, en effet, qui étaient juges. Dans les causes capitales, on pouvait faire appel au peuple. Les pontifes jugeaient un très grand nombre de causes. La procédure était religieuse ⁵. Les décisions et les arrêts des pontifes formaient la jurisprudence appelée *fas* ou *jus pontificum* dont le *jus papirianum* paraît un extrait. Le droit criminel n'est qu'un chapitre du *Traité des expiations* : le supplice est une expiation précédée de la consécration du coupable ⁶.

¹ THONISSEN, *Le droit pénal d'Athènes* (Bruxelles, 1875), p. 179.

² THONISSEN, p. 69, 178.

³ La peine est une rançon, dit IHERING (I, 175); c'est pour les crimes publics ce qu'est le prix du sang ou *wergeld* pour les crimes prisés (*ibid.*, I, 126).

⁴ IHERING, I, 228, 277.

⁵ BOUCHÉ-LECLERCQ, p. 24, 79, 171-200, 220. — IHERING, I, 293-301. — FAURE, *Essai historique sur le préteur romain* (1878), p. 45. — Il en était de même chez les Gaulois (D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Introduction à l'étude de la littérature celtique*, 1883, p. 112, 113, 134, 244. — STRAB., IV, 4, 4. — CIC., VI, 13), à Athènes (PERROT, p. 206-214. — DUGIT, *L'aréopage athénien*, 1867, p. 27, 33, 44, 52, 54).

⁶ BOUCHÉ-LECLERCQ, *loc. cit.*

Sur le corps sacerdotal lui-même, les rois exerçaient une juridiction disciplinaire ; ils veillaient, comme le fit plus tard le *Pontifex maximus*, au maintien des observances religieuses qui formaient la base de la famille et de la société ¹.

Les rois durent évidemment, comme le firent les censeurs, punir les célibataires ayant atteint un certain âge, les dissipateurs, les pères de famille qui maltraiétaient leur femme, leurs enfants, leurs clients et même leurs esclaves, les époux qui répudiaient arbitrairement leur femme légitime, les bigames, les pères qui donnaient une mauvaise éducation à leurs enfants, etc. Protéger la vie des enfants, c'était protéger la perpétuité du culte domestique et du culte de la cité ; empêcher la répudiation ou punir le célibat, c'était un moyen d'assurer la perpétuité de ce culte ; défendre l'honneur de la femme, des enfants, des clients, même des esclaves, c'était faire respecter des personnes qui avaient un certain rôle dans le culte, dont la présence pendant le sacrifice était souvent nécessaire ², et qui participaient dans une certaine mesure à la dignité du sacerdoce paternel, *consortes rerum divinarum* ³. Interdire la bigamie, c'était empêcher qu'un homme n'eût deux foyers δι᾽ ἑστίας ⁴.

C'était surtout avant une cérémonie religieuse et particulièrement avant une cérémonie purificatoire qu'il convenait d'examiner si un citoyen avait offensé les dieux. Cet examen précédait le *lustrum* célébré par les censeurs : aucun

¹ BOUCHÉ-LECLERCQ, p. 9. — DIONYS., III, 67 ; IV, 68. — ZONAR., VII, 8.

² Cité antique, p. 107, 108.

³ Cf. PLUT., *Cat. Maj.*, 28.

⁴ E. CHAIGNET, *Vie de Socrate* (1868), p. 462-465 ; — *Dict. des antiq.*, v^o *Concubinatus*, p. 4135, par CAILLEMER.

texte ne nous indique l'époque de son introduction, et nous devons conclure de là, comme tout doit nous le faire supposer, du reste, qu'il avait lieu dès l'institution de la cérémonie; bien plus, il est inadmissible qu'il n'ait point précédé le *suovetaurile* fait aux Pulibiers, qui est contemporain de la fondation même de Rome; le roi qui célébrait le *suovetaurile* aurait funesté toute la cité s'il avait laissé assister à la cérémonie un citoyen dont les fautes n'auraient pas été expiées, il devait donc s'enquérir de ces fautes et les faire expier par un châtement.

Quelle peine pouvait-il infliger? Tite-Live, en nous racontant le procès d'Horace, nous parle de la peine de mort. On prononçait des amendes, la confiscation des biens, l'interdiction de l'eau et du feu, la réduction en esclavage. L'interdiction de l'eau et du feu forçait à un exil volontaire, le condamné qui pouvait choisir sa résidence en dehors du territoire romain, et cessait d'être citoyen romain au moment où il atteignait la cité étrangère où il voulait se fixer. Devenaient esclaves, *jure civili*, le débiteur condamné qui n'avait pas exécuté la condamnation dans le délai légal, le *fur manifestus* ou voleur pris en flagrant délit, et enfin, au moins depuis Servius Tullius, ceux qui ne s'étaient pas fait inscrire sur les registres du cens et n'avaient point pu par suite participer à la grande purification : il était tout naturel qu'on les chassât de la cité que souillait leur présence¹. D'autres

¹ Liv., I, 26. — ACCARIAS, I, 89 et 111. — PLIN., *H. N.*, XVIII, 3. *Dict. des antiq.*, v° *Bona damnatorum*. Sur l'exil en Grèce, cf. THONISSEN, 101, 103, 241, 244. A Athènes et à Sparte existait une sorte d'interdiction de tous droits civiques, l'*atimia* (THONISSEN, p. 107-112. — REINACH, p. 212-214; *Dict. des antiq.*, p. 522-524, v° *Atimia*, par CAILLEMER. — CAILLEMER, *Droit de succession à Athènes*, 1875, p. 190). Il y avait une institution analogue chez les

punitions moins sévères purent être infligées par les censeurs : *tribubus omnibus movere, tribu movere, equum publicum adimere, senatu movere*. Les rois le pouvaient-ils ? Il serait difficile de le décider. Puisqu'ils pouvaient exclure de la cité, ils pouvaient sans doute priver du droit de suffrage ; les *æerarii* en étaient privés par l'*infamie* et par la plus forte *nota censoria*. Chargés d'organiser l'armée, les rois devaient pouvoir exclure de la chevalerie ; tout patricien ne faisait point partie forcément de la cavalerie qui ne comprenait qu'un nombre d'hommes très restreint. Les rois avaient aussi, dans une mesure que nous ne connaissons point, le droit de changer le rang des citoyens dans la cité ; il est probable que ce droit, premier type de celui des censeurs, leur venait de leur attribution religieuse de ranger le peuple et de le classer dans la cérémonie du *lustrum*. Chacun devait rester jusqu'au *lustrum* suivant au rang où les dieux l'avaient vu.

Dans les sacrifices, dans les expéditions de guerre, dans les assemblées politiques, les citoyens étaient rangés par le roi dans un ordre déterminé. Cet ordre, quand le roi n'avait point changé les citoyens de place pour les punir, était une classification par *gentes*. Chaque père de famille se présentait, suivi de ses enfants et de ses clients, à la tête du petit corps placé sous ses ordres, comme le chevalier banneret au moyen âge. L'armée, dit un ancien, était distribuée de telle sorte que le guer-

Gaulois (D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Introduction à l'étude de la littérature celtique*, 1883, p. 244). — Chez les Scandinaves et les Germains, il n'y avait, à proprement parler, d'autre punition que la mise hors la loi qu'on pouvait racheter dans la plupart des cas (DARESTE, *Journal des savants*, 1880, p. 645 ; 1881, p. 440, 301-303, 479. — TAC., *German.*, 42. — PARDESSUS, *Dissertation sur la loi salique*, p. 566, 624).

rier eût pour voisin dans le combat celui avec qui en temps de paix, il faisait la libation et le sacrifice au même autel¹. L'armée était purifiée solennellement². La guerre était, en effet, un acte religieux; elle mettait aux prises, non-seulement deux groupes d'hommes, mais encore leurs dieux; elle était déclarée après des cérémonies religieuses³; son chef faisait des sacrifices et le triomphe était une procession religieuse⁴.

Cette organisation de l'armée par *gentes* eut une durée que nous ne pouvons connaître; elle fut modifiée, puis disparut complètement. Tite-Live ne nous en parle même pas quand il nous décrit l'armée des premiers rois.

Quand la division par *gentes* ne fut plus la base de l'organisation de l'armée, le rôle du roi dans l'ordonnance à lui donner acquit une importance très grande. C'est lui qui fixa à chacun son rang⁵.

L'armée continua à être purifiée lors de son départ et à son retour. C'est ainsi que dans toutes les circonstances de la vie sociale nous retrouvons la cérémonie de la purification, et que nous pouvons reconnaître dès les premiers temps de Rome la réunion dans la main des

¹ DIONYS., II, 22. — Cf. ROBIOU, *Quest. hom.*, p. 405.

² APP., *Hisp.*, c. 49; *Civ.*, IV, 89. — DIO CAS., XLVII.

³ *Cité antique*, p. 494-493. — IHERING, I, 249. — DIONYS., IX, 6. — LIV., 462, IV, 30; VII, 6; VIII, 22. — VARR., *L. L.*, V, 86. — EGGER, *Étude sur les traités publiés chez les Grecs et les Romains* (1866), p. 43.

⁴ *Diis debetur triumphus* (LIV., XLV, 39).

⁵ A Athènes, c'était un crime puni de l'*atimie* de se glisser sans droit dans les rangs des cavaliers, d'abandonner l'armée, de passer d'un rang à un autre (THONISSEN, p. 407-234), c'est que chaque partie de l'armée ayant son culte spécial, l'abandonner soit pour fuir, soit pour participer sans droit au culte d'un autre corps était un sacrilège.

rois des attributions qui furent plus tard partagées entre les différents magistrats, et notamment de celles des censeurs.

Les attributions financières des censeurs appartenait elles-mêmes aux rois : c'est que les fonds publics n'étaient destinés qu'à la guerre ou à des usages religieux. Les seules ressources du trésor, administrées par des *quæstores ærarii* que nommait le roi¹, étaient tout d'abord le produit des *pascua* et les amendes, qui se payaient au bétail. C'est au profit des temples qu'étaient confisqués les biens des condamnés, et le trésor se chargeait des dépenses des victimes, des festins et des édifices sacrés². Denys et Tite-Live nous assurent que les citoyens étaient soumis à une capitation et à un vectigal ou droit de pâturage, imposé sans doute par tête de bétail³. Ces deux impôts supposent un recensement. Nous verrons que chacun devait déclarer au censeur son nom, son âge, le nom de sa femme, les noms et l'âge de ses enfants, sa fortune *in dominio quiritium*, et spécialement les *res Mancipi* dont il était le propriétaire quiritaire, *rationem pecuniæ ex formula census*. Toutes ces indications étaient nécessaires dès le temps des rois ; les unes servaient de base à l'organisation militaire et spécialement au *dilectus* des chevaliers, les autres à l'établissement de la capitation et du *vectigal*⁴. Les unes et les autres étaient in-

¹ Tac., *Ann.*, XI, 22. — *Dict. des antiq.*, p. 440, v° *Œrarium*, par HUMBERT.

² PLUT., *Popl.*, 42. — *Dict. des antiq.*, v° *Œrarium*, *Oger publicus*, *Bona damnarum*, par HUMBERT, p. 440, 433, 724, 727.

³ *Dict. des antiq.*, p. 440. — DIONYS., III, 29; IV, 9; V, 20; XI, 63. — LIV., I, 42. — PLUT., *Popl.*, 42.

⁴ A Athènes, les services publics avaient un caractère religieux. L'aréopage fut longtemps le directeur des finances athéniennes

dispensables à la cérémonie du *lustrum*. « Les citoyens seuls assistaient à cette cérémonie, mais leurs femmes, leurs enfants, leurs esclaves, leurs biens, étaient en quelque sorte purifiés en la personne des chefs de famille. Deux choses étaient nécessaires : l'une était qu'aucun étranger ne se glissât parmi les citoyens, ce qui eût troublé et vicié la cérémonie; l'autre était que tous les citoyens y fussent présents, sans quoi la cité aurait pu garder quelque souillure. Il fallait donc que cette cérémonie fût précédée d'un dénombrement des citoyens : il est probable que leur nombre était prononcé par le magistrat dans la formule de prières, comme il était ensuite inscrit dans le compte rendu que le censeur rédigeait de la cérémonie¹. » Ce n'est pas trop donner à l'imagination que de réunir ces deux faits, le recensement et le *lustrum*. L'un et l'autre sont antérieurs à Servius qui passe pour les avoir institués et qui eut seulement à les modifier. Dans la Rome primitive, c'étaient les patriciens, seuls citoyens, qui y prenaient part.

IV.

Indices d'une révolution sociale qui augmente le nombre des individus compris dans la lustration.

L'antique organisation de la cité patricienne tendait à se dissoudre dès le temps même de Romulus.

(PERROT, p. 400). A partir de 477, de nombreux peuples payèrent tribut à Délos pour subvenir aux dépenses des fêtes religieuses et de la guerre; le trésor était conservé par des magistrats d'Athènes, les Hellénotames (LEBÈGUE, p. 287-294).

¹ *Cité antique*, p. 487-488. — *Censor quum lustrum conderet, inque solito fieri sacrificio scriba ex publicis tabulis solemne ei precationis carmen præiret quo dii immortales ut populi romani res meliores amplioresque facerent rogabantur* (VAL. MAX., IV, 4, 40).

Les diverses classes placées à Rome les unes au-dessus des autres devaient entrer en lutte. Les fils de famille voulaient avoir des droits. Les clients demandaient que leur sort fût adouci¹.

Les pouvoirs des chefs de la *gens* ne pouvaient longtemps subsister sans être amoindris du moment où les *gentes* étaient réunis en cité. Dans cette communauté si aristocratique, les inférieurs comptaient pour quelque chose, ne fût-ce qu'à cause de leur nombre. La famille qui se rendait aux comices entourée d'une foule de clients avait naturellement plus d'autorité dans les délibérations communes que celle qui comptait peu de bras. Les inférieurs sentaient leur importance et leur force². A mesure que les relations des membres de la cité entre eux devinrent plus fréquentes, la constitution de la *gens* se relâcha de plus en plus. D'une part, ses chefs négligeaient un peu leur petite souveraineté locale³. D'autre part, les clients des diverses *gentes* s'habituèrent à regarder au delà des fonctions de leur *gens*; dans chacune des autres *gentes*, ils avaient des égaux dont les intérêts étaient solidaires des leurs. A la division en *gentes* se juxtaposait une division en classes : les clients soutenaient les intérêts de leur classe tout entière; ils se voyaient, ils s'encourageaient, ils demandaient des concessions qui payassent leurs services. Ces services, on en eut besoin contre l'étranger et contre les plébéiens : et des plébéiens eux-mêmes le patriciat se servit contre l'étranger.

Rome, par sa situation géographique, se trouvait sur la frontière des trois nationalités, Latins, Sabins, Étrus-

¹ *Cité antique*, p. 318.

² *Cité antique*, p. 302.

³ *Cité antique*, p. 313.

ques. Elle avait à soutenir des guerres continuelles. Il fallait faire appel sans cesse aux bras des soldats, et payer leurs sacrifices d'importantes concessions.

La guerre enfin décimait sans cesse les classes supérieures¹. En cas de péril, il fallait faire appel aux classes inférieures. Les cités étaient menacées de périr par disette de bras. Romulus, pour remédier à ce danger, ouvrit, dit-on, un asile, et tous les rois de Rome cherchèrent comme lui à augmenter le nombre des habitants, c'est-à-dire des soldats. Les réformes de Servius ont commencé par une réorganisation de l'armée. C'est toujours en promettant son concours militaire aux patriciens que la plèbe a conquis des concessions. C'est sans doute pour l'obtenir qu'on conclut avec les plébéiens un traité d'alliance, sorte d'*hospitium*², qu'on les admit dans l'armée comme plus tard les *socii*. Mais toute armée en marche faisait des prières, des sacrifices, emmenait avec elle des augures. Soldats, les plébéiens participaient aux cérémonies religieuses de l'armée. Ils assistaient donc à quelques cérémonies du culte. Ils adoraient Quirinus³ et peut-être d'autres dieux, probablement Janus. Ils n'avaient ni droit de suffrage ni *connubium*, mais ils étaient à demi citoyens.

Leur nombre grandit, et en même temps leur importance. Dans la position qu'occupait la ville, au centre d'un cirque de collines, sur les deux bords d'un fleuve navigable, en aval de tous les affluents et non loin de la mer, au milieu même de l'Italie⁴, dans une région où

¹ *Cité antique*, p. 385. — BLOCH, p. 443, 424. — DURUY, I, 449. — WILLEMS, *Sénat*, I, 69, 88, 96-103, 268, 274, 395.

² BELOT, I, 58.

³ VARR., *L. L.*, VI, 43.

⁴ RECLUS, I, 302.

les races étaient venues converger, elle était sans cesse en relations avec des hommes de toutes les nations. Rester isolés était impossible aux Romains. Rome avait des liens d'origine avec tous les peuples qu'elle connaissait. Son culte national était aussi un assemblage de plusieurs cultes, infiniment divers, dont chacun la rattachait à l'un de ces peuples. Dans un temps où nul n'avait le droit d'assister aux fêtes religieuses d'une nation s'il ne lui appartenait par la naissance, les Romains avaient cet avantage incomparable de pouvoir prendre part aux fêtes de plusieurs. Il n'y avait presque aucun peuple que Rome ne pût admettre à son foyer¹.

Son commerce, auquel sa situation donnait nécessairement une grande importance², la rapprocha de ses voisins³. L'institution de l'hospitalité avait été partout un moyen de concilier l'égoïsme de la religion primitive qui isolait les *gentes* et les nécessités qui rapprochaient les hommes. Les liens de l'*hospitium*, du *commercium*, du *connubium*, unirent Rome à ses voisins⁴.

Elle fit plus. Par la guerre même elle sut augmenter sa population. Elle amena chez elle les habitants des villes vaincues, tantôt en les autorisant à adorer les dieux de la cité, c'est-à-dire en les admettant dans le patriciat et dans la cité, tantôt en s'attribuant le droit de sacrifier à leurs dieux sans leur accorder de réciprocité. On chercha à les attirer dans la clientèle, mais cette tentative échoua

¹ *Cité antique*, p. 427-428. — Cf. AM. THIERRY, *Tableau de l'Empire romain*, p. 44 et suiv., et DURUY, I, 362, 363.

² RECLUS, I, 302. — MOMMSEN, *Hist. rom.*, I, 65.

³ IHERING, I, 232.

⁴ *Cité antique*, p. 434, 429. — ACCARIAS, I, n° 50. — WILLEMS, *Dr. publ.*, 129. — MARQUARDT, V, 203-208. — IHERING, I, 233. — MOMMSEN, *Rom. Forsch* (1864), I, 326-354.

devant la fierté de familles encore puissantes et devant l'opposition des rois peu désireux d'augmenter la force de l'aristocratie. Par suite, quand les vaincus n'étaient pas admis dans le patriciat, où l'on ne recevait que les *principes*¹, ils n'avaient qu'une certaine communauté de culte, non un partage égal. Ils se rapprochaient de la plèbe. C'est donc celle-ci dont les annexions augmentaient le nombre.

En même temps que leur nombre, les plébéiens voyaient s'accroître leurs richesses. Ils s'adonnaient à l'industrie et aux métiers. Ne possédant point la terre, ils tournèrent leurs vues vers la richesse mobilière; l'argent passait de mains en mains sous les formalités religieuses qui accompagnaient la transmission des terres².

Bien armée, bien équipée, grâce à sa fortune, la plèbe devait prendre chaque jour une importance nouvelle dans la guerre. Elle fournit la masse de l'infanterie qui, avec les progrès de l'art militaire, finit par faire la force des batailles surtout dans un pays découpé en étroites vallées.

La classe qui est assez forte pour défendre une cité l'est assez pour y conquérir des droits³. La plèbe, de jour en jour plus importante, devait devenir ambitieuse et désirer la possession de la terre. Aucune portion du sol romain n'appartenait en droit aux plébéiens; ils n'occupaient qu'à titre précaire certaines portions de l'*ager publicus*.

Ne leur accorder ni droits politiques ni droits religieux

¹ Liv., I, 28; I, 30. — WILLEMS, *Sénat*, I, 42. — BLOCH, p. 255-266.

² *Cité antique*, p. 325.

³ *Cité antique*, p. 327.

était relativement aisé : mais les empêcher de se marier, d'adopter, de tester, d'être propriétaires, ou du moins n'attribuer à ces actes aucune valeur juridique, était une idée d'une réalisation plus difficile. On imagina des formes soustraites à l'intervention des pouvoirs religieux : la *manus* put être établie par l'*usus*, l'adoption par une vente fictive, etc. ¹.

Comment se fait-il que la plèbe ne se soit pas de bonne heure emparée de vive force de la ville, ou qu'elle n'ait point fondé une nouvelle cité? C'est qu'elle n'avait point d'organisation : c'était une multitude sans lien; elle ne pouvait fonder une ville sans chef religieux². Elle chercha des chefs et les trouva, chose étrange, dans les rois, chefs religieux de la cité.

Les rois, en effet, avaient, comme la plèbe elle-même, pour adversaire redoutable et odieuse l'aristocratie. L'histoire des rois de Rome est l'histoire de leur longue querelle contre les patriciens, qui, appuyés sur leurs clients, semblaient autant de rois. Les rois cherchèrent un auxiliaire dans la plèbe, lui donnèrent un appui moral et en reçurent la force matérielle.

Voilà le grand mouvement que l'on aperçoit sous les voiles dont l'a couvert l'histoire légendaire. Les rois et la plèbe ont accompli en commun l'œuvre dont le dernier acte fut la réforme mise sous le nom de Servius Tullius. Les rois cherchèrent à organiser la plèbe, à lui donner des terres, à augmenter le nombre des soldats; il arriva un jour où plébéiens et patriciens furent tous compris dans la cérémonie de la lustration; dès lors, ils étaient

¹ BLOCH, p. 267.

² *Cité antique*, p. 322, 347.

tous membres de cette grande famille religieuse qui constituait la cité romaine.

CHAPITRE II.

LES RÉFORMES DE SERVIUS TULLIUS.

I.

Les réformes démocratiques des rois de Rome.

Les historiens de Rome ont vu, tout les premiers, quelle part il faut faire dans les progrès de la plèbe, à l'influence des rois. Je ne rappellerai point cette histoire légendaire, l'assassinat de Romulus et l'élection de Numa par les patriciens, la mort de Tullus qu'on nous représente comme rebelle à l'autorité des dieux et du sénat. Mais il est un fait plus curieux, c'est une tentative d'organisation de la plèbe que Plutarque attribue à Numa lui-même : il avait, dit-il, formé des corporations industrielles et commerciales dont les membres accomplissaient en commun des cérémonies religieuses¹.

Tullus et Ancus, par leurs guerres, augmentèrent l'influence de la plèbe. Ils admirent de bonne heure dans la cité, c'est-à-dire dans le patriciat (puisque les patriciens seuls étaient citoyens) les habitants du Cœlius et de l'Esquilin, qu'ils comprirent dans le *pomerium* tracé autour des *septem montes*. Ils établirent de nombreux vaincus²

¹ Numa, 47.

² Les adjonctions collectives de citoyens étaient une mesure de

dans le *pagus Aventinus* qui devint le grand quartier de la plèbe¹. L'aristocratie des cités vaincues fut parfois admise dans la cité, mais rarement : car elle aurait pu, sans le prudent égoïsme des patriciens, les absorber trop vite. Elle fut donc rejetée dans la plèbe et lui donna des chefs ambitieux : la lutte de la plèbe contre le patriciat prit ainsi le caractère d'une lutte de l'aristocratie des villes voisines contre l'aristocratie romaine². Contre ces nouveaux ennemis les patriciens étaient moins bien armés parce qu'ils croyaient moins à leur bon droit contre eux. Ils devaient lutter moins vivement contre ces plébéiens de race libre, que contre ceux dont le nom seul leur rappelait l'ancien servage et l'émancipation récente³. Aussi les patriciens admirèrent-ils sans scrupule parmi eux à plusieurs reprises, quand des places vinrent à vaquer parmi les 300 *gentes*⁴ plusieurs de ces nouveaux plébéiens et des *gentes* voisines de Rome dont les terres situées hors de l'enceinte du *pomœrium*, gardèrent le nom⁵.

Les trois derniers rois de Rome furent étrusques, leur domination correspond à une période de grande prospé-

guerre employée par les rois et la plèbe (Cf. AM. THIERRY, *Tableau de l'Empire romain*, p. 20-21).

¹ BLOCH, p. 258-259.

² GUIZOT, *Histoire de la civilisation en France*, IV, 6 (d'après Niebuhr). — BELOT, *Introduction*. — DURUY, I, 449.

³ On connaît avant les lois liciniennes cinquante-neuf familles ; quinze portent le nom de *gentes* patriciennes et sont probablement des descendants des clients : eh bien ! tandis qu'elles ont fourni trente-huit tribuns sur cent vingt-deux, elles n'ont pu faire arriver au tribunat militaire un seul de leurs membres, les autres y ont fait arriver treize des leurs (BLOCH, p. 264-265).

⁴ BLOCH, p. 50-51.

⁵ BLOCH, p. 244.

rité matérielle, de travaux publics considérables et de profondes modifications sociales.

Celles-ci sont réparties par les historiens anciens d'une manière bien confuse et bien contradictoire entre Tarquin l'Ancien, Servius Tullius et Tarquin le Superbe¹. Sans essayer de faire un départ entre l'œuvre de chacun d'eux, nous allons exposer les réformes qu'on leur attribue et dont la plupart sont mises sous le nom de Servius Tullius.

Ces réformes sont : l'extension du *pomœrium*, l'admission dans le patriciat de nouvelles familles, la division en quatre tribus du territoire compris dans le nouveau *pomœrium*, des quatre tribus en 24 *vici*, et de la campagne romaine en 26 *pagi*; l'organisation d'un culte réunissant tous les habitants patriciens et plébéiens, celui des *Lares compitales*, l'érection de temples en dehors du *pomœrium*, l'un à Diane sur l'Aventin, l'autre aux trois grands dieux étrusques sur le Capitole; — la réorganisation de l'armée où marchèrent ensemble plébéiens, clients et patriciens; — l'admission des plébéiens à la cérémonie de la lustration de l'armée; — la distribution de terres aux plébéiens, et l'extension à tous d'un impôt (*tributum ex censu*) dont les déclarations faites avant le cens permirent de fixer les bases.

II.

Nouvelles divisions de la cité et de l'armée.

Le *pomœrium* comprit désormais le Quirinal, le Viminal, et, sur les pentes de l'Esquilin, le *pagus Sucusanus*; l'Aventin et le nouveau Capitole restèrent en

¹ BELOT, I, 38, note 4. — BLOCH, p. 213.

dehors du *pomœrium*, bien que compris dans l'enceinte¹. Par un respect superstitieux pour le nombre sept, on continua à appeler Rome la ville aux sept collines, mais la liste des hauteurs s'était modifiée bien que leur nombre fût resté fixe². Les *gentes* d'origine libre qui habitaient les nouveaux quartiers entraient dans la cité, c'est-à-dire dans le patriciat³. Le roi voulait en former trois tribus nouvelles⁴. Devant la résistance des patriciens, il dut se contenter, à la suite d'une cooptation faite par une loi curiate⁵, c'est-à-dire après un avis favorable des dieux, de remplacer les *gentes* patriciennes éteintes⁶ par cent cinquante autres (*gentes minores*) dont les chefs entrèrent au sénat⁷. Mais les trois tribus furent respectées : seulement elles se trouvèrent scindées, en même temps que les corps qui en étaient issus, en deux fractions de dignité inégale. Ce fut dans la cité un dédoublement général. Il y eut les *patres majorum* et *minorum gentium*, le *Flamen Martialis* et le *Flamen Quirinalis*, les *Salii Palatini* et *Collini*, les *Luperci Quinctiales* et *Fabiani*, et, parmi les chevaliers, les premiers et les seconds *Rhamnes*, *Titius*, *Luceres*⁸. C'est peut-être aussi à cette époque que furent déplacés les sanctuaires des Argées et modifiées les cérémonies des Saliens.

De nouvelles *gentes* étaient donc introduites dans la cité et les patriciens paraissaient céder sur le fond : mais

¹ BLOCH, p. 48-24-30. — BELOT, I, 37. — DIONYS., III, 43.

² BLOCH, p. 21.

³ BLOCH, p. 244.

⁴ BOUCHÉ-LECLERCQ, p. 213.

⁵ MISPOULET, I, 46.

⁶ BLOCH, p. 50-51.

⁷ BLOCH, p. 209. — WILLEMS, *Sénat*, I, 22.

⁸ BELOT, I, 39, 97-99. — BLOCH, p. 209-213. — DION., III, 67.

c'était beaucoup de sauver les formes : au lieu de deux cités en présence, on avait un patriciat nouveau subordonné à l'ancien et qui fut d'ailleurs très rapidement absorbé par lui et prit ses passions et ses préjugés¹.

La plèbe ne pouvait être satisfaite. C'est alors, après un temps de luttes qui nous sont inconnues, que furent établis des ordres nouveaux dont les plébéiens ne furent pas exclus. Ce furent des divisions nouvelles à la fois politiques et religieuses.

D'après les croyances populaires, chaque colline, chaque vallée étaient hantées par des esprits. Ces divinités locales étaient l'objet d'une adoration dont les rites n'étaient pas fixés. Servius, dit-on, les régularisa. A chacun de ces dieux, il éleva des autels dans les parties du territoire habitées par eux. Il éleva ainsi dans chaque *vicus* un sanctuaire aux *lares compitales*. Les habitants des 24 *vici* furent organisés en collèges religieux (*collegia compitalicia*) présidés par des *magistri*². Les *vici* furent établis en nombre égal dans chacun des quatre quartiers de Rome : les régions *Palatina*, *Esquilina*, *Sucusana* (*Caelius et Subura*) étaient habitées par les *Tities*, les *Rhamnes* et les *Luceres*; la *regio Collina* par les seconds *Tities*, *Rhamnes* et *Luceres*. Ainsi à côté des trois tribus génétiques furent formées quatre tribus locales³ ayant chacune un *curator*⁴.

A côté de la cité patricienne, il se forma donc dans la

¹ BLOCH, p. 254.

² DIONYS., IV, 44. — MACROB., *Sat.*, I, 4. — GELL., X, 24. — WILLEMS, *Dr. publ.*, p. 56-57. — MARQUARDT, VI, 497-498.

³ DIONYS., IV, 44. — PLIN., *H. N.*, XVIII, 3. — VARR., *L. L.*, V, 8.

⁴ VARR., *L. L.*, V, 56. — NON. MARCEL., I, 205. — DIONYS., IV, 44.

ville un groupe contenant patriciens, clients et plébéiens¹ répartis en quatre tribus.

On pourrait s'étonner de voir des plébéiens dans la ville. Mais d'abord les clients affranchis devenaient plébéiens quand ils avaient été rejetés de la clientèle ou quand la famille du patron s'était éteinte. Peut-être aussi tous les habitants des quartiers annexés n'étaient-ils pas entrés dans le patriciat parce que le nombre des *gentes* patriciennes devait demeurer fixe. Une population plébéienne importante vivait dans l'enceinte même du *pomœrium*. Ce sont ces plébéiens qui furent réunis avec les patriciens et les clients dans les quatre tribus locales.

Chaque tribu se composait de toutes les personnes ayant leur domicile réel dans le territoire de la *regio*. Mais, comme la qualité de membre d'une tribu déterminée se transmettait ensuite héréditairement de père en fils, de telle sorte que celui qui changeait de résidence restait cependant inscrit dans la tribu de son père, il s'établit bientôt une distinction entre le domicile réel (*regio*) et le domicile d'origine (*origo, tribus*)².

L'*ager romanus* agrandi s'étendait sous les rois étrusques jusqu'à la douzième ou la treizième borne milliaire de Rome. Il fut partagé en vingt-six sections ou *pagi* ayant à leur tête des *magistri* et célébrant annuellement des fêtes religieuses³. Ces *pagi* sont appelés d'ordinaire les tribus rustiques : presque toutes portent le nom de *gentes* patriciennes⁴.

¹ DION., IV, 44. — BELOT, I, 339.

² WILLEMS, *Dr. public*, 56.

³ DION., II, 76; IV, 45. — WILLEMS, *Dr. public*, 56. — MARQUARDT, VI, 492.

⁴ MOMMSEN, *Römische Forschungen* (1865), I, 406.

On attribue à Servius Tullius l'assignation aux plébéiens de terres prises sur l'*ager publicus*¹. Chaque lot fut, dit-on, de sept *jugera*. Est-ce, comme le dit M. Humbert, parce que les lots des anciens citoyens compris dans les tribus originaires avaient reçu de l'accroissement? C'est possible. Mais il convient de remarquer que les lots de deux *jugera* qui, d'après M. Macé produisait seulement 750 kilog. au plus, étaient absolument insuffisants à faire vivre une famille; qu'ils auraient à peine pu nourrir deux personnes²; les anciens citoyens, membres des *gentes* patriciennes, se contentaient de ces lots parce qu'ils avaient en outre le droit d'user des champs et des pâturages communs de la *gens*, leurs deux *jugera* n'étaient pour eux qu'un emplacement pour une maison entourée d'un verger; les plébéiens au contraire n'avaient pas à compter sur les *pascua* d'une *gens*, et leurs sept *jugera* devaient leur suffire. Rien d'étonnant donc à ce que leur lot ait été, comme on l'affirme, plus considérable que celui des patriciens.

Il peut paraître étrange qu'on ait reconnu aux plébéiens un droit de propriété quiritaire sur un terrain aussi sacré que l'*ager publicus*; peut-être les biens que Servius leur distribua continuaient-ils de faire légalement partie de l'*ager publicus*³ : simple question de forme sans importance pratique.

Les plébéiens avaient-ils des propriétés dans les quatre tribus urbaines? Aucun auteur ne nous dit qu'on leur ait

¹ Liv., I, 46. — DION., IV, 43. Cette distribution fut faite, dit-il, aux Romains qui n'avaient pas de foyers (τοῖς ἀνεστοῖς).

² MACÉ, *Des lois agraires chez les Romains* (1846), p. 424-425.

³ L'Aventin, bien qu'habité depuis Ancus par des Latins, conserva (DION., X, 34), jusqu'en 456, le caractère d'*ager publicus*.

fait dans le *pomerium* une distribution de terres; mais les clients y avaient sans doute reçu des patriciens la possession des maisons et des vergers; les clients devenus plébéiens la conservaient; rien d'autre part ne nous prouve qu'on ait dépouillé les habitants des quartiers annexés qui demeurèrent plébéiens. Ce n'était du reste, peut-être, qu'une possession de fait qui fut peu à peu assimilée à la propriété.

Denys d'Halicarnasse additionne les tribus locales urbaines et les tribus rurales et dit, en s'appuyant sur l'autorité de Fabius Pictor, que Servius divisa la ville et son territoire en trente tribus¹. Assertion séduisante! car ce chiffre de trente était l'objet d'un respect superstitieux. Mais Tite-Live, Aurélius Victor, Caton ne connaissent à cette époque que quatre tribus urbaines. C'est Fabius Pictor, dit M. Belot² qui a commis la faute d'ajouter ensemble des choses de nature différente, les *pagi* et les tribus. Les *pagi* correspondaient aux *vici*, non aux tribus; et, pour former une seule des tribus rustiques qui existèrent plus tard, la tribu Romilia, il fallut sept *pagi*. M. Belot admet l'existence de quatre cantons ruraux divisés en 26 *pagi* comme les quatre tribus le sont en vingt-six *vici*³.

Servius a-t-il laissé en dehors des tribus comme le veut Mommsen, les plébéiens non propriétaires? Y avait-il dès cette époque des *œrarii*? Rien ne le prouve à vrai dire⁴. Mais c'est possible⁵. Les affranchis et leurs descendants

¹ DION., IV, 45. — Niebuhr adopte cette opinion.

² BELOT, I, 43, 394.

³ BELOT, I, 359, 403, 404.

⁴ WILLEMS, *Dr. publ.*, 55, 405.

⁵ *Dict. des antiquités*, p. 409. C'était peut-être, dit M. Humbert, la situation primitive des plébéiens.

ne furent admis dans les tribus que par App. Claudius¹.

III.

Réforme de l'armée.

Servius laissa subsister la cavalerie patricienne dont l'organisation avait pour base la division en tribus génétiques; elles comprenaient six centuries de deux cents hommes². Ces centuries étaient des cadres de recrutement : l'unité tactique était la turme, composée de trente cavaliers pris dix dans chaque tribu³. Quant à l'infanterie, elle formait deux légions, chacune divisée en dix cohortes; la turme correspond à la cohorte⁴. Servius la réorganisa complètement et créa une cavalerie nouvelle.

Tous les hommes de dix-sept à soixante ans sont divisées en *juniores* et *seniores*. Les *juniores* sont les soldats de dix-sept à quarante-cinq ans⁵. Ils sont répartis par groupes appelés *centuries*.

Servius prit d'abord parmi les *juniores*⁶ douze centuries qui, à côté des six centuries d'*equites illustres*, formèrent une cavalerie nouvelle. Ces centuries étaient composées principalement de plébéiens, mais en fait, les patriciens qui ne faisaient point partie des six premières

¹ Denys (IV, 22), les place cependant dans les tribus urbaines de Servius; mais leur situation aurait alors été la même que celle des autres citoyens; car, à cette époque, les tribus urbaines n'étaient pas déconsidérées.

² D'abord 3 centuries de 400 hommes, doublés lors de l'annexion du Cælius (Liv., I, 30), et portées au nombre de 6 après l'annexion du Quirinal (BELOT, I, 386).

³ BELOT, I, 153; 385. — Liv., I, 36. — Cic., *De r.*, II, 20.

⁴ BELOT, I, 152.

⁵ GELL., X, 28. — DION., IV, 16. — BELOT, I, 278; II, 321.

⁶ BLOCH, p. 184.

y étaient admis¹. Les autres centuries de *juniores* forment l'infanterie. Les *seniores* (de quarante-cinq à soixante ans) constituaient la réserve de l'infanterie : on les a répartis en corps aussi nombreux que les centuries des fantassins *juniores* et qu'on appelle aussi centuries².

Les centuries de fantassins sont classés d'après l'armement : le premier corps (*prima classis*) porte un casque, une cuirasse, un bouclier rond d'airain et des jambières; le second, un casque, des jambières et un long bouclier carré (*scutum*); le troisième, n'a pas de jambières; le quatrième, pas de casque. Les quatre classes étaient armées de lances et d'épées et devaient combattre en ligne. Une cinquième avec la lance seulement, devait former les troupes légères sans place marquée dans l'ordre de bataille³.

Deux centuries d'ouvriers (*tignarii* et *ærarîi*) et deux centuries de *cornicines* et de *tubicines* complètent cette organisation qui, on le voit, est toute militaire. Mais chaque citoyen s'équipant à ses frais, ces divisions suivant l'armement, devinrent des divisions suivant la richesse.

Quels rapports existaient entre les classes, les centuries et les tribus? Comment étaient formées les classes et les centuries?

Les *curatores tribuum* et les *magistri pagi* dressent la liste des hommes de dix-sept à quarante-cinq ans et de quarante-cinq à soixante ans. Ils laissent hors de la liste et par suite hors des classes (*infra classem*) les citoyens très pauvres, les *opifices* et les *sellularii*, qui

¹ BLOCH, p. 82-83.

² LIV., I, 43.

³ BELOT, I, 154. — REINACH, p. 314, note 1.

étaient méprisés, les fils d'affranchis, les orphelins impubères et les femmes¹. Ceux qui sont hors des tribus sont à plus forte raison hors des classes et des centuries.

On a prétendu que les pauvres, les *opifices* et *sellularii* et les *libertini* formaient une centurie exempte du tribut et du service militaire, la *centuria capite censorum*. Mais cette centurie, rien ne nous autorise à la faire remonter au temps de Servius.

Chacun doit, sous peine de mort, déclarer la valeur de ses biens. On fixe ainsi quel sera l'armement de chaque homme, en d'autres termes à quelle classe il appartiendra. Le fils est inscrit dans la classe de son père².

On a ainsi une liste dans chaque *pagus* et dans chaque tribu, ou même dans chaque *vicus*. Dans chacune de ces listes, les citoyens sont répartis en cinq classes. On peut ainsi former des listes comprenant chacune tous les citoyens qui doivent avoir le même armement, des listes où ils sont répartis par classe.

Chaque corps de l'armée est l'image de la cité et comprend des membres de toutes les tribus³.

Chaque centurie a à sa tête un centurion qui tient le rôle (*album*) de ses hommes⁴.

On a soutenu que cette réforme de l'armée par Servius avait un caractère ploutocratique. On attribue à Servius des institutions savamment combinées pour donner, dans les assemblées politiques des centuries, la prépondérance

¹ GELL., XVI, 40. — LIV., I, 43; III, 3. — DION., IV, 48; VII, 59; IX, 25. — PLIN., H. N., XXXIV, 4; XXXV, 46.

² DION., IX, 36.

³ BELOT, I, 42, 458-464. — DION., IX, 5. — POLYB., VI, 19-20. — WILLEMS, *Dr. public*, 95. — LEBEAU, *Mémoires de l'ancienne académie des inscriptions*, t. XXXII, p. 332.

⁴ DION., VII, 59. — LEBEAU, *op. cit.*, p. 334.

aux citoyens les plus riches. Il est certain que, puisque l'armement et le poste de bataille sont déterminés par la fortune, la division en classes a pour base la fortune de chaque citoyen. Mais tout concourt à démontrer que les classes et les centuries furent d'abord des divisions militaires.

Le mot de *classis*, *classis procincta*, désigne un corps d'armée; le peuple réuni dans les comices centuriates est désigné sous le nom de l'armée (*exercitus*)¹. Les comices ne peuvent se réunir dans la *pomœrium*, parce que l'armée ne peut entrer dans la ville². Le peuple s'y rassemble en armes³. Enfin, le caractère militaire de la réforme explique pourquoi on range dans la première classe des ouvriers qui ne devaient pas posséder de grands biens⁴.

Il nous reste à examiner quelques questions assez importantes. Quel était le nombre des centuries de chaque classe? D'après Tite-Live⁵, il y en avait en tout 194 : 18 de chevaliers, 80 de la première classe, 20 de la seconde, 20 de la troisième, 20 de la quatrième, 30 de la cinquième. La moitié des centuries de chaque classe était composée de *juniores*. Il y avait, en outre, deux centuries d'ouvriers *tignarii* et *œrarii*, qu'on adjoignait à la première classe, ainsi que le disent Tite-Live et Cicéron; deux de *cornicines* et de *tubicines*, et une d'*accensi*, celle-ci composée d'hommes (possédant moins que le cens de la cinquième classe), jointes toutes trois à la

¹ GELL., I, 44; X, 4. — FESTUS et PAUL DIACRE (ap. WILLEMS, *Dr. public*, 59).

² GELL., XV, 27.

³ DION., IV, 84; VIII, 59.

⁴ MAURY, *Journal des savants*, 1883, p. 33.

⁵ I, 43.

cinquième, d'après Tite-Live, et enfin en dehors des classes une centurie de *capite censi*.

Denys¹ ne parle pas des *accensi*, met les ouvriers dans la seconde classe et les *cornicines* et *tubicines* dans la quatrième : il compte en tout 193 centuries. C'est le chiffre donné également par Cicéron². Mais c'est que Cicéron ne compte qu'une centurie d'ouvriers, oubliant de les diviser en *juniore*s et *seniore*s. Ces chiffres, qui sont ceux des centuries politiques du temps de la République, sont-ils bien ceux des centuries militaires du temps de Servius ? Ils ont été combinés de manière à assurer, dans les comices, la prépondérance à la première classe ; ainsi, tandis que tous les autres détails de l'organisation de Servius présentent un caractère de réforme militaire, le chiffre des centuries a été calculé dans un but politique. Nous serions donc portés à croire que les centuries du temps de Servius n'étaient point au nombre de 193. Quand Valérius Poplicola organisa les comices centuriates, il a bien pu, lui qui était l'ami des patriciens (*populus*) et non de la plèbe, ne pas conserver les chiffres des centuries militaires créées par Servius. Il a pu placer son œuvre sous le patronage du nom populaire de Servius, mais la plèbe n'a pas pu s'y tromper : l'organisation par centuries était tout aristocratique après la révolution aristocratique qui renversa les rois ; et il semble difficile de l'attribuer telle quelle à Servius.

Mais quel était, sous ce roi, le nombre des centuries ? quel était le nombre d'hommes dont elles se composaient ? en comprenaient-elles toutes le même nombre ? nous l'i-

¹ IV, 16-18.

² *De rep.*, II, 22.

gnorons, et nous ne pouvons faire à ce sujet que des conjectures plus ou moins plausibles⁴.

IV.

La lustration. Le cens des diverses classes.

Servius purifia solennellement l'armée qu'il avait formée, dans un *lustrum* qui comprit tous les membres des centuries. La cérémonie qu'il institua fut renouvelée chaque cinquième année. Il avait pris pour base de sa réforme du calendrier un cycle de quatre ans, composé respectivement de 354, 376, 354 et 377 jours. Quand un cycle était

⁴ D'après Tite-Live (I, 44), il y avait du temps de Servius 80,000 citoyens, d'après Denys (IV, 22), 84,700. Nous pensons qu'on doit entendre par là les hommes de 17 à 60 ans, en état de porter les armes. Si nous retranchons de ce chiffre celui des 2,400 cavaliers, il reste 77,600 ou 82,300 fantassins. Si les légions étaient de 5,000 hommes, et qu'il y en eût 8, il y aurait eu 46,000 juniores et 37 à 42,000 seniores. Si les centuries étaient toutes de 400 hommes, il y en aurait eu 400 de *juniores*. Ce qu'on peut supposer sans trop d'in-vraisemblance, c'est que le réformateur patricien de l'organisation centuriate a respecté le nombre des centuries de la première classe en diminuant le nombre de celles des autres classes, ou au contraire qu'il a respecté le nombre de celles-ci en augmentant le nombre des centuries de la première classe. Chaque classe comptait 46,000 hommes. La première aurait donc eu dans la première hypothèse 80 centuries à 200 hommes, et les autres 320; dans la seconde hypothèse, les centuries auraient été de 800 hommes, et chaque classe en aurait compté 20; il y en aurait en tout 400 dont 50 de *juniores* sans compter les 48 de chevaliers. Mais ces centuries à 800 hommes sont de simples cadres de recrutement, et s'il y avait 8 légions, c'est sans doute que chaque légion comptait autant de centuries de 400 hommes comme unités tactiques que l'armée entière comptait de centuries de 800 hommes comme cadre de recrutement, c'est-à-dire 50 de *juniores*, et, comme réserve, 50 de *seniores*. Mais tout cela n'est que conjecture.

terminé, on renouvelait, au mois de mai, la cérémonie du *lustrum*¹.

Les fêtes du Palatin (Lupercales), du *septimontium*, etc., furent conservées, mais leur importance diminua : elles furent effacées par la nouvelle lustration.

Chaque citoyen vint déclarer son nom, ceux de sa femme et de ses enfants, la valeur de ses biens. Les fils étaient inscrits dans la même classe que leur père, les orphelins impubères et les femmes nubiles non mariées (*vidux*) dans un rôle distinct, qui est peut-être une création de Servius. Les *incensi* sont mis à mort ou vendus comme esclaves, ils souillent la cité, n'ayant pas été purifiés. La purification consiste dans des prières et dans le sacrifice de la victime suovitaurilienne qu'on promène trois fois autour du peuple des centuries rassemblé hors de la ville; après le sacrifice, les dieux ont oublié les fautes, et les Romains peuvent rentrer dans la ville purifiée².

Le recensement qui précède la lustration est accompagné d'une évaluation de la fortune de chaque citoyen, qu'on appelle *census*. Servius, dit-on, l'a instituée. Si elle existait avant lui, peut-être a-t-il augmenté l'impôt qui aidait l'État à supporter ses dépenses, surtout celles du culte des dieux; peut-être s'est-il borné à le faire peser sur les plébéiens à qui il avait distribué des terres et qui participaient pour la première fois à la lustration; peut-être enfin, et c'est un point sur lequel nous reviendrons, fit-il entrer dans l'évaluation des fortunes imposables

¹ HARTMANN, *Der römische Kalender* (Leipzig, 1882), ap. *Rev. crit.*, 1884, p. 48.

² LIV., I, 44; III, 3. — DION., IV, 45, IX, 25. — CIC., *pro Cæc.*, 34.

les *res nec Mancipi*. Nous ne pouvons rien affirmer sur la nature de ses réformes financières.

En tous cas, il fit du cens la base du recrutement. Chaque soldat s'équipait à ses frais, il devait donc avoir des ressources proportionnées à son équipement. Quelle était la fortune nécessaire pour faire partie de chaque classe?

D'après Tite-Live, c'étaient 100.000, 75.000, 50.000, 25.000, 11.000 *asses*; d'après Denys, 100.000, 75.000, 50.000, 25.000, 12.500. Pline, enfin, élève à 110.000 *asses* le chiffre de la première classe¹. Ces assertions soulèvent plusieurs remarques.

Au temps de Servius, il n'y avait point de monnaie; le monnayage ne remonte qu'à l'époque décemvirale (451-449 av. J.-C.)². La fortune de chacun ne pouvait donc être estimée en *asses*. Quels étaient les biens qui, avant la création de la monnaie, avaient une valeur égale à celle qu'eurent plus tard 100.000, 75.000 *asses*?

D'abord, de quels *asses* s'agit-il? Les chiffres donnés par Tite-Live et Denys peuvent-ils être les chiffres primitifs? Au temps de Servius, l'*æs grave* était une livre de bronze pesant nominalemeut 12 onces et en réalité 10. 100.000 *asses* auraient eu une valeur intrinsèque de 56.000 francs et une valeur extrinsèque bien plus grande. Bien peu de citoyens auraient eu une telle fortune.

On a été ainsi amené à supposer qu'il s'agissait d'*asses sextentarii* : l'*as libralis* fut réduit en 269 à 4 onces (*asses trientarii*), puis à 2 onces (*asses sextentarii*).

Ce qui prouve que Denys entendait parler des *asses sextentarii*, c'est le chiffre des monnaies attiques par lequel

¹ LIV., I, 42. — DION., IV, 14. — PLIN., H. N., XXXIII, 43.

² Cf. MOMMSEN, *Histoire de la monnaie romaine*.

il exprime les différents *asses*. Le chiffre de la première classe serait alors égal à 9.800 fr. Mais il est invraisemblable, même en tenant compte de la valeur intrinsèque de ces 9.800 fr., qu'il ait été aussi faible à la fin de la République. Quelques exemples suffisent à prouver que cette supposition est en désaccord avec les faits économiques les plus connus : un *equus publicus* coûtait 10.000 *asses sextentarii*, c'est-à-dire un peu moins que le cens supposé de la cinquième classe; la loi *Voconia* ne s'appliquait qu'aux citoyens ayant un cens de 250.000 *asses*, deux fois et demie plus que le cens supposé de la première classe. Des amendes atteignent un million *d'asses*, des dénonciateurs en reçoivent 250.000 et 500.000 comme récompense.

Il est donc hors de doute que dans les derniers siècles de la République les citoyens ayant une fortune supérieure à 9.800 fr., nous voulons dire à 100.000 *asses sextentarii*, étaient plus nombreux que les autres; on arriverait donc à cette étrange conclusion, que l'influence que l'on favorisait à cette époque était celle des basses classes, ce qui est le contraire de la vérité.

Le cens de la première classe fut donc bien de 100.000 *asses librales* : les magistrats pouvaient prononcer des amendes de 3.020 *asses librales*; en 401 et 357, le peuple infligea des amendes de 10.000 *asses librales*; en 419, des esclaves dénonciateurs reçoivent des récompenses de 10.000 *asses librales*. Les cens respectifs que nous admettons ne sont donc point en disproportion avec les fortunes du III^e siècle avant J.-C. Mais, d'autre part, nous avons vu que ce ne peuvent être les chiffres du temps de Servius. On peut faire deux hypothèses pour sortir de cette difficulté. Huschke croit que la classe a été déterminée à

l'origine par la quotité de *jugera* que possédait chacun ; se rappelant qu'à l'origine le *jugerum* était estimé 500 *asses*, il admet que les citoyens de la première classe possédaient plus de 20 *jugera*, ceux de la seconde de 15 à 20, et ainsi de suite. Bœck estime qu'on a quintuplé, probablement en 215, les chiffres du temps de Servius qui auraient été de 20.000, 15.000, 10.000, 5.000, 2.500 *asses librales*. Ces deux conjectures ne reposent sur aucun texte ni l'une ni l'autre¹.

Les textes en effet sont trop récents et trop incomplets pour nous permettre de connaître tous les détails des formes de Servius. Mais nous pouvons en saisir les grandes lignes. La cérémonie de la lustration établissait un lien religieux entre les plébéiens et les patriciens. Mais ceux-ci avaient plus de cultes que les plébéiens. Il y avait des concessions qu'on n'aurait pu leur imposer : les plébéiens n'adoraient pas tous les dieux de la cité et ne connaissaient point les formules de prières ni les formules saintes qu'il fallait prononcer devant les magistrats ; vis-à-vis des dieux de la cité, ils avaient à peu près la situation qu'avaient les esclaves et les clients vis-à-vis des Lares. Ils se rencontraient avec les patriciens surtout à l'armée et dans les fêtes des *Lares compitales*. Ils adoraient ensemble Jupiter, Junon et Minerve dans le triple sanctuaire du Capitole. Le culte de *Djana* sur l'Aventin était commun à tous, même aux Latins alliés de Servius. Ils n'avaient pas le *jus connubii*, mais ils avaient le *jus commercii* et leurs droits sur leurs terres étaient reconnus.

¹ WILLEMS, *Dr. publ.*, p. 61 63. — BELOT, I, 27, 250, 256-258. Le *tributum ex censu* était levé par les questeurs, aidés des *curatores tribuum* et des *magistri pagorum* (*Dict. des antiq.*, v^o *Ærarium*, p. 110).

En instituant les *compitalia* et les *paganalia* et en réorganisant l'armée, Servius n'avait guère fait que confirmer l'ordre nouveau qui s'était insensiblement produit; mais ses réformes militaires régularisaient un ordre de choses qui avait été jusque-là une simple tolérance.

Les relations de gentilité étaient affaiblies : clients et patriciens ne marchaient plus ensemble au combat. Les clients adoraient dans les tribus locales les mêmes dieux que les plébéiens et se laissaient tenter par la vue de la liberté des plébéiens; leur condition se rapprochait peu à peu de la leur.

L'organisation des classes, coïncidant probablement avec le développement de la richesse mobilière, devait rendre un jour ploutocratique la constitution de la cité : quand les *res nec Mancipi* furent admises au *census*, toute l'influence passa à une aristocratie nouvelle enrichie par le commerce et les opérations financières.

Les anciennes tribus subsistaient dans la cité avec les curies, mais à l'armée on n'en voyait plus de trace que dans les six premières centuries de cavaliers.

La création de tribus locales et des cultes des *pagi* et des *vici* donnaient à la plèbe une organisation. Elle faisait désormais partie de la cité, bien qu'à un titre inférieur; elle aspira à s'élever au premier rang, excitée par les chefs ambitieux qui lui avaient amené l'annexion à Rome des populations vaincues. Le signe visible de son introduction dans la cité, c'était sa présence aux cérémonies du *lustrum*; sa victoire fut complète lorsqu'elle put nommer d'abord, puis fournir elle-même les magistrats qui faisaient le *lustrum*. C'est cette révolution que nous allons maintenant voir s'accomplir.

CHAPITRE III.

LE CENS DEPUIS LA MORT DE SERVIUS TULLIUS JUSQU'A LA CRÉATION DE LA CENSURE.

L'armée romaine, divisée en classes et en centuries, ne tarda pas à prendre une grande place dans l'État et à devenir la principale assemblée de la République. Les classes et les centuries furent des cadres politiques¹. A quelle époque faut-il placer cette révolution? faut-il croire, comme le dit Tite-Live, que les *comices centuriates* furent institués par Servius, abolis par Tarquin le Superbe et rétablis après la chute de ce roi? ou bien qu'ils furent créés par les patriciens après la révolution aristocratique qui renversa les rois? D'après Cicéron², la première loi portée devant l'assemblée centuriate fut la loi proposée par Valérius sur l'appel au peuple en 494 avant Jésus-Christ. Avant cette époque, on ne peut citer aucune loi faite par les centuries, et elles n'avaient pas non plus de magistrats à élire. Il est donc probable que le fondateur des assemblées centuriates fut Valérius, qui aura placé son œuvre sous le patronage du souvenir populaire de Servius³.

Déjà les premiers consuls, pour remédier à l'épuisement des familles patriciennes⁴, avaient admis dans le sénat les *juniores*, c'est-à-dire des fils de familles patri-

¹ GUIRAUD, *Revue historique*, septembre-octobre 1884.

² *De rep.*, II, 31.

³ BELOT, I, 44-45.

⁴ BLOCH, p. 278. — PLUT., *Popl.*, 43.

ciennes¹, ou peut-être les chefs des branches cadettes de la famille, créant ainsi la nécessité d'un choix (*lectio*) parmi les patriciens et se conciliant les *juniores* ambitieux.

D'autre part, les patriciens ne pouvaient se passer de l'armée. Ils établirent ou réorganisèrent l'assemblée centuriate et lui laissèrent le soin de nommer les deux consuls, qui avaient la même puissance que les rois, *potestatem genere ipso et jure regiam*². Ils paraissaient donner ainsi aux centuries une influence qui, en réalité, était presque nulle. En effet, toute assemblée est présidée par un magistrat qui désigne l'objet du vote, et nul ne peut mettre en délibération aucun autre objet; nul autre que le président n'a le droit de parler. S'agit-il d'une élection, le président présente des candidats, et nul ne peut voter que pour les candidats présentés. S'il ne présente pas plus de candidats qu'il n'y a de places à remplir, ils sont nécessairement élus.

Les six centuries de chevaliers patriciens votent les premières, puis les douze autres centuries de chevaliers, ensuite la première classe, puis la seconde. On regardait un premier vote comme inspiré par les dieux, et il entraînait d'ordinaire la décision de l'assemblée. Pour les comices centuriates, on inscrivait les sénateurs dans les six premières centuries de chevaliers. Chaque centurie avait une voix. Le nombre des centuries étant de 193, en y comprenant celle des *capite censi* (qui n'avait qu'une voix malgré le grand nombre de citoyens qu'elle comprenait, et qui ne faisait point partie de l'armée), la majorité absolue était de 97 : or les chevaliers et la première

¹ WILLEMS, *Sénat*, I, 48.

² CIC., *De rep.*, II, 32.

classe avaient 98 voix; s'ils étaient d'accord, il était inutile de faire voter la seconde classe; celle-ci votait donc rarement, et c'était une chose extraordinaire quand, parmi les 118 centuries des chevaliers et des deux premières classes, il ne se formait point une majorité de 97 voix. Les dernières classes ne faisaient guère qu'assister au vote¹.

Enfin, le vote des centuries était soumis à la triple ratification du sénat, des curies et des augures. Les curies ne comprenaient que les patriciens, leurs clients et la plèbe urbaine : on ne peut admettre que tous les plébéiens y aient été admis : car alors ils les auraient dominées par leur nombre. L'assemblée par curies était donc aristocratique. C'était l'aristocratie qui gouvernait la cité².

Les consuls, ses chefs, faisaient la lustration du peuple entier et le distribuaient en classes et en centuries. Ils faisaient le *dilectus* des chevaliers. Enfin, depuis qu'on admettait au sénat des *juniores*, cette assemblée ne se composait plus uniquement des chefs des *gentes*, membres du droit. Tous les patriciens pouvaient y entrer : mais on ne voulait pas dépasser le chiffre fatal de 300. Il y avait donc plus de candidats que de sièges disponibles, et il fallait procéder à un choix. Ce sont les consuls qui furent chargés du soin de faire la *lectio*³. Ils prirent les sénateurs parmi les anciens magistrats : ceux-ci en effet étaient désignés à leur choix par suite de leur élec-

¹ *Cité antique*, p. 296, 313. — WILLEMS, *Dr. publ.*, 464. — BELLOT, 50, 361. — CIC., *De R.*, 41, 22. — LIV., I, 43. — DION., IV, 20, 24; VII, 59; VIII, 82; X, 47. — DURUY, I, 445-447. — BLOCH, p. 85.

² BLOCH, p. 294-296.

³ BLOCH, p. 284-285.

tion à une magistrature, qui avait été entourée de formes religieuses. C'était une attribution nouvelle qu'avaient les consuls, ils conservaient en même temps celles des rois, et notamment le *regimen morum* : ils purent dès lors exclure un citoyen du sénat ou au moins le passer sur la liste (*præterire*) qu'ils dressaient annuellement. Leur décision, inspirée *quodam divino afflatu*, était respectée à l'instar de la volonté des dieux; elle était sans appel, mais les consuls suivants pouvaient rétablir sur la liste celui qu'avaient effacé leurs prédécesseurs¹.

Cette organisation de la cité, gouvernée par les patriciens ayant à leur tête des chefs élus annuellement, ne dura pas longtemps. Les guerres incessantes donnaient chaque jour à la plèbe une importance nouvelle. En vain les patriciens voulurent la faire entrer dans les cadres des *gentes*². Les plébéiens sortirent de la ville, mais ils ne pouvaient fonder une cité. Ils rentrèrent dans Rome après un traité : ils eurent auprès du sénat des fondés de pouvoir, vrais ambassadeurs, les tribuns³.

Avec les *pagi*, on forma 17 tribus rustiques : il y eut donc en tout 21 tribus dont le nombre fut augmenté plus tard. Car ces tribus perdirent le caractère de divisions territoriales, les consuls puis les censeurs furent chargés de dresser la liste des citoyens de chacune d'elles. Tandis que les tribus rustiques comprenaient les petits propriétaires de la campagne, les tribus urbaines, qui tout d'abord étaient les plus estimées, étaient nommées les premières et comprenaient les patriciens, furent déconsidérées par la présence des clients, des affranchis, des plébéiens

¹ WILLEMS, *Sénat*, I, 29, 34, 49.

² *Cité antique*, p. 345.

³ BELOT, I, 56, 320-335. — BLOCH, p. 65. — *Cité antique*, p. 348.

adonnés aux métiers. Les magistrats y rejetèrent tout ce qu'il y avait de plus misérable. Un changement de tribu fut donc une punition qu'ils purent infliger aux citoyens répréhensibles.

On laissa en dehors des tribus les *œrarii*, citoyens qui n'avaient pas le droit de suffrage et payaient le *tributum ex censu* arbitrairement multiplié. Exclure de toutes les tribus, rejeter au rang des *œrarii* fut la punition la plus grave. Les tribus comprenaient les marchands qui étaient exclus des centuries¹ et peut-être les *libertini*.

La plèbe se réunit dans des *concilia plebis*, présidés par les tribuns et où elle était répartie par tribu. Les tribus qui atteignirent le nombre de 35 y votaient simultanément; le sort déterminait celle dont le vote serait proclamé en premier lieu². Les patriciens, bien que faisant partie des tribus, n'étaient pas admis à ces réunions qui ne comprenaient que les membres plébéiens des tribus. Mais il y eut aussi des comices tributes où se réunissaient tous les membres, patriciens et plébéiens, des tribus, et qui étaient présidées par des magistrats patriciens³.

Entre la plèbe et le patriciat se plaça un intermédiaire, la classe riche, composée peut-être en grande partie de plébéiens d'origine libre. Elle vivait avec le patriciat : maintes relations d'intérêt et d'amitié s'établissaient. La loi *Canuleia* fut votée. Les différences entre les deux ordres allaient s'affaiblissant. Les prérogatives des patriciens n'étaient plus pour eux-mêmes un article de foi. Les ri-

¹ Cf. WILLEMS, *Dr. public*, 409.

² WILLEMS, *Dr. public*, p. 467.

³ WILLEMS, *Dr. public*, p. 409. — Cf. HUMBERT, *Dict. des antiquités*, v^o *Comitia*.

ches plébéiens calculaient que la séparation des deux ordres les enchaînaient à jamais à la classe inférieure, tandis que leur union leur ouvraient la voie des honneurs. Après de longs efforts, ils demandèrent le consulat¹.

Le consulat n'était pas seulement un commandement militaire et une magistrature politique. C'était un sacerdoce. Pour être consul, il fallait non-seulement offrir des garanties d'intelligence, de courage, de probité, mais être capable d'accomplir les cérémonies publiques. Les patriciens seuls le pouvaient. Créer des consuls plébéiens, c'eût été un sacrilège².

Voyant le consulat en danger d'être obtenu par la plèbe, le patriciat en détacha la fonction religieuse qui avait entre toutes le plus d'importance, celle qui consistait à faire la lustration des citoyens; il créa les censeurs³; les plébéiens purent en même temps être nommés tribuns militaires : ces nouveaux magistrats avaient toutes les attributions des consuls, mais non leurs fonctions religieuses.

¹ *Cité antique*, p. 354-356. — DURUY, I, 449. — WILLEMS, *Dr. public.*, p. 67.

² *Cité antique*, p. 359.

³ En 443 av. J.-C. ou en 435 d'après une conjecture de Mommsen. — LIV., IV, 8. — DION., XI, 63. — WILLEMS, *Dr. public*, 275. — MOMMSEN, II, 4, p. 308.



CHAPITRE IV.

COUP D'ŒIL SUR L'HISTOIRE DE LA CENSURE SOUS LA RÉPUBLIQUE.

I.

Place de la censure parmi les magistratures romaines.

La censure est une des plus importantes parmi les magistratures romaines. Nous allons déterminer la place qu'elle occupe, énumérer les pouvoirs et les prérogatives que les censeurs partagent avec les autres magistrats, réservant pour les chapitres suivants l'étude des pouvoirs, des prérogatives et des attributions qui leur sont propres, et enfin montrer le rôle qu'ils jouèrent dans les modifications de la constitution romaine et l'influence qu'ils eurent sur les mœurs.

Tous les magistrats¹ doivent remplir certaines conditions². Pour jouir du *jus honorum*, il faut n'être atteint d'aucune infirmité³, c'est-à-dire n'avoir pas excité la colère des dieux; être citoyen romain ingénu, avoir l'*ingenuitas parentum*, avoir l'*existimatio* et avoir atteint l'*aetas legitima*. Les magistrats étaient élus, les uns par les comices tributes, les autres, les *magistratus majores*, par les comices centuriates. Les formalités de la *petitio* et de l'élection étaient les mêmes pour toutes les magistratures, ainsi que les lois sur la pression et la corruption électo-

¹ MOMMSEN, I, 480, 518. — FAURE, *Essai sur le préteur romain* (1878), p. 52-54.

² Nous étudierons celles que devaient remplir spécialement les censeurs.

³ ULP., *Dig.*, 50, 17, 2. — *Cité antique*, p. 155, 315.

rales. L'élection était ratifiée par l'*auctoritas patrum* et diverses causes religieuses pouvaient l'empêcher ou la rendre nulle¹.

Les magistratures sont *ordinaires* ou *extraordinaires* suivant qu'elles font ou non partie des institutions régulières de la cité; patriciennes ou plébéiennes suivant qu'elles sont créées *auspicato* ou *inauspicato*. Les magistratures patriciennes se subdivisent en *maiores* ou *minores* selon qu'elles ont le *jus auspiciorum majorum* ou *minorum*. Enfin les magistratures patriciennes majeures (et l'édilité curule) sont des magistratures curules, ce qui entraîne pour ceux qui en sont revêtus des privilèges honorifiques. Le plus notable était le droit à une chaise curule². Polybe nous apprend que les censeurs avaient une robe de pourpre³. Les magistratures patriciennes participaient à la *majestas* du peuple⁴. C'étaient des sacerdoce. Ceux qui en étaient revêtus avaient le *jus auspiciorum* comme les consuls et les préteurs; les censeurs avaient le *jus auspiciorum majorum*⁵, mais leurs auspices, d'après Aulu-Gelle, différaient cependant de ceux des autres magistrats⁶. C'étaient des magistrats patriciens

¹ WILLEMS, *Dr. public*, p. 243-245. — BOISSIER, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1884.

² LIV., XL, 45. — Ils s'en servaient partout où bon leur semblait. Ils avaient droit aussi à une *toga prætexta*, au *calceus patricius*, orné de la *luna*; ils pouvaient se faire précéder d'un joueur de flûte et d'esclaves portant des *funales cerei* (Cf. WILLEMS, *Sénat*, I, 423. — MOMMSEN, I, 379, 388, 402-409. — BORGHESI, VI, 407). Le *jus annuli aurei*, réservé d'abord aux sénateurs envoyés en mission auprès des nations étrangères, s'étendit au IV^e siècle à toute la *nobilitas*, au VII^e à tous les sénateurs (BLOCH, 59-62).

³ VI, 53. — MOMMSEN, III, 324, 330, 357.

⁴ On leur devait certaines marques de respect.

⁵ WILLEMS, *Dr. public*, 233.

⁶ GELL., XIII, 45, § 4.

majeurs et les autres magistrats inférieurs leur devaient de la déférence¹. Les magistrats n'étaient pas payés, mais quand on les envoyait en mission, ils vivaient aux frais de l'État, faisaient des réquisitions, etc.². A l'expiration de leurs charges, les magistrats pouvaient obtenir des récompenses publiques. Tous les magistrats curules avaient deux droits que nous étudierons à propos de la *lectio senatus*, le *jus sententiæ dicendæ* et le droit d'être porté sur l'*album senatorium* : comme les censeurs avaient exercé en règle générale déjà d'autres magistratures curules, ils avaient par là déjà acquis ces droits.

Les pouvoirs des magistrats étaient appelés par les uns *imperium*, par les autres *potestas*. Il est difficile de préciser la différence qui existait entre l'*imperium* et la *potestas*. Les magistrats investis de l'*imperium* avaient une délégation générale : ils étaient considérés comme les successeurs des rois : *cum imperio*, dit Festus, *dicebatur apud antiquos cui nominatim a populo dabatur imperium, cum potestate est dicebatur de eo, qui a populo negotio alicui præficiebatur*. L'*imperium* comprend le haut commandement militaire *suis auspiciis*, le pouvoir judiciaire en matière criminelle, le droit de vie et de mort. Il fallait une loi rendue par l'assemblée patricienne, les comices curiates, pour investir de l'*imperium*³.

Les censeurs n'ont point l'*imperium*⁴ bien que Tite-

¹ Cf. VAL. MAX., VIII, 5, § 6. Un homme fut condamné pour n'être pas descendu de cheval devant le *ensorius* Servilius.

² MADVIG, *l'État romain*, traduit par MOREL (1882), II, 81-83.

³ WILLEMS, *Dr. public*, p. 228. — MOMMSEN, 422. — Ces différences entre la *potestas* et l'*imperium* sont de nature à montrer que l'*imperium* appartenait aux magistrats qui, comme les rois, avaient une compétence générale, et représentaient en quelque sorte les dieux.

⁴ MOMMSEN, II, 4, p. 327.

Live emploie une fois ce mot à leur occasion ¹. Ils n'ont point le droit de glaive et d'exécution, ils ne peuvent convoquer ni le sénat ni les comices par curies ².

Les pouvoirs qui constituaient la *potestas* des censeurs étaient : 1° le *jus edicendi*, droit de publier *palam apud forum* des édits, sorte de programme par lequel un magistrat faisait connaître les règles qu'il comptait suivre, *ut cives scirent quod jus de quâque re quisque dicturus esset seque præmunirent*. On distinguait l'*edictum perpetuum* que les magistrats rendaient en entrant en charge et par lequel ils traçaient des règles générales; l'*edictum repentinum* rendu pendant la durée de la charge à l'occasion d'un fait particulier, *prout res incidit*. Les *edicta perpetua* se divisaient eux-mêmes : l'*edictum translaticium* est celui par lequel un magistrat reproduit les dispositions des précédents édits; l'*edictum novum* celui qui les modifie³. Les édits pouvaient être publiés de vive voix par les magistrats ou par un des *præcones* ou gravés sur des tables de pierre, de marbre ou d'airain, ou inscrits sur l'*album*. On appelait *album* des tablettes, écriteaux ou portions de murailles revêtus d'un enduit blanc sur lequel on écrivait les annonces de toute sorte. L'*album* était d'habitude placé sur le *forum* en un lieu apparent. Sa conservation était protégée par une pénalité sévère⁴.

Les édits étaient relatés dans les *acta populi*, sorte de journaux⁵. La loi Cornelia (67 av. J.-C.) ordonne aux magistrats de maintenir, pendant la durée de leur charge,

¹ LIV., IV, 24.

² CIC., *De leg.*, III, 4, 40. — GELL., XIV, 7. — VARR., *L. L.*, VI, 93. — PLIN., *H. N.*, XXXVIII, 47.

³ FAURE, p. 55.

⁴ MOMMSEN, I, 497.

⁵ HUMBERT, *Dict. des antiq.*, v° *Acta populi*.

l'*edictum perpetuum*. Cette loi était devenue nécessaire parce qu'au milieu des troubles civils, les magistrats n'observaient plus la tradition ancienne que la loi rendit obligatoire¹.

Les censeurs rendaient un édit en entrant en charge : nous l'étudierons plus loin. Les dispositions étaient quelquefois annoncées oralement, mais le plus souvent par écrit².

2° Le *jus dicendi*. Tandis que le roi, les consuls, les préteurs, étaient des magistrats de droit commun, les censeurs comme les édiles n'avaient qu'une compétence d'exception : leur juridiction ne s'étendait qu'aux procès qui, par leur nature, se rattachaient à leurs fonctions propres³. Nous consacrerons quelques lignes plus tard à la juridiction censoriale.

3° Le *jus multæ dictionis*, droit de prononcer des amendes pour assurer l'exécution de leurs ordres; en 454 avant J.-C. la loi *Aternia Tarpeia de multâ* déterminait le montant de l'amende la plus élevée que pourraient désormais infliger les magistrats : deux brebis et trente bœufs. En 430 avant J.-C. la loi *Julia Papiria* estima la brebis 10 asses, le bœuf 100 asses, ce qui portait l'amende à 3,020 asses⁴. Les censeurs prononçaient des amendes pour contraventions à leurs règlements en matière de voirie⁵. Il est probable qu'ils en prononçaient pour contraventions à leurs édits.

4° Le *jus agendi eum populo*. Ils convoquaient les

¹ FAURE, p. 58.

² SUET., *De il. rh.*, 1. — GELL., XV, 42, 2. — PLIN., *H. N.*, XIII, 3, 24; XIV, 44, 95.

³ *Dict. des ant.*, v° *Censor.*, p. 996.

⁴ PLIN., *H. N.*, XVIII, 3. — VARR., *R. R.* II, 9. — CIC., *De rep.*, II, 35. — GELL., XI, 4. — DION., X, 50.

⁵ MOMMSEN, II, 4, p. 318. — HUMBERT, v° *Censor.*, p. 997.

comices centuriates pour le cens et le *lustrum*, et peut-être pour proposer des lois relatives aux finances ¹.

Enfin les magistrats avaient d'ordinaire le *jus advocandi contionem*, droit de présider la *contio* convoquée par un magistrat inférieur. Ce droit était une garantie contre les abus du pouvoir des magistrats inférieurs : c'était un palliatif à l'absence si remarquable de hiérarchie qui nous frappe quand nous étudions les magistratures romaines. Chaque magistrat recevant directement son pouvoir de l'élection était en quelque sorte dépositaire de la souveraineté ² du peuple. C'est ce qui fait qu'on s'étonne de voir la constitution romaine fonctionner sans trouble ³.

La plupart des magistratures sont organisées en collèges se composant généralement de 2, 3 ou 10 titulaires. Chacun des titulaires pouvait exercer à lui seul toute l'autorité attachée à la fonction. On a comparé la collégialité à ce qu'était, dans l'ordre du droit privé, le lien de la corréalité ⁴. C'était encore, semble-t-il, un obstacle au bon fonctionnement des magistratures. Enfin rien de semblable à la division des pouvoirs n'existait chez les Romains. Les magistrats concentraient dans leurs mains la puissance publique : chacun d'eux avait une délégation complète et directe du peuple ⁵. Des fonctions semblables pouvaient être exercées par plusieurs magistrats; le préteur ⁶, par exemple, avait une autorité propre pour

¹ ZONARAS, VII, 49.

² FAURE, p. 24. — MAYNZ, I, 62.

³ MISPOULET, I, 70. — Cf. DUPOND, *De la constitution et des magistratures romaines* (1877), p. 2-3.

⁴ FAURE, p. 38. — MOMMSEN, I, 27-59.

⁵ WILLEMS, *Dr. public*, p. 236.

⁶ FAURE, p. 42-44. — REGELSPERGER, *De l'édilité* (Bordeaux, 1881, p. 106, 108, 121).

commander les armées comme les consuls, pour réprimer les nouveaux cultes comme les censeurs et les édiles; pour juger les litiges relatifs à la police des eaux comme les édiles. Il pouvait en résulter parfois un conflit de pouvoir.

Les caractères si particuliers que nous venons de reconnaître aux magistratures romaines semblent avoir dû entraîner une impossibilité de fonctionnement et avoir amené des abus de pouvoir, conflit d'attribution, et l'impossibilité de contraindre un magistrat à remplir les devoirs de sa charge.

Mais des garanties nombreuses avaient été créées contre les abus qui auraient pu résulter de l'indépendance absolue des magistrats ¹.

C'étaient : 1° la *vis majoris imperii, vel potestatis*. Tout magistrat supérieur pouvait s'opposer préventivement (*vetare*) à l'accomplissement d'un acte ordonné par les magistrats inférieurs. On ne pouvait exercer ce droit contre les censeurs, puisqu'ils n'avaient point de supérieurs. D'autre part, ils n'avaient à proprement parler de *major potestas* vis-à-vis de personne ².

2° Le principe, *par majorve potestas plus valet*. En vertu de ce principe, tout magistrat pouvait voir annuler ses actes par l'*intercession* d'un magistrat égal ou supérieur. L'*intercession* était une mesure répressive tandis que le *veto* était préventif ³. L'*intercession* était faite par le magistrat soit de sa propre autorité, soit sur l'appellation de la partie lésée, le magistrat investi de la *par po-*

¹ WILLEMS, *Dr. public*, p. 236-238. — MISPOULET, I, 70-78. — IHERING, II, 263, 267, 278, 279.

² MOMMSEN, I, 57.

³ MOMMSEN, I, 245. — FAURE, 84-87.

testas qui négligeait de surveiller son collègue pour intercéder au besoin, engageait sa responsabilité¹.

3° L'*auxilium* et l'*intercessio* de la *potestas tribunicia*. Les tribuns pouvaient exercer les droits de *veto* et d'*intercessio* à l'encontre de tout magistrat sauf du dictateur. Le *veto* pouvait empêcher un acte ou une catégorie d'actes, même suspendre les fonctions d'un magistrat. Les actes accomplis au mépris du *veto* étaient valables, mais leur auteur encourait une peine. L'usage téméraire du *veto* constituait un abus puni². En fait, le *veto* n'était pas aussi fréquent ni aussi dangereux qu'il eût pu l'être³. On ne sait si son effet cessait à l'expiration des pouvoirs des tribuns. Mais les censeurs étaient inviolables⁴. Il paraît cependant que les tribuns pouvaient employer contre la convocation du peuple par les censeurs le procédé de l'*obnuntiatio*⁵.

4° Un recours devant l'assemblée du peuple. On rencontre quelques cas où les censeurs sont accusés pendant leur magistrature. Mais c'est qu'il s'agit de faits étrangers à la puissance censoriale ou relatifs à la juridiction administrative; ou de fonctions considérées comme incompatibles avec l'indépendance de la censure, ou enfin qu'il y a un abus véritable de la puissance tribunitienne⁶. Ainsi c'est par abus que P. Sempronius donna ordre à ses lic-

¹ L. 9, § 8, D. *De adm. rer.* — Contre la *lectio senatus*, pas d'intercession (WILLEMS, *Sénat*, I, 262).

² MOMMSEN, I, 246. — IHERING, II, 265. — LIV., V, 29.

³ IHERING, II, 265.

⁴ LIV., XLIII, 16. — CIC., *De rep.*, II, 35. — VAL. MAX., VII, 2, 6. — DION., XVIII, 49.

⁵ CIC. *ad Attic.*, IV, 9. — MOMMSEN, I, 35.

⁶ HUMBERT, p. 992-996. — LIV., IX, 34; XXIV, 43; XXIX, 37; XLIII, 16. — PLIN., *H. N.*, VII, 46.

teurs de se saisir d'Appius qui voulait garder la censure plus de dix-huit mois ; que L. Metellus cita devant le peuple P. Furius et M. Atilius qui l'avaient mis parmi les *cærarîi* l'année précédente bien qu'il fût questeur ; que C. Boebius cita les censeurs M. Livius Salinator et C. Claudius Nero qui s'étaient dégradés mutuellement ; que P. Rutilius annula les adjudications faites par C. Claudius et T. Sempronius. Cependant, dans ce dernier cas, les censeurs avaient eu le tort d'interdire de prendre part aux adjudications à ceux qui l'avaient fait sous la censure de Q. Fabius et A. Postumius, et Claudius aggrava son tort en imposant silence au peuple dans l'assemblée où l'accusait le tribun. Il fallut l'intervention des *principes senatus* pour éviter une condamnation.

5° Le pouvoir modérateur du sénat¹. Une *lectio senatûs* a été cassée par le sénat et les consuls pour fraude ou partialité, mais ce fut un vrai coup d'État². Cicéron ne parle que d'une cassation morale faite par le peuple des décisions des censeurs³. Les censeurs n'administraient les finances que sous l'autorité du sénat et ils étaient responsables de leur gestion financière devant les comices par tribus⁴. C'est sans doute parce que ces attributions ne leur avaient été accordées que par l'usage⁵.

6° Comme ressource suprême, la dictature. Pendant la dictature les magistrats ordinaires n'abdiquent pas, mais les pouvoirs sont suspendus ; ils n'agissent que sous les auspices du dictateur et de son consentement.

¹ WILLEMS, *Sénat*, II, 224, 237, 248, 259.

² HUMBERT, p. 996. — Liv., II, 30.

³ *Pro Cl.*, 43.

⁴ Liv., XXVII, 11 ; XLIII, 16.

⁵ HUMBERT, p. 992.

Le dictateur a le *summum imperium* et est irresponsable¹.

Ainsi que le dit Ihering, « la valeur d'une constitution n'est point dans la perfection de son mécanisme, mais dans l'esprit avec lequel elle est appliquée². » Nous ajouterons donc avec M. Faure : « Si l'on nous demandait ce que nous pensons de l'efficacité des garanties qu'on vient de voir, nous répondrions qu'elle dut être essentiellement relative et restreinte. L'histoire de Rome nous démontre que ces garanties furent, en somme, des moyens purement extérieurs, et des moyens extérieurs fort imparfaits, incapables d'arrêter le mal et les abus quand ils se produisirent. C'est en dehors d'elles qu'il faut chercher et que se trouvait la cause qui prévint longtemps les excès des magistrats romains.

» La véritable limitation de l'autorité de ces magistrats ne résidait point dans la constitution politique de Rome. « En droit, dit excellemment M. Laboulaye³, le magistrat était tout puissant, mais la coutume l'emprisonnait dans un cercle de précédents dont il lui était comme impossible de sortir⁴. » La tradition, l'opinion de ses concitoyens, au contrôle et à la critique desquels il se sentait incessamment soumis, tel était pour le magistrat romain le frein le plus solide de la puissance illimitée qui lui appartenait.

» On peut s'expliquer ainsi, abstraction faite du vicieux

¹ WILLEMS, *Sénat*, II, 239-243.

² II, 267.

³ *Essai sur les lois criminelles des Romains touchant la responsabilité des magistrats* (1846), p. 73.

⁴ IHERING (II, 266) dit : « Le droit laissait pleine liberté au fonctionnaire, mais une puissance invisible l'entourait de toutes parts; elle ne l'empêchait pas de faire bien, elle le retenait de céder à la tentation de faire mal. »

mécanisme constitutionnel de Rome, l'admirable fonctionnement de ses magistrats, qui conservèrent le patriotisme et l'austérité des premiers siècles de la République. Et aussi bien, est-il aisé de comprendre que rien n'ait pu maintenir ce fonctionnement, le jour où toutes les corruptions eurent irréparablement envahi la cité ¹. »

Les pouvoirs des censeurs, d'abord de cinq ans, duraient dix-huit mois seulement, depuis la loi *Æmilia* (433 avant J.-C.).

La destitution ne fut jamais employée contre les censeurs. Elle était, du reste, rejetée en principe. Mais on cite des exemples d'abdications volontaires en apparence seulement et imposées par des scrupules religieux auxquels les censeurs ne pouvaient refuser d'obéir. L'expiration du temps fixé par la loi n'entraînait pas déchéance *ipso jure*. Il fallait que le dernier jour le magistrat vînt déposer solennellement ses pouvoirs et déclarât qu'il n'avait rien fait de contraire aux lois. S'il n'abdiquait pas malgré le serment prêté à son entrée en charge, on pouvait nommer un dictateur². En 311 avant J.-C., Appius Claudius soutint qu'il avait été nommé *uti qui optimo jure creatus*, et resta en fonctions selon le système antérieur³. M. Mommsen conteste le fait et soutient qu'il ne s'agit que d'une demande de prorogation destinée à permettre l'achèvement des travaux publics, prorogation toujours accordée⁴. Mais en sortant de charge, ces censeurs perdaient leur irresponsabilité et pouvaient être accusés au civil et au criminel.

¹ FAURE, p. 88-89.

² *Dict. des antiq.*, v° *Abdicatio*, p. 5.

³ LIV., X, 33, 34, 42.

⁴ II, 4, p. 324.

II.

Développement successif des fonctions des censeurs.

Les énormes pouvoirs que nous venons de voir aux mains des censeurs plus grands et plus redoutables que dans les mains d'aucuns autres magistrats, ils s'en servaient pour remplir les fonctions les plus importantes peut-être de la République.

Ces fonctions semblent, au premier abord, avoir été absolument religieuses : ils étaient chargés, nous l'avons dit, de faire la lustration solennelle de Rome et des Romains. Mais cette cérémonie était précédée d'un dénombrement des citoyens et de la déclaration faite par chacun d'eux des personnes et des choses qui dépendaient de lui et qui devaient être purifiées avec lui. C'était donc un recensement général des personnes et des biens. Il résulte de ce fait une extension considérable du pouvoir des censeurs. La fortune de chacun déterminait la place qu'il occupait dans l'armée : le recensement servit donc de base au recrutement, les censeurs firent la *descriptio centuriarum classiumque*. Quand les classes et les centuries ne furent plus que des ordres politiques, ils purent, par les modifications qu'ils apportèrent dans la tenue des comices centuriates, modifier profondément la constitution romaine.

Le recensement fut aussi la base de l'impôt ; « il plaçait entre les mains des censeurs, dit M. Humbert¹, la formation de ce qu'on peut appeler le budget des recettes principales de la République, le *tributum ex censu*, l'*æs uxo-*

¹ *Dict. des antiq.*, p. 998.

rium, le *tributum ex capite* des *cerarii*, etc. Le sénat autorisa les censeurs à fixer sous sa surveillance les recettes non comprises dans l'opération du cens et à ordonner certaines dépenses dans la mesure des crédits alloués par lui. Enfin les consuls, en général occupés à l'extérieur, laissèrent les censeurs ordonner les dépenses relatives aux travaux publics et à l'entretien des domaines de l'État. » Les censeurs formèrent les rôles des différentes classes avec la détermination des impôts directs y afférents. Ils mirent en adjudication publique la ferme des revenus indirects, établirent parfois de nouvelles contributions indirectes, dressèrent le budget des dépenses, donnèrent à l'entreprise certaines dépenses ordinaires, veillèrent à l'entretien des propriétés de l'État et les défendirent par des règlements de police contre les entreprises des particuliers. Ils firent faire des travaux publics considérables dans l'Italie entière, et obtinrent même une sorte de compétence en matière de contentieux du domaine.

Le classement des citoyens fut la fonction qui acquit le plus d'importance politique. Chaque citoyen devait conserver dans la cité la place qu'il avait eue dans la lustration jusqu'à la purification suivante : il était chevalier, sénateur ou simple citoyen suivant le rang où les censeurs l'avaient mis. Tout naturellement, les changements de fortune des citoyens devaient les faire changer de classe ; leur âge devait les faire passer des centuries de *juniores* dans celles de *seniores*. Mais les censeurs n'avaient pas seulement à noter des faits de ce genre, ce n'aurait été qu'une constatation. Leur pouvoir pour la composition non-seulement des tribus, des classes et des centuries, mais aussi pour la formation des listes des chevaliers et

des *œrarii* était illimité et n'entraînait pour eux aucune responsabilité.

La loi *Ovinia* (318 av. J.-C.) leur transféra le droit qu'avaient les consuls de lire *in senatu* la liste des sénateurs, en excluant par prétérition ceux qu'ils jugeaient indignes de ce titre. La *lectio* s'exerçait sous la foi du serment et les exclus étaient frappés d'une flétrissure morale. Lors de la *recognitio equitum*, les censeurs pouvaient ou réprimander publiquement, ou priver de l'*æs hordearium* les chevaliers négligents ou même *adimere equum*. Ils pouvaient enfin, à l'occasion du cens, réprimander tout citoyen ou même le changer de tribu, le faire passer par exemple, dans une tribu urbaine, moins estimée que les tribus rustiques, ou l'exclure de toutes les tribus, le reléguer au rang des *œrarii*. La peine imposée au coupable, quand elle avait été subie par lui et l'avait purifié, lui permettait de prendre part à la lustration sans souiller ses concitoyens.

Les censeurs pouvaient donc infliger une véritable dégradation, *minuere existimationem*. Les causes d'*ignominia* n'étaient pas régulièrement prévues, mais les censeurs pouvaient punir tout acte de nature à porter atteinte à la prospérité matérielle ou à la grandeur morale de la République, tout acte susceptible d'indisposer les dieux contre Rome. « Les citoyens, dit M. Humbert, n'avaient de garanties contre ces abus de pouvoir que le serment prêté par les censeurs d'agir sans partialité. Aucun recours n'était possible même devant l'assemblée du peuple romain. »

Le *jus edicendi* permit aux censeurs de donner une énergie nouvelle au *regimen morum*, en publiant des règlements (*edicta*) tendant à prohiber les innovations

dangereuses, à empêcher le développement du luxe et à maintenir le *mores majorum*. Les censeurs, dit M. Willem, devinrent les gardiens des bases matérielles et morales sur lesquelles était fondée la grandeur de la République. Leur dignité était appelée *sanctissimus magistratus*. « Ce fut, dit M. Humbert, après la dictature et surtout depuis que celle-ci cessa d'être en usage, le pouvoir le plus élevé de la République, placé au terme de la carrière des hommes d'État, le plus respectable par son inviolabilité et le plus puissant par le droit de correction exercé sur les mœurs, personnifiant, dans son action irresponsable, ce qui constitue chez les modernes la puissance de l'opinion publique. » Ce pouvoir sans contrôle devint une arme aux mains des factions et cette magistrature sainte, *magistra pudoris et causa timoris*, comme l'appelle Cicéron¹, d'abord toute sacerdotale, eut à remplir un rôle politique considérable et se jeta dans l'arène des rivalités des partis.

III.

Rôle politique des censeurs.

Après les Douze-Tables et la création de la censure, on avait remplacé les consuls par des tribuns militaires créés sans auspices, et dont un seul, le préfet de la ville, président du sénat et des comices, était investi de fonctions religieuses (444). Seul, il devait être patricien ; les autres tribuns pouvaient être plébéiens, mais pas un plébéien ne parvint au tribunat avant 400. Mais cette année, quatre tribuns militaires sur six furent plébéiens. Les chefs du peuple arrivaient aux honneurs. Cependant jus-

¹ *In Pison*, 4 ; *pro Clu.*, 43.

qu'en 367, une quinzaine seulement furent élus. Après de longues luttes mal commencées, un plébéen arriva au consulat en 366, et l'on vota les lois *liciniennes*. Aux trois jours de fête des grands jeux célébrés pour les trois vieilles tribus, il en fut ajouté un quatrième pour les plébéiens¹. Mais deux nouvelles magistratures, la *préture* et l'*édilité curule*, furent créées aux dépens du consulat. Les patriciens se servirent aussi de la dictature dans un but politique et sous des prétextes religieux. En 356, les dangers de la guerre contre les Étrusques firent proclamer dictateur un des plus illustres plébéiens, Marcius Rutilius, qui, cinq ans après, fut le premier censeur de son ordre. Cependant, en vingt-sept ans, huit plébéiens seulement arrivèrent au consulat. En 342, les plébéiens, sur la proposition du tribun Genucius, obtinrent que les deux consuls pourraient être plébéiens, et qu'on ne serait rééligible à la même charge qu'après un intervalle de dix ans. En 339, le dictateur plébéen Publilius Philo, fit décider que l'*auctoritas patrum* précéderait le vote des plébiscites et des lois, et qu'on choisirait toujours un des censeurs parmi les plébéiens. En 337, Publius Philo obtint la préture. Le plébiscite Ovinien fit du sénat une assemblée d'anciens magistrats, ce qui en rendait la majorité plébéienne. En 300, la loi Ogulnia décrète que quatre pontifes et cinq augures seraient pris dans la plèbe. L'égalité politique était conquise².

« L'ordre inférieur n'avait plus rien à désirer, dit M. Fustel de Coulanges. Le patriciat perdait jusqu'à sa

¹ DURUY, I, 220-227, 260-264. — DION., VII, 44. — PLUT., *Cam.*, 57

² DURUY, I, 264-293. — *Cité antique*, p. 346. Cf. WILLEMS, *Sénat*, I, 266. — Ce fait coïncide avec la diminution du nombre des patriciens. MADVIG, I, 97, 98, 404.

supériorité religieuse. Rien ne le distinguait plus de la plèbe : le patriciat n'était plus qu'un nom ou un souvenir. Les vieux principes sur lesquels la cité romaine, comme toutes les cités anciennes, était fondée, avaient disparu¹. »

Cependant, c'est en 280 seulement qu'un censeur plébéen accomplit les cérémonies du *lustrum*². On ne vit deux censeurs plébéiens qu'une fois, en 131³.

Quel fut le rôle des censeurs de 443 à 351 ? Ils marchèrent d'accord avec le parti patricien.

Après la conquête des magistratures par les plébéiens, à l'ancienne division du peuple en patriciens et plébéiens succéda une distinction sociale entre les familles *nobiles* et celles qui n'avaient point revêtu une des grandes magistratures. Les plébéiens pouvaient arriver aux honneurs, et il se forma parmi eux une nouvelle génération d'hommes qui pouvait étaler avec orgueil les images d'ancêtres illustres. On distingua dès lors des autres familles, les familles nobles.

Tout citoyen qui, le premier de sa race, gérait une magistrature curule, *homo novus*, *auctor generis*, fondait la noblesse de ses descendants, *princeps nobilitatis*. Il leur transmettait le *jus imaginum*. La *nobilitas* parvint peu à peu à s'emparer du monopole des honneurs. Ses luttes contre les *populares* ont rempli les derniers siècles de la République. La censure fut un des organes de la *nobilitas*⁴.

App. Claudius, censeur en 312, s'appuya sur les

¹ Cité antique, p. 363.

² Liv., *Epit.* 43.

³ Liv., *Epit.* 59.

⁴ Cité antique, p. 437. — WILLEMS, *Dr. public*, p. 424. — MOMMSEN, I, 426-433. — MARQUARDT, V, 246. — SALL., *Jug.*, 63. — CIC., *Verr.*, I, 5, 70-71 ; *pro Sest.*, 45. — MADVIG, I, 200-203.

clients, les affranchis et la plèbe urbaine contre la plèbe rustique; il se fit démagogue pour défendre les privilèges des patriciens¹. Il garda, dit-on, cinq ans la censure malgré les tribuns. Il annula son collègue qui finit par abdiquer, et ne lui donna point de successeur. En dressant la liste du sénat, il y plaça des fils d'affranchis, qui, par la bassesse de leur origine, ne portaient pas ombrage aux patriciens et devaient rester leurs dociles créatures. Puis il répandit dans toutes les tribus les *humiles* et les *libertini*², et les inscrivit dans les classes et centuries proportionnellement à leur fortune.

C'était leur livrer les suffrages et les admettre à l'honneur du service militaire. App. Claudius mérita, du reste, la reconnaissance des Romains par les grands travaux publics qu'il fit exécuter, la voie Appienne et un aqueduc long de sept milles qui apportait à Rome l'eau des montagnes voisines³.

En 304, les deux censeurs, Fabius, le plus illustre des plébéiens, et Decius, chef de la noblesse plébéienne, conservèrent aux *humiles* leurs droits, mais les inscrivirent dans les quatre tribus urbaines, de sorte que malgré leur nombre ils n'avaient que quatre suffrages sur trente et un; ils étaient inscrits probablement dans la *centuria capite censorum*. Fabius reçut de la reconnaissance des patriciens le surnom de Maximus. On attribue à ces mêmes censeurs l'institution de la revue annuelle des chevaliers

¹ DURUY, II, 288. — BLOCH, p. 243. — LIV., IX, 46.

² Avant lui les *libertini* étaient-ils exclus des tribuns? ou bien étaient-ils relégués dans les tribus urbaines? Tite-Live dit seulement qu'il répartit les *humiles* dans toutes les tribus.

³ DURUY, I, 291-292. — *Dict. des antiq.*, v^o *Aquæductus*, par LABATUT, p. 338.

qui, le 15 juillet, se rendaient du temple de Mars au Capitole¹.

Sur les 292,000 citoyens du cens de 265, les anciens citoyens ne comptaient que pour la moitié, mais leurs 21 tribus leur donnaient 21 suffrages dans les comices par tribus, et les nouveaux citoyens, Etrusques, Latins, Volsques, Ausones, Eques, 12 seulement; les nouveaux citoyens ne pouvaient voter dans les centuries sans déplacements coûteux².

Une anecdote racontée par Tite-Live montre à cette époque le pouvoir des censeurs sur les repas sacrés du temps de Jupiter. Ils en exclurent les joueurs de flûte qui, de dépit, se retirèrent à Tibur et qu'il fallut ramener à Rome par la ruse³.

« On a fait de cette période, dit M. Duruy⁴, l'âge d'or de la République. Suivant la vieille et honorable coutume de louer le temps passé, on a donné aux Romains de cette époque, toutes les vertus. Ils en avaient, surtout de celles qui font les bons citoyens. Les vainqueurs des Etrusques et de Tarente ne méprisaient point la pauvreté; ces plébéiens qui s'étaient fait reconnaître tant de droits acceptaient tous les devoirs, et leur patriotisme avait la force d'un sentiment religieux. Deux Decius ont donné leur vie pour l'armée romaine, et Postumius, Manlius ont immolé chacun un fils à la discipline. Si Cornelius Rufinus, malgré deux consulats, une dictature et un triomphe, s'est fait chasser du sénat pour ses 10

¹ DURUY, I, 292-293. — LIV., IX, 46. — VAL. MAX., II, 29. — WILLEMS, *Dr. public*, 440.

² DURUY, I, 364-369. — LIV., VII, 5; VII, 45; VIII, 47; IX, 20; X, 9.

³ LIV., IX, 30. — OVID., *Fast.* V, I, 657-692.

⁴ I, 386.

livres de vaisselle d'argent, quand la loi n'en permettait que 8 onces; si le consul Postumius a forcé deux mille légionnaires à couper ses blés ou à défricher ses bois; Attilius Serranus recevait, à la charrue, la pourpre consulaire, comme autrefois Cincinnatus la dictature; Regulus après deux consulats ne possédait qu'un petit champ avec un seul esclave dans le territoire stérile de Pupinies, et Curius de ses mains triomphales, comme Fabricius, comme Æmilius Papus, préparait dans des vases de bois ses grossiers aliments. Cinéas, admis dans le sénat, a cru y voir une assemblée de rois. Le censeur Rutilius, réélu au sortir de charge (266), convoqua le peuple et le censure tout entier pour avoir conféré deux fois de suite au même citoyen ces importantes fonctions. Grâce à la loi Licinienne sur la limitation des propriétés, Rome n'avait ni l'extrême richesse qui donne parfois un insolent orgueil ni l'extrême pauvreté qui fait naître l'envie et l'esprit de révolte. Le plus grand nombre était dans cette heureuse médiocrité qui excite au travail, fait sentir le prix du peu que l'on possède et met au cœur la volonté de le défendre énergiquement. « Ce peuple avait ses défauts, il aimait le travail, mais aussi le butin, l'usure, les procès. Le créancier était dur pour son débiteur, le père pour son fils, le maître pour son esclave, le vainqueur pour le vaincu. » Ils étaient probes et observaient la parole donnée. Leurs mœurs étaient simples : chacun vivait aux champs, sous les yeux de tous. Les magistrats étaient honnêtes et les citoyens obéissaient aux magistrats. Mais leur idéal était le gain et la domination; ni art, ni philosophie, ni sentiment religieux. Les censeurs veillaient au maintien des mœurs austères des anciens, réprimaient les scandales et les abus d'au-

torité du père ou du maître, punissaient le célibat¹. « Ils exerçaient, dit Montesquieu, la législation sur le corps même qui avait la puissance législative. » Le respect des temps anciens était le principe qui les guidait. Mais ce respect diminuait et il y avait déjà nombre d'indifférents et d'impies².

L'époque des guerres puniques vit se produire des réformes politiques; puis, à la suite des grandes conquêtes d'Europe, d'Asie et d'Afrique, une révolution morale considérable s'accomplit.

La réforme des comices centuriates en 241 ne nous est pas bien connue. Si elle eut un caractère démocratique, elle est contemporaine cependant des réformes aristocratiques. Les censeurs étaient les organes du parti aristocratique et parfois de la classe moyenne.

Le cens fut modifié par suite de la diminution de valeur de l'argent.

Toutes les richesses du monde affluaient à Rome³. Il est des vices que la pauvreté ne connaît pas et que développent l'excès de richesse, les loisirs d'une existence trop facile et des tentations plus nombreuses. Les richesses conquises par les Romains n'étaient point nées du travail et furent corruptrices. L'agriculture fut délaissée. Les détenteurs des terres publiques mettaient tout en prairies. Les esclaves seuls travaillaient. Devenus plus nombreux⁴,

¹ PLUT., *Cam.*, 2.

² DURUY, I, 522-524.

³ Voir les chiffres donnés dans DURUY, II, 221. — Cf. MADVIG, I, 453.

⁴ Cf. DURUY, II, 381-382. — WALLON, *Hist. de l'esclavage* (1879), II, 8, 9, 67 et suiv., 94, 143. Des particuliers en avaient des milliers; Caton d'Utique lui-même en avait 16 pour le servir en campagne.

ils furent moins bien traités. Ils communiquèrent aux Romains les vices de toutes les races. Les affranchis acquirent une influence déplorable auprès de leurs maîtres, qu'ils flattaient. La population de Rome ne se composa plus guère que de ces affranchis et de la populace misérable, mendiante, paresseuse, prête à vendre ses suffrages aux plus offrants et à piller les maisons des riches. Le mal gagnait tout le monde : aucune croyance respectable ne défendait les Romains contre l'invasion des vices, quand la philosophie pénétra dans Rome, ils perdirent leur vieille religion sans en acquérir une nouvelle ; ils ne cherchèrent dans les discussions des philosophes qu'un prétexte à leur incrédulité, et leur incrédulité fut pour eux le prétexte qui excusa leurs vices. Ils ne regardèrent le culte des dieux nationaux que comme un ensemble de cérémonies bonnes pour le peuple, et ceux qui ne se reposèrent point sur l'oreiller du doute s'adonnèrent à toutes les superstitions des cultes orientaux. Les censeurs combattirent le mal par des mesures le plus souvent inefficaces et qui, généralement, ne l'attachaient point dans sa source même ; comment, d'ailleurs, eussent-ils pu faire ? Il aurait fallu, non pas tenter l'œuvre impossible de ramener les Romains aux mœurs frugales et dures de la pauvreté, mais leur donner le goût du travail, et sans essayer de faire revivre une religion déjà morte, relever leur moralité : tâche impossible à remplir ! Les mesures prises par les censeurs ne furent que d'insuffisants palliatifs, et un jour vint où eux-mêmes furent atteints et souillés par la corruption générale¹.

¹ DURUY, II, 245-254 ; 284-233 ; III, 663, 683. — PLIN., II, IV, V, 7 ; XXXIII, II. — POLYB., IX, 40 ; XXXII, II. — MACROB., *Saturn.*, II, 40. — LIV., XXXIV, 52 ; XXXIX, 6. — DIOD., XXXVII, 3. — TAC., *Ann.*, III, 53. — *Dict. des antiq.*, v^o *Cibaria*, par E. FOURNIER,

Rien de plus triste que le tableau des mœurs romaines des guerres puniques jusqu'au temps d'Auguste, tel que nous le retracent les historiens anciens.

En 232, treize sénateurs furent dégradés par les censeurs. En 233, les censeurs prirent des mesures sévères contre les célibataires. En 204, sept membres du sénat sont encore dégradés, quatre en 192 par Flamininus et Marcellus¹. Caton, nommé censeur en 187, en chassa encore sept, entre autres, Lucius Quinctius, frères de Flamininus, pour un acte de cruauté. Il ôta le cheval à Lucius, frère du grand Scipion, qui avait reçu les honneurs du triomphe. Il porta à une valeur décuple dans son édit les habillements, les vêtements, les voitures des femmes. Il afferma les impôts à très haut prix et les travaux publics au rabais : mais le sénat, gagné par la faction de Flamininus, cassa les baux et les marchés, ordonna de nouvelles adjudications. Il fit détruire les prises d'eau souterraines qui approvisionnaient les fontaines publiques au profit des riches particuliers. Il fit paver les abreuvoirs, nettoyer et construire des égouts, percer un chemin à travers la montagne de Formies et élever la basilique Porcia². Caton garda le surnom glorieux de Censeur. Mais il luttait en vain contre le mal. Un ancien consul, Acilius Glabrien, brigua la censure quand Caton l'accusa de concussion. Acilius Glabrien fut condamné à une amende de 100,000 *asses*³. En 174, neuf sénateurs furent exclus : parmi eux, un préteur, le fils de Scipion l'Africain, plus encore en 164. Mais en 181, le censeur Marius

p. 4044. — WALLON, *Hist. de l'esclavage* (1879), II, 8, 45, 262-269, 325-337-343.

¹ PLUT., *Flam.*, 25.

² PLUT., *Flam.*, 26; *Cato*, 24-28.

³ LIV., XXXVIII, 48.

Æmilius Lepidius employa l'argent du trésor à construire une digue à Terracine pour préserver ses terres de l'inondation¹. Un autre censeur, Fulvius Nobilior, quand il avait pris Ambracie, n'y avait laissé que les murailles nues². Devenu censeur en 175, il dégrada son propre frère, qui avait, sans l'ordre du consul, licencié une cohorte de légion dont il était tribun³. Mais lui-même enleva les tuiles de marbre du temple de Junon Lacinienne pour couvrir un temple qu'il faisait bâtir. En 159, Paul. Æmilius Philippus dégrada trois sénateurs⁴.

Le nombre des prolétaires augmentait, celui des citoyens diminuait. En 131, le censeur Metellus proposa de contraindre tous les célibataires au mariage⁵. Mais la censure n'était plus ni respectée ni respectable, et se mêlait à toutes les intrigues.

En 204, les deux censeurs avaient donné le scandaleux exemple de leurs discussions : ils s'étaient exclus l'un l'autre des rangs de chevaliers⁶. En 214, les censeurs avaient noté d'infamie les chevaliers qui avaient fui, mais avaient épargné parmi eux les fils de sénateurs⁷. En 169, le tribun Rutilius traduisit devant le tribunal populaire les censeurs App. Claudius et Sempronius : on leur reprochait d'avoir procédé avec trop de rigueur à l'épuration des *equites equo publico* et surtout des plébéiens, il fallut que les six premiers centuries (les centuries des *equites nobiles*) déposassent leurs anneaux d'or et suppliassent le

¹ LIV., XL, 45.

² LIV., XXXVIII, 43.

³ VAL. MAX., II, 7, 5.

⁴ PLUT., P. Em., 42.

⁵ DURUY, II, 284.

⁶ LIV., XXIX, 37.

⁷ LIV., XXIV, 47. — BLOCH, p. 70.

peuple de les épargner¹. En 169, un tribun opposa son *veto* à une demande des censeurs, parce que ceux-ci ne l'avaient point inscrit sur l'Album². En 131, le tribun Attinius osa faire saisir et charger de coups le censeur Metellus qui l'avait chassé du sénat³. Mais c'est l'époque où les censeurs couvraient l'Italie de grands travaux, routes, ponts, égouts⁴.

La réaction aristocratique qui suivit le meurtre de T. et C. Gracchus commença par quelques mesures sévères. En 116, les censeurs Metellus et Domitius Ænobarbus dégradèrent (ce qu'on n'avait pas fait depuis cinquante ans) trente-deux sénateurs, dont deux anciens censeurs, et chassèrent de la ville les comédiens⁵. L'année suivante, le consul Scaurus publia une nouvelle loi somptuaire et restreignit les droits politiques des affranchis⁶. Les censeurs venaient de chasser du sénat un sénateur, Cassius Sabacon, coupable de s'être fait apporter par son esclave un peu d'eau pendant un vote des comices et d'avoir ainsi donné un exemple de faiblesse. Mais c'est qu'on soupçonnait l'esclave de Cassius d'avoir acheté des voix pour le compte d'un candidat à la préture, Marius, son ami⁷. Celui-ci devint le chef du parti révolutionnaire qui s'appuyait sur les pauvres, les affranchis et les Italiens. Les riches affranchis voulaient se répandre dans toutes les tribus, et il fallut, à plusieurs reprises, les refouler dans

¹ LIV., XLIII, 46. — BLOCH, p. 70.

² LIV., XLV, 45.

³ LIV., *Epit.* LXI.

⁴ DURUY, I, 537. — LIV., XL, 4, 27. — STRAB., V, I, II.

⁵ LIV., *Ep.*, LXII. — DURUY, II, 434.

⁶ PLINE, *H. N.*, VIII, 82. — GELL., II, 24.

⁷ PLUT., *Marius*, 5.

les quatre tribus urbaines en 304, en 220, en 181, en 168¹.

Après la guerre sociale, les censeurs créèrent pour les Italiens faits citoyens romains huit ou dix tribus nouvelles qui votèrent les dernières, de sorte que les anciens citoyens conservaient une énorme majorité. Leur admission dans la cité était un des plus grands événements de l'histoire de la République, mais les Italiens ne recueillaient pour le moment, grâce à la noblesse, qu'un privilège illusoire². Le parti populaire demandait le classement des nouveaux citoyens dans les anciennes tribus, il finit par l'obtenir. Le consul Cinna fit supprimer par une loi les huit tribus italiennes et admit les Italiens dans les trente-cinq tribus où leurs voix vinrent grossir celle des partisans de Cinna (84 av. J.-C.), qui exerça pendant quatre ans une véritable royauté³. Les censeurs avaient cherché à empêcher à la fois les excès du parti oligarchique et ceux du parti révolutionnaire. Ils furent vaincus successivement par les deux factions. Leurs ordonnances contre les rhéteurs, les comédiens et leurs lois somptuaires furent inutiles contre la corruption et le luxe, et leurs mesures politiques n'aboutirent à aucun résultat. Les conservateurs obstinés arrivèrent au pouvoir avec Sylla. Il crut en finir avec les révolutionnaires, les Italiens, et même les chevaliers, par un immense égorgement, et avec toutes les nouveautés par une législation qui ramenait la République de trois siècles en arrière, au temps où le peuple n'était rien⁴. La souveraineté des

¹ DURUY, I, 534. — WILLEMS, *Dr. public*, 440.

² DURUY, II, 566. — APP., *B. c.*, I, 49.

³ DURUY, II, 596. — WILLEMS, *Dr. public*, 55.

⁴ DURUY, II, 724.

comices fut rendue illusoire, l'autorité du sénat étendu, le *veto* des tribuns restreint aux seuls intérêts privés, les chevaliers destitués de tous leurs droits judiciaires et financiers, la censure même supprimée comme coupable de vouloir dominer le sénat¹. De 81 à 70, il n'y eut pas de censeurs. Trois cents membres nouveaux étaient entrés dans le sénat; la suppression de la censure rendit les sénateurs inamovibles; cette étroite oligarchie de six cents hommes était maîtresse du monde. Le dictateur laissa les Italiens répandus dans les trente-cinq tribus, ce qui importait peu en présence de la nullité du pouvoir des comices. Il tâcha, par la sévérité de ses lois pénales, de rendre inutile la censure; mais ses règlements furent sans force : il violait lui-même les lois somptuaires qu'il faisait, et il renversait par son exemple les leçons de moralité qu'il donnait au peuple et à la noblesse².

La vie de Rome n'était plus qu'une révolution continuelle. En 70, le tribunat et la censure furent rétablis par Pompée qui venait de passer au parti du peuple et des chevaliers. Les censeurs dégradèrent soixante-quatre des sénateurs de Sylla³. Impuissante à lutter contre la corruption des mœurs et la violence des partis, la censure fut de toutes parts attaquée⁴. Cicéron chercha en vain à unir la noblesse et les chevaliers. Caton était un des chefs du sénat. César, Pompée et Crassus s'unirent pour former le premier triumvirat (60). César nommé consul réunit rarement le sénat (59). L'année suivante, Clodius était tribun, Clodius, le chef des agitateurs du

¹ Cic., *Verr.*, I, 4, 50. — Mommsen, II, 4, p. 340.

² Duruy, II, 696 et suiv. — Sur la vie de Lucullus, cf. Plutarque, *Lucul.*, 56; sur les richesses de Crassus, Plut., *Cras.*, I.

³ Duruy, II, 777. — Mispoulet, I, 464.

⁴ *Dict. des antiq.*, p. 993.

Forum. Il fit diminuer les droits de la censure qui avait eu le tort de chasser du sénat des membres du parti populaire convaincus de concussions éhontées et de la corruption la plus profonde : il fallut désormais, pour qu'un nom fût rayé de la liste du sénat et de l'ordre équestre, une accusation formelle, une instruction, une défense et l'accord des deux censeurs¹. Clodius demeura seul maître du Forum pendant plus d'un an, puis lutta de violences avec Milon. Le sénat, la censure, Caton, Cicéron, étaient impuissants. Pompée réunit un instant tout le pouvoir. Son beau-père le consul Metellus Scipion fit rendre aux censeurs (52) leur ancien privilège de rayer de l'album sénatorial tous ceux qui leur paraissaient indignes de rester au sénat. Mais ils n'osèrent s'en servir, et dès lors aucun homme sensé, dit Dion, n'osa plus demander la censure². Elle disparut au milieu des guerres civiles. César concentra dans ses mains tous les pouvoirs publics. Nommé préfet des mœurs en 46 av. J.-C.³, il nomma des sénateurs et fit même des patriciens. Il multiplia le nombre des citoyens et rendit la grande loi *Julia municipalis* : il imposa aux municipes l'obligation d'un recensement quinquennal qui fournit une base certaine pour la répartition des taxes locales et prescrivit l'envoi à Rome des résultats de cette opération aux censeurs du peuple romain (45 av. J.-C.). Le monde romain s'acheminait vers l'unité.

¹ Dio., XXXVIII, 43. — Cic. *in Pis.*, 4, 9; *Pr. Sist.*, 25; *De provinc. consul.*, 49.

² Les censeurs de 50 furent les derniers. C'étaient App. Claudius et L. Piso. Le premier montra quelque autorité et exclut Salluste du sénat (Cic. *ad Forum*, 44. — Dio. CAS., XL, 63. — MADVIG, I, 443.

³ Dio. CAS., XLIII, 44. — Suet., *Cæs.*, 76. — Cic. *ad Fam.*, IX, 45.

En 42 eut lieu le dernier *census* du temps de la République. Déjà la République n'était plus qu'un nom : c'est l'année de la bataille de Pharsale.

Nous verrons la censure rétablie par Auguste, mais ce ne sera plus la puissante magistrature républicaine qui avait duré 400 ans, et qui avait rempli dans l'existence du peuple romain un rôle religieux, moral et politique, dont rien parmi les institutions modernes ne peut nous donner une idée. Les nouveaux censeurs n'auront qu'un vain titre et toute l'autorité de la censure sera passée aux diverses curatelles exercées par des fonctionnaires nommés par l'Empereur, et à la préfecture des mœurs que l'Empereur lui-même se réserva. Avant que de voir ce que sont devenues sous l'Empire les fonctions de censeurs, nous allons étudier dans le détail l'organisation de cette magistrature : sous la République nous venons de montrer sa place parmi les institutions républicaines, le développement de ses attributions et son importante action sur les mœurs, sur la marche des événements politiques et sur les modifications de la constitution.



CHAPITRE V.

ÉLECTION DES CENSEURS. — DURÉE DE LEURS POUVOIRS.



Nous réunissons dans ce chapitre l'exposé des conditions d'aptitude spécialement nécessaires pour arriver à la censure, des diverses formalités qui présidaient à la

nomination des censeurs et à leur entrée en charge, de la législation relative à la durée de leurs pouvoirs et à leur sortie de charge.

I.

Conditions nécessaires pour être censeur.

Parmi les conditions que devaient remplir les candidats à la censure, les unes étaient absolues et constituaient par leur ensemble le *jus honorum* sans lequel on ne pouvait prétendre à aucune charge. Les autres étaient simplement relatives, et leur absence n'apportait d'obstacle à l'exercice du *jus honorum*, qu'à l'égard de la censure. Nous avons déjà dit, au commencement du chapitre IV, quelques mots du *jus honorum*. Nous ne parlerons donc ici que des conditions spéciales que devaient remplir les candidats à la censure.

Il fallait : 1° d'abord être patricien, mais cette condition ne fut plus exigée à partir de l'an 351. Un des deux censeurs dut être plébéen à partir de 339, et en 280 un censeur plébéen accomplit même les cérémonies du *lustrum*. Nous ne reviendrons pas sur ces transformations que nous avons exposées plus haut.

2° Avoir atteint l'*ætas legitima*. Il n'y avait point dans les commencements d'âge déterminé pour parvenir aux fonctions publiques. La loi Villia fixait un intervalle de deux ans entre deux magistratures patriciennes, et un âge. Il y a eu de nombreuses discussions sur l'âge auquel on pouvait arriver aux diverses magistratures : l'âge nécessaire pour arriver à la censure n'était fixé que très indirectement. En général, on ne nommait censeurs que des consulaires. Dans l'opinion la plus généralement ad-

mise, on n'aurait pu arriver au consulat qu'à quarante et un ans. Mais en pratique, on restait d'ordinaire au-dessous du minimum légal, grâce à certaines fictions dans le calcul de l'âge et surtout dans le calcul des intervalles qui devaient s'écouler entre chaque magistrature. Il fallait avoir fait dix ans de service militaire¹.

3° En effet, il y avait à Rome un *certus ordo magistratuum*. On ne pouvait arriver à une charge qu'après avoir géré toutes celles qui la précédaient dans la série des honneurs. L'*ordo magistratuum* était le suivant : questure, tribunat, édilité, préture, consulat. Les précédents établissent en règle de ne nommer censeurs que des personnages consulaires et notamment ceux qui avaient rempli les fonctions de consul l'année qui précédait le cens². Cependant Ap. Claudius Cæcus, P. Sicinius Crassus et Q. Fulvius Flaccus furent censeurs avant d'être préteurs. M. Furius Camillus, M. Cornelius Cethegus et P. Sempronius Tuditanus, avant d'avoir été consuls³.

4° Il fallait avoir cessé d'être magistrat. En 342 avant Jésus-Christ, le plébiscite du tribun Genucius défendit le cumul des charges⁴. Mommsen place ce plébiscite en 330⁵.

¹ *Dict. des antiq.*, v^o *Annales leges.*, par HUMBERT. — MOMMSEN, I, 505-518. D'après Nipperdey, l'âge pour briguer la questure aurait été de trente ans, à condition qu'on eût fait trois ans de service à cheval et six ans de service à pied. Mais on aurait pu moyennant *decem stipendia*, devancer cet âge, c'est-à-dire, en entrant au service à dix-sept ans, exercer la questure à vingt-sept ans, le consulat à trente-cinq. On voit qu'un consulaire nommé censeur devait avoir, par suite, au moins trente-six ans, ou, d'après d'autres calculs, quarante-deux.

² *Cic.*, *Cato*, 6, § 46.

³ *Liv.*, XXVII, 6 et 44. — MOMMSEN, I, 464 ; II, 4, p. 343.

⁴ *Liv.*, X, 22 ; XXIII, 30. — *PLUT.*, *Cam.*, 2.

⁵ I, 500 et 504.

5° Avoir cessé de l'être depuis un certain temps. Un délai de deux ans devait s'être écoulé depuis la gestion de la charge précédente, un de dix ans depuis celle de la même magistrature, d'après le plébiscite de Genucius. Mais la censure pouvait suivre immédiatement le consulat¹. La quinquennalité de la censure avait amené la coutume de ne pas nommer deux fois le même personnage à cette charge. Ce précédent ayant été violé en 351 au profit de C. Marcius Rutilius, il blâme le peuple entier et fait voter une loi défendant pour l'avenir la réélection à la censure, ce qui lui valut le surnom de Censorius². Cependant Q. Fulvius Flaccus fut deux fois censeur. Après la bataille de Cannes on nomma dictateur un ancien censeur, M. Fabius Buteo en le chargeant de faire la *lectio senatus*. Fabius blâma cette mesure : *Neque duos dictatores tempore uno, quod nunquam antea factum esset, probare se, neque dictatorem se sine magistro equitum : nec censoriam vim uni permissam, et eidem iterum, nec dictatori nisi rei gerendæ causâ, in sex menses datum imperium*. Après avoir créé cent soixante dix-sept sénateurs, il se démit aussitôt de la dictature³.

II.

Nomination des censeurs.

Tout citoyen qui remplissait les conditions que nous avons énumérées pouvait *petere magistratum*. Le citoyen qui voulait se mettre sur les rangs venait déclarer son

¹ C'était même l'usage.

² PLUT., *Cor.*, I. — VAL. MAX., IV, 4, 3. — MOMMSEN, I, 425; III, 4, 313.

³ LIV., XXIII, 23.

intention (*professio nominis*). Le président des comices dressait la liste officielle des candidats. Il pouvait déclarer que telle ou telle personne ne remplissait point les conditions de capacité exigées, et il pouvait même abuser de ce pouvoir absolu, pour refuser, sous prétexte de scrupules religieux, d'inscrire un citoyen sur la liste.

La loi fixait un délai que les candidats pouvaient librement employer à la brigue (*ambitus*). Le nom qu'on leur donnait (*candidati*) venait de ce qu'ils portaient une robe blanche apprêtée avec de la craie. Ils avaient coutume, en souvenir peut-être d'une ancienne coutume, de ne point porter de tunique sous leur toge. Accompagné d'une nombreuse troupe d'amis, le candidat se promenait au *Forum* et tâchait de capter la bienveillance des électeurs. Nous n'avons pas à parler ici des tournées électorales, des coalitions de deux candidats pour en faire échouer un troisième, des clubs électoraux, des distributions de bons pour le théâtre et de denrées, des achats de voix. Plusieurs lois furent votées contre les abus de la brigue : Poetilia, Cornelia, Calpurnia, Tullia, Licinia ¹.

Les censeurs étaient élus par les comices centuriates. L'élection avait lieu à la fin de l'été de chaque année, en juillet ou août, en général. L'assemblée devait se réunir en *dies comitiales*, c'est-à-dire un des jours fastes désignés par le collège des pontifes. Il y en avait 190 vers la fin de la République. La convocation et la présidence appartenaient aux magistrats investis de l'*imperium* : consuls, dictateurs, préteurs; le lieu de réunion était le Champ-de-Mars. Nous ne nous occuperons pas des formalités de

¹ MOMMSEN, I, 482. — DEZOBRY, *Rome au siècle d'Auguste*, II, 1.
— HUMBERT, *Dict. des antig.*, v^o *Ambitus*. — BOISSIER, *Revue des Deux-Mondes*, 4^{er} mars 1881.

l'élection : qu'il nous suffise de noter qu'après certaines cérémonies, le consul dit : *Impero quo convenit ad comitia centuriata*, que les citoyens se rangent par classe et par centuries, que la lecture de la *rogatio* est suivie de vote, que le vote est secret depuis la loi Gabinia (139), et qu'après la *renunciatio* du résultat, les comices sont dissous ¹. Nous verrons en son temps la suite des modifications que les censeurs introduisent dans l'ordre des votes des centuries, etc.

La nuit qui précède le jour de la réunion, le président interroge le ciel. Des causes religieuses, l'*obnuntiatio* d'un magistrat (réglée en 153 par les lois *Ælia* et *Fabia*), des *auspiciæ cælo*, des *auspiciæ diris* ou l'intercession d'un tribun ou d'un magistrat égal ou supérieur au président, peuvent empêcher la réunion ou arrêter le vote ².

L'élection était ratifiée par l'approbation du sénat, *patrum auctoritas*. Une loi centuriate conférait aux censeurs la *potestas censoria*, tandis que l'élection même investissait de la *potestas* les citoyens élus à l'un des autres magistrats ³. Le sénat pouvait casser l'élection pour vice de forme, c'est-à-dire inviter le censeur à abdiquer ⁴.

Comme Rome fut prise pendant un lustre où M. Cornélius avait remplacé en 453 comme *censor suffectus* avec L. Papirius Cursor comme collègue un censeur décédé, C. Julius, il fut désormais de règle qu'en cas de décès de l'un des deux censeurs, l'autre devrait abdiquer afin qu'on procédât à l'élection simultanée de deux nouveaux magis-

¹ WILLEMS, *Dr. public*, 153, 154, 158-160.

² MOMMSEN, I, 105-106. — WILLEMS, *Dr. public*, 155.

³ WILLEMS, *Droit public*, 245.

⁴ *Dict. des antiq.*, v^o *Abdicatio*.

trats¹. Cependant il arriva en 109 qu'un censeur refusa d'abdiquer².

On a dit que si le peuple voulait qu'il y eût toujours deux censeurs, c'était à cause de l'énormité du pouvoir de ces magistrats³. Il est plus probable qu'il obéissait à un scrupule religieux.

Lorsqu'un des censeurs seulement était nommé au premier jour des comices, s'il n'abdiquait pas immédiatement, les comices étaient différés⁴. En 398, après la mort de Sp. Postumius Regillensis et l'élection de C. Sulpicius Camerinus, une deuxième élection fut cassée pour vice de forme : on se fit un scrupule de nommer une troisième fois des censeurs⁵.

III.

De l'entrée en charge des censeurs et de la durée de leurs pouvoirs.

Les censeurs entraient en charge immédiatement après l'élection⁶. Dans les cinq jours qui suivaient, ils devaient prêter serment (*jurare in leges*) devant le questeur urbain au temple de Castor : la prestation du serment était constatée par écrit. Le refus de serment constituait jusqu'à l'an 100 avant J.-C. une abdication ; à partir de cette époque, il n'entraîna plus aucune amende⁷.

¹ LIV., V, 31 ; VI, 27 ; IX, 34 ; XXIV, 43 ; XXVII, 6.

² PLUT., *Q. r.*, 50.

³ CIC., *De leg.*, III, 3, 7. — LIV., XXIII, 22.

⁴ MOMMSEN, II, 4, p. 314, 317.

⁵ LIV., VI, 27.

⁶ LIV., XL, 45-46. — CIC., *De lege agr.*, II, 44.

⁷ *Dict. des antiq.*, v^o *Abdicatio*.

La durée de la censure était primitivement, dit-on, de cinq ans. On a discuté s'il devait s'écouler trois ou quatre années pleines entre deux censures; trois seulement d'après de Boor, quatre d'après Mommsen. Mais Mommsen avoue qu'on comptait d'abord dans le délai l'année du point de départ, ce qui réduisait l'intervalle à trois ans. C'est, dit-on, dans l'intérêt des publicains qu'on l'étendit plus tard à quatre ans. Ce système fut établi d'après Mommsen, en 209 avant J.-C., d'après Lange en 70 av. J.-C. Mais leur théorie a été vivement combattue par Nipperdy et Zumpt¹.

En 434 ou 433 avant J.-C., la loi *Æmilia*, sur la proposition du dictateur Marc. *Æmilius*, décréta *ne plus quam annua ac semestris censura esset*². Cela n'invalida point, du reste, les actes faits par les censeurs sortis de charge jusqu'au *lustrum* suivant et ne modifia point l'intervalle des deux cens³.

D'après Mommsen, cette loi aurait créé la censure en même temps qu'elle en aurait fixé la durée à dix-huit mois⁴.

La prorogation n'était en général possible et pratiquée que pour les magistrats investis de l'*imperium*⁵. Mais les censeurs pouvaient, quand la période de dix-huit mois était écoulée, demander une prorogation pour dix-huit

¹ *Dict. des antig.*, v^o *Censor*. — VARR., *L. L.*, VI, 44 et 33. — MOMMSEN, II, 4, p. 316, etc.

² LIV., IV, 24; IX, 23, 34. — ZONAR., VII, 49. Sous la censure de C. Furius Pacilius et de M. Geganius Macerinus, qui mirent *Æmilius* parmi les *œrarii*, il dut intervenir alors lui-même pour épargner aux censeurs les violences du peuple.

³ VARR., *L. L.*, VI, 34. — MOMMSEN, II, 4, p. 317.

⁴ II, 4, p. 322.

⁵ FAURE, p. 34.

autres mois pour achever la vérification des travaux commencés et les réparations entreprises¹.

L'expiration du temps fixé par la loi n'entraînait pas déchéance *ipso jure*. Le dernier jour, le censeur venait déposer solennellement ses pouvoirs et déclarer qu'il n'avait rien fait de contraire aux lois².

La durée de la censure pouvait être abrégée par la mort du titulaire, son abdication ou sa destitution. La destitution fut toujours rejetée en principe.

L'abdication avait lieu surtout lorsque les augures découvraient un vice de forme dans l'élection ou lorsqu'un des censeurs, comme nous l'avons dit, venait à mourir dans l'exercice de ses fonctions³.



CHAPITRE VI.

ATTRIBUTIONS DES CENSEURS. — LE CENS. — RÉFORMES DES COMICES CENTURIATES.



Nous allons étudier successivement :

1° La confection du cens et la célébration du *lustrum* ;

2° La classification des citoyens dans les tribus, les classes et les centuries, et les réformes politiques des comices ;

3° Le *regimen morum* ;

¹ LIV., XLV, 45. — FRONT., *De ag.*, 7.

² LIV., XXIX, 37, 42. — TAC., *Ann.*, XII, 4 ; *Histor.*, III, 37. — CIC. *ad Fam.*, V, 2, 7. — DIO, XXXVII, 38. — MOMMSEN, I, p. 540-544.

³ MADVIG, I, 75. — *Dict. des antiq.*, v^o *Abdicatio*. — LIV., V, 34 ; VI, 27.

- 4° La *lectio senatus*;
- 5° La revue des chevaliers;
- 6° Les attributions financières des censeurs et leurs pouvoirs en fait de travaux publics;
- 7° Leur juridiction administrative.

I.

Opérations préparatoires du cens.

La première opération préparatoire du cens consistait dans la publication d'un édit renfermant la *formula censendi* ou *lex censui censendo*, c'est-à-dire l'exposé des règles que les censeurs se proposaient de suivre pour l'application de la loi. La teneur de cet édit dépendait de la volonté des censeurs (*arbitrium*), mais le fond était transmis traditionnellement d'une censure à l'autre¹. La formule contenait l'indication des objets qui devaient être déclarés par les citoyens, la teneur du serment qui leur était imposé, le mode d'estimation de certaines choses et le jour où le recensement devait commencer. Le tarif était variable surtout pour les objets de luxe².

L'opération avait lieu au Champ-de-Mars, dans la *villa publica*, que deux censeurs avaient fait construire et qui servait aussi à recevoir les ambassadeurs étrangers³.

Dans la nuit qui précédait le recensement, les censeurs prenaient les auspices, l'un d'eux donnait, en termes solennels, l'ordre à son héraut de convoquer le peuple en assemblée (*concio*). « *Quod bonum fortunatum felixque*

¹ Il en était de même dans tous les édits (FAURE, p. 60).

² WILLEMS, *Dr. public*, 278. — LIV., V, 8; XXIX, 4; XLIII, 44. — VARR., *L. L.*, V, 84. — MOMMSEN, II, 4, 344.

³ WILLEMS, *Dr. public*, 279. — LIV., IV, 22. — VARR., *R. R.*, III, 2. — *Dict. des antiq.*, p. 994.

salutareque siet populo Romano Quiritum reique publicæ populi Romano Quiritum mihi que collegæque meo fidei magistratuque nostro, omnes Quirites pedites armatos privatosque, curatores omnium tribuum, si qui pro se sive pro altero rationem fari volet, voca in licium hunc ad me. »

Le héraut faisait sa convocation d'abord dans le *templum* formé par les auspices, puis sur les murs de la ville. Ensuite les censeurs, les scribes, les *viatores*, les hérauts et les magistrats s'oignaient de myrrhe et de parfums. Les censeurs livraient au sort, en présence du préteur, du tribun et de quelques personnes appelées à former leur conseil, le nom du censeur chargé de faire le *lustrum* et de présider l'assemblée ¹.

Les chevaliers étaient-ils exclus de cette première cérémonie? On peut le croire d'après les termes de la formule qui mentionne seulement les *pedites*. Mais on peut croire aussi, et nous adoptons volontiers cette manière de voir, que les mots : *Omnes quirites*, désignent tous les citoyens qui devraient d'abord paraître à pied ². On comprend alors ³ pourquoi Tite-Live dit de la revue des chevaliers : *in recensendis equitibus, equites recensentis* ⁴. Cicéron ne parle pas, du reste, d'une revue spéciale des chevaliers ⁵, et on ne voit pas pourquoi on aurait exclu les chevaliers d'une cérémonie où figuraient tous les contribuables, même les veuves et les orphelins.

¹ WILLEMS, *Dr. public*, 279. — *Dict. des antiq.*, p. 994. — VARR., *L. L.*, V, 86. — MOMMSEN, II, 4, p. 334.

² MOMMSEN, II, 4, p. 333.

³ MISPOULET, I, 400.

⁴ XL, 26 ; XLIII, 45.

⁵ *De leg.*, III, 3, 7.

Le censeur président ouvrait l'assemblée par un discours où il rappelait les règles à observer dans le recensement¹.

Il était assisté par les *curatores tribuum*, par le *nomenclator censorius*, par des *scribæ* et par des *servi publici*².

On n'appelait que les *patresfamilias*³. Les citoyens étaient convoqués publiquement par le préteur⁴.

II.

Le recensement.

Le recensement se faisait par tribu locale. Les citoyens se présentaient à l'appel de leur nom⁵. L'ordre dans lequel était fait l'appel était indiqué par les registres des années précédentes.

Sur la demande solennelle du censeur, le citoyen interpellé indique en conscience (*ex animi sententia*) avec une formule de serment, tous les éléments nécessaires à la rédaction du nouveau registre du cens⁶. Il devait faire connaître son *prænomen* et son *nomen*, son père ou son patron, sa tribu, son *cognomen*, son âge⁷. Il déclarait aussi le nom de sa femme, les noms et l'âge de ses enfants, leur nombre, le nombre et le sexe et l'âge de ses esclaves⁸.

¹ C'est dans ce discours que Metellus invita les citoyens à se marier.

² LIV., IV, 8; XLIII, 46. — VARR., VI, 87.

³ LIV., XLIII, 45; XLIV, 46; XXXIX, 44.

⁴ VARR., VI, 86, 93.

⁵ DION., V, 75. — LIV., XXX, 37. — CIC., *De leg.*, III, 3.

⁶ GELL., IV, 20, 3. — LIV., XLVIII, 44. — CIC., *De orat.*, II, 64; *De off.*, III, 29. — DION., IV, 45.

⁷ *Tabul. Heracl.*, CXI.

⁸ *Ibid.*

Quelques remarques doivent être faites à ce sujet¹. Les Romains portaient un triple nom, le prénom, le nom de famille ou gentilice et le surnom (*cognomen*). On connaît un assez grand nombre de personnes sans *cognomen*, et on a discuté sur les causes de cette absence. D'après Mommsen, le *cognomen* aurait été réservé à l'origine aux familles patriciennes.

Quant aux prénoms, ceux des familles patriciennes étaient fort peu nombreux, et chaque *gens* en avait quelques-uns qu'elle gardait religieusement. Dans le style officiel, on ajoutait aux noms le prénom du père et de l'aïeul, parfois celui du bisaïeul, et le nom de la tribu. « Ainsi M. Tullius, M. F. M. N. M. Pr. Cor. Cicero. »

Les monnaies et les inscriptions ne portent souvent que le prénom et le surnom. M. Agrippa au lieu de M. Vepsanius Agrippa, M. Brutus au lieu de M. Junius Brutus. Le nom de famille n'est jamais abrégé : on n'écrit pas J. César, T. Cicéron².

Les enfants adoptifs prenaient les prénoms, nom, surnom de leur père adoptif, puis celui de son ancienne gens avec la terminaison *anus*; C. Julius Cæsar Octavianus, P. Cornelius Scipio Æmilianus³.

L'affranchi recevait le *nomen gentilicium* de son maître

¹ REINACH, p. 322. — MARQUARDT, V, 22.

² REINACH, p. 322.

³ Sous l'Empire, les anciens noms éliminés par l'adoption persistent; Pline le Jeune, adopté par son oncle, abandonna son prénom et plaça son *gentilicium* parmi ses *cognomina* : C. Plinius h. f. Conf. Cæcilius Secundus, tandis qu'il aurait dû s'appeler C. Plinius Cæcilianus. L'aristocratie portait aux II^e et III^e siècles un très-grand nombre de noms, parfois trente-huit noms (RENIER, *Mélanges d'épigraphie*, 1854, p. 43. — MOMMSEN, *Pline le Jeune*, traduit par MOREL, p. 43, 49).

et un prénom, qu'il choisissait lui-même, un siècle avant Jésus-Christ, il prenait le prénom du maître, et son ancien nom, comme *cognomen*. Livius Andronicus affranchi de M. Livius Salinator, C. Julius Hyginus; quelquefois le maître donnait à l'affranchi le nom d'un ami; ainsi Cicéron, ayant affranchi Dionysius, précepteur de son fils, l'appela M. Pomponius Dionysius, en lui attribuant son propre prénom et le nom de famille d'Atticus.

Les esclaves publics d'une ville prenaient, lors de leur affranchissement, le nom de Publicius. On a soutenu cependant que le père d'Horace, esclave public de Venouse, avait pris le nom d'Horatius, parce que Venouse faisait partie de la tribu Horatia¹.

Les enfants, les femmes, les esclaves ajoutaient à leur nom, anciennement, celui de leur père, de leur époux ou de leur maître. Marcus Marci, Cæcilia Metelli, Marpor, Quintipor, Caipor, Lucipor, Publipor, Olipor, etc. En général, les filles portaient le nom de famille de leur père, Cornelia, Tullia. On y ajoutait quelquefois un prénom, Secunda Albutia, Dindia Mucolnia. Sous l'Empire, on trouve des femmes avec trois noms et davantage : Julia Sæmias Bassiana.

Vers l'époque des guerres puniques, on commença à donner aux esclaves des noms mythologiques, historiques et géographiques : Syrus, Gallus, Lesbia, etc.².

Les censeurs examinaient si le déclarant avait la qualité de citoyen romain, et dans le cas douteux consultaient le sénat³.

¹ WALLON, II, 500-501.

² Cf. J. SOURY, *Revue des Deux-Mondes*, 1872.

³ LIV., XXXVIII, 28. — CIC., *pro Arch.*, II. Assez souvent des

Chacun devait déclarer ses biens. La déclaration, quant aux biens, comprenait d'abord les *res Mancipi*. Nous aurons à faire plus loin, au sujet des immeubles, quelques remarques. Mais nous examinerons tout d'abord si la déclaration comprenait seulement les *res Mancipi*.

On sait qu'on appelle *res Mancipi* : 1° les immeubles soit ruraux, soit urbains, situés en Italie; 2° les servitudes rurales en Italie; 3° les bêtes de somme ou de trait (*quæ collo dorsove domantur*), savoir les bœufs, mulets, chevaux et ânes; 4° les esclaves¹.

Les *res Mancipi* seules sont aliénables par voie de mancipation; la tradition ne suffit jamais à en transférer la propriété. Il est fort possible, dit M. Accarias, qu'au début du droit romain, l'*in jure cessio* n'existant peut-être pas encore, la mancipation fût le seul mode d'aliénation volontaire des *res Mancipi*. La femme pubère en tutelle ne peut aliéner, sans l'autorisation de son tuteur, que des *res nec Mancipi*².

Cette dernière disposition nous montre qu'on attachait dans l'ancien droit plus d'importance au *res Mancipi* qu'aux autres choses, comme le Code civil français attache une bien plus grande importance aux immeubles qu'aux meubles. Cette législation remonte à une époque où les *res nec Mancipi* ne comptaient pour ainsi dire pas, de même qu'autrefois en France la richesse mobilière était insignifiante.

Ceci nous amène à nous demander quelle fut originai-

étrangers se firent inscrire sur les listes sans droit (Madvig, I, 625); il n'y avait pas de disposition pénale contre cet abus avant la loi Fannia (123 av. J.-C.).

¹ Gaius, II, §§ 45 à 48.

² Accarias, I, 468.

rement l'idée qui préside à la distinction des *res Mancipi* et des *res nec Mancipi* : « Les Romains ne l'ont pas fait, dit M. Accarias, et les modernes qui ont essayé de le faire se sont égarés dans des conjectures souvent ténébreuses et toujours arbitraires. Ce que l'on remarque sans aucun esprit de système, c'est que la catégorie des *res Mancipi* comprend les choses les plus précieuses pour un peuple essentiellement sédentaire et agricole, comme le fut au début le peuple romain¹. » En dehors des *res Mancipi*, il ne pouvait y avoir, dans les premiers temps de Rome, aucune chose de grande valeur. Les principales *res nec Mancipi* sont les métaux, les armes, les bijoux, les meubles meublants, les denrées de toute nature, les vêtements, les moutons et chèvres et autres animaux et surtout l'argent comptant, qui n'existait pas à Rome, même du temps de Servius Tullius. Il faut enfin y ajouter les créances.

Il n'y aurait donc rien de bien étrange à ce que lors du recensement les déclarations n'aient compris à l'origine que les *res Mancipi*². D'ailleurs, ne l'oublions pas, le cens n'était tout d'abord qu'une purification. On comprend mal une purification qui se serait appliquée à l'argent comptant et aux créances. Les denrées n'étaient qu'un accessoire des immeubles; les vêtements, les bijoux, ne devaient pas être nombreux. Enfin, les armes étaient purifiées dans une cérémonie spéciale. Le *lustrum* ne devait donc s'appliquer qu'aux personnes et aux *res Mancipi* qui comprenaient les esclaves, et peut-être aussi aux animaux parmi les *res nec Mancipi*.

¹ I, 469.

² C'est ce que croient MM. Willems (*Dr. public*, p. 60) et Serrigny (*Revue critique de législ.*, 1862, t. XX, p. 247).

Mais peu à peu les *res nec Mancipi* formèrent un élément important de la fortune des citoyens. Aussi, à une époque plus rapprochée de nous que celle de Servius, nous ne pouvons douter que les *res Mancipi* n'aient été déclarées au cens. C'est pourquoi Cicéron parlant des fonctions de censeurs, dit qu'ils ont à recenser la fortune des citoyens (*pecunias*)¹. Il est certain, d'autre part, que les capitaux prêtés ou empruntés devaient être déclarés au cens : deux élections de censeurs ayant été annulées, comme le sénat prit un prétexte religieux pour différer le cens, les plébéiens attribuèrent ce retard à la crainte de voir constater l'immensité des dettes des plébéiens². En 374, on dut créer des censeurs pour constater l'*æs alienum*³.

Les vêtements ou ornements de femme étaient compris dans le recensement, et souvent taxés très haut⁴. Ce qui se rattache au système général de répression du luxe.

M. Humbert⁵ admet donc, après Walter⁶, que tous les biens dont un citoyen avait la *domin ex jure quiritium* étaient dans la *formula censendi* et devaient être déclarés sous estimation.

Les *res nec Mancipi* étaient parfaitement susceptibles du *dominium ex jure quiritum*⁷. Seulement, au lieu d'être transmises par la mancipation, elles pouvaient l'être par la simple tradition.

¹ *De leg.*, III, 3.

² *Liv.*, VI, 25.

³ *Liv.*, VI, 34.

⁴ *Liv.*, XXXIX, 44. — *Plut.*, *Cato major*, 48.

⁵ *Dict. des antiq.*, p. 4005.

⁶ *Geschich du rom. Rechts*, I, n° 480.

⁷ *Ulp.*, *Reg.*, XIX, 2 et XXIV, 7. — *Gell.*, *N. att.*, II, 49, 20, 40, 44, 496. — *Gell.*, VI, 44, 9. — *Cic.*, *pro Flac.*, 32. — *Liv.*, XXXIV, 44. — *Pellat*, *De la propriété* (1853), nos 32, 34.

Pour les immeubles, le propriétaire devait énoncer (*dedicare in censum*) le régime ou la tribu locale dans laquelle ils étaient situés¹, et la contenance de chacun, ainsi que sa nature particulière et ses accessoires².

Ces indications étaient facilitées et constatées, au besoin, par des livres tenus par les *curatores tribuum* et les *magistri pagorum*³.

Il n'y avait pas lieu d'indiquer les immeubles possédés par un Romain en province⁴.

Il en était de même pour les *agri publici occupatorii*, c'est-à-dire les fonds de terre du domaine public, dont le sénat avait permis l'occupation moyennant une redevance, et de ceux qu'un Romain pouvait posséder dans le Latium ou ailleurs, en Italie, par voie d'*isopolitie*⁵.

On devait comprendre au cens les immeubles de l'*ager romanus* appartenant à un *peregrinus* qui avait obtenu le *commercium*. Ces fonds étaient portés dans le *libri censuales*, mais les propriétaires figuraient sur la liste des *œrarii*⁶. En effet, le *commercium* était au fond le droit d'acquérir la *dominium ex jure quiritium*, et de faire les actes qui s'y rapportent, comme acheter et vendre. De ce droit découle le *jus testamenti factionis et hæreditatum*. Les déclarants devaient apporter leurs titres de pro-

¹ Cic., *pro Flacco*, 32.

² GELL., VII, 44. *In uno scorto majorem pecuniam absumpsisti quam quantam omne instrumentum fundi Sabini in censum dedicavisti*, dit Scipion Æmilien à Tiberius Asellus.

³ DION., IV, 44, 45.

⁴ Cic., *pro Flacco*, 32. — Le sol des provinces (*ager provincialis*) ne pouvait être l'objet que d'une *possessio*. Mais l'*ager* des colonies et municipes romains obtenait le *jus italicum*.

⁵ *Dict. des antiq.*, p. 4006.

⁶ *Dict. des antiq.*, v^o *Census*, p. 4006.

priétés, c'est-à-dire les *codices accepti et depensi* ou *nomina transcriptitia*, qui constataient leurs créances, afin de permettre de vérifier l'état de leur fortune et l'exactitude de leurs déclarations¹. Les mœurs, sinon la loi, dit M. Accarias², imposèrent à tout père de famille la tenue d'un *codex* : soupçonné de manquer à cette obligation, l'orateur Marc-Antoine se défendit vivement contre cette accusation³. C'est l'inscription sur le *codex* du créancier qui constate le contrat *litteris* : il suffit que le créancier ait constaté avoir déboursé une certaine somme pour le débiteur (*expensum fert debitori*). La mention que le débiteur aura faite de l'opération sur son *codex* n'a d'intérêt qu'au point de vue de la preuve.

En principe on devait faire soi-même la *professio censualis* quand on était *paterfamilias*, tandis que les fils de famille, même pubères, étaient représentés par le père de famille. On appelait *duicensus* celui qui était recensé avec un autre.

Les impubères qui sont *sui juris* ne peuvent faire eux-mêmes la *professio censualis*. Elle est faite en leur nom par leurs tuteurs. Peut-être exigeait-on à l'origine la présence de l'impubère comme dans les *legis actiones*, dans l'aliénation par *in jure cessio* ou par *mancipation*, dans la *manumissio*, dans l'adition d'hérédité, dans la répudiation d'une hérédité et dans l'adrogation. Avait-on dans ce cas à distinguer entre le pupille *infans* et celui qui est *pubertati proximus*? C'est ce que nous ne savons pas.

Les femmes furent pendant très longtemps, quand elles

¹ Liv., XXXIX, 44.

² II, 393.

³ Cic., *De orat.*, II, 23; *In Verr.*, II, 4, 20.

n'étaient placées ni sous la *paterna potestas* ni sous la *manus* soumise à la tutelle, comme les impubères. Cette tutelle était perpétuelle, leurs tuteurs faisaient pour elles la *professio censualis*.

Mais, dira-t-on, à quoi bon l'imposer aux impubères, puisque le recensement n'était, du temps de Servius, qu'une opération de recrutement? passe encore pour eux, puisqu'ils devaient un jour être compris dans l'armée. Mais les femmes; pourquoi les comprendre dans le recensement? C'est que la cérémonie du *census*, purement destinée, à l'origine, à constater le nombre et la fortune des soldats, devint peu à peu un relevé statistique des fortunes de toute la population, et servit à établir le *tributum* et les autres impositions payés par tous.

Les malades furent autorisés à faire faire par autrui la *professio censualis*¹.

Mais les citoyens qui se trouvaient en Italie ou dans les provinces² et même ceux qui appartenaient à des municipes ou à des colonies de citoyens devaient se présenter en personne à Rome³.

L'extension du droit de cité exigea qu'on pût être recensé en son absence⁴. On envoyait des commissaires spéciaux faire le recensement des citoyens qui servaient dans les légions⁵. Dès 204 avant J.-C. les magistrats des douze colonies⁶ durent envoyer à Rome le résultat du *census* fait par eux, ce qui fut ensuite généralisé⁷. La

¹ VARR., *L. L.*, VI, 86.

² LIV., XLIII, 44. — VELL. PATERC., II, 45.

³ CIC., *In Verr.*, I, 48.

⁴ GELL., V, 49, 46.

⁵ LIV., XXIX, 37. — GELL., V, 49. — VARR., VI, 86.

⁶ Voir le chapitre IX.

⁷ LIV., XXIX, 45, 37.

loi *Julia municipalis* rendue par Jules César en 45 avant J.-C. ordonna aux magistrats des municipes de terminer le cens dans le délai de soixante jours à partir du commencement du *census* de Rome ¹.

Les *incensi* étaient vendus comme esclaves ². Il est probable que dans l'origine le censeur pouvait ordonner l'exécution immédiate de la sentence. On vendait de même au profit du peuple le débiteur condamné qui n'avait pas exécuté la condamnation dans le délai légal et le *fur manifestus*. Le débiteur *addictus* vivait, dit-on, *in servitute* sans être légalement esclave, mais la question, résolue dans ce sens du temps de Gaius, avait été discutée auparavant dans la pratique. Soixante jours écoulés, le créancier avait le droit de tuer l'*addictus* ou de le vendre comme esclave *trans Tiberim* ³. De l'*addictus*, il faut distinguer le *nexus*, homme libre qui, débiteur d'une somme d'argent, s'est engagé à travailler comme esclave pour le compte du créancier jusqu'au plein acquittement de son obligation : il semble que le *nexus* mancipe à la fois sa propre personne, ses biens et les personnes libres placées en sa puissance, et qu'une *manumissio* soit nécessaire pour le rendre *sui juris* ⁴. Elle est nécessaire pour faire sortir l'*addictus* de la servitude. Quant au *fur manifestus*, il subit la flagellation et il est *addictus* à la personne volée; s'il ne devient pas immédiatement esclave, il le devient dans un très bref délai ⁵.

¹ Nous étudierons cette loi si importante au chapitre XI. La loi *Julia municipalis* ne s'appliquait d'abord qu'aux villes situées en Italie.

² CIC., *pro Cæc.*, 34. — LIV., I, 44. — DION., IV, 45.

³ ACCARIAS, II, 841, 842.

⁴ ACCARIAS, II, 841, 842.

⁵ ACCARIAS, II, 629.

L'*incensus* devenait immédiatement esclave. Il était très probablement vendu *trans Tiberim*. N'ayant pas été purifié, il ne pouvait rester sur le territoire romain : il avait une situation inférieure aux esclaves des citoyens déclarés par leurs maîtres.

Dans les comices, ceux qui n'avaient pas voté lors de l'appel de leur centurie n'étaient point exclus : ils votaient dans une centurie où l'on n'inscrivait personne d'une manière permanente, cette centurie où entraient les retardataires s'appelait *in quis scivit*¹.

Si les citoyens qui n'avaient pas pris part au *census* étaient rejetés hors de la cité, par contre, les esclaves pouvaient lors du *census* être inscrits au nombre des citoyens.

Les esclaves pouvaient, avec le consentement de leurs maîtres, se déclarer et se faire inscrire parmi les citoyens romains. C'est un mode spécial d'affranchissement appelé *manumissio censu*². Ce fut, dès l'époque de Cicéron³, une question controversée que de savoir si la liberté était immédiatement acquise à l'esclave ou s'il ne l'avait qu'après la clôture du lustre. La controverse existait encore au temps de Dosithée, au III^e siècle⁴. D'après une conjecture de MM. Blair et Wallon, l'esclave était libre, vis-à-vis du maître, dès l'inscription; la publicité du lustre ne faisait que donner une sanction à un acte déjà consommé⁵.

¹ *Dict. des antiquités*, v^o *Centuria*, par HUMBERT, p. 4046. On a beaucoup discuté sur l'époque de la création de cette centurie.

² ULP., *Fragm.*, I, 8.

³ CIC., *De orat.*, I, 40.

⁴ DOSITH., *De manum.*, 49.

⁵ WALLON, *Histoire de l'esclavage* (1879), p. 388.

La *manumissio censu* était un mode d'affranchissement exceptionnel¹.

III.

Rédaction des listes du cens.

Les censeurs avaient, par l'accomplissement des formalités précédentes, tous les matériaux nécessaires pour la rédaction des nouvelles listes du cens : 1° des tribus; 2° des *orbi*, *orbæ* et *viduæ*; 3° des *ærarü*; 4° des classes et *centuries*.

Comparant les documents recueillis avec les anciennes listes, ils effectuaient les changements de tribus rendus nécessaires; par exemple, certains particuliers par suite de l'aliénation de leurs propriétés rurales passaient d'une tribu rurale dans une tribu urbaine². Les changements de fortune des citoyens les faisaient ainsi changer de classes et faisaient sortir des rangs de chevalier ceux qui avaient le *census equester*. Leur âge les faisait passer de la centurie des *juniores* dans celles des *seniores*. Les nouveaux affranchis étaient inscrits dans les nouvelles listes. Enfin, en vertu de leur *regimen morum*, les censeurs pouvaient inscrire dans une tribu urbaine les citoyens qui jusque-là avaient fait partie d'une tribu rurale. On avait soin que les registres des tribus s'ouvrissent par un nom de bon augure, par exemple Valerius, Salvius, Statorius³.

Avant de rédiger définitivement les nouveaux regis-

¹ La *lex Manlia* (357 av. J.-C.) greva tout affranchissement d'un impôt de 5 0/0 de la valeur vénale de l'esclave : *aurum vicesi marium* mis en réserve pour les besoins extraordinaires (DE LA MÉNARDIÈRE, *De l'impôt du vingtième sur l'affranchissement des esclaves*, Poitiers, 1872).

² *Dict. des antiq.*, p. 995

³ CIC, *De divin.*, I, 45.

tres, ils faisaient l'examen individuel des chevaliers. Ils rayaient, en leur accordant des éloges, s'il y avait lieu, ceux qui avaient atteint l'âge de la retraite, mais ils enlevaient leur cheval (*adimere equum*) aux indignes. Ils pouvaient les inscrire parmi les *œrarii*, ou les exclure de toutes les tribus.

La revue terminée, les censeurs comblaient les vides de la cavalerie avec les *pedites* des tribus reconnus aptes à cet effet dans le recensement général.

Ils dressaient ensuite les listes définitives.

Les listes des tribus comprenaient tous les citoyens qui ne sont pas *œrarii*. Les citoyens exclus des tribus le sont *à fortiori* des centuries. Les quatre tribus urbaines, d'abord plus considérées que les autres furent déshonorées par la présence du petit peuple (*humiles*) et des affranchis. Ce devint une punition d'y inscrire un citoyen¹. On laissa en dehors des classes : 1° les *œrarii*; 2° les citoyens qui ont moins que le cens de la cinquième classe. Parmi eux, les *accensi velati* sont des soldats supplémentaires destinés à remplacer les citoyens mis hors de combat, ils possédaient plus de 300 asses (après la réforme, plus de 1,500); les *proletarii* qui possédaient moins de 75 (plus tard 37,5) sont, en cas de nécessité, appelés à servir avec les armes fournies par l'État. Enfin les *capite censi* ne sont jamais appelés à servir².

¹ En 304, Fabius et Decius y rejettent les affranchis; en 220 L. Æmilius Papus et C. Flaminius les y relèguent de nouveau sauf ceux qui ont un fils âgé de plus de cinq ans et ceux qui possèdent des biens-fonds valant plus de 75,000 asses sextentarii (WILLEMS, *Dr. public*, 440). En 168, T. Sempronius Gracchus les inscrit tous dans la tribus *Esquilina* (LIV., XLV, 45). La loi *Æmilia* de 145 av. J.-C. décréta qu'ils seraient inscrits dans les quatre tribus urbaines (WILLEMS, p. 440).

² VARR., VII, 56. — CIC., *De Rep.*, II, 22. — VAL. MAX., II, 3, 4. — GELL., XVI, 40.

Les *œrarii*, c'est-à-dire tous les citoyens majeurs qui ne sont pas membres des tribus locales, sont : 1° les *municipes sine suffragio* qu'on appelle aussi *Cærites* parce que la ville de Cœre fut (353 av. J.-C.) le premier municipe sans suffrage¹; 2° ceux que l'édit du préteur a déclarés *infâmes*. 3° Enfin les censeurs inscrivirent parmi les *œrarii* ceux qu'ils exclurent des tribus.

Les *libertini* étaient probablement exclus des tribus avant App. Claudius : à plusieurs reprises on les rejeta dans les quatre tribus urbaines².

Les *œrarii* sont exclus des classes et des centuries aussi bien que des tribus et partant privés du droit de suffrage. Les *infâmes* et les *œrarii* par la *nota censoria* paient le *tributum* arbitrairement multiplié³; les *municipes* sans suffrage paient le tribut imposé par le sénat; les *infâmes* sont exclus du service militaire et sont atteints d'une flétrissure indélébile⁴.

Les nouvelles listes étaient gardées aux archives des censeurs (*Tabularium*), autrefois situées dans le temple des Nymphes non loin de la *villa Publica*, plus tard dans l'*atrium libertatis*⁵. Après le *lustrum* on déposait ces registres à l'*œrarium*, au temple de Saturne⁶.

La publicité des listes est l'objet de remarques intéressantes de la part de l'éminent auteur de l'*Esprit du*

¹ WILLEMS, *Dr. public*, 103-104. — MARQUARDT, IV, 27. — GELL., XVI, 13, § 7. — LIV., V, 50; VII, 20; XXVIII, 45.

² Cf. WILLEMS, *Dr. public*, p. 109.

³ Mamercus Æmilius qui avait fait réduire à dix-huit mois la durée de la censure fut placé parmi les *œrarii* et imposé à une somme huit fois plus forte que celle qu'il eût dû payer (LIV., IV, 24).

⁴ WILLEMS, *Dr. public*, 107.

⁵ CIC., *pro Mil.*, 27; *De har. resp.*, 27, 57; *ad Att.*, 4, 16. — LIV., XLV, 45.

⁶ CIC., *De leg. agr.*, I, 2; III, 3. — TAC., *Ann.*, 13, 20.

droit romain. La publicité est un trait fondamental de l'époque antique : « Les rôles du cens, dit Ihering, portaient à la connaissance de l'État la situation des fortunes privées. Les livres domestiques donnent au propriétaire lui-même et le cas échéant aux tiers un aperçu constant de la situation de ses affaires. De pareilles institutions ont eu sans aucun doute une grande influence sur le système du crédit personnel. Il est probable que c'est à ces institutions qu'il faut rattacher la publicité des cautionnements prescrits dans le droit antique ¹. »

On sait en effet comment, lorsqu'il s'agissait de donner naissance à la corréalité active ou passive, ou à la *sponsio*, la *fidepromissio* ou la *fidejussio*, les Romains, fidèles à leurs habitudes de précision formaliste, avaient imaginé un mécanisme d'interrogations et de réponses assez net pour prévenir toute confusion, et mettre la volonté des parties hors de doute. *Spondesne? spondeo*, etc. ².

IV.

Le lustrum.

Les opérations du recensement sont closes par une grande cérémonie religieuse de purification, le *lustrum*. « Il est certain, dit M. Humbert, que cette cérémonie avait lieu après le *lectio senatus*, le *census* et la *recognitio* malgré les doutes nés d'un passage de Tite-Live ³; car les centuries de chevaliers devaient jouer un rôle dans cette occasion ⁴. Un des censeurs désigné par le sort, dès le

¹ II, 14.

² ACCARIAS, 347, 347.

³ LIV., XLIII, 45; XLIV, 46; XLV, 15.

⁴ FEST., p. 289, éd. Müller (cité in *Dict. des antiq.*, p. 4007).

début du *census*, pour accomplir l'opération de la lustration (*condere lustrum*), en fixait par avance le jour, que des scrupules religieux ne permettaient pas de retarder ensuite (*prodictum diem referre*)¹. Le peuple était convoqué, armé et en ordre militaire, divisé en centuries, en vertu de la *ensoria potestas*². Il se réunissait au Champ-de-Mars, en présence des deux censeurs³. Après la *lustration* et le triple sacrifice appelé *suovetaurile*, le censeur se faisait présenter par un héraut (*præco*) et récitait une formule solennelle de supplications aux dieux pour l'extension de la puissance romaine. Scipion, après la prise de Carthage, fit modifier le texte consacré, en demandant seulement le maintien de la prospérité de la République, *ut res perpetue incolumes servarent*⁴.

Le nombre des citoyens constaté lors de la cérémonie du *lustrum* fut de 84.000 sous Servius, de 130.000 sous Valerius Poplicola (508), de 110.000 en 476, de 104.214 en 466, de 117.000 en 459⁵. On voit qu'il avait diminué. C'est que l'aristocratie avait intérêt à ne pas augmenter le nombre des plébéiens et redoutait l'accroissement de la cité. Et, d'ailleurs, les transportations de citoyens étaient de moins en moins praticables⁶. C'était un procédé barbare qui ne convenait qu'à l'époque où Rome annexait des villages situés en vue même de ses murailles.

En 338, il y avait 168.000 hommes en état de porter

¹ VARR., *L. L.*, VI, 93.

² LIV., XXVII, 3 b, XL, 46. — SERV. *ad Œn.*, I, 289.

³ VAL. MAX., IV, 4, 40.

⁴ LIV., XXIV, 43; III, 22.

⁵ LIV., I, 44; III, 3. — DIONYS., IV, 22; V, 20; IX, 26. — PLUT., *Popl.*, 14. — EUTROP., I, 71.

⁶ AM. THIERRY, *Tableau de l'Empire romain*, p. 21-22.

les armes, en 264, 292.334¹. Les succès de la guerre samnite avaient permis de grandes annexions. C'était une population de 1.200.000 habitants². Mais un siècle de guerres, de pillages et de corruptions dévora la classe des petits propriétaires : le peuple romain n'était qu'une foule immense de pauvres, et, au-dessus d'elle, quelques nobles plus riches et plus fiers que des rois ; la guerre décimait sans relâche la population militaire ; quarante mille Romains au moins, c'est-à-dire le huitième de la population totale, étaient toujours retenus sous les drapeaux : la classe où se recrutaient les légions s'épuisait, comme le fera dans l'empire des Francs la classe des hommes libres après les longues guerres de Charlemagne. La propriété foncière diminuait de valeur, le travail agricole était peu rémunérateur, l'industrie et le commerce ne pouvaient être exercés que par les esclaves : aussi la classe moyenne voyait diminuer son aisance et n'avait d'autres ressources que le métier des armes qui la décimait. Dès l'année 180, on eut de la peine à compléter neuf légions ; on en vint à enrôler des soldats de moins de dix-sept ans ; le cens de 159 donna 338.000 citoyens, mais c'étaient surtout des prolétaires, et le cens de 131 ne donne pas 317.000 citoyens³. Et quels citoyens ! Les moralistes et les satiriques nous montrent avec éloquence ce que la populace de Rome valait, et Tacite nous peint avec vigueur ce que le peuple-roi était devenu sous les empereurs.

¹ Liv., *Epit.* 46.

² DURUY, I, 364.

³ DURUY, II, 283-302. Il n'y a pas dans Rome 2.000 propriétaires disait Philippe. Sur 450.000 citoyens, 320.000 sous César étaient nourris par le trésor.

Quelquefois le *lustrum* était annulé pour vice de forme ou par un présage sinistre, notamment après la mort ou l'abdication d'un des deux censeurs. On s'en tenait alors à l'ordre établi par le cens antérieur.

On omit souvent la cérémonie du *lustrum*. De 453 à 293 avant J.-C., on ne compta que 26 censeurs, encore vingt seulement ont-ils fait la cérémonie du *lustrum*. Crassus et Lutatius Catulus, censeurs en 62, ne firent ni le *census*, ni la *lectio senatus*, ni la *recognitio equitum*, parce qu'ils se démirent volontairement de la censure, ne pouvant s'entendre : Crassus voulait, contre l'avis de son collègue, imposer un tribut à l'Égypte¹. Pendant les quinze années qui suivirent la prise de Rome par les Gaulois (388), il n'y eut pas de recensement. On trouve des élections mentionnées en 289 et 283, 272 et 265, c'est-à-dire à des intervalles de six et de sept années; en 307 et 304, à un intervalle de trois années.

V.

La descriptio classium centuriarumque.

Réforme des comices.

C'est en vertu de leur droit de faire la *descriptio classium centuriarumque* que les censeurs purent modifier la composition des comices centuriates.

Nous avons vu quel était l'ordre de vote dans la forme servienne des comices centuriates. Nous sommes réduits à des conjectures sur la date, la nature et la tendance de

¹ PLUT., *Cras*, 46.

la réforme¹. Voici quel est le système le plus généralement suivi².

La réforme date de l'époque de la censure d'Aurélius Cotta et Fabius Buteo (241 av. J.-C.), alors que le nombre des tribus fut porté à 35³ et que l'as fut réduit au poids sextaulaire⁴. D'une part, on conserva les cinq classes⁵. Ces classes virent augmenter leur cens respectif⁶. L'argent affluait en effet en grande quantité à Rome, au point d'augmenter, d'après M. Belot, la valeur de toute chose, relativement au numéraire, dans la proportion de 6 à 10⁷.

Les biens des citoyens estimés antérieurement à 100.000

¹ La seconde décade de l'histoire de Tite-Live, qui comprenait le récit des événements de 293 à 218 avant J.-C. est perdu. Il mentionne incidemment la réforme : « *Nec mirari oportet hunc ordinem; qui nunc est post expletas quinque et triginta tribus duplicato earum numero centuriis juniorum seniorumque, ad institutam ab Servio Tullio summam non convenire* » (I, 43). DENYS (IV, 24) dit : Ἐν δὲ τοῖς καθ' ἡμᾶς κεινύηται χρόνοις, καὶ μεταβέβηκεν εἰς τὸ δημωτικώτερον, ἀναγκαίᾳ τισὶ βιασθεῖς ἰσχυραῖς, οὐ τῶν λόγων καταλυθέντων, ἀλλὰ τῆς κλήσεως αὐτῶν οὐκετι τὴν ἀρχαίαν ἀκρίβειαν φυλαττούσης, ὥς ἔγνωι ταῖς ἀρχαιρεσίαις αὐτῶν πολλάκις παρὼν.

² PENTAGATHUS en est l'auteur. — MOMMSEN, *Les tribus romaines*. — BELOT, I, 272, 280. — WILLEMS, *Dr. public*, 462. — MADVIG, II, 429-434.

³ LIV., I, 43.

⁴ WILLEMS, 462.

⁵ CIC., *Acad.*, II, 22, § 73; *De leg.*, III, 49, § 44; *pro Flacco*, 7, § 15. — GELL., IV, 27. Mais cette existence des cinq classes n'est affirmée que pour le deuxième siècle av. J.-C. Rien n'empêche donc qu'il y ait eu entre la réforme des comices et le temps dont parle Cicéron une seconde réforme, comme le soutient M. Duruy.

⁶ Personne ne conteste cette augmentation.

⁷ I, 272-280. Les censeurs qui, en 275, chassèrent Rufinus du sénat pour avoir possédé 10 livres d'argenterie en avaient eux-mêmes chacun une livre. Mais ce n'était pas de la vaisselle de table comme chez Rufinus. C'étaient des vases sacrés, la salière et la soucoupe dont ils se servaient pour les offrandes aux dieux. Au temps de la seconde guerre punique, les sénateurs avaient tous une certaine quantité d'ar-

asses librales furent évalués non pas à 600.000 *asses sextantarii*, ce qui eût été l'équivalent monétaire de 100.000 *asses librales*, mais à un million d'*asses sextantarii*¹, c'est là le cens équestre². Le *census equester* était identique, comme le prouve M. Belot, à la première classe³. Tite-Live en effet range les centuries équestres parmi celles de la première classe⁴. La *lex agraria* de 111 av. J.-C. ordonne de prendre parmi les citoyens de la première classe les *recuperatores*; or, à cette époque les *equites* seuls étaient inscrits sur l'*album judicum* et probablement les conditions exigées des *recuperatores* étaient celles qu'on exigeait des chevaliers⁵.

La proportion de cette élévation est conforme à celle qui est attestée par d'autres exemples⁶. L'*aes equestre* était de 1.000 *asses librales* avant la réforme et de 10.000 après⁷. Des donateurs reçoivent de l'État des récompenses de 10.000 *asses librales*; en 417 av. J.-C.⁸, de 100.000 *asses sextantarii*⁹.

gent travaillé ou monnayé, et ceux des sénateurs qui avaient occupé les magistratures curules faisaient faire pour leurs chevaux des phalères d'argent (p. 274). Les sénateurs et leurs fils se mirent à trafiquer par mer avec les provinces auxquelles ils étaient chargés de rendre la justice. Ils devinrent magistrats; en 218, on leur défendit d'avoir plus d'un vaisseau de 300 amphores (p. 278).

¹ BELOT, I, 259, 263. — WILLEMS, *Dr. public*, 463.

² LIV., XXIV, 44. — PLIN., *Epist.*, I, 49. — HORACE, *Ep.*, I, 4, 57. — JUV., I, 106. — MART., IV, 67; V, 26, 39. — PLIN., *H. N.*, XXXIII, 3.

³ I, 331, 247.

⁴ XLIII, 46.

⁵ Cf. REINACH, p. 305-306.

⁶ WILLEMS, *Dr. public*, 463.

⁷ BELOT, I, 443, 447.

⁸ LIV., IV, 45.

⁹ XXXIX, 49.

Si le cens de la première classe fut porté à un million d'*asses sextentarii*, il faut admettre que ceux des autres classes subirent une transformation analogue, c'est-à-dire qu'ils s'élevaient respectivement à 750.000; 500.000; 250.000; 125.000 *asses sextentarii* ou 300.000; 200.000; 100.000 et 50.000 sesterces¹. Ce qui confirme cette conclusion, c'est que les citoyens appelés *ducenarii* dont le cens est de 200.000 sesterces, paraissent être les citoyens de la troisième classe. L'*album judicum* fut composé de différents ordres de citoyens : les sénateurs, les *equites*, les *tribuni ærarii*, et, depuis Auguste, les *ducenarii*². M. Belot identifie les trois derniers ordres, qui sont distingués par le cens³, avec les trois premières classes⁴. Il cite à l'appui un passage d'Asconius⁵ : *Pompejus promulgavit ut amplissimo ex censu, ex centuriis, aliter quam antea lecti judices, æque tamen ex illis tribus ordinibus judicaret.*

Si les *ducenarii* ont un cens de 200.000 sesterces et les *equites* un cens de 400.000, les *tribuni ærarii* ont très probablement un cens de 300.000⁶.

Enfin la loi *Papia* contient des clauses concernant les affranchis ayant un cens de 100.000 sesterces⁷ auxquels les Institutes⁸ donnent le nom de *centenarii*; d'autre part, 100.000 sesterces étaient, au premier siècle de l'Empire, le cens des décurions des municipes⁹. A l'époque de la

¹ BELOT. — WILLEMS, *loc. cit.*

² REINACH, p. 306.

³ CIC., *Philo*, I, 8. — SUET., *Aug.*, 32.

⁴ II, 376 et suiv.

⁵ *Ad Cic. Or. in Pis.*, 39.

⁶ WILLEMS, *Droit public*, 164.

⁷ GAL., III, 42.

⁸ III, 7, §§ 2, 3.

⁹ PLIN., *Æpist.*, I, 49.

loi *Voconia*, 100.000 sesterces étaient le cens minimum des citoyens des quatre premières classes (*censi*)¹, et 50.000 sesterces le cens minimum des citoyens inscrits (*classici*)². La quatrième et la cinquième classes avaient donc un cens respectif de 100.000 et 50.000 sesterces.

Les valeurs en francs des cens des quatre classes sont fixées par M. Belot à 86.000; 64.500; 43.000; 23.000³.

Nous avons identifié les *tribuni ærarii* avec la deuxième classe. Ceci suppose qu'il constituait un ordre de citoyens. C'étaient à l'origine des fonctionnaires administratifs et financiers des tribus⁴. Mais la loi Aurelia ordonna de prendre parmi eux les juges⁵, ce qui suppose qu'ils étaient plus nombreux que ne pouvaient l'être des fonctionnaires, et, en effet, il y en avait beaucoup dans le seul municipe d'Atina⁶. Déjà avant la loi Aurelia, ils constituaient un ordre de citoyens (comme les *equites*)⁷. « Comment, dit M. Willems, expliquer la transformation d'une classe de fonctionnaires en un ordre de citoyens? C'est une énigme qui n'a pas été résolue. Toute difficulté disparaît si l'on admet, conformément aux principes de l'administration financière chez les Romains, que le paiement du *stipendium* était anciennement mis en adjudication à des citoyens, possédant un *minimum* de cens déterminé (celui de la deuxième classe) pour servir de garantie. » C'est l'opinion adoptée par M. Willems et par le vénérable historien danois

¹ Ps. Asc., *ad Cic. Verr.*, II, 4, 44, § 404. — Dio Cassius, LVI, 40. — BELOT, I, 285.

² GELL., VI, 43.

³ WILLEMS, *Dr. public.* 464. — BELOT, I, 446; II, 283, 285, 291.

⁴ *Dict. des antiq.*, v° *Ærarium*.

⁵ Cic., *pro Rab.*, 9, § 27.

⁶ Cic., *pro Pl.*, 8, § 24.

⁷ Cic., *pro Rab.*, 9, § 27.

Madvig dans un savant mémoire : *De tribunis ærariis*¹.

Après avoir changé les chiffres du cens, on modifia les comices dans un sens démocratique, en répartissant les centuries parmi les classes et en modifiant l'ordre du vote.

1° La tribu locale devint la base de la division en centuries. Chacune des trente-cinq tribus comprit dix centuries, deux par classe, une de *seniores*, une de *juniores*². En effet, Cicéron appelle la centurie *pars tribus*³, et les centuries sont désormais désignées par des noms de tribus⁴.

Il y a donc en tout soixante-dix centuries par classe, sans compter dix-huit centuries de chevaliers⁵, quatre d'ouvriers⁶ et une *centuri à capite censorum*.

Le total des centuries est de 373 [$18+4+1+(5\times 70)$]. La majorité absolue étant de 187, il fallait en toute circonstance continuer jusqu'au vote de la troisième classe⁷.

Le droit de voter en premier lieu n'appartint plus aux *centuriæ equestris*, mais à une centurie tirée au sort parmi celles de la première classe⁸. En effet, Cicéron nous apprend que la prérogative est tirée au sort⁹, et, d'autre part, Tite-Live, quand il nous apprend quelle est la *centuria*

¹ WILLEMS, *Dr. public*, p. 464, 465.

² WILLEMS, *Dr. public*, 465. C'est l'opinion aujourd'hui universellement admise (Belot, Mommsen, Duruy, Guiraud).

³ Cic., *pro Planc.*, 20, § 49.

⁴ Liv., XXIV, 7; XXVI, 22; XXVII, 6.

⁵ Cic., *pro Mur.*, 26, § 54; 35, § 73, *ad Fam.*, XI, 46, 9.— Cic., *De petit. cons.*, 8.

⁶ Ceci résulte, dit WILLEMS (p. 465), de ce que les *tignarii*, *cornicines*, etc., existent encore comme corporation sous l'Empire.

⁷ C'est le calcul que fait WILLEMS, *Droit public*, 465. Mais le chiffre de 373 n'est pas très certain.

⁸ WILLEMS, *Droit public*, 465.

⁹ Cic., *Phil.*, II, 33, 582.

prærogativa, ne désigne jamais la classe à laquelle elle appartient. Il dit simplement *Aniensis juniorum*, *Veturia juniorum*, etc.¹. Il faut en conclure que ces centuries étaient toutes de la même classe, que le tirage au sort n'avait lieu qu'entre celles d'une seule classe; naturellement cette classe ne pouvait être que la première².

Après la *renuntiatio* du vote viendront les *centuriæ equitum* et celles de la première classe; puis, après, le *renuntiatio* de leur vote, celles de la seconde, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il y ait une majorité³.

Telle fut, d'après Pantagathus, Mommsen, Marquardt, Lange, Belot, Willems, la réforme accomplie par les censeurs en 341 avant Jésus-Christ. D'après eux, elle n'aurait été suivie d'aucune autre. « La proposition de C. Gracchus en 121 avant Jésus-Christ, *ut ex confusis quinque classibus sorte centuriæ vocarentur*⁴, ne fut pas adoptée, dit M. Willems⁵. La réforme attribuée par Tite-Live⁶ aux censeurs de l'an 197 avant Jésus-Christ : *mutarunt suffragio, regionatimque generibus hominum causisque et quæstibus tribus descripserunt*, ou bien n'a pas modifié essentiellement la nouvelle composition des comices centuriates, ou bien elle n'a pas été de longue durée.

L'époque de la réforme a été controversée. Franke donne 495, Walter et Peter 450, Niebuhr 305, Kobbe

¹ XXIV, 7; XXVI, 22; XXVII, 6.

² WILLEMS, *Dr. public*, 166.

³ Liv., XXVII, 6; XIII, 46. — Cic., *Phil.*, II, 33, § 82.

⁴ PSEUDO-SALL., *De rep. ord.*, II, 8.

⁵ *Dr. public*, p. 166.

⁶ XL, 54.

286, Ihne 242, Gœtling et Gerbach 220, Schulze 181. Il est certain qu'une réforme eut lieu entre 241 et 215, où on voit déjà des centuries de tribus¹. Une autre réforme eut lieu en 179, au témoignage même de Tite-Live. Ce sont là deux dates qu'il est impossible de contester, mais on peut hésiter sur la nature de la réforme.

M. Duruy croit qu'il y a eu deux réformes successives, l'une entre 241 et 215, l'autre en 179². Cette seconde réforme est celle qui embarrasse le plus les historiens : M. Willems la croit sans importance. M. Duruy lui donne au contraire une grande influence sur la constitution des comices. D'après lui, en 241, la diminution du pouvoir de l'argent avait amené ce résultat que l'immense majorité des citoyens se trouvait dans les premières classes. En fait, les classes n'existaient plus, et il ne fut pas nécessaire d'une révolution pour les abolir : leur suppression passa inaperçue. « Mais les dangers de la seconde guerre punique investirent le sénat d'une sorte de dictature qu'il ne voulut plus quitter quand il l'eut exercée quinze ans; la noblesse se reforma, prit confiance en elle-même, et, pour fortifier son pouvoir croissant, voulut rétablir les catégories de fortune. » C'est alors qu'aurait eu lieu la réforme de 179. Les classes existaient certainement au moins à partir de 169. Peut-être n'y avait-il que douze centuries de chevaliers. Cela faisait en tout 350 + 12 centuries. Chaque classe avait autant de centuries, et le sort désignait la centurie prérogative. Quant aux chiffres du cens des différentes classes, M. Duruy adopte ceux de M. Belot.

On le voit, il reconnaît le caractère démocratique de

¹ Duruy, I, 529.

² I, 529-531.

la réforme de 241 : d'après lui, de 241 à 179 la grande assemblée du peuple romain a été celle des tribus, divisées chacune en deux centuries de *juniores* et de *seniores* ; mais en 179 les catégories de fortune auraient été rétablies, dans un sens plus démocratique pourtant que du temps de Servius.

Mais, pour M. Guiraud¹, le système qui attribue un caractère démocratique à la réforme de 241, manque de base solide. En effet, dans la période qui précède 241, on remarque que les riches ont une tendance très marquée à se rapprocher du patriciat. Les anciens nous disent que dans les comices centuriates, les citoyens étaient rangés suivant l'âge et suivant le cens. Sylla voulait tout porter devant l'assemblée des centuries et non devant celles des tribus, à ce que nous raconte Appien. D'après Tite-Live, les chevaliers et la première classe avaient presque la majorité dans les comices centuriates.

Cependant on ne peut nier qu'il n'ait existé un rapport méromérique entre la tribu et la centurie. La première classe comptait 70 centuries, et il y en avait en tout 193 : voilà ce qui est certain. On peut donc soutenir les trois systèmes suivants dont le dernier a la préférence de M. Guiraud.

1 ^{er} système.	1 ^{re} classe.	48 centuries d' <i>equites</i> .
		35 — de <i>seniores</i> .
		35 — de <i>juniores</i> .
	2 ^e classe.	35 — de <i>seniores</i> .
		35 — de <i>juniores</i> .
	3 ^e classe.	35 centuries

¹ *Revue historique*, septembre-octobre 1882.

2^e système. 1^{re} classe. 18 centuries d'*equites*.
 35 — de *juniores*.
 35 — de *seniores*.
 2^e classe, 3^e, 4^e chacune 35 centuries.

Mais ces deux premiers systèmes diminuent le nombre de classes, et ne tiennent pas compte des centuries d'ouvriers.

3^e système. 18 centuries d'*equites*.
 1^{re} classe. 70 —
 1 — d'ouvriers.
 2^e classe. 35 centuries.
 1 — d'ouvriers.
 3^e classe. 20 —
 4^e classe. 20 —
 1 — d'ouvriers.
 5^e classe. 25 centuries.
 1 — d'ouvriers.
 1 — de *capite censi*.

Il nous reste à dire quelques mots des *comices tributes*. Le vote y avait lieu *tributum*, dans chaque tribu *virilim*. Les 25 tribus votaient simultanément¹. Le sort désignait l'ordre dans lequel le résultat du vote de chaque tribu était annoncé². En 471 av. J.-C., les *comices tributes* avaient obtenu le droit de prendre des résolutions appelées *plebiscita*. En 363 av. J.-C., on les voit élire les tribuns des quatre légions urbaines. En 287 av. J.-C., les plébiscites obtinrent par la loi *Hortensia* la même valeur que les *leges*. En 100 av. J.-C., la loi *Apuleia* força les sénateurs

¹ DION., VI, 59, 64.

² VARR., *De r. r.*, III, 47. — CIC., *pro Planc.*, 44, § 35. — *Dict. des antiq.*, p. 4386, v^o *Comitia*.

teurs et les magistrats à jurer dans les cinq jours l'observation des plébiscites¹.

Par la rédaction des listes des tribus, les censeurs avaient une grande influence sur la formation des *comices tributes*. Ils s'en servirent surtout pour reléguer les affranchis parmi les tribus urbaines.

CHAPITRE VII.

RECOGNITIO EQUITUM. — LECTIO SENATUS. — REGIMEN MOREM.

Nous réunirons dans ce chapitre la *recognitio equitum* et la *lectio senatus*, c'est-à-dire deux fonctions des censeurs très analogues, qui consistaient dans l'inscription d'un certain nombre de citoyens parmi les chevaliers ou les sénateurs. Nous terminerons en exposant l'ensemble des pouvoirs des censeurs qu'on a appelés *regimen morem* : ils exerçaient ce pouvoir disciplinaire en différentes occasions, et particulièrement lors de la *recognitio equitum* et de la *lectio senatus*. C'est ce qui justifie la place que nous lui donnons.

I.

Recognitio equitum.

En 400, on avait créé à côté des 18 *centuriæ equitum equo publico* des *equites equo privato*, pris parmi les

¹ WILLEMS, *Dr. public*, p. 467, 479. — *Dict. des antiq.*, v^o *Comitia*.

citoyens de la première classe. On voulait rattacher ainsi les riches au parti des grands. Seuls les *equites equo publico* recevaient une indemnité pour acheter leur monture. Les *equites equo publico*, après l'institution des *equites equo privato*, firent partie de l'état-major des consuls auxquels ils servaient d'aide-de-camp et d'officiers d'ordonnance, ils ne combattaient plus en ligne. C'est alors qu'on commença à laisser sur la liste des chevaliers les sénateurs même âgés.

Dès lors on appela *census equester* le cens de la première classe¹. Les citoyens de la première classe formaient l'aristocratie financière qui prenait à ferme les impôts et les travaux publics de l'État, et qui, de ce chef, était exclue du sénat (*publicani*)².

Tant qu'il n'y avait eu que des *equites equo publico*, on les appelait tous au service militaire. Après la création des *equites equo privato*, il y eut 10.000 citoyens qui pouvaient être appelés à servir à cheval, il fallut dès lors faire un choix parmi eux³. Jusque-là on avait pu, puisqu'on appelait tous les *equites*, réserver pour la fin du cens le travail de leur répartition; du moment qu'il y eut un choix à faire parmi les citoyens de la première classe, et que les uns durent servir comme *pedites*, les autres comme *equites*, il fallut faire ce choix avant toute autre opération⁴.

La *lex judiciaria C. Gracchi* (123 av. J.-C.) décréta que le droit d'être inscrit sur l'*album judicum*, c'est-à-dire sur la liste des membres des *quæstiones perpetuæ*,

¹ BELOT, I, p. 231.

² BELOT, I, p. 278; II, 148. — WILLEMS, *Dr. public*, 127.

³ BELOT, I, p. 179.

⁴ BLOCH, p. 79. — POLYB., VI, 20.

qui avait appartenu jusque-là aux seuls sénateurs, serait réservée désormais aux ingénus âgés de trente ans, non sénateurs et possédant le *census equester*.

Ces citoyens forment dès lors dans l'État un ordre privilégié, appelé *ordo equester*. Bien que la loi de C. Gracchus ait subi dans la suite de nombreuses modifications, l'ordre *equester* se maintint avec ses distinctions honorifiques.

Il comprenait un élément financier et judiciaire, et un élément militaire¹.

Après la *professio censualis*, les censeurs devaient exclure des centuries de chevaliers ceux qui n'avaient plus le *census equester*. Ils faisaient ensuite, avant la rédaction définitive, de nouveaux registres, la *recognitio equitum* qui leur fournissait l'occasion d'un examen individuel des cavaliers. Assis au Forum², ils faisaient appeler (*citare*) devant eux, par un héraut, les chevaliers à comparaître devant leur tribunal³ dans l'ordre des tribus. Chaque chevalier se présentait, conduisant par la main le cheval public⁴; ils venaient de la hauteur *Velia* en descendant de la *via sacra*, pour s'arrêter devant les censeurs. Ceux-ci rangeaient ceux qui avaient fait le nombre de campagnes exigé, et leur accordaient des éloges s'il y avait lieu. Pour les autres, ils examinaient leur tenue,

¹ BELOT, II, 80, 448, 497.

² Dio., CV, 34.

³ Liv., XXIX, 37. — VAL. MAX., IV, 4, IV.

⁴ PLUTARQUE (*Pompée*, 21) nous montre Pompée, en ce moment consul, se présentant avec ses licteurs devant les censeurs Gellius et Lentulus et leur répondant : « J'ai fait toutes les campagnes, et je n'ai jamais eu que moi pour général. » Les censeurs se levèrent et le reconduisirent chez lui. Une monnaie d'argent de la *gens Licinia* montre un chevalier tenant un cheval par la bride (DURUY, I, 293).

l'état de leur cheval et leur conduite, ils recevaient les plaintes contre eux; s'ils leur paraissaient dignes de garder leur titre, ils leur disaient : *Traduc equum*¹. Aux indignes ils disaient : *Vende equum*². Quelques-uns recevaient seulement une réprimande publique³. D'autres étaient privés de l'*oes hordearium*⁴. Nous verrons quelle était la situation faite au chevalier privé de son cheval.

La revue terminée, les censeurs comblaient les vides avec les *pedites* de la première classe⁵.

L'*album equitum* était lu publiquement, en tête venait le *princeps juventutis*⁶.

II.

La lectio senatûs.

La *lectio senatûs* n'appartint aux censeurs qu'à partir de la *loi Ovinia* (IV^e siècle av. J.-C.)⁷, et devint dès lors quinquennale.

Jusque-là elle était faite par les consuls parmi les patriciens jusqu'en 400 av. J.-C., et depuis lors parmi les patriciens et les plébéiens.

La loi Ovinia décida *ut censores ex omni ordine optimum quemque curiatim in senatum legerent*.

On s'est demandé si le sénat avait compris des plé-

¹ CIC., *pro Cl.*, 48. — VAL. MAX., IV, 4, 40. — OVID., *Trait.* II, 544.

² LIV., XXIV, 48; XXVII, 44; XXIX, 44; XLV, 45. — VAL. MAX., II, 9, 6. — CIC., *de orat.*, II, 74.

³ ZONAR., X, 22.

⁴ GELL., IV, 12.

⁵ LIV., XXIX, 37; XLIII, 46; XLIV, 46; XLV, 45.

⁶ SUET., *Calig.*, 16.

⁷ La première *lectio* faite par les censeurs eut lieu en 342. — Cf. WILLEMS, *Sénat*, I, 453-457.

béiens à l'origine. Mais comment admettre qu'après la révolution de 509 on ait admis des plébéiens dans le sénat? Les familles les plus considérées de la plèbe, celles qui ont composé le tribunat du x^e siècle et les premiers magistrats curules plébéiens, n'avaient pas entrée au sénat¹.

Le *plebiscitum Ovinium* a-t-il fait entrer les plébéiens au sénat? M. Willems croit qu'ils y ont été admis après la nomination des tribuns consulaires plébéiens, vers la fin du v^e siècle². *Ex omni ordine* signifie³ : parmi tous les magistrats curules ou non curules.

On a proposé de remplacer *curiatim* par *jurati*, sous la foi du serment⁴.

Le sénat devint une assemblée d'anciens magistrats. La loi déterminait, en effet, les catégories de candidats parmi lesquels les censeurs étaient tenus de choisir les plus dignes. C'étaient tous les citoyens qui, depuis la dernière *lectio*, avaient géré une magistrature jusqu'à la questure inclusivement⁵. Ils étaient en assez grand nombre pour que les censeurs n'eussent pas l'occasion de nommer des sénateurs en dehors de ces catégories de candidats. Leur nombre était égal aux chiffres moyens des vacances⁶. Le rôle des censeurs se borna donc à contrôler le choix populaire⁷.

Les anciens magistrats, depuis leur sortie de charge

¹ WILLEMS, *Sénat*, I, 35-48.

² *Ibid.*, I, 62.

³ *Ibid.*, I, 157-169.

⁴ *Ibid.*, I, 170. *Curiatim* peut cependant se soutenir. Il est possible que les sénateurs aient été à l'origine classés par curie sur l'*album*.

⁵ WILLEMS, *Sénat*, I, 160. D'après lui, ce privilège existait avant le plébiscite (I, 49).

⁶ WILLEMS, *Sénat*, I, 161-166.

⁷ WILLEMS, *Sénat*, I, 168-172.

jusqu'à la première *lectio* avaient la *jus sententiæ dicendæ* : « *Nondum a censoribus in senatum lecti, senatores quidem non erant, quia honoribus populi usi erant, in senatum veniebant et sententiæ jus habebant*¹. » Ils avaient les mêmes droits que les sénateurs effectifs². Le *jus sententiæ dicendæ* fut étendu aux citoyens qui avaient géré une magistrature non curule, aux édiles plébéiens, aux tribuns³.

La *lectio senatus* fut faite par exception par les dictateurs ; en 216 , par Fabius Buteo nommé *dictator legendi senatus causa* et qui abdiqua dès que sa tâche fut remplie⁴ ; en 81 par Sylla, *dictator reipublicæ constituendæ causâ*⁵. Depuis la dictature de César, elle compéta d'abord à César, ensuite aux *triumviri reipublicæ constituenda causâ*⁶. La *lectio* était faite généralement par les censeurs au commencement du cens, mais ce n'était pas une date obligatoire⁷. Les deux censeurs prenaient pour base la liste sénatoriale de leurs prédécesseurs⁸ et rayaient les sénateurs décédés et ceux qu'ils jugeaient indignes de l'honneur sénatorial⁹.

Ils constataient ensuite le nombre des vacances ; le nombre normal des sénateurs fut de 300 jusqu'à Sylla qui le porta à 600¹⁰. Les censeurs portent le nombre des

¹ GELL., XIII, 48, § 5-6.

² WILLEMS, *Sénat*, I, 225-227.

³ WILLEMS, *Sénat*, I, 232-234.

⁴ LIV., XXIII, 23. — PLUT., *Fab.*, 44.

⁵ PLUT., *Pomp.*, 44. — LIV., *Epit.*, XLIX.

⁶ DIO CAS., XLII, 51 ; XLIII, 27.

⁷ MISPOULET, I, 464.

⁸ LIV., XXIII, 23.

⁹ LIV., XXXIX, 42 ; XL, 51 ; XLI, 27, 51 ; *Ep.*, LXII.

¹⁰ DION., V, 43.

sénateurs au nombre normal; ils ajoutent en premier lieu les citoyens qui ont acquis depuis la dernière *lectio* le *jus sententiæ dicendæ*, en commençant par ceux qui ont géré la plus haute magistrature. Ils peuvent passer (*prætærire*) ceux qui leur paraissent indignes¹. S'il reste encore des places vacantes, ils les remplissent comme ils l'entendent².

Nous verrons que l'accord des deux censeurs est nécessaire pour rayer les sénateurs effectifs et ceux qui ont le *jus sententiæ*. Il l'est également pour accorder la dignité sénatoriale à ceux qui ne se trouvent pas dans une de ces conditions³, cas du reste fort rare.

Les conditions exigées pour l'entrée au sénat étaient en réalité les mêmes que celles qui étaient exigées pour l'éligibilité aux magistratures. Étaient exclus du sénat pour toujours ceux qui exerçaient des professions déshonorantes⁴; les commerçants de détail l'étaient aussi longtemps qu'ils exerçaient leur profession⁵. Les grandes entreprises industrielles et commerciales n'étaient pas interdites aux sénateurs⁶.

Mais il leur était défendu de prendre à ferme les *opera publica* et les *vectigalia* de l'État⁷. En 219, un plébiscite Claudius ordonna *ne quis senator aut cui senator pater fuisset maritiman navim quæ plus quam trecentarum amphorarum esset habuerit*. Tombée en désuétude au temps de

¹ LIV., XXVII, 4.

² WILLEMS, *Sénat*, I, 261.

³ WILLEMS, *Sénat*, I, 497, 498.

⁴ GELL., VII, 9.

⁵ GELL., VII, 9.

⁶ WILLEMS, *Sénat*, I, 200.

⁷ DIO CAS., IV, 40.

Cicéron, cette défense fut renouvelée en 59 av. J. C. par la *lex Julia repetundarum* ¹.

Il n'y avait pas d'*ætas senatoria*. Mais quand la *lex Villia* (180 av. J.-C.) eût fixé l'*ætas quæstoria minima* à 27 ans ², cet âge devint de fait le minimum de l'âge sénatorial ³. Sylla éleva à trente ans l'*ætas quæstoria* ⁴.

Il n'y avait pas de cens sénatorial. Mais en règle générale, le sénat se recrutait parmi les citoyens qui possédaient au moins le cens équestre ⁵.

Après avoir dressé la liste (*album senatorium*), les censeurs en donnent lecture du haut des *rostra* (*recitare senatum*) et l'affichent en public ⁶. La liste est rédigée conformément au rang de la plus haute magistrature, gérée par chaque sénateur. Viennent en premier lieu, les sénateurs curules, *qui sella curuli sederunt* : 1° les *consulares*, 2° le *prætorii*, 3° les *ædilicii curules*; en second lieu les sénateurs non curules; les anciens édiles de la plèbe, 2° les *tribunicii*, 3° les *quæstorii*, 4° s'il y a lieu, les sénateurs qui n'ont géré aucune magistrature ⁷.

Certains sénateurs étaient appelés *pedarii*. Étaient-ce les sénateurs qui n'avaient géré aucune magistrature, ou ceux qui n'avaient pas géré de magistrature curule. Cette seconde opinion paraît plus probable. Les sénateurs *pedarii*

¹ Liv., XXI, 63. — Cic., Verr., II, 5, 48, § 45.

² Dict. des antiq., v° Annales leges.

³ WILLEMS, Sénat, I, 204-207.

⁴ WILLEMS, Sénat, I, 494, 497.

⁵ Liv., XXIII, 23.

⁶ Liv., XXIII, 23.

⁷ Les *censorii* non consulaires étaient placés originairement seulement avant les édiles curules, puis les *censorii* furent mis avant les *consulares*. Tant qu'il y avait eu des dictateurs et des *magistri equitum* ils furent inscrits, les premiers, en tête de la liste, les autres après les *prætorii* (WILLEMS, Sénat, I, 248-258).

avaient les mêmes droits que leurs collègues? On l'a contesté. Il est évident du moins qu'étant consultés après les sénateurs curules, ils n'avaient pas l'occasion d'émettre et de motiver un avis personnel, car la question était ordinairement épuisée avant que vînt leur tour de parole; mais plusieurs témoignages prouvent qu'ils avaient le droit de parler¹.

Dans chaque catégorie de sénateurs, jusqu'au dernier siècle, les patriciens sont inscrits avant les plébéiens, les uns et les autres d'après l'ancienneté dans l'exercice de la magistrature. Depuis le dernier siècle avant J.-C., le principe d'ancienneté détermina seul le classement des sénateurs du même rang². Le sénateur placé en tête de la liste, *princeps senatus*, est un consulaire et jusqu'en 70 un patricien. Dans la demande d'avis faite par le magistrat président, il est interrogé en premier lieu. Il entre comme conciliateur dans les conflits qui s'élèvent entre des magistrats ou entre le sénat et le pouvoir exécutif³.

L'indépendance des censeurs dans l'exercice de la *lectio*

¹ WILLEMS, *Sénat*, I, 137-145. Aux derniers siècles il y avait jusqu'à 150 sénateurs curules, de sorte que le tour de parole arrivait rarement aux *pedarii*.

² WILLEMS, *Sénat*, 122, 123, 259. C'est ce qui expliqua pourquoi c'est au dernier siècle seulement que des plébéiens furent *principes senatus*.

³ WILLEMS, *Sénat*, I, 111 et suiv. Les *principes* connus ont tous été des *consulares* ou des *dictatorii* (p. 115). En 209, Cornelius Cethæus soutint contre son collègue Sempronius Tuditanus, qu'on devait nommer *princeps* le plus ancien *ensorius* vivant (Liv., XXVII, 41). Les *principes* qui furent *ensorii* sont : Q. Fabius Maximus Buteo, Q. Fabius Gurgès, M. Fabius Buteo, C. Fabius Maximus Verrucosus (209 et 204), P. Cornelius Scipio Africanus (199, 194, 189), L. Valerius Flaccus (184), M. Æmilius Lepidus (179), P. Cornelius Scipio Nasica (147 et 142).

fut restreinte par l'extension du *jus sententiæ dicendæ*¹, par les lois qui prononçaient comme sanction pénale la perte de la dignité sénatoriale ou l'inadmissibilité au sénat, et partout défendaient aux censeurs de choisir les citoyens ayant encouru cette pénalité² et par les lois qui imposaient aux censeurs l'obligation de déclarer le motif spécial pour lequel ils excluaient un sénateur³.

C'est que l'exclusion d'un sénateur ou la prétérition d'un citoyen ayant le *jus sententiæ dicendæ*, était une punition rigoureuse, dont les censeurs se sont servis parfois pour satisfaire des haines politiques ou personnelles. C'était une manifestation du *regimen morum*, cette puissance immense qui faisait d'eux en quelque sorte les chefs de la République et que nous allons maintenant étudier.

III.

Le regimen morum.

Les censeurs, dans l'exercice de leur surveillance sur les mœurs, avaient un moyen préventif et un moyen répressif. Le moyen préventif, c'étaient les édits dont nous avons déjà parlé, par lesquels les censeurs surhaussaient l'estimation des objets de luxe⁴ ou interdisaient certains faits.

Des édits furent rendus par les censeurs contre les écoles de rhéteurs⁵, contre les théâtres permanents⁶, con-

¹ Aux anciens édiles plébéiens, aux *tribunicii* (120-115 av. J.-C.) et aux *quæstorii* (81 av. J.-C.). (WILLEMS, I, 225-234).

² WILLEMS, *Sénat*, I, 213, 225.

³ WILLEMS, *Sénat*, I, 234.

⁴ PLUT., *Cato major*, 18.

⁵ GELL., XV, 41. — SÜET., *De clar. rhet.* — CIC., *De orat.*, III, 24 ; *De cens conclus.*, 35.

⁶ TERTULL., *De spect.*, 40.

tre l'édification sur les places publiques de statues sans une décision du sénat ou des peuples¹, contre le luxe de la table², contre les habillements somptueux³, contre les parfums étrangers⁴. Appius Claudius défendit aux musiciens de prendre part aux banquets sacrés, et, quand il fut édile, interdit d'employer plus de dix flûtistes aux convois des funérailles⁵. La loi des Douze-Tables défendait de polir le bois du bûcher, d'arroser le cadavre avec des vins parfumés, de la myrrhe ou d'autres liqueurs précieuses, d'enfouir de l'or dans les sépulcres, de dresser plusieurs lits pour le même mort, de jeter sur le bûcher plus de trois robes de deuil, etc.⁶.

Aucune pénalité n'était infligée aux contrevenants, mais un blâme les atteignait (*non placere*)⁷. Les censeurs pouvaient sans doute, prononcer une amende en vertu de leur *jus mulctationis*, mais les textes ne nous donnent d'exemples de ces amendes qu'en cas de contraventions aux réglemennts des censeurs en matière de voirie⁸. Ils pouvaient du reste considérer comme *opus censorium* les contraventions à un règlement quand l'édit était *tralatitium*⁹.

Les Romains attachaient une très grande importance à l'*existimatio* qu'ils appelaient *dignitatis illæ sæ status*. En vertu de leur *regimen morum*, les censeurs pouvaient

¹ PLIN., *H. N.*, XXXIV, 6, 14.

² PLIN., *H. N.*, VIII, 51, 57; XXXVI, 1, 2; XIV, 14.

³ PLIN., *H. N.*, XXXV, 17.

⁴ PLIN., *H. N.*, XIII, 3, 5. — PLAUT., *Most.*, I, 1, 41.

⁵ REGELSPERGER, p. 423.

⁶ CIC., *De leg.*, II, 23, 25.

⁷ GELL., XV, 11.

⁸ *Dict. des ant.*, p. 997. — MOMMSEN, II, 1, 358.

⁹ *Dict. des ant.*, p. 997.

diminuer l'*existimatio*. Ils le faisaient par la *nota censoria subscriptitia*.

La *nota* pouvait entraîner les punitions suivantes dont nous avons déjà parlé :

1° *Senatum novere* ou *præterire*.

2° *Equum publicum adimere*.

3° *Tribu movere* ou *tribum mutari jubere*.

4° *Tribubus omnibus movere, ærarium facere, in Cœritum tabulas referre*¹.

Nous avons vu quelle était l'étendue des pouvoirs des censeurs et les occasions où ils pouvaient exercer le *regimen morum*. Leur puissance atteignait tous les particuliers et les magistrats eux-mêmes pendant la durée de leurs fonctions², mais les femmes demeuraient soumises à l'autorité domestique³. On appelait *notio* ou *animadversio* l'examen des faits de nature à mériter une répression; *nota* ou *notatio* ou *subscriptio censoria* la décision inscrite sur les registres du cens. Les faits susceptibles de répression étaient désignés sous le nom d'*opus censorium*. On a confondu souvent *notio* et *notatio*⁴.

La décision d'un censeur pouvait être réformée par son collègue⁵, mais dans ce cas la *nota* demeurait inscrite sur le registre bien qu'elle demeurât sans efficacité ma-

¹ M. WILLEMS s'appuie sur l'expression *in cœritum* pour soutenir que la liste des *ærarii* n'a pu être dressée avant 353 avant J.-C. (*Dr. public*, p. 406). Le premier exemple d'un citoyen fait *ærarius* par les censeurs est de 434 av. J.-C. (Liv., IV, 24).

² Liv., XLI, 27.

³ Cic., *De rep.*, IV, 6. — DION., II, 25. — GELL., X, 23, 4.

⁴ *Dict. des antiq.*, p. 996. — MOMMSEN, II, 4, p. 348. — CIC., *pro Clu.*, 48-49; *pro Sest.*, 25; *De off.*, III, 32.

⁵ Cic., *De inv.*, I, 30, *pro Clu.*, 43. — Liv., XL, 54; XLV, 45; XLII, 40. — App., B. C., I, 28.

térielle¹. Les censeurs pouvaient-ils infliger une *nota* à un citoyen sans prendre aucune mesure se rattachant soit au cens soit à la *lectio senatus* soit à la *recognitio equitum*? La négative paraît probable, mais il est incontestable qu'ils avaient le droit de réprimande². Les censeurs n'étaient pas obligés de citer devant eux la partie intéressée. Aucune loi ne réglait le délit, la procédure ni la peine. Ils pouvaient juger d'après la notoriété publique et d'après leurs convictions, sans aucune formalité ni enquête, mais ils pouvaient aussi, sur l'accusation d'un tiers, provoquer la partie à se défendre³. Il n'y avait pas là de juridiction puisqu'aucune loi ne réglait la procédure : c'est donc dans un sens impropre qu'il est parlé quelquefois⁴ d'une *judicium censorium*⁵.

Les causes d'*ignominia* n'étaient pas régulièrement prévues. Les censeurs punissaient :

1° Les célibataires ayant atteint un certain âge qui ne pouvaient répondre affirmativement à cette question : *Tu ex animi sententiâ uxoremne habes?* Ils payaient l'*æs uxorium*, étaient placés parmi les *æerarii* et frappés d'*ignominia*⁶.

2° Ceux qui dissipaient leur patrimoine⁷ en cultivant mal les terres⁸ ou en faisant des dépenses de luxe pour leurs maisons, leurs tables; qui avaient plus de dix livres

¹ LIV., XXIX, 37; XXXIX, 42.

² *Dict. des antiq.*, p. 996-997.

³ CIC., *pro Cl.*, 43-45.

⁴ LIV., XXXIV, 42. — VAL. MAX., IV, 4, 40. — CIC., *pro Cl.*, 48. — GELL., IV, 20, 8.

⁵ *Dict. des antiq.*, p. 996.

⁶ PLUT., *Cam. r.* — LIV., *Epist.*, 59. — CIC., *De leg.*, III, 3. — VAL. MAX., II, 9, 4.

⁷ ASCON. *ad Cic. Orat.*, p. 84 (cité par HUMBERT).

⁸ GELL., IV, 42. — PLIN., *H. N.*, XVIII, 3.

de vaiselle d'argent¹. On frappait de surestimation leurs meubles précieux avec *notatio* infamante et on les excluait parfois du sénat.

3° Ceux qui faisaient preuve à l'armée d'un défaut de courage².

4° Ceux qui négligeaient les *sacra privata* ou les honneurs funèbres dus aux parents³.

5° Les parjures et ceux qui commettaient des fraudes dans la déclaration des auspices⁴.

6° Ceux qui avaient présenté un sénatus-consulte avant le lever ou après le coucher du soleil⁵.

7° Les magistrats qui avaient abusé de leur pouvoir et les juges prévaricateurs⁶.

8° Ceux qui avaient désobéi ou manqué de respect aux autorités⁷.

9° Les censeurs punissaient enfin la brutalité ou la cruauté envers la femme, les enfants ou les esclaves, la mauvaise éducation donnée aux enfants, les orgies nocturnes, la cruauté mêlée à la débauche, la répudiation arbitraire d'une épouse légitime, etc.⁸; ceux qui s'adonnaient à un métier déshonorant⁹. Plusieurs de ces faits

¹ GELL., XVII, 24, 39. — VAL. MAX., II, 9, 5. — VELL., II, 40. — PLUT., *Sylla*, I.

² LIV., XXIV, 48; XXVII, 44; XLIII, 44, 45. — VAL. MAX., II, 9. — FRONTIN., *Strat.*, IV, 4, 22.

³ CIC., *De div.*, I, 46.

⁴ CIC., *De off.*, III, 32. — VAL. MAX., II, 9. — LIV., XXII, 6; XXIV, 48. — ZONAR., IX, 2.

⁵ GELL., XIV, 7, 8.

⁶ CIC., *pro Clu.*, 42, 47.

⁷ GELL., IV, 20. — LIV., IV, 24. — CIC., *De orat.*, II, 64. — VAL. MAX., II, 9.

⁸ LIV., XXXIX, 42. — CIC., *De senectute*, 42. — VAL. MAX., II, 9, 4, 93. — PLUT., *Cato major*, 47; *Flam*, 49. — ZONAR., VII, 56.

⁹ LIV., VII, 2.

tombaient sous le coup des punitions infligées par les préteurs ou les édiles.

La *nota censoria* n'était pas en effet la seule flétrissure connue de l'*existimatio*. L'*infamie* qui résultait de l'édit des préteurs avait une grande importance.

L'*infamie*, dit Savigny, consiste dans la perte de tous les droits politiques du citoyen romain *jus honorum*, *jus suffragii*, restriction du *jus connubii*, du droit de paraître en justice¹.

L'*infamie*, ajoute-t-il², reposait sur des règles anciennes et précises, sur des traditions non douteuses, elle ne dépendait d'aucune volonté bien que dans certains cas elle dût être prononcée : puis on y suppléa par le pouvoir conféré aux censeurs d'infliger selon leur conscience le déshonneur à différents degrés.

La *nota censoria* a des caractères spéciaux qui la distinguent de toute autre punition au point de vue de la procédure, des causes, des effets.

1° Aucune procédure n'est imposée aux censeurs.

2° Ils peuvent punir tout acte qui leur semble contraire au *mos majorum*.

3° Les effets de la *nota censoria* cessent au recensement suivant. Souvent on y verra le *notatus* reprendre son ancienne place au sénat ou dans sa tribu; il pourra même devenir censeur à son tour³.

4° La *nota censoria*, comme l'*infamie* du reste, n'entraîne qu'une *minutio existimationis* et non pas une *capitis minutio*. Le citoyen qui en est atteint reste libre et ci-

¹ SAVIGNY, *Traité de droit romain* (1858), II, 467-225, 465-496.

² P. 493.

³ LIV., IV, 34. — CIC., *pro Cl.*, 42. — VAL. MAX., II, q. 9. — ASCON., *ad Cic. div.*, 3.

toyen. Mais il ne conserve pas *dignitatis illæsæ statum moribus comprobatum* : seuls ceux qui avaient été relégués parmi les *æerarii* pendant le *jus suffragii*, et, en même temps, le *jus honorum*, qui, aux yeux des Romains, en était le corollaire¹.

« La sentence judiciaire et la sentence censoriale, dit Ihering, sont des termes opposés comme le droit et la morale. La première s'appuie sur la base objective de la loi et devient immuable dès qu'elle est rendue. Le jugement de censeur, au contraire, contient l'expression du sentiment moral subjectif, il est susceptible d'appel. Le censeur ne prononce point de peines affectant la fortune, la liberté ou la personne, mais il dispose de l'arme dont le sentiment de la moralité publique outragée se sert partout : il dispose de l'opinion publique. La désapprobation publique, première conséquence d'un pareil outrage, se traduit chez le censeur par la *nota censoria*, par le blâme public. A celle-ci s'ajoute comme le plus haut degré de la peine censoriale, l'exclusion de la communauté politique à laquelle appartenait le coupable, sénat, chevalerie, tribu. Elle a également son prototype dans l'exclusion du fait de toutes relations communes dont l'opinion publique frappe spontanément, d'habitude, l'indigne. »

¹ MOMMSEN, I, 42.

CHAPITRE VIII.

ATTRIBUTIONS FINANCIÈRES DES CENSEURS. — ADMINISTRATION DES TRAVAUX PUBLICS. — JURIDICTION ADMINISTRATIVE.

Nous allons examiner dans ce chapitre :

- 1° Les principales recettes du trésor ;
- 2° Les principales dépenses ;
- 3° L'administration des travaux publics ;
- 4° La juridiction administrative.

Mais, comme le recouvrement des impôts, et l'exécution des travaux publics et les fournitures à faire aux services publics, étaient généralement donnés à l'entreprise, nous commencerons par donner quelques renseignements sur les adjudications, les cahiers de charges et les sociétés de publicains.

I.

Les adjudications. — *Leges censoriæ* ¹.

Les censeurs mettaient en adjudication la ferme des revenus indirects ², les fournitures habituelles, telles que les chevaux des *ludi circenses*, la peinture de la statue de Jupiter, la nourriture des oies du Capitole, etc. ³, et les travaux publics. Les revenus du domaine étaient perçus par des adjudicataires.

¹ *Dict. des antiq.*, v° *Censoria locatio*. — WILLEMS, *Sénat*, II, 373.

² PLIN., *H. N.*, XVIII, 3.

³ PLIN., *H. N.*, X, 26. — CIC., *pro Rosc.*, 20. — VARR., *L. L.*, VI, 92. — LIV., XXIV, 48.

Il était interdit aux sénateurs de prendre à ferme les *vectigalia* ou l'entreprise des travaux publics¹.

La ferme des *vectigalia* était adjugée pour cinq ans à des particuliers ou plus ordinairement à des sociétés de spéculateurs appelés *publicani*. Ils étaient représentés par un *manceps* qui enchérissait en son propre nom ; les autres associés répondaient pour lui ou engageaient pour lui leurs biens². Ces sociétés pouvaient former un être moral (*corpus*)³, avoir une raison sociale, un *actor* ou *syndicus* qui les représentait, un *magister* à Rome, un *pro magistro* au dehors, des employés, etc.⁴.

La *lex censoria* déterminait les lieux et termes du paiement de prix, les causes de résiliation, de remise, d'immunité⁵.

Elle écartait des enchères⁶ les personnes *minus idoneæ*, tuteurs, curateurs⁷, reliquataires d'anciens *vectigalia* non payés et en général les débiteurs de l'État⁸, les mineurs de vingt-cinq ans⁹ et ceux qui avaient réclamé près du sénat contre une adjudication par eux souscrite (*ludificati priorem locationem*)¹⁰.

La *lex censoria*¹¹ déterminait les sûretés que devait présenter l'adjudication.

¹ MOMMSEN, II, 335.

² CIC., Verr., II, 4, 54 ; *pro Planc*, 43. — POLYB., VI, 7.

³ La mort d'un des associés-directeurs, seule, dissolvait la société (*Dig.*, XVII, 2).

⁴ CIC., Verr., II, 70, 74 ; *ad Fam.*, XIII, 65 ; *ad Att.*, V, 45 ; XI, 40 ; *pro Planc.*, 43.

⁵ *Dict. des antiq.*, v^o *Censoria locatio*, p. 4002. — CIC., *De prov. Consul.*

⁶ *Submittere sub hastâ*.

⁷ *Dig.*, *De locat.*, XIX, 2.

⁸ *Dict. des antiq.*, v^o *Censoria locatio*.

⁹ *Dig.*, XXXIX, 4 ; *De publ.*, *Dig.*, XLIX, 45.

¹⁰ LIV., XXXIX, 44 ; XLII, 46.

¹¹ *Dictionn. des antiq.*, v^o *Cautio*, par G. HUMBERT, p. 976-977.

Ces sûretés consistaient le plus souvent, outre l'obligation formelle du débiteur principal, en l'engagement de débiteurs accessoires (*prædes*) ou en immeubles (*prædia*)¹ qui garantissait l'exécution de la dette². La dette était contractée au moyen d'une solennité verbale par le débiteur et par les cautions³ ou *prædes*. Suivant Mommsen, cette formalité aurait cessé d'être exigée plus tard des débiteurs de l'État⁴. Mais, dans tous les cas, un acte était dressé pour constater l'engagement, et déposé à l'*ærarium*⁵. Le magistrat devait apprécier la solvabilité du débiteur principal et des obligés accessoires et la valeur du patrimoine ou des biens engagés, il se servait pour cela, au besoin, d'experts appelés *cognitores*⁶. Primitivement, tout le patrimoine du débiteur en demeure était vendu en masse (*bonorum sectio*)⁷. La contrainte par corps existait contre l'*addictus*, mais le bénéfice de cession fut introduit par la loi Julia. En rejetant l'ancien usage de vendre le débiteur⁸, on garda les expressions *debitorem vel prædes vendere*⁹. On en vint même à se contenter, lors de l'adjudication, de gages spéciaux, immobiliers, affectés à la sûreté du trésor (*prædia subsegnata*)¹⁰ par déclaration verbale consignée par écrit.

¹ CIC., *pro Flacco*, 32; *De leg. ag.*, III, 2.

² LIV., XXII, 60.

³ PAUL DIACRE, p. 223, éd. Miller.

⁴ *Staatsrecht von Salpensa*, p. 467.

⁵ PLUT., *Quæst. rom.*, 42.

⁶ *Lex Thoria*, lici 72; *Lex Malac.*, l. 60; *Lex Puteol.*

⁷ GAIUS, *Comm.*, IV, 146; LIV., II, 44; XXXVIII, 58, 60. — CIC., *pro Rosc.*, 29, 43; *Philipp.*, II, 26.

⁸ GELL., XX, 1.

⁹ CIC., *Verr.*, I, 54. — PLUT., II, 31.

¹⁰ CIC., *pro Planc.*, 32.

La *lex censoria* était publiée par un affichage au *Forum* et peut-être dans les *acta publica*.

Le fond de la *lex censoria* ou la formule des conditions générales, que nous étudierons pour chaque espèce d'adjudication, se transmettait d'une censure à l'autre, sauf les modifications que les circonstances pouvaient exiger.

L'adjudication avait lieu publiquement à Rome, probablement sur le *Forum*, au mois de mai¹.

Les censeurs, assistés de leurs scribes ou greffiers et d'un héraut procédaient aux enchères publiques. Ils prononçaient l'adjudication lorsque le prix offert leur paraissait convenable, et ils exigeaient les garanties promises.

L'adjudication des *vectigalia* commençait par celle de la pêche du lac Lucrin, parce que l'étymologie prétendue du nom de ce lac (*lucrum*) paraissait de bonne augure², et l'adjudication des fournitures par celle de la nourriture des oies du Capitole³.

Sauf exception, les baux étaient de cinq ans⁴. Ils étaient subordonnés à l'approbation du sénat, qui parfois ordonnait de nouvelles enchères quand le prix des anciennes avait paru excessif ou trop faible⁵. Un tribun proposa aux tribus d'annuler toutes les adjudications faites par deux censeurs, sous prétexte qu'ils avaient écarté des enchères par un édit ceux qui avaient pris part aux fermes sous une censure précédente⁶.

¹ CIC., *De leg. agr.*, I, 3; II, 24. — MACROB., *Sat.*, I, 42. — SMITH, *Diction. of greek and roman antiquities*, v° *Censor*.

² IHERING, III, 298.

³ PLUT., *Q. r.*, 98. — PLIN., *H. N.*, X, 22. — CIC., *pro Rosc. Am.*, 20.

⁴ VARR., *L. L.* VI, 2. — CIC., *ad Att.*, VI, 2.

⁵ LIV., XXXIX, 44. — PLUT., *Cato major*, 49. — CIC., *ad Att.*, I, 47. — APP., *B. c.*, II, 43. Cf., WILLEMS, *Sénat*, III, 375.

⁶ LIV., XLIII, 46.

Les consuls firent, après l'abolition de la censure par Sylla, les *locationes*¹.

Le préteur protégeait par un interdit prohibitif quiconque avait le droit d'occuper un lieu public pour en jouir ou y faire des travaux, en vertu de la *locatio censoria*².

II.

Budget des recettes.

Les principales recettes, dans le budget de Rome, étaient :

1° Le *tributum ex censu*.

2° Les revenus du domaine;

3° Les impôts indirects.

Les censeurs, en formant les tables du cens et les rôles y annexés des *equites*, des *ærarîi*, des *cœlibes*, des *orbi* et des *viduæ*, déterminaient les impôts directs afférents à ces différentes classes de personnes. Chaque *paterfamilias* majeur payait l'impôt *tributum ex censu proportionione census*³, d'ordinaire 1 pour 1,000, parfois 2 pour 1,000, ou plus, d'après la décision du sénat⁴.

¹ Cic., *Verr.*, 450.

² Dig., *De loco publ. fruendo* : XLIII, 9. « Prætor ait : quio minus loco publico quem is cui locandi jus fuerit fruendum alicui locavit, ei qui conduxit socione ejus e lege locatione fieri liceat, vim fieri voto. Interdictum hoc publicæ utilitatis causâ proponi palam est : tuetur enim vectigalia publica, dum prohibetur quisque vim facere ei, qui id fruendum conduxit. »

³ MARQUARDT, II, p. 457.

⁴ VARR., *D. L. L.*, 5, 184. — « L'unité monétaire est l'*as* (5 centimes au temps de César) qui contient 2 semis, 3 fois le *triens*, 4 fois le *quadrans* et 12 fois le *stips*. Les monnaies d'argent principales sont le *denier* (16 as = 0.82); primitivement il ne contenait que 10 as; — le *quinare* (8 as); — le *sesterce* ou *nummus* (4 as) et la *libella*, égal en

Les *œrarii* payaient un *tributum* spécial; les *municipes sine suffragio* celui que le sénat leur imposait.

Ceux que la *nota censoria* avait fait *œrarii* et les *infâmes* payaient le *tributum ex censu* arbitrairement multiplié par les *censuri*.

Les *orbi* et les *viduæ* paient l'æs *hordiarium*. L'impôt des *orbi* fut, dit-on, établi par Camille¹.

Le *tributum ex censu* servait surtout aux dépenses militaires ou à des dépenses extraordinaires, et ne dut donc être perçu régulièrement que depuis l'introduction de la solde. Il arrivait aussi que si le butin de la guerre était suffisant, les sommes versées avant la guerre étaient rendues aux citoyens².

Il était levé par les *tribuni œrarii* à charge par ceux-ci de payer la solde militaire. Les *tribuni œrarii* étaient, d'après M. Mommsen, les anciens *curatores tribuum*. Plus tard, à l'époque de la seconde guerre punique, et

valeur à l'as, créée au III^e siècle avant Jésus-Christ pour le remplacer. La principale monnaie d'or était l'*aureus*, valant 400 as (20 fr. 38). Le sesterce s'indique dans les mss. et les inscriptions par H. S., c'est-à-dire L (ibra), L (bra), S (emis) = 2 livres 1/2 (le sesterce valait primitivement 2 as 1/2). L'emploi d'expressions telles que *septem millia sestertiorum* ou *sestertium* par abréviation *septem sestertium*, donna lieu au mot *sestertium*, qui signifia grand sesterce, c'est-à-dire 4.000 H. S. Donc *duodecim millia sestertium* signifie 42 millions de sesterces. De même les adverbes numéraux en *es* joints à *sestertium* désignent les centaines de mille de sesterces; ainsi *decies sestertium* = 4 million de H. S. Dans un mss. H. S. M. C. peut désigner également 4.400 sesterces et *millies censies*, c'est-à-dire 440 millions de sesterces. Quand les chiffres romains qui suivent H. S. sont surmontés d'un trait, on sous-entend *decem millia* » (REINACH, *op. cit.*, p. 340, note 4).

¹ PLUT., *Cam.*, 2.

² WILLEMS, *Sénat*, II, 355. — En 214 et 210, il fut levé, d'après le cens, des contributions extraordinaires (*Ibid.*, 359; Liv. XXIV, 11; XXVI, 35).

peut-être dès 321, le *tributum* fut versé directement au trésor¹.

Le droit d'ordonner la perception du *tributum* appartenait aux consuls sans qu'un sénatus-consulte fût nécessaire. Après une guerre heureuse, on ne l'ordonnait pas, et le *tributum* ne fut plus exigé à partir de la victoire de Paul-Émile sur la Macédoine (167 av. J.-C.)².

Le *tributum ex censu*, dit M. Humbert, n'était pas, à proprement parler, un impôt foncier, puisqu'il portait sur l'ensemble de la fortune; néanmoins, les immeubles étaient désignés par région et estimés dans le registre du cens et dans les livres censiers ou du cadastre, tenus par les *curatores* et les *magistri*. Mais les étrangers qui, ayant obtenu le *jus commercii*, possédaient une propriété immobilière dans ce territoire devaient payer un impôt direct et foncier, à raison de cet immeuble compris au cadastre, peut-être figuraient-ils pour cet impôt dans la liste des *æerarii*³.

Les *tabulæ censoriæ* étaient remises aux *curatores tributum* et aux *magistri pagorum*, plus tard aux *tribuni æerarii*, citoyens riches qui ne pouvaient se soustraire à cette charge. C'est à eux que s'adressaient les scribes des questeurs.

C'étaient aussi les *scribes* des questeurs qui pourvoaient au recouvrement des *vectigalia* dus en vertu des baux administratifs, passés par les censeurs.

Le domaine public comprend des terres en Italie et dans les provinces. En Italie, le peuple romain enlève en règle générale à chaque *civitas* au moins le tiers de son terri-

¹ WILLEMS, *Dr. public*, p. 463; *Sénat*, II, 357.

² WILLEMS, *Sénat*, II, 356, 358-359. — Cic., *De off.*, II, 22.

³ *Dict. des antiq.*, v° *Æerarium*, p. 444.

toire dont il fait son propre domaine : *ager publicus*¹. Les terrains cultivés qui ne sont ni vendus ni distribués aux citoyens employés à la fondation d'une colonie sont mis en location (*agrum fruendum colere*)². Les prairies et les parties boisées (*pascua*, *ager scripturarius*) sont réservées à l'usage commun contre le paiement d'une redevance (*scriptura*), établi sur le nombre des têtes de bétail³. Enfin les terrains incultes, vagues, sont concédés à l'occupation des citoyens (*agri occupatorii* ou *arceifinales*), contre une redevance d'un dixième sur les moissons et d'un cinquième sur les fruits des arbres; les parties occupées s'appelaient *possessionses*, et l'occupant n'était que *possessor*, mais sa possession était protégée par des interdits⁴.

En province, les *civitates fœderatæ* et les *civitates liberæ immunes* avaient, par tolérance, la *possessio* de leur sol⁵ (*ager privatus ex jure peregrino*). Quant au reste du sol, il appartenait au peuple. L'État en donne une partie⁶, en vend d'autres et en assigne à des colonies de citoyens ou de latins⁷. L'*ager datus assignatus* aux colons (*ager colonicus*) est un *ager privatus ex jure quiritium* exempt d'impôt et qui seul est l'objet d'un *dominium*. Dans les autres cas, la terre reste en droit strict *ager publicus*; elle peut devenir *ager privatus vectigalisque* : son acquéreur n'a que la *possessio*, et il doit à l'État

¹ DION., II, 35, 50. — LIV., I, 38; II, 25; VII, 27; X, 4.

² LIV., XXVII, 3, 44; XLII, 49. — SICUL. FLAC.

³ VARR., *De r. r.*, II, 4. — CIC., *pro Leg. Man.*, 6, § 45. — APP., B. c., I, 7.

⁴ CIC., *De leg. agr.*, III, 3. — FLOR., III, 47.

⁵ WILLEMS, *Dr. public*, 351.

⁶ WILLEMS, *Sénat*, II, 347. — LIV., II, 43. — PLUT., *Popl.*, 46. — DIONYS., V, 35, 36, 40.

⁷ WILLEMS, *Sénat*, II, 347-348.

un *vectigal* minime qui, en fait, n'est pas perçu¹. Une autre partie de l'*ager publicus*, la plus considérable, c'est-à-dire des terres arables des *pascua*, était louée par les censeurs (*ager censorius*), et était frappée d'un *vectigal impositum*. On appelait parfois ces fonds *ager publicus stipendiarius datus assignatus*. Mais l'usufruit même n'était jamais garanti. Quand on laissait leurs terres aux anciens propriétaires comme *ager datus assignatus*, ils n'avaient plus que la *possessio* de l'*ager permissus* qui, en droit, restait *ager publicus*, et ils devaient payer des contributions annuelles².

Les patriciens étaient d'abord, dit-on, les seuls détenteurs de l'*ager publicus*. Licinius Stolon, par la première loi agraire, défendit qu'on possédât plus de cinquante *jugera* de terres domaniales ou qu'on envoyât dans les *pascua* plus de cent têtes de gros bétail ou de cinq cents de petit, fit distribuer à chaque citoyen pauvre sept *jugera*, et établit ou rétablit la dime et les diverses redevances dues par les possesseurs de l'*ager publicus*³. Mais les riches savaient déguiser l'origine de leurs *possessions* et éluder la loi *Licinia* en faisant passer à des prête-noms ou à leurs fils émancipés avant l'âge ce qu'ils auraient dû restituer à l'État. Licinius lui-même fut condamné en 357 pour avoir possédé cent *jugera*. En 291, il fallait 2,000 travailleurs à un consul pour défricher ses bois. Des amendes nombreuses furent en vain prononcées⁴. Mais on laissait ces terres en pâturages, pour

¹ On appelle *certum vectigal* celui qui n'était qu'exigible, *verum vectigal* celui qui était réclamé.

² DESJARDINS, *Géographie de la Gaule romaine*, II, 293-297. — WILLEMS, *Sénat*, II, 338.

³ DURUY, I, 282.

⁴ DURUY, I, 283. — LIV., X, 43; X, 23.

avoir un revenu sûr qui ne craignait ni l'ennemi ni les intempéries, ni le manque de bras¹. Les Gracques crurent possible de régénérer la plèbe par le travail en lui donnant des terres; César fit rendre en 58 la loi *Julia agraria*; la plèbe préféra les distributions de blé qui ne lui demandaient aucun travail². La loi Tullia avait assuré aux nobles leurs possessions.

L'édit indiquait le nombre de bestiaux à admettre sur les pâturages publics³, le mode de jouissance.

Nous voyons en 54 les censeurs borner les rives du Tibre en exécution d'un sénatus-consulte. C'est le sénat qui décrétait les mesures nécessaires pour empêcher les empiètements sur les propriétés de l'État⁴.

Les censeurs louaient encore la pêche des lacs et des fleuves⁵, les eaux des aqueducs⁶ et des cloaques⁷, ils affermaient les *metalla* (*salinæ, aurifodinæ*, etc.⁸), et enfin les *portoria* ou droit de douane sur les marchandises et objets de luxe en Italie et en province, excepté sur le territoire des *civitates fœderatæ* et des *civitates liberæ immunes*. Les *portoria* étaient d'un produit considérable : à Syracuse le droit était d'un vingtième de la valeur des objets. En général, il était de 2,50 0/0 *ad valorem*; en Espagne, 1,50 seulement. Ce n'étaient que des droits de péage et de circulation : les Romains n'avaient pas d'in-

¹ DURUY, I, 283.

² REINACH, p. 286.

³ *Lex thor. agra*, 42. — EGGER, *Lat. sermon. reliq. vet.*, 1843, p. 227.

⁴ WILLEMS, *Sénat*, II, 345.

⁵ DUREAU DE LA MALLE, II, 423.

⁶ *Journal des sav.*, 1882, p. 117. — DUREAU DE LA MALLE, II, 475.

⁷ DUREAU DE LA MALLE, II, 479.

⁸ DURUY, II, 479, note 3. — DUREAU DE LA MALLE, II, 444.

dustrie nationale à protéger et n'ont jamais songé à des tarifs protecteurs¹. Les censeurs pouvaient, avec l'autorisation expresse ou tacite du sénat, modifier le tarif des droits, au moyen de leurs édits². Ils déterminaient par exemple le prix du sel à vendre au peuple par les adjudicataires de l'exploitation des salines³. L'édit déterminait quels esclaves étaient assujettis (en Sicile) aux droits d'entrée ou de sortie et dans quels cas ils l'étaient⁴. Il exemptait ceux qu'un maître conduisait chez lui pour son usage. Il prononçait les peines à payer en cas de contravention (*commissura*) et la confiscation des objets introduits en fraude des droits⁵.

Les publicains et leurs agents exploitaient savamment les provinciaux. Tout allait bien pourvu qu'on ne causât aucun dommage aux citoyens romains. Quand les provinciaux n'avaient pas de quoi payer les *vectigalia* énormes qu'on leur imposait, leurs terres et leurs fruits étaient là pour répondre. Le créancier romain prêtait par exemple 1.000 sesterces à un provincial qui le versait au proconsul, quitte pour celui-ci à en conserver une partie, et on inscrivait au débit du provincial 2.000 sesterces producteurs d'intérêts à 24, 30, 48 pour cent. Les fonds laissés au sujet de Rome passaient ainsi aux mains des grands fermiers citoyens romains, *aratores pecuarii*⁶. Parfois ils

¹ CAGNAT, *Etude historique sur les impôts indirects chez les Romains*, 1882. — DARESTE, *Journal des savants*, 1882, p. 505.

² LIV., IV, 87, 44, § 4.

³ LIV., XXIX, 37.

⁴ Dig., *De verbor. signific.*, 4, 16.

⁵ Dig., *De public.*, XXXIX, 4. — QUINTIL., *Declam.*, 359. — CIC., *Leg. ag.*, II, 23.

⁶ DESJARDINS, II, 338. — DURUY, II, 615-616; 620-621. — WAL-LON, II, 40.

augmentaient dans des proportions considérables le *portorium* des vins : à Toulouse, un agent de Fonteius, Titurius, frappait de quatre deniers chaque amphore de vin, soit 12 centimes par litre¹. Des populations entières furent parfois vendues pour libérer envers les publicains les villes ou les rois².

L'édit du préteur punissait d'une peine pécuniaire de double les dommages ou vols commis par les publicains ou leurs esclaves à l'occasion de la perception³. Mais les lois furent inutiles, et on comprend que les provinciaux aient été avides de vengeance : en un jour, quand Mithridate commença la guerre, l'Asie égorga 100.000 Romains⁴.

III.

*Budget des dépenses*⁵.

Le budget des dépenses publiques était dressé par les censeurs pour cinq ans.

Les sources de dépenses étaient :

1° Les travaux publics qui nous occuperont dans le paragraphe suivant ;

2° La *cura annonæ*. La diminution constante de la culture des blés en Italie imposa à l'État le devoir de se pourvoir lui-même de blé en province et de le vendre à Rome à un prix égal et modéré, le prix fut réduit puis supprimé. La *cura annonæ* était confiée aux édiles⁶.

¹ DESJARDINS, II, 345.

² DURUY, II, 384. — WALLON, II, 44-42. — MADVIG, III, 73.

³ Dig., XXXIX, 4.

⁴ Plutarque (*Sylla*, 31) dit même 150.000, mais Valère Maxime n'en compte que 80.000 (IX, 2).

⁵ WILLEMS, *Dr. public*, 343.

⁶ WILLEMS, *Dr. public*, 345. — *Dict. des antiq.*, v° *Annon*. — PIGEONNEAU, *De annonâ*.

3° L'administration. Les frais de l'administration se bornaient au salaire des *apparitores*, et aux sommes allouées annuellement aux gouverneurs de province pour frais de voyage, fournitures au personnel de leur suite, à l'achat et à l'entretien du matériel des bureaux, etc. ¹.

4° Les *sacra publica*.

5° Les dépenses militaires. Une caisse militaire accompagnait l'armée.

6° Les dépenses extraordinaires : distributions gratuites d'huile ou de vin (*congiaria*), récompenses nationales, réception des ambassadeurs étrangers, envoi d'ambassades, funérailles des grands citoyens, etc. ².

Le service du *sacra publica* était assuré en partie par des fondations ou propriétés concédées par les rois ; l'État fournissait des animaux pour les sacrifices, et dans certains cas, affectait un impôt spécial à des temples. Un droit sur les décès était attribué au temple de Libitina, un autre sur les naissances au temple de Lucina, un droit sur la prise de la robe virile au temple de Juventus, certaines confiscations au temple de Cérès. Les censeurs pourvoient à l'entretien des oies du Capitole ³.

Le sénat pouvait seul ouvrir des crédits aux différents magistrats. Les questeurs ne pouvaient sans son avis délivrer de fonds. Les consuls avaient cependant en cette matière des pouvoirs un peu plus étendus ⁴.

La comptabilité des questeurs était tenue par les *scribæ aerarii* au moyen de codices *empti et depensi*. On conver-

¹ WILLEMS, *Dr. public*, 344. — *Dict. des antiq.*, v° *Œrarium*, p. 411. — WILLEMS, *Sénat*, II, 380.

² *Dict. des antiq.*, v° *Œrarium*, p. 412.

³ *Dict. des antiq.*, v° *Œrarium*, p. 411.

⁴ *Dict. des antiq.*, v° *Œrarium*, p. 413.

tissait en lingots d'or et on conservait dans l'*ærarium Saturni sanctius* pour les dépenses extraordinaires l'argent produit par la *vicesima libertatis*.

Il n'y avait pas à Rome de contrôle sérieux de la gestion financière. Parfois le sénat votait des enquêtes ou ordonnait le dépôt immédiat des comptes ¹.

IV.

Travaux publics.

Les travaux publics étaient, suivant Polybe, la plus forte source de dépenses ².

Le sénat ouvrait aux censeurs un crédit considérable sur le produit des *vectigalia*. Ce crédit montait à la moitié et quelquefois à la totalité des *vectigalia* ³.

Les censeurs, suivant leur convenance, l'employaient en commun ou se le partageaient afin d'en disposer séparément ⁴.

Ils devaient :

1° Exercer la protection (*tuitio*) des propriétés publiques contre les empiétements des particuliers;

2° Faire exécuter des travaux neufs.

Leurs pouvoirs furent étendus peu à peu à l'Italie entière et ils furent en quelque sorte les ministres des travaux publics de la République.

Le droit de *tuitio* était, en l'absence des censeurs, exercé par les consuls ou les préteurs. Quant aux édiles, leur compétence était sans doute, pendant l'exercice des

¹ WILLEMS, *Sénat*, II, 459, 463.

² WILLEMS, *Sénat*, II, 392.

³ Liv., XL, 46; XLIV, 46.

⁴ Liv., XL, 54; XLIV, 46. — POLYB., VI, 47.

censures, limitée aux travaux d'entretien pris sur le produit de leurs amendes. On les voit cependant faire établir une pente ou montée (*clivus publicus*) pour faire parvenir les voitures sur l'Aventin. La loi *Julia municipalis* donna en outre aux édiles, en matière de pavage, certaines attributions qui paraissent avoir été réservées auparavant aux censeurs; les riverains devaient exécuter les travaux dès qu'ils étaient jugés nécessaires par les édiles, qui, lorsqu'ils n'étaient pas faits, les faisaient adjuger à un entrepreneur : l'adjudication annoncée dix jours à l'avance, avait lieu au Forum par les soins du questeur urbain¹. C'était l'édit des édiles qui défendait de laisser courir sur la voie publique des animaux dangereux, tels que chiens, porcs, lions et panthères².

Dans l'origine, toute l'eau des aqueducs était réservée aux usages publics. Les premières concessions eurent pour objet unique l'*aqua quæ ex lacu humum accidit* et furent réservées aux bains et aux fontaines. Mais plus tard, toute maison eut une concession. Il fallait éviter les abus; celui qui prenait de l'eau sans y avoir droit encourait la confiscation de son fonds. Toute contravention était punie d'une forte amende : 100.000 sesterces pour toute dégradation³.

La conservation des *loca publica* contre les entreprises des particuliers par les édits des censeurs, était sanctionnée par le droit de prendre des gages et de prononcer des amendes⁴.

¹ REGELSPERGER, *De l'édilité*, p. 443-434.

² *Ibid.*, p. 446-449.

³ *Journal des savants*, 1882, p. 447-448. — DUREAU DE LA MALLE, II, 477.

⁴ *Dict. des antiq.*, v° *Aquæductus*, par LABATUT, p. 344. — LIV., XXXIX, 44.

Quant aux travaux neufs, nous voyons les censeurs faire faire des routes¹, des aqueducs², des basiliques, des portiques, des fontaines, des cirques³.

En 312, Ap. Claudius et C. Plautius conduisirent à Rome une source éloignée de plus de onze milles, qu'ils firent couler tantôt dans des conduits souterrains, tantôt dans des rigoles supportées par des arcades en maçonnerie⁴. M. Curius Dentatus commença pendant sa censure en 273 et Fulvius Flaccus acheva un nouvel aqueduc qui prenait en dessus de Tibur l'eau de l'Anio : il avait une longueur de 43,000 pas⁵. Les censeurs Cn. Servilius Cæpio et L. Cassius Longinus, construisirent en 26 av. J.-C. l'*aqua Tepula*, qui amenait au Capitole l'eau prise dans le champ de Lucullus au 10^e milliaire de la voie latine⁶.

Les censeurs pouvaient provoquer l'expropriation des terres qu'il était nécessaire d'occuper⁷. Nul ne pouvait empêcher de faire passer les matériaux à travers sa propriété⁸.

L'exécution des travaux était confiée à des entrepreneurs appelés *conductores* ou *redemptores*, qui étaient d'avoir un certain nombre d'esclaves employés constamment aux entretiens et réparations (*restituere, reponere, reficere, resarcire*). On inscrivait sur les registres (*tabulæ publicæ*) les noms de ces ouvriers, l'ouvrage dont ils étaient char-

¹ LIV., IX, 29. — DIOD., XX, 36.

² LIV., IX, 29; XL, 51. — *Dict. des antiq.*, v^o *Aquæductus*, p. 339.

³ LIV., IX, 43; XXXIX, 44.

⁴ FRONTIN, *De aquæd.*, 4, 5. — LIV., IX, 29. — DIOD., XX, 36. — ORELLI, *Insc.*, 508.

⁵ FRONTIN. 6. — AUR. VICT., *Vir. ill.*, 43. — ORELLI, 3203.

⁶ PLIN., XXXVI, 15, 24. — FRONTIN, 8.

⁷ *Dict. des antiq.*, p. 999, 344.

⁸ FRONTIN. 125.

gés, et le quartier où ils devaient l'exercer, les censeurs pouvaient ainsi exercer leur contrôle¹.

La *lex Puteolana* autorise l'avance de la moitié du prix à l'entrepreneur dès qu'il aura fourni les sûretés immobilières exigées, le paiement de l'autre moitié après l'approbation des travaux par vingt jurés du *consilium* de la cité². A Rome, ce soin appartenait aux censeurs et, à leur défaut, aux préteurs ou aux édiles commissionnés à cet effet³.

Les censeurs se réservaient le droit d'approuver les ouvrages (*probare*) et de les inscrire comme reçus (*in acceptum referre*) sur leurs registres (*tabulæ*), formalité nécessaire pour le paiement du prix de bail par les questeurs de l'*ærarium*⁴. La loi *Julia repetundarum* défendait de porter comme reçus aucuns travaux publics avant leur achèvement et leur approbation réelle⁵.

Les actes de l'administration des *locationes* étaient constatés par écrit, au moyen des *scribæ* et des *servi publici* qui entouraient les censeurs. Les baux et réceptions étaient enregistrés dans les *tabulæ censoriæ* et placés d'abord aux archives (*tabularium*) des censeurs, et ensuite déposés à l'*ærarium* avec les tables du cens pour la comptabilité des questeurs chargés du maniement des recettes et paiements⁶.

Sous l'Empire, il y avait pour l'administration des eaux

¹ FRONTIN, 96, 119. — ORELLI, *Inscr.*, 6428. — *Dict. des antiq.*, v^o *Aquæductus*, p. 343.

² *Dict. des antiq.*, v^o *Censoria locato*, p. 1002.

³ CIC., *Verr.*, I, 50. — LIV., XLV, 15.

⁴ *Dict. des antiq.*, v^o *Censoria locatio*.

⁵ *Dig.*, XLVIII, 11. C'est de ce chef que fut accusé Fonteius (Cic., *pro Font.*, § 7).

⁶ *Dict. des antiq.*, p. 999.

deux sortes de registres. Les uns contenaient la statistique des eaux, leur volume, leur source, leur cours, les châteaux d'eau, les regards, les fontaines, la distribution des eaux; les autres indiquaient le mouvement journalier de la distribution. Quand une concession était expirée, le volume d'eau qui faisait retour à l'administration était inscrit immédiatement *in actis*, de sorte que le volume disponible pour de nouvelles concessions fut toujours connu exactement. Les hommes recevaient des feuilles de service indiquant un jour à l'avance la tâche du lendemain. Les travaux faits étaient mentionnés jour par jour *in actis*¹. Il est probable que ces règles étaient déjà suivies du temps où les censeurs avaient l'administration des eaux.

Il arrivait souvent que les censeurs ne pouvaient terminer dans le délai de dix-huit mois leurs opérations, et notamment la réception des travaux publics en cours d'exécution. Les précédents permettaient de leur attribuer une prolongation de dix-huit mois *ad sarta tecta exigenda et opera probanda*². Lorsqu'à l'expiration des pouvoirs, il y avait quelques marchés de fournitures à donner à bail, et lorsqu'on n'avait point prorogé les censeurs, les consuls reprenaient leur autorité primitive³ ou le Sénat délguait les prêteurs ou les édiles⁴. Dans chaque quartier, les édiles curules préposaient à la surveillance des fontaines deux citoyens chargés d'empêcher les dégradations des aqueducs, les détournements illicites d'eaux, etc.⁵.

¹ *Journal des savants*, 1882, p. 146.

² LIV., XLV, 45.

³ POLYB., VI, 43, 47. — LIV., XXXIX, 44; XLI, 27.

⁴ LIV., XXII, 43; XXIV, 48. — FRONTIN, *De aquæd.*, 95-96.

⁵ FRONTIN, *De aquæd.*, 97.

V.

Jurisdiction des censeurs en matière administrative.

Les censeurs avaient une compétence particulière en matière de contentieux du domaine (*juridictio*)¹. Ils décidaient : 1° Toutes les fois qu'il s'agissait de fixer la limite entre un particulier et le domaine de l'État, soit au point de vue de la propriété contestée ou d'un simple règlement de bornes entre l'État ou un temple et un citoyen². Dans les cas difficiles, une loi pouvait intervenir pour résoudre la question du droit³.

2° En général, les censeurs statuaient aussi sur les entreprises faites par construction ou empiètement sur un édifice ou sur la voie publique et ordonnait au besoin la démolition⁴; 3° ils intervenaient en matière d'entreprise sur les aqueducs et prises d'eau et les décidaient d'après les lois existantes⁵ comme le feront plus tard les *curatores aquarum*; 4° ils statuaient sur les difficultés en matière de location de l'*ager publicus* ou pacage⁶, et de perception des *portoria*⁷; 5° sur les contestations relatives à la réception des travaux publics⁸; 6° sur l'application des

¹ MOMMSEN, II, 4, p. 434.

² *C. i. l.*, VI, 947. — ORELL., 3434. Parfois les triumvirs agraires ont eu cette juridiction (*APP.*, *Bell. civ.*, I, 49).

³ *LIV.*, XXVII, 44; XLII, 49.

⁴ *PLUT.*, *Cato*, 49. — *LIV.*, XXXIX, 44; XLIII, 46, 4.

⁵ MOMMSEN, II, 4, p. 435.

⁶ *Lex agraria*, L. 55, 36.

⁷ Néron tâcha de rendre cette compétence aux magistrats ordinaires (*TAC.*, *An.*, XIII, 54).

⁸ *CIC.*, *Verr.*, I, 50.

amendes prononcées par les lois pour infraction aux règlements dans ces diverses matières¹.

Le censeur statuait par simple *cognitio* sans renvoi devant un juré dans le cas de litige avec un particulier². Quant à l'exécution de ses décisions, il ordonnait suivant les cas l'exécution du travail par un tiers ou prononçait contre l'infracteur une amende ou une saisie de gage³. En cas de procès entre un fermier général des domaines ou des revenus et un particulier, le censeur pouvait nommer un juge ou des *recuperatores*⁴; en l'absence des censeurs, les consuls et les prêteurs exerçaient le droit de revendiquer ou de limiter le domaine de l'État⁵. Quand le procès implique la décision d'une question de principe sur l'assiette de l'impôt, on en réfère au sénat⁶. C'est de même au sénat qu'on réfère ces adjudicataires qui ont des plaintes à faire contre les gouverneurs de la province de perception⁷.

¹ On tire un argument d'analogie du sénatus-consulte de 743. — FRONTIN, *De aq.*, 427.

² CIC., *Verr.*, I, 50.

³ LIV., XLIII, 46. — MOMMSEN, II, 1, 438.

⁴ CIC., *De leg. agr.*, 35, 36. — LIV., XIV, 43. — MOMMSEN, II, 1, 438.

⁵ *C. i. l.*, VI, 4235, 4263, 4265. — LIV., XLII, 1, 62; XLII, 17. — MOMMSEN, II, 1.

⁶ CIC., *ad. Att.*, II, 46. — WILLEMS, *Sénat*, II, 376, p. 445, 440.

⁷ CIC., *ad Q. fr.*, II, 43; III, 2.



CHAPITRE IX.

LA CENSURE EN ITALIE ET DANS LES PROVINCES SOUS LA RÉPUBLIQUE.

Dans les villes soumises à Rome, nous trouvons des magistrats chargés de fonctions analogues à celles des censeurs romains. Nous allons examiner leur nomination et leurs attributions dans les cités soumises.

A côté d'une centralisation politique absolue, Rome n'a jamais songé à établir la centralisation administrative.

Les membres des municipes, en leur qualité de citoyens romains, pouvaient venir voter à Rome. Mais quant à leur système intérieur, ils le réglaient comme ils voulaient.

Les magistrats des municipes étaient nommés librement¹. Le système municipal se développa surtout quand le Forum romain ne fut plus qu'un champ de bataille. Les citoyens influents abandonnèrent Rome et retournèrent dans leurs villes respectives concourir à l'administration municipale². C'est à cette époque que nous arrêterons cette étude du régime municipal sous la République. C'est alors que Jules César rendit la loi *Julia municipalis*.

Tout a été dit sur les exactions des gouverneurs de provinces³. Ils volaient les plus belles statues, les meilleurs tableaux, pillaient les temples, accablaient les villes

¹ Houdoy, p. 94. Sur l'extension des mœurs et de la langue latine, cf. MADVIG, III, 54. Il y avait originairement une grande diversité dans les constitutions municipales (*Ib.*, III, 44, 46, 52).

² GUIZOT, *Essais sur l'histoire de France*, p. 44-42.

³ DURUY, II, 598. — MADVIG, III, 83.

de réquisitions de blé, d'argent, de vivres; ils vendaient les charges et la justice, ils faisaient frapper de verges, mettre en croix les citoyens les plus considérables; les biens, la vie, l'honneur des habitants étaient à leur discrétion.

Les colonies romaines de l'Italie et des provinces avaient une organisation municipale calquée sur celle de la métropole; il en est de même des *municipia cum suffragio*. Les habitants des uns et des autres sont citoyens romains. Les *municipia sine suffragio* ont aussi gardé leurs institutions communales, leurs citoyens sont assimilés aux *æerarii*. Les cités qui jouissent du *jus Latii* sont gouvernées par leurs propres magistrats, leurs habitants acquièrent facilement la cité romaine et votent aux comices *tributes* quand ils sont domiciliés à Rome. Les *civitates stipendiariæ* ou *dediticiæ* dépendent absolument de l'*imperium* du gouverneur romain, bien qu'elles aient une certaine administration communale : elles sont obligées à des *stipendia* déterminés et au *portoria*; il en est de même des *civitates liberæ* qui ne sont pas *immunes*.

On voit que les censeurs romains doivent avoir les listes des habitants des colonies, des *municipia cum suffragio*, des *municipia sine suffragio*. Tout d'abord, les citoyens de ces trois espèces de villes devaient aller à Rome se faire inscrire à l'époque du cens. A partir de 202 av. J.-C., les *censores* des douze colonies durent envoyer à Rome les résultats du *census* fait par eux¹, ce qui fut ensuite généralisé.

Les auteurs anciens, et même les inscriptions, nous ont

¹ Liv., XXIX, cf.

laissé fort peu de détails sur les noms et les attributions des magistrats chargés de faire le cens dans les divers municipes. Voici les faits peu nombreux que nous avons recueillis.

La colonie romaine de Narbonne, dès son origine, avait une *curia* ou *ordo* de cent décurions nommés par les deux premiers magistrats en charge l'année du *cens*, et un collège annuel de six magistrats nommés par le peuple parmi les décurions, deux *prætores duumviri*, deux *ædiles*, deux *quæstores*¹.

Les groupes de citoyens romains qui se trouvaient dans les *civitates federatæ* dans les campagnes de la Gaule, se groupaient et formaient une association ayant un chef élu, *quæstor* ou *curator civium Romanorum*².

En Sicile, il y avait soixante-cinq cités et deux *censores* par cité, l'année du cens³.

A Coere, on trouve un *ensor perpetuus* et des censeurs à Abellinum, Alatium, Bénévent, Capoue, Thuries, Cora, Ferentinum, Hippellum, Teannum, Tibur⁴. La loi *Julia municipalis* établit partout en Italie des censeurs.

La loi *Pompeia* créa des censeurs investis du cens et de la *lectio senatus* dans chaque cité de Bithynie⁵. Carthagène, colonie romaine, avait des *duumviri quinquennales* chargés du cens⁶.

¹ DESJARDINS, II, 9-40, 294-292, 299-300.

² DESJARDINS, II, 340-342.

³ CIC., *Verr.*, II, 55.

⁴ *Dict. des antiq.*, v^o *Censor municipali*, p. 1000.

⁵ PLIN., *Ep.* 40, 113, 114.

⁶ DURUY, I, 375.

CHAPITRE X.

LA CENSURE SOUS L'EMPIRE. — MAGISTRATURES QUI LA REMPLACENT.

Auguste ne cumula point toutes les magistratures, mais se fit revêtir de celles qui pouvaient lui assurer la haute direction des affaires. Ses pouvoirs furent prorogés de dix ans en dix ans. Il reçut (en 29 av. J.-C.) l'*imperium militare* avec le *prænomen* d'*imperator*, qui le rendait maître de l'armée (en 23), l'*imperium proconsulare*, qui faisait de lui le juge en appel des provinciaux, et la puissance tribunienne, c'est-à-dire le droit d'intercession et l'inviolabilité, la dignité de grand pontife, enfin (en 12). Comme tous les magistrats, il rend des édits qui ont force de loi, comme les jurisconsultes, des rescrits; comme tribun, il a le droit de *veto* et peut remplacer par un décret la décision attaquée.

En 28 av. J.-C., il permit le rétablissement de la censure et l'exerça avec Agrippa¹. Six ans après, il fit créer par les comices deux censeurs, L. Munatius Plancus et P. Æmilius Lepidus, qui se livrèrent à de continuels débats². Il refusa d'être censeur à vie³ et laissa tomber cette antique magistrature. Sous lui, de même que sous les empereurs ses successeurs, les censeurs n'eurent d'autres fonctions que la rédaction du cens. Nous allons voir com-

¹ MOMMSEN, II, 4, p. 340.

² SUET., *Oct.*, 59; *Claud.*, 46. — DIO CASS., LIV, 2. — VELL. PATERC., II, 95.

³ SUET., *Oct.*, 39.

ment furent exercées les diverses fonctions des anciens censeurs.

I.

Le cens.

Auguste fit rédiger le *breviarium imperii*, état statistique de l'organisation militaire et financière de l'Empire, comprenant les soldats, le nombre des citoyens et des alliés de l'État, des *tributa*, des *vectigalia* et des deniers en caisse, le nom de ceux qui avaient des comptes à rendre. Il remit ce *breviarium* aux magistrats et sénateurs un jour qu'il songeait à abdiquer l'Empire. Il paraît que Caligula publia, à l'exemple d'Auguste, la statistique de l'Empire¹.

L'empereur fit exécuter la délimitation ou description géographique de l'Empire et réunir dans un ouvrage spécial les diverses mesures de longueur et de superficie usitées, les modes de limitation et les règlements agraires en vigueur².

Balbus, dit Frontin, consigna dans des registres la forme et les mesures de toutes les provinces et cités et rédigea la *lex agraria* de toutes les provinces.

Ces mesures comprenaient-elles un véritable cadastre, c'est-à-dire un arpentage ou un livre parcellaire de tous les immeubles de l'Empire. On l'a soutenu³. Il serait ce-

¹ *Dict. des antiq.*, v^o *Breviarium imperii*, p. 479. — Suet., *Octav.*, 28, 102; *Calig.*, 46. — Dio Cass., LIII, 30; LVI, 33. — Tac., *Ann.*, I, 44.

² MARQUARDT, t. II, 200. — *Dict. des antiq.*, v^o *Census*, par G. HUMBERT.

³ DUREAU DE LA MALLE, *Économie politique des Romains* (1844), I, 491. — Dureau de la Malle donne des détails intéressants sur le

pendant, à première vue, on le reconnaît, bien étrange que cette opération eût pu se faire si rapidement, alors que le cadastre français a exigé quarante ans et une dépense de 100 millions¹. Une véritable limitation et un plan parcellaire existaient, il est vrai, dans les colonies, mais dans les autres cités on dut se borner à délimiter leur circonscription, opération qui fut terminée en 19 av. J.-C.².

Quant à un recensement général, il fut exécuté l'année de la naissance du Christ, et nous allons en reparler. Il était indépendant du recensement des citoyens romains.

Celui-ci fut fait trois fois par Auguste, en 28 av. J.-C., en 8, et en 12 ap. J.-C.³.

On consigna le résultat des *census* spéciaux des villes italiques d'après la loi *Julia municipalis*, et ceux fournis pour les citoyens romains des provinces par les *censitores civium Romanorum* et leurs *adjutores*, magistrats dont nous parlerons au chapitre suivant.

Le même système fut plusieurs fois appliqué jusque vers le troisième siècle. Claude prit le titre de censeur en 47 av. Jésus-Christ et s'adjoignit Vitellius pour faire le cens et la soixante-quatorzième lustration⁴. Vespasien en fit autant en s'adjoignant Titus en 74 et fit le dernier *lustrum*⁵. Nerva fut aussi censeur⁶. Domitien s'attribua bornage chez les Romains (I, 172-174). Le *fundas* portait un nom propre qui s'est conservé souvent jusqu'à nos jours (I, 183).

¹ SERRIGNY, *Revue critique de législ.* (1862), p. 250.

² *Dict. des antiq.*, v^o *Census*, p. 1007.

³ Mon. Ancy.

⁴ TAC., *Ann.*, XII, 4; XI, 48; *Hist.*, I, 9. — ORELLI-HENZEN, *Inn.*, 481. — Cf. ZELLER, *Les empereurs romains*, p. 93. Sur la population de Rome, — cf. DUREAU DE LA MALLE, I, 340 et suiv.

⁵ SUET., *Vesp.*, 8; *Titus*, 6.

⁶ MOMMSEN, II, 1, p. 302. — ORELLI-HENZEN, 780.

en 84 la qualité de *ensor perpetuus*¹. Enfin une dernière fois sous le règne de Domitien on voit Valérius seul censeur². On eut à la fin du iv^e siècle l'idée de rétablir la censure³. C'est par pure forme que Constantin venait de nommer censeur son frère Dalmatius⁴. Auguste avait trouvé dans ses trois recensements 4.063.000, 4.233.000 et 4.937.000 citoyens en état de porter les armes, ce qui porte à plus de 16 millions la population romaine de l'Empire. Les empereurs furent très libéraux du droit de cité⁵. En 47 av. J.-C., il y avait 6.944.000 inscrits.

Les provinces étaient distinguées en province de César et en provinces du sénat. L'empereur dirigeait seul le gouvernement de ses provinces où il envoyait des pro-préteurs; les autres étaient administrées par des proconsuls qui n'avaient que des fonctions civiles.

Dans les unes et les autres, on fit sous Auguste le recensement des populations des villes alliées et sujettes. Ce recensement eut lieu, nous le savons par des témoignages certains⁶, en Judée et en Gaule. M. Mommsen ne croit pas cependant à un recensement général fait en une fois dans toutes les provinces, mais M. L. Rénier n'en doute pas.

D'après M. Mommsen, on se contenta d'imiter le procédé suivi par la République dans les provinces, dont les gouverneurs envoyaient au sénat le recensement de

¹ DIO CASSIUS, LIII, 48; LXVII, 4.

² TREB. POLL., *Valer.*, I, 2.

³ SYMM., *Epist.*, IV, 27.

⁴ *Chr. Paschal.*, anno 335 (cité par M. Humbert).

⁵ AM. THIERRY, *Tableau de l'Empire romain*, p. 120-183.

⁶ LIV., *Epit.*, 134-137. — DIO CAS., LIII, 22. — *Evang. Luc.*, II, 4-2. — EUSEB., *H. eccl.*, II, 5. — ISID., *Orig.*, V, 36. — CASSIOD. VAR., III, 52.

la population non romaine. Auguste et ses successeurs veillèrent au fonctionnement exact de ce service¹.

Des commissaires, du rang de chevaliers, étaient délégués pour assurer le travail des fonctionnaires municipaux, dans une ou plusieurs cités, *ad census accipiendos civitatum* ou *a censibus accipiendis*; on les nomma *ad jutores ad census*.

C'étaient souvent les tribuns militaires d'une légion voisine. Souvent le soin de centraliser les renseignements fut confié aux gouverneurs de province.

Des personnes de rang sénatorial, consulaires ou *prætorii* en furent chargées sous le titre de *legati Augusti pro prætore ad census accipiendos* (dans les provinces de César), parfois de *censitores* ou de *censores* (même dans les provinces sénatoriales). Entre les années 198 et 209 on commença à nommer *censitores* indifféremment des sénateurs et des chevaliers, ceux-ci avec le titre de *procuratores Augusti ad census*. Quand il s'agissait d'organiser une vaste contrée, le prince déléguait parfois ses pouvoirs à de très hauts personnages, à Drusus en 12 av. J.-C., pour les Gaules. Les recensements dans les Gaules furent faits en 14 par Germanicus, en 6 par les consulaires Trebellius Maximus, Volusius Saturninus et Sextius Africanus². En l'an 7 on procéda à un recensement de la Judée quand elle fut annexée à l'Empire. Claude et Trajan firent de même après la conquête de la Bretagne et de la Dacie. Les *censitores* étaient en général chargés du recrutement avec le titre de *dilectatores*³.

¹ MOMMSEN, II, p. 394.

² LIV., *Epit.*, 438; TAC., *Ann.*, I, 34; II, 6. — M. L. RENIER (*Mélanges d'épigraphie*, 1854) donne la liste des *censitores* de la Gaule.

³ RENIER, p. 73-75. On ne nommait sans doute de *dilectatores* spéciaux que dans l'intervalle entre deux recensements (p. 96).

La formule de ce recensement embrassait les personnes et les biens meubles ou immeubles. Les fonds de terre devaient être déclarés avec leur nature, leur situation, leur contenu, leur produit et leur estimation¹. Rien de plus facile pour les colonies, puisqu'elles possédaient toutes un plan cadastral (*forma*) et des livres censiers correspondants (*commentarii, libri æris, scriptura*)². Mais les autres cités ne possédaient que des limites privées et des documents non officiels. La base de la rédaction des *tabulæ censuales* devait consister dans la déclaration des comparants, garantie par le serment, par une pénalité rigoureuse, et au besoin par un arpentage officiel qui donnait lieu souvent à une délimitation analogue à celle des colonies³. En Pannonie, d'après Hygin, on divisait les terres en cinq classes, d'après leur produit moyen, *arvum primum, arvum secundum*, prairies, *silva glandifera*, et enfin bien ordinaire.

Le *censitor* avait plein pouvoir de contrôle sur la formation des *libri censuales* municipaux. Le *censitor* pouvait accorder des dégrèvements, par exemple, pour pertes accidentelles des arbres ou récoltes. Des *peræquatores* et parfois des *inspectores* étaient envoyés pour réviser les rôles et les estimations du cens⁴. On tenait au chef-lieu de la province des registres généraux⁵.

Les listes étaient centralisées à Rome⁶. Les résultats y étaient vérifiés et résumés. Le bureau central (*officium*),

¹ *Dict. des antiq.*, v^o *Census*, p. 1007.

² MARQUARDT, II, 243. — HYGIN, *De limit., de condit. agr., de gener. controv.*

³ HYGIN, *De limit., de condit. agr.*

⁴ C. 3, 41, 42, 44. — *Cod. Théod., De censit.*, XIII, 41. — ORELLI, 3652, 3677.

⁵ DIO CASSIUS, 4, IX, 22. — TERTULL., *adv. Mar.*, IV, 7.

⁶ *Dict. des antiq.*, v^o *A censibus*, par HUMBERT, p. 990.

était dirigé par un employé supérieur nommé *a censibus* ou *a libellis*. Il statuait sur les pétitions ou demandes en décharge ou en remise d'impôts et sur les conditions de cens requises pour l'aptitude au rang de sénateur ou de chevalier. Plus tard, il prit le titre de *magister a libellis* ou *a censibus*. C'était un haut fonctionnaire. C. Julius Celsus fut nommé *a censibus* sous Antonin le Pieux à la fin de sa carrière administrative¹.

On établit à Constantinople un *magister a censibus*. Au IV^e siècle, on mentionne un *magister ad census* qui paraît n'avoir plus à s'occuper du cens provincial, mais seulement des listes des sénateurs², des listes de résidence des étudiants de Rome ou de Constantinople, inscrits et surveillés³. On déposait aussi à l'*officium censuale* les testaments et les actes de donation faits dans la capitale.

Les listes étaient révisées périodiquement, peut-être d'abord tous les cinq ans, puis les dix ans, puis les quinze ans⁴.

Les mutations de propriété devaient être déclarées dans l'intervalle des deux recensements, et les immeubles portés sur le rôle annuel des contributions au nom du nouvel acquéreur⁵. Il ne paraît pas qu'il y ait eu de registre spécial pour constater les mutations immobilières⁶. Les donations, sous le Bas-Empire, durent être insinuées,

¹ BORGHESI, V, 12. — MOMMSEN, II, 2, p. 886. — RENIER, p. 83-84.

² *Cod. Théod.*, VI, 4, 26.

³ *Cod. Théod.*, XIV, 94.

⁴ Cf. *Cod. Théod.*, *De cens.*, XIII, 40. Cependant il n'y eut que cinq recensements en Gaule d'Auguste à Domitien.

⁵ C. 3, 5, *Cod. Théod.*, XI, 3.

⁶ *Dict. des antiq.*, v^o *Census*, p. 1008.

c'est-à-dire relatées dans les actes du gouverneur, ou, à son défaut, des magistrats locaux¹.

Ulpien ne parle plus de la *manumissio* des esclaves par le cens que comme d'une ancienne institution² (*olim*), tandis que Gaius mentionne encore le *census*³. En effet, du temps d'Ulpien, les *professiones censuales* du *census* des citoyens romains se confondaient naturellement avec le recensement local des provinces depuis que les *peregrini* des provinces étaient devenus citoyens⁴.

Sous Auguste, les provinces sénatoriales étaient l'Afrique, l'Asie, la Bithynie, l'Achaïe, la Macédoine, la Crète et Cyrène, la Sicile, la Sardaigne, la Bétique, puis Chypre et la Gaule Narbonnaise, en 22 av. J.-C.; l'Illyrie devint impériale en 11 av. J.-C.⁵.

Auguste divisa l'Italie en onze régions, c'est cette même division qui figurait dans les cartes de l'*orbis romanus* du portique de Polla (dit *orbis pictus Agrippæ*) qui a servi de prototype à une carte du iv^e siècle, copiée au v^e, puis au xiii^e. La copie du xiii^e siècle est connue sous le nom de carte de Peutinger. « Ces régions répondaient, dit M. Desjardins, aux besoins du relevé cadastral de l'Italie, relevé qui permettait de connaître le nombre, non pas seulement des citoyens romains, mais aussi de tous les habitants et leur répartition dans les différentes régions de la Péninsule. Ces divisions une fois établies et exactement délimitées offrirent un cadre tout préparé dans lequel on fit entrer les circonscriptions

¹ *Vatic. fragm.*, n° 249.

² *Reg.*, I, 8.

³ *Comm.*, I, 47, 44; cf. *De manum.*, § 49.

⁴ *Dict. des antiq.*, v° *Census*, p. 4008.

⁵ WILLEMS, *Dr. public*, p. 508.

financières de l'impôt du vingtième des héritages, et plus tard, celui des alimentaires. Ce service nouveau paraît attribué le plus souvent aux *curatores viarum*; cependant le degré inférieur de ce service, confié à des *procuratores*, ne semble pas avoir été cumulé avec celui des routes, et nous avons des *procuratores* qui ne s'occupaient que des *alimenta per Transpadum, Histriam, Liburniam, per Apuliam, Calabriam, Lucaniam, Brutio*, ce qui paraît rentrer dans le cadre des régions d'Auguste. » Enfin les quatre circonscriptions judiciaires d'Hadrien, les huit de Marc-Aurèle, comprenaient chacune des premières deux, et chacune des secondes une des huit régions qui n'étaient pas absorbées par le ressort du préteur urbain¹.

Dioclétien divisa l'Empire en quatre parties qui donnèrent naissance plus tard aux préfectures du prétoire dont les magistrats prirent un caractère exclusivement civil. Les préfectures furent divisées en diocèses ayant à leur tête des *vicaires*, les diocèses en provinces. Les pouvoirs de leurs fonctionnaires s'étendaient à toutes les branches de l'administration, à la justice, aux finances, aux travaux publics. Chacun d'eux avait un *officium* divisé en plusieurs *scrinia*. Le commandement militaire est distinct de l'administration civile².

Un système de recensement uniforme fut appliqué à toutes les personnes et à tous les biens de l'Empire. Il forma la base des deux grands impôts principaux appliqués partout sans distinction, la *capitatio humana* et la

¹ DESJARDINS, *Revue historique*, p. 484-202, t. I^{er} (1876).

² WILLEMS, *Dr. public*, p. 587. La préfecture des Gaules comprenait trois diocèses; celui de la Gaule proprement dite était subdivisé en 17 provinces.

capitatio terrena. MM. Dureau de la Malle¹ et Baudi di Vesme croient qu'il y eut un cadastre nouveau, mais leur opinion est très fortement contestée par d'autres auteurs qui estiment que l'on fit simplement en 305 après J.-C. un recensement général d'après des bases analogues à celles de l'antique *census*, ainsi que le fait croire le maintien dans le Digeste des fragments du livre d'Ulpien, *de censibus*, et que l'administration se montra seulement très rigoureuse dans l'application de la *formula censendi*².

C'est une question fort controversée de savoir si la *capitatio terrena* fait la transformation du *tributum ex censu* ou si ce fut une généralisation de l'impôt direct foncier des provinces, *tributum soli* ou *stipendium*.

Dioclétien introduisit en Orient la division des immeubles en plusieurs catégories de terre payant d'après leur étendue et valeur une quote égale³.

Les magistrats des cités assistés des *censuales* ou *tabularii*, un *censitor* par province, et enfin le préfet du prétoire, dirigeaient l'opération⁴.

La *formula census* était très détaillée⁵. Le déclarant faisait connaître son nom, son ordre, son âge, son emploi, ceux de son épouse, de ses fils, de ses *inquilini* et *coloni*, de ses esclaves, l'estimation de ses esclaves, la nature de ses biens, leur produit moyen, leur nom, le nombre des *jugera*, des arbres, pieds de vigne, le territoire de

¹ DUREAU DE LA MALLE, I, 304.

² *Dict. des antiq.*, v^o *Census*, p. 4008.

³ Cf. DURUY, VI, 579. — WILLEMS, *Dr. public*, 609.

⁴ C. 40 et 41, *C. Théod.*, *De censit.*, XIII, 44.

⁵ *Dict. des antiq.*, v^o *Census*, p. 4009. — MARQUARDT, II, 210. — DUREAU DE LA MALLE, I, 453. — *Dig.*, *De censib.*, IV, 45.

la cité et des *pagi* voisins, l'estimation de chaque parcelle de terrain, le prix des bestiaux qui y étaient nourris, et enfin le capital mobilier. On n'acceptait que les valeurs engagées par les marchands dans des entreprises commerciales, parce qu'ils étaient soumis à un impôt spécial, le chrysargyre ou *lustralis collatio*¹.

Chacun devait faire ses déclarations au lieu de son domicile, et, en outre, déclarer au lieu de leur situation les immeubles qu'il avait ailleurs².

La fraude la plus légère était punie du dernier supplice. Au besoin, on employait la torture contre les maîtres, les parents ou les esclaves du déclarant pour vérifier ses assertions jugées suspectes³. On accordait à ceux qui se prétendaient surimposés un délai d'un an seulement pour réclamer⁴. Les rôles étaient revus et corrigés par les *peræquatores* et au besoin par les *inspectores* extraordinaires qui ne se contentaient pas de faire un rapport, mais statuaient eux-mêmes.

Les *peræquatores* convaincus de négligence ou de vol encouraient la destitution, une amende du quadruple de leurs appointements et le paiement du quadruple du dommage causé aux provinciaux⁵.

Le recensement était renouvelé à peu près tous les quinze ans⁶. Dans l'intervalle on y suppléait au moyen de nouvelles *professiones censuales* imposées aux contribuables⁷.

¹ Cette patente était perçue tous les cinq ans d'après un rôle spécial. Elle fut abolie par Anastase en 503. (WILLEMS, *Dr. public*, p. 643).

² *Dig., De censib.*, 4, 45.

³ C. 4, *Code Théod.*, XIII, 4. — C. 4, *Code Just.*, IX, 41.

⁴ C. 5, *Code Théod.*, XIII, 44, *De censitor*.

⁵ *Code Théod.*, L. 7, *De censit*.

⁶ SERRIGNY, *Revue de législ.*, XX, 256.

⁷ *Frag.* 2, *Dig., De cens.*, L. 45.

En 406, on envoya dans les provinces plusieurs *comites* ou *peræquatores* pour des vérifications et redressements. En 416, Honorius déclara permanente l'évaluation faite par le *peræquator* Agapius¹. Le *census* offrait des vices et des inexactitudes de toute nature, dit M. Humbert². Le fisc opprimait les contribuables et l'Empire succomba sous le poids de sa mauvaise administration financière.

II.

La lectio senatus. — La recognitio equitum.

Auguste délégua souvent une partie des anciennes attributions des censeurs à des *triumviri legendi senatus*, et à des *triumviri recognoscendi turmas equitum*³. Il exerça avec les premiers le droit de nomination au sénat lorsqu'il fut censeur en fonctions⁴. Depuis Domitien, ce droit fit partie intégrante du pouvoir impérial⁵. Il en fut de même du droit d'exclusion. Le bureau *a censibus* eut à contrôler si les sénateurs remplissaient les conditions de cens exigées d'eux. Le cens sénatorial était d'un million de sesterces, l'*ætas senatoria* de 25 ans.

Le nombre normal des sénateurs était de cent. Les ingénus seuls pouvaient entrer au sénat⁶.

Indépendamment de l'*adlectio*, la dignité de sénateur s'obtenait par l'élection à une magistrature⁷. Depuis Ti-

¹ Code Théod., *De censib.*, L. 43.

² Dict. des antiquités, p. 4009.

³ Suet., *Aug.*, 37.

⁴ Cf. ZELLER, *Les empereurs romains* (1869), p. 7. — DURUY, III, 708.

⁵ Dio Cas., LIII, 48.

⁶ WILLEMS, *Dr. public*, p. 444.

⁷ WILLEMS, *Dr. public*, p. 442.

bère, le droit d'élection, annulé déjà sous Auguste, fut aboli, bien qu'il y ait eu jusqu'au III^e siècle un concours apparent des citoyens à l'élection¹.

L'*adlectio* faite par l'empereur pouvait être faite soit en faveur d'un sénateur pour lui donner un rang supérieur, soit en faveur d'un citoyen qui n'était pas sénateur. Dans ce dernier cas, elle est accompagnée de l'envoi du *latus clavus*. On est alors *adlectus inter quæstorios*, mais on peut être élevé d'emblée à un rang plus élevé.

On est *adlectus inter tribunicios, consulares*, soit de suite, soit par étapes successives².

La dignité sénatoriale se perd par l'exclusion prononcée par le censeur, puis, à partir de Domitien, par l'empereur, — par une cause pénale, par la perte des conditions requises, spécialement du cens³.

La révision de la liste sénatoriale était faite tous les ans. Elle était rédigée conformément à l'ordre de dignité des différents rangs sénatoriaux. L'empereur est de droit *princeps senatus*. Dans chaque rang, les sénateurs sont classés d'après l'ancienneté soit de la gestion effective de la magistrature, soit de l'*adlectio*⁴.

Pertinax donna aux sénateurs qui avaient géré effectivement une magistrature, la priorité sur les *adlecti* du rang correspondant⁵.

¹ ZELLER, *op. cit.*, p. 40. — DURUY, III, 726. — WILLEMS, *Dr. public*, 454.

² PLIN., *Epist.*, VII, 29; VIII, 6. — DIO CAS., LXXIII, 5; LXXVIII, 43. — ORELLI, nos 798, 922, 4170, 4178, 2242, 3474, 3306, 3719, 6005, 6487. — WILLEMS, *Dr. public*, 443; *Sénat*, I, 626. — LABATUT, *Histoire de la préture*.

³ WILLEMS, *Dr. public*, 443.

⁴ WILLEMS, *Dr. public*, 444.

⁵ CAPIT., *Pert.*, 6.

Hérodien raconte qu'un ancien acteur fut chargé de réviser les listes du sénat et des chevaliers¹.

A partir de Dioclétien, la qualité de membre effectif du sénat ne s'acquiert plus que par le rang consulaire, soit par l'exercice du consulat, soit par l'*adlectio inter consularis*². Cette *adlectio* était attachée aux dignités qui conféraient le rang d'*illustris*, de *spectabilis*, de *clarissimus*. Elle était la récompense assurée aux *officiales palatini*, qui, après un certain temps de service, étaient arrivés aux grades supérieurs³. Les *archiatri* du palais, les *advocati fisci* à leur sortie de charge, les professeurs du haut enseignement à Rome, les *decemprimi* des *domestici* et *protutores*, les *principes agentium in rebus*, les *comites primi ordinis*, les fonctionnaires des *scrinia* après vingt ans de services, les *decuriones* et *silentiarii*, étaient fait sénateurs les uns de droit, les autres habituellement⁴.

Les chevaliers avaient un cens de 400.000 sesterces. Ils avaient des privilèges de droit pénal et des sièges spéciaux au théâtre, des insignes particuliers⁵.

Parmi eux, les *equites equo publico* étaient au nombre de 4.800, divisés en six *turmæ* ou demi-tribus dites *Rhamnes*, *Tities*, *Laures*.

Les petits-fils d'Auguste furent placés à leur tête sous

¹ V, 7.

² WILLEMS, *Dr. public*, p. 580.

³ WILLEMS, *Dr. public*, p. 580, 584.

⁴ WILLEMS, *Dr. public*, 584. — *Cod. Théod.*, VI, 46, 4 ; 20, 4 ; 21, 4 ; 24, 7-11 ; 25, 4 ; 26, 7-9 ; 27, 5, 6 ; 35, 7, etc.

⁵ WILLEMS, *Dr. public*, 395 et suiv. — BELOT, II, 394, 405. Mais l'organisation financière de l'État, comme nous le verrons plus loin, fut considérablement modifiée à leur détriment par l'institution des curatelles.

le titre de princes de la jeunesse¹. Plus tard, Germanicus; Tibère, fils de Drusus; Titus et Domitien; enfin, Marc-Aurèle, Commode, Caracalla et Geta furent princes de la jeunesse. Après eux, le titre devint synonyme de prince impérial².

Auguste combina avec le *transvectio equitum*, l'ancienne *recognitio*, qui devint annuelle et fut présidée par l'empereur. C'était lui qui donnait et enlevait l'*equus publicus*. « Il changea du rang de chevaliers les gens tarés et leur défendit de paraître dans l'arène ou sur le théâtre; mais avec cette sévérité antique, il courait le risque de ne plus trouver personne à qui donner l'anneau d'or : il autorisa à s'asseoir sur les bancs de chevaliers ceux dont les pères avaient eu le cens équestre³. Il fit prendre aux chevaliers le nom archaïque de *celeres*, parce qu'on prétendait que Romulus avait eu des gardes ainsi nommés⁴. »

A la fin du premier siècle de l'Empire, la *recognitio* disparut, bien que la *transvectio* fut maintenue. L'*equus publicus* fut dès lors accordé ou enlevé par l'empereur chaque fois qu'il le voulut. Plus tard, l'examen des demandes en obtention de l'*equus publicus* fut de la compétence du bureau spécial dont le chef « *a censibus equitum Romanorum* » est un haut fonctionnaire de l'ordre équestre⁵.

Les grades de *præfectus cohortis*, *præfectus alæ*, tri-

¹ BELOT, II, 400, 409.

² BELOT, II, 407, 408.

³ DURUY, III, 709. — MADVIG, I, 489. — BELOT, II, 402, 403. — SUET., *Aug.*, 37, 38. La *transvectio* disparut au iv^e siècle (HEROD., V, 7). — ZOZ., II, 29.

⁴ BELOT, I, 436, 437; II, 403.

⁵ BELOT, II, 444. — MOMMSEN, I, 398. — ORELLI HENZEN, n^{os} 3480, 6548. 6929, 6947.

bunus militum, plus tard de *primipilus*, de *centurion* et même d'*optio centuriæ* après l'*honesta missio*, conféraient l'ordre équestre¹. Mais le titre de chevalier perd toute valeur à la fin de l'Empire. L'ordre des chevaliers *equo publico* s'étend dans tout le monde romain².

Les vieilles qualifications disparaissent devant celles d'*honestiores* et d'*humiliores*³. Constantin rangea les chevaliers après les sénateurs et les *perfectissimi*⁴.

Le *transvectio equitum* disparaît sous Constantin⁵.

A partir d'Auguste, les sénateurs et les chevaliers forment deux ordres. L'ordre sénatorial devint une haute noblesse héréditaire comme la pairie anglaise. Auguste permit aux fils de sénateurs de porter la tunique laticlave, d'assister aux séances du sénat; les membres des familles sénatoriales ne purent s'unir par mariage à des affranchis. Auguste essaya vainement d'associer le sénat à son pouvoir⁶. Les sénateurs abandonnaient la vie publique et il fallut réduire le minimum de quarante membres présents, nécessaire pour la validité des votes⁷. Pallas et Narcisse firent passer l'administration aux mains des fonctionnaires impériaux, les procureurs dans les provinces, les affranchis à Rome. Sous Vespasien, des familles provinciales furent élevées au patriciat et apportèrent au sénat quelque vitalité. Hadrien réorganisa l'administration, institua des bureaux *officia*, *scrinia* dont les chefs (*magistri*, *principes*)

¹ L. RENIER, p. 239, 240.

² BELOT, II, 443-445.

³ DURUY, t. V, 4^{er} Appendice.

⁴ BELOT, II, 445.

⁵ BELOT, II, 447.

⁶ HIRSCHFELD, cité par REINACH (p. 284). — WILLEMS, *Dr. public*, 394.

⁷ DURUY, III, 709.

prirent une grande importance. Il y avait deux hiérarchies parallèles, les carrières sénatoriale et équestre; la première comprenait toutes les magistratures et charges depuis la préfecture de Rome jusqu'au vigintivirat, la seconde tous les emplois des finances et les charges depuis celles de préfet du prétoire jusqu'à celles de procureur du domaine privé de l'empereur. Dans tous ces emplois le titulaire n'est qu'un directeur général, la partie technique de sa tâche est laissée à des affranchis, secrétaires, etc. Aristocratie d'argent sous la République, l'ordre équestre devient de plus en plus sous l'Empire une aristocratie administrative et gouvernante. Cependant les magistratures sénatoriales ont une très grande importance et l'ordre équestre était tenu à la même distance de l'ordre sénatorial que les traitants de l'ancien régime de la noblesse d'épée. Hadrien scinda en deux branches, militaire et civile, la carrière administrative équestre. Les fonctionnaires impériaux subalternes, attachés à la chancellerie et au fisc, étaient presque toujours des affranchis, ou, depuis Septime Sévère, de vieux soldats. Cet empereur accrut encore les privilèges de l'ordre équestre. Gallien écarta les sénateurs de tous les commandements. Dioclétien créa une hiérarchie compliquée de fonctionnaires, augmenta le nombre des fonctionnaires du palais et commença le règne de la bureaucratie¹.

III.

Le regimen morum. La préfecture des mœurs.

Les édiles eurent sous l'Empire la surveillance des bains, des tavernes et cabarets, des jeux de hasard,

¹ HIRSCHFELD, analysé par REINACH (p. 282-285). — DESJARDINS, *Rev. archéol.*, 1873. — MADVIG, I, 154-162, 165-168, 184-187; II, 291.

l'exécution des lois somptuaires, la police des funérailles et la recherche des écrits diffamatoires ou jugés dangereux par le gouvernement¹. C'est le *præfectus vigilum* qui devait assurer la tranquillité de la ville pendant la nuit.

Auguste se fit donner la *præfecture des mœurs* avec Agrippa pour collègue en 29; en 19 on la lui donna pour cinq ans. Le titre disparaît après la mort d'Auguste.

L'empereur voulait rétablir la religion; Tite-Live l'appelle *templorum omnium conditor atque restitutor*; mais les dieux ne trouvaient ni prêtres, ni autels, ni victimes. Les lois Julia et Pappia Poppœa firent d'inutiles tentatives pour restreindre le célibat et entraver le divorce, on brava les pénalités, on dédaigna les récompenses, on tourna ou on frauda la loi. Quand Auguste fit le dernier recensement, il fit séparer les célibataires des hommes mariés et resta effrayé de la majorité des premiers. Les vices qu'il poursuivait, ils étaient dans sa famille, ils souillaient sa fille, ses petits-fils, ses petites-filles. Il se sentit frappé dans ce qu'il avait de plus cher².

Sous l'Empire, la corruption dépasse tout ce que l'imagination peut concevoir de plus hideux. Juvénal nous montre Gracchus devenu gladiateur rétiaire, nous peint les désordres de Messaline et ceux de Tibère, et nous représente les sénateurs qui, à la lecture de la lettre de l'empereur, s'éloignent de Séjan qu'ils adulaient quelques instants plus tôt. Caligula et Néron chantèrent et dansè-

¹ REGELSPERGER, p. 484, 405, 409-411, 419, 425 (*De l'édilité*, thèse de doctorat, Bordeaux, 1884).

² J. ZELLER, *op. cit.*, p. 25, 26, 29, 34. — DURUY, III, 765-784, *Dict. des antiq.*, v^o *Adulterium*, p. 85.

rent devant le peuple. Lucain dénonça sa mère pour sauver sa vie, déshonneur inutile ! Nérôn tue sa mère, son frère, ses deux femmes. Vitellius mange littéralement neuf cent millions de sesterces en quelques mois.

Domitien croit perdre chaque journée qu'il ne signale pas par un crime et fait reparaitre les délateurs chassés par son père.

Mais Domitien fut cependant un censeur sévère qui poursuivit les magistrats prévaricateurs, ôta aux femmes qui ne le méritaient plus l'honneur de se faire porter en litière et l'avantage de recueillir des successions, dégrada un jour un chevalier qui reprit sa femme après l'avoir légitimement répudiée. Et l'empereur s'attribua le titre de *censor perpetuus*. Dès lors, toutes les fonctions censoriales sont réunies au pouvoir impérial, et elles ne consistent plus que dans le droit d'exclure du sénat et le droit de créer des patriciens¹. Quant à la surveillance des mœurs, qui eût été digne de l'exercer dans la Rome impériale².

IV.

Administrations financières et travaux publics.

L'empereur prit les attributions financières des censeurs. La centralisation administrative augmenta considérablement le budget du personnel administratif. Les officiers supérieurs reçurent une solde. Le service des

¹ Le patriciat ne conférait que quelques privilèges religieux. Toutes les familles patriciennes étaient éteintes sous les empereurs.

² Nous devons cependant une mention particulière aux tentatives de réforme d'Alexandre Sévère et de ses ministres Ulpian et Paul. Ajoutons enfin qu'il y avait des vertus dans les provinces, et même dans une partie de la société romaine (Cf. DURY, II, 652-675).

postes fut organisé. Les dépenses des jeux et de l'annone furent augmentées, et Trajan créa l'institution des *liberi alimentarii*. Auguste créa la *vicesima hæreditatum*, la *centesima rerum venalium*, versés à l'*ærarium militare*, et la *quina et vicesima venalium mancipiorum*. Les *vectigalia* ou contributions en nature furent remplacées par tout par des *stipendia* ou contributions en argent. Les confiscations, les *bona caduca*, les *bona vacantia*, les dons des villes (*aurum coronarium*) devinrent d'un revenu considérable. Il y eut trois trésors, l'*ærarium Saturni*, administré par deux *præfecti*, puis deux *prætores*, puis deux *quæstores* nommés par le sénat, et enfin deux *præfecti* nommés par l'empereur, et l'*ærarium militare* administré par trois *præfecti*; et le *fiscus Cæsaris*, administré par un affranchi nommé *a rationibus*, et depuis Hadrien par un *procurator a rationibus*, pris dans l'ordre équestre. La perception des *stipendia* de la *vicesima libertatis* fut faite directement par des *procuratores* à partir du règne de Tibère. L'adjudication des autres impôts aux publicains était faite par les préfets des *æreria*. Les publicains étaient surveillés par des *procuratores* qui, depuis Dioclétien, obéirent au *comes sacrarum largitionum*¹.

Ce sont les édiles qui veillaient à ce que les portiques et lieux publics ne fussent pas envahis par les constructions particulières, qui étaient chargés de la police des rues et qui dirigeaient le régime des eaux².

¹ DURUY, V, 585-588. — WILLEMS, *Dr. public*, 475-494. — CAGNAT, *passim*. Sur les employés des gouverneurs chargés de tenir les comptes des revenus de travaux publics (*numerarii*), etc., cf. GUIZOT, *Civilisation en France*, I, 45. Sur les circonscriptions financières, cf. R. DARESTE, *Journal des savants*, 1882, p. 500, 505, 517.

² REGELSPERGER, p. 115.

Mais après l'édilité d'Agrippa, qui avait restauré à ses frais (par la *largitio ædilitia*) plusieurs aqueducs, construit l'*aqua Julia* et pourvu la ville de bon nombre de fontaines, Auguste le chargea de l'intendance perpétuelle des eaux. Auguste fit faire encore l'*aqua Virgo* et l'*aqua Alsietin*. Ses successeurs, Caligula, Claude, Vespasien, Titus, Trajan, Alexandre Sévère, firent construire sept autres aqueducs et réparer les anciens¹.

Après la mort d'Agrippa, Messala Corvinus lui avait succédé avec le titre de *curator aquarum*. Il eut sous ses ordres deux aides, des scribes, des *librarii* (expéditionnaires), des *accensi* (huissiers), des *præcones*, des *aquarii*, et même hors de Rome, des licteurs. Les *procuratores aquarum* et les *comites formarum* étaient chargés d'une surveillance plus immédiate. Les fonctions de *curatores* ne furent confiées qu'à des consulaires. Ils furent placés à partir de 301 avec le titre de *consulares aquarum* sous les ordres du *præfectus orbi*².

Depuis 20 avant Jésus-Christ, l'empereur nomma des *curatores viarum*, qui administrèrent aussi plus tard le service des *alimentationes*³. Il y avait enfin des *senatores alvei Tiberis et riparum et cloacarum*⁴.

¹ *Dict. des antiq.*, p. 344. — DARESTE, *Journal des savants*, 1882, p. 414. En Égypte, le *potamophylax* veillait à l'entretien des canaux, c'était sous Caracalla Lucius Valerius, préfet de la flotte d'Alexandre, plus tard *procurator*, puis préfet de l'Annone, puis préfet d'Égypte (RENIER, p. 89-95).

² WILLEMS, *Dr. public*, 504-505.

³ WILLEMS, *Dr. public*, 544, 505.

⁴ MADVIG, III, 404.

CHAPITRE XI.

LA CENSURE DANS LES MUNICIPES SOUS L'EMPIRE¹.

I.

Coup d'œil général sur l'organisation municipale.

Le régime municipal prit une extension considérable à la fin de la République et sous l'Empire. C'est alors que nous voyons établir en province un nombre considérable de colonies, de municipes². C'était sur la faveur des provinces que comptait le gouvernement impérial perpétuellement menacé³.

Le droit de cité perdait son importance, car le *jus civitatis* n'était guère plus que l'admission à la jouissance du droit civil romain, qui était répandu partout⁴. Le droit de cité était pour l'empereur un moyen d'un impôt et de revenus. Caracalla le donna même à tout l'Empire. Alors apparaît la centralisation⁵. Toutes les villes reçoivent alors la même organisation⁶.

La loi *Julia municipalis* rendue par César en 45 av. J.-C. établit l'unité. Elle ne concernait que l'Italie et la Gaule cisalpine, mais elle fut appliquée ailleurs à défaut de statuts locaux. Elle établissait dans chaque municipe

¹ Nous prenons pour guide principalement le livre de M. Houdoy.

² HOUDOY, p. 93.

³ GIRAUD, *Lex Malacitana*, p. 59. — DESJARDINS, t. II, ch. 4^{er}.

⁴ HOUDOY, p. 95.

⁵ HOUDOY, p. 97.

⁶ HOUDOY, p. 424.

une curie ou assemblée municipale et des magistrats nommés par le peuple ou par la curie¹.

En Gaule étaient fédérées : Marseille, les Voconces, les Édues, les Carnutes, les Rémes, les Lingons; — libres : les Nerviens, les Suessons, les Trévires, les Santons, les Bituriges Cubi et Vivisci, les Arvernes; — colonies romaines : Lyon, Narbonne, Béziers, Fréjus, Orange, Aoste, Arles; — colonies latines : Aix, Valence, Toulouse, Carpentras, Cavaillon, Nîmes, Vienne, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Auch, Comminges, Apt, Alps². L'empereur Claude donna le droit de cité à la Gaule entière. Son discours a été retrouvé à Lyon gravé sur des tables de bronze.

Le système municipal s'étendit rapidement à tout l'Empire. Les préfectures ne survécurent guère à la loi Julia³.

Entre les *colonix* et les *municipia civium romanorum* il n'y avait guère qu'une différence nominale. Les cités latines ou préfectures des provinces furent élevées au rang de municipes. Enfin les colonies et les municipes reçurent assez souvent le *jus italicum* qui les affranchirent des impôts provinciaux.

« La tendance marquée du gouvernement impérial, dit M. Willems, fut d'effacer peu à peu les distinctions administratives et politiques qui existaient non-seulement entre l'Italie et les provinces, mais encore de province à province, et dans une même province de *civitas à civitas*. Cette œuvre de nivellement qui fut facilitée par l'extension du droit de cité par Caracalla, acquit son complet

¹ HOUDOT, p. 98.

² DESJARDINS, t. II, *passim*.

³ HOUDOT, p. 335. Cependant quand l'empereur était élu duumvir dans une ville, il y envoyait un préfet (p. 337).

achèvement pendant le cours du iv^e siècle av. J.-C.¹. » On soutient cependant qu'il faut distinguer parmi les villes celles qui n'ont été ni municipes, ni colonies, ni cités alliées, ni cités libres. Elles avaient, dit-on, des fonctionnaires qui ne peuvent être assimilés complètement aux magistrats municipaux, par exemple, dans la plupart des cités de la Gaule, des *principales*².

La curie comprenait généralement 100 membres, dont la liste était dressée par les magistrats municipaux. Une condamnation entraînant l'infamie, entraînait aussi l'exclusion de la curie. Les vides de la curie étaient comblés par la nomination d'anciens magistrats ou à leur défaut d'autres citoyens faite d'abord par les magistrats en exercice et au temps des jurisconsultes par les décurions eux-mêmes. Certaines conditions devaient être remplies pour qu'on pût être choisi. L'âge légal était trente ans d'après la *lex Genetiva*, vingt-cinq d'après la *lex Malacitana*. On transcrivait les décisions sur un tableau appelé *album*³.

Un décret des décurions pouvait faire entrer dans la curie des personnes qui n'avaient exercé aucune magistrature, on les appelait *adlecti*; on les rangeait soit parmi les simples décurions, soit dans un ordre déterminé parmi les anciens décurions, les anciens édiles, etc.⁴.

Les *adlecti* avaient le titre, les insignes, les privilèges des autres décurions, mais ils n'avaient pas le droit d'obtenir *de plano* une charge supérieure comme s'ils avaient

¹ *Droit public*, p. 520. — GIRAUD, *Les bronzes d'Osuna* (1874), p. 90.

² Cette opinion, combattue par M. Houdoy (I, 67), est celle de M. Willems (*Droit public*, 599).

³ HOUDOY, p. 215 et 218.

⁴ HOUDOY, p. 258.

réellement géré la magistrature dont on leur donnait le titre : par exemple un *adlectus inter ædiles* ne peut pas être nommé décemvir comme l'aurait été un ancien édile¹.

On appelait *pedani* les décurions qui n'avaient exercé aucune charge², *prætextati* les personnes qui, sans faire même partie de la curie, avaient l'expectative des prochaines places vacantes³.

Les décurions avaient des insignes particuliers, ils avaient une part plus forte dans la *sportula* donnée à la ville, une place spéciale dans les fêtes⁴, et, exemptés de certaines peines, ils formaient avec leur famille une vraie noblesse municipale⁵. Leurs enfants même mineurs étaient souvent nommés *prætextati*⁶.

Les magistratures de la cité se divisaient en *honores* et en *munera*; celles-ci étaient de simples emplois inférieurs⁷.

Les mêmes lois annales étaient en usage tant dans les municipes qu'à Rome⁸.

On pouvait quand il était nécessaire *propter penuriam hominum* faire cesser les règles relatives aux conditions d'âge⁹. Sous Auguste on réduisit de deux ans à un an l'intervalle entre deux magistratures¹⁰.

¹ Houdoy, p. 286.

² Houdoy, p. 260.

³ Houdoy, p. 259.

⁴ Houdoy, p. 287-294.

⁵ Houdoy, p. 284.

⁶ Houdoy, p. 344.

⁷ Houdoy, p. 297.

⁸ Houdoy, p. 299.

⁹ Houdoy, p. 344.

¹⁰ Houdoy, p. 344.

On ne peut gérer les honneurs dans deux villes différentes. En cas de concours, l'*origo* importait seule¹.

La fortune jouait le principal rôle dans le choix des magistrats².

L'ordre des honneurs était la questure, l'édilité, le decemvirat. Mais on ne suivait pas toujours la filière³.

Le président de la province cherchait à empêcher qu'on ne fit peser le poids des honneurs sur les mêmes citoyens; au lieu de surveiller, il présenta lui-même des candidats; il pesait ainsi sur les délibérations⁴.

Les magistrats nouvellement élus devaient verser au trésor « la somme honoraire, » souvent doublée par ceux qui voulaient bien faire les choses⁵. A Cirta, on payait 10.000 sesterces pour chacune des magistratures d'édile, de triumvir et de quinquennal. « Mais aussi quelle pompe, quel respect entourait ces magistrats! Comme ils marchaient fièrement dans leur ville, revêtus de la prétexte tout aussi bien que s'ils eussent géré à Rome une antique magistrature⁶! »

II.

Les quinquennales.

On n'arrivait à la magistrature quinquennale qu'après avoir parcouru les autres honneurs⁷. Jamais on ne voit

¹ HOUDOY, p. 344.

² HOUDOY, p. 344.

³ HOUDOY, p. 304.

⁴ HOUDOY, p. 344.

⁵ RENIER, *Archiv. des missions*, p. 349.

⁶ DURUY, V, 365.

⁷ APUL., *Met.*, X, 344.

personne à la fois *censor* et *quinquennales*¹. Le pouvoir du *quinquennalis* est souvent appelé consorial².

Était-ce une magistrature particulière? Oui, répond M. de Savigny. C'est le *curator reipublicæ*³. Mais si le *curator reipublicæ* a dans ses attributions la confection du *census*, c'est à titre exceptionnel; car c'est un fonctionnaire nommé par le pouvoir central à une époque récente d'ailleurs, et quand les municipes furent devenus des circonscriptions administratives. Aussi n'a-t-il presque jamais coexisté avec les *quinquennales*⁴. La charge de ceux-ci n'est qu'une dignité accidentelle dont sont revêtus les décemvirs de l'année où se fait le cens, ou plutôt les magistrats supérieurs de la cité⁵. Généralement c'étaient les décemvirs, mais ailleurs c'étaient les préteurs; à Peltuinum, les édiles⁶. Dans la préfecture, les édiles étaient les premiers magistrats; ils faisaient le cens, et avaient toutes les attributions des décemvirs, sauf la juridiction⁷. Cependant en différents endroits, il y avait des magistrats spécialement chargés du cens⁸.

Parfois on envoyait dans les *fora* et *conciliabula* des délégués spéciaux pour faire des levées⁹; mais en temps

¹ HOUDOY, p. 329. Les censeurs des collèges d'artisans se nommaient *quinquennales* (*Dict. des antiq.*, v^o *Collegium*, p. 4295).

² ORELLI, p. 733, 3883, 6446.

³ *Hist. du droit romain*, I, 58.

⁴ HOUDOY, p. 330-334.

⁵ HOUDOY, p. 334. — MISPOULET, II, 425. — ORELLI-HENZEN, II 46, § 40; IV, 46, § 40.

⁶ ORELLI-HENZEN, 358, 4036, 7033-37, 7039.

⁷ HOUDOY, p. 344.

⁸ LIV., XXX, 45. — CIC., *in Ver.*, II, 2, 53. — PLIN., *Ep.*, X 83, 113, 115.

⁹ LIV., XXV, 5 et 22.

ordinaire, le cens était fait par les magistrats des cités qui comprenaient ces bourgs¹.

Dans les colonies latines, les censeurs prêtaient serment.

Mais les décevirs en entrant en charge avaient déjà prêté serment².

Le cens était fait dans les soixante jours qui suivaient l'ouverture du recensement romain. Il était fait conformément à la formule de Rome.

On envoyait à Rome les tables qui étaient ensuite renvoyées ou gardées dans le *municipes*³.

Dans les provinces, le cens était fait sous la surveillance des *legati* envoyés par l'empereur.

Le soin des travaux publics était confié aux édiles et, sous leur ordre, aux *curatores viarum et ædium*, aux *curatores operum ad exstruenda vel reficienda ædificia publica*. A Vienne, c'étaient des *triumviri locorum publicorum persequendorum*⁴. On trouve des *curatores aquæductus* ou *aquæ* ou *aquæ ducendæ* à Alba Fucensia, à Alife, à Telesia, à Formies, à Ostie, un *præfectus aquæ* à Castel près de Mayence⁵.

Mais c'étaient aux *quinquennales* qu'appartenait le soin de dresser la liste des citoyens appelés aux honneurs de la curie.

Les attributions des *quinquennales*, quant à la *lectio curiæ*, se bornaient à combler les vides. Les lois Julia et Pompeia déterminaient les causes d'indignité et d'exclusion⁶.

¹ HOUDOY, p. 358-359.

² HOUDOY, p. 359.

³ CIC., *pro C.*, 44. — HOUDOY, p. 360.

⁴ HOUDOY, p. 326-328.

⁵ DARESTE, *Journal des savants*, 1882, p. 415.

⁶ HOUDOY, p. 334.

La *cooptatio* par la curie remplaça la *lectio* ¹. Mais les *quinquennales* continuèrent à rédiger l'album, par exemple, à *Canusium* ².

Les édiles avaient la *cura urbis* ³ et par suite la police des mœurs : on les voit frapper d'une amende une femme *quælocuta est petulantius* ⁴. Peu à peu les riches accaparèrent les honneurs municipaux, parce que seuls ils pouvaient suffire aux dépenses qu'ils entraînaient. Dans la province, la distinction des *humiliores* et des *honestiores* se marque chaque jour davantage. Mais ceux qui achetaient les dignités municipales se ménagèrent des compensations, commirent des malversations, etc. La noblesse urbaine, pour sa mauvaise gestion, provoqua l'immixtion du gouvernement dans les affaires de la cité. Pour mettre ordre à tout, le prince mit partout sa volonté, ses agents et la servilité ⁵.

Sous Nerva on voit apparaître des *curatores reipublicæ*, pris souvent parmi les sénateurs, et depuis Marc-Aurèle parmi les chevaliers romains ⁶. Sous Constantin, ce sont les premiers magistrats, toujours choisis par l'empereur parmi les décurions comme c'était l'usage depuis longtemps⁷; sous Justinien ils le sont par l'évêque et les notables ⁸.

¹ HOUDOY, p. 396.

² ORELLI, 3721.

³ HOUDOY, p. 394.

⁴ GELL., X, 6.

⁵ DURUY, VII, 546-544.

⁶ HOUDOY, p. 407-408. — DURUY, V, 380. — L. RENIER, *op. cit.*, p. 44-42.

⁷ HOUDOY, p. 408-440. — L. RENIER, p. 43-44.

⁸ Nov. 127, cap. 46. Une inscription mentionne un *curator* à Cenabum à l'époque d'Auguste ; il était sans doute chargé de rétablir les finances, c'était un citoyen de Sens (DESJARDINS, II, 477).

Ils réunissent les fonctions des questeurs, des édiles, des décevirs¹.

Ils administraient les biens des cités; ils avaient dans leurs attributions la location des immeubles, les concessions sur le domaine public, la revendication des biens usurpés ou indûment aliénés, le recouvrement des créances, l'emploi des capitaux, les travaux publics². Ils pouvaient faire faire des travaux publics moyennant l'autorisation du président de la province. Ils présidaient à la confection des travaux, faisaient nommer par la curie des *curatores operum* qui traitaient avec les entrepreneurs ou *redemptores*, recevaient leurs comptes et soldaient leurs dépenses, surveillaient les édifices³. En un mot, ils avaient tout dans leurs mains⁴. Les anciens magistrats furent en fait supprimés⁵.

L'Empire avait mis un terme aux exactions des Verrès municipaux, mais il avait dû prendre en main l'administration des provinces⁶. Elles jouirent sous ce régime d'une tranquillité qu'elles n'avaient jamais connue.

Rome seule vit les crimes des Césars, et tandis qu'elle égorgeait ses empereurs, tandis que les légionnaires et les prétoriens foulaient le sol de l'Italie, en proie aux guerres civiles, les provinces souffrirent rarement des dissensions des prétendants. Un conseil des Gaules se réunissait à Narbonne et formulait librement les griefs du pays contre ses gouverneurs. Dès l'époque d'Auguste, il n'y avait en Gaule d'autre garnison qu'une cohorte établie

¹ HOUDOUY, p. 444.

² HOUDOUY, p. 442-440.

³ HOUDOUY, p. 432-437.

⁴ HOUDOUY, p. 632.

⁵ HOUDOUY, p. 633.

⁶ DURUY, VI, 372.

à Lyon. La vie municipale était très active dans les premiers siècles de l'Empire. Mais les honneurs municipaux entraînaient des charges devant lesquelles les provinciaux reculèrent; quand ils les acceptèrent, ils s'en dédommageaient par des exactions que l'Empire réprima en leur enlevant les pouvoirs dont ils abusaient. Des fonctionnaires remplacèrent les magistrats librement élus.

III.

Décadence du régime municipal.

D'Auguste à Constantin, « c'était, à défaut de droits et de garanties politiques, dans le régime municipal qu'existaient et qu'on cherchait à placer les droits et les garanties des citoyens. Mais, dit M. Guizot, depuis Septime-Sévère, le pouvoir central tombait en ruines dans l'Empire romain; ses forces diminuaient en même temps que croissaient ses charges et ses dangers. Pour se procurer des ressources, le despotisme fut contraint de créer une machine administrative capable de porter partout son action, et qui devint elle-même une charge nouvelle. Le système de gouvernement, qui commença sous Dioclétien et finit sous Honorius, n'avait d'autre objet que d'étendre sur la société un réseau de fonctionnaires sans cesse occupés à en extraire des richesses et des forces pour aller ensuite les déposer entre les mains de l'empereur. Les revenus des villes étaient atteints. Bientôt, à diverses reprises, l'empereur s'empara d'un grand nombre de propriétés municipales. Or, toutes les fois que les revenus propres d'un municipe ne suffisaient pas à ses dépenses, la curie, c'est-à-dire le corps de tous les citoyens aisés, les décurions étaient tenus d'y pourvoir sur leurs propriétés person-

nelles. Ils étaient de plus, presque partout, percepteurs des impôts publics, et responsables de cette perception. La qualité de décurion devint ainsi une cause de ruine, et l'exemption des fonctions curiales un privilège. A mesure qu'augmentaient les charges des décurions, le privilège venait diminuer leur nombre. Il fallait cependant qu'il en restât assez pour porter le fardeau imposé aux curies. De là cette longue série de lois qui font de chaque curie une prison dans laquelle les décurions sont héréditairement enfermés, qui les poursuivent à la campagne, à l'armée, partout où ils tentent de se réfugier pour les rendre à ces curies qu'ils veulent fuir; qui affectent, enfin, une classe immense de citoyens, leurs biens comme leurs personnes, au service public le plus onéreux et le plus ingrat, comme on affecte les animaux à tel ou tel travail domestique..... Les formes extérieures de la liberté subsistaient encore dans l'intérieur des curies, en ce qui touche l'élection des magistrats et l'administration des affaires de la cité; mais ces formes étaient vaines, car les citoyens, appelés à les animer par leur action, étaient frappés à mort dans leur importance personnelle et dans leur fortune¹. » Leur impuissance se fit sentir à tous, même au gouvernement central, qui chaque jour pénétrait plus avant par ses délégués directs dans le domaine de leurs attributions.

Toutes les villes finirent par prendre un protecteur, comme l'avaient fait les villes provinciales ou déditices. Ce mouvement s'accrut à partir de Valentinien. Ce fut le *defensor civitatis*, élu par le peuple entier ou bien par le clergé, les magistrats et les décurions². Cette

¹ *Essais sur l'histoire de France*, p. 14-21.

² Houdoy, p. 646.

institution tomba cependant en désuétude dans le courant du v^e siècle; en 458, la plupart des villes n'avaient pas de défenseurs. Les empereurs d'Orient réussirent à relever l'institution. Presque partout on choisit l'évêque pour défenseur. Justin fit du défenseur le président de la curie, qui n'était plus qu'un conseil de percepteurs¹.

On trouve dans le Code Théodosien et le Code Justinien un grand nombre de dispositions remettant en diverses circonstances les affaires municipales directement au clergé et aux évêques². En Orient, Léon le philosophe supprima le régime municipal. En Italie, le régime municipal subsista avec des consuls, dans les villes de l'exarchat. Le régime consulaire survécut à la domination grecque en Italie et passa dans la Gaule méridionale. Dans la Gaule centrale et septentrionale, dans les villes, où le régime municipal subsista, les seuls magistrats romains qui subsistèrent furent les *decemprimi*. Les consuls sont les héritiers des décemvirs. Nous ne voyons nulle part de recensement. Dans presque toutes les communes la police des mœurs était rigoureusement exercée : à Florence, le prieur des arts Giano della Bella fit en 1293 porter une loi enlevant le droit de se faire immatriculer dans les corps de métiers à toute famille dans laquelle un crime serait constaté dans l'espace de dix ans.

Quelques-uns des noms employés par les *censuales* du Bas-Empire furent conservés au moyen-âge : on connaît les polyptiques des abbayes. Le cens fut la redevance payée par le possesseur d'une terre au seigneur, et les livres censiers ceux où s'enregistraient les cens.

Dans les temps modernes, on a appelé cens la quotité

¹ Houdoy, p. 649-654.

² Guizot, *Civilisation en Europe*, p. 54-55.

de revenu ou d'imposition nécessaire pour être électeur ou éligible; et on a donné le titre de censeur aux divers agents investis de fonctions de contrôle et de surveillance, soit sur les compositions littéraires et artistiques, soit sur les opérations de certaines sociétés commerciales, soit sur les études et la discipline des lycées. Mais il n'existe aucune institution analogue à celle des censeurs romains.

CHAPITRE XII.

LES AUXILIAIRES DES CENSEURS.

Tous les magistrats avaient sous la République un certain nombre d'*apparitores*¹ payés qui leur faisaient escorte, faisaient respecter leur autorité, mettaient leurs ordres à exécution. On distinguait dans l'*apparitio* cinq classes : les *scribæ*, les *lictors*, les *accensi*, les *viatores*, les *præcones*. Chacune constituait une corporation (*corpus*) subdivisée en décuries; chaque décurie comprenait tous les appariteurs qui pouvaient exercer leurs fonctions auprès d'un même ordre de magistrat. Chaque décurie était administrée par une commission de six à dix

¹ LABBÉ, *De l'apparitio des magistrats romains* (*Revue de législ. ancienne et mod.*, 1875, p. 47). — *Dict. des antiq.*, v° *Apparitores*, par HUMBERT. — MOMMSEN, I, 280-283-306, 353. — MADVIG, II, 240. — WILLEMS, *Dr. public*, 302. — NAUDET, *Mém. Acad. sc. mor.*, 1870, t. XXVI, p. 500. — LOUIS-LUCAS, *Étude sur la vénalité des charges*, 1882, I, 648 et suiv.

membres (*sexprimi*, *decemprimi*). Les appariteurs recevaient de l'État un traitement annuel (*merces*)¹.

Les *apparitores* étaient nommés par les magistrats pour la durée même de leurs fonctions. Mais ce fut un usage que chaque magistrat entrant en charge conservât les *apparitores* de son prédécesseur. Bien plus, ils se virent reconnaître le droit de céder leur charge moyennant finance et sauf l'approbation des magistrats², et même un droit héréditaire. Un passage de Tite-Live dit que les censeurs exerçaient une surveillance sur le service des *scribæ* et la conservation des documents; on ne sait pas s'il veut parler de tous les scribes ou seulement de ceux des censeurs³. Les *apparitores* avaient quelques privilèges, une place marquée au théâtre, la dispense de la tutelle, etc.⁴. Ils étaient pris dans la *plèbe* parmi les *humiliores*.

Les *lictiores* et les *accensi* n'appartenaient qu'aux magistrats investis de l'*imperium*.

Les *viatores* portaient les ordres et les citations.

Le héraut convoquait le peuple à la *concio*⁵.

Les *scribæ* parfois appelés *tabularii* étaient employés aux rédactions, aux écritures et à la comptabilité.

Les teneurs de livres et les caissiers, au moins d'après la *lex Coloniae Genetivæ*, devaient le serment. Ils ne pouvaient manquer, grâce à leur connaissance de la routine administrative, d'acquérir, peu à peu, une part considérable d'influence et de devenir parfois les véritables maîtres de l'administration. *Animadverto*, dit Cicéron,

¹ LOUIS-LUCAS, p. 635-636.

² LOUIS-LUCAS, I, 636-637.

³ LIV., IV, 8. — MADVIG, II, 214.

⁴ *Dict. des antiq.*, loco citato. On leur accordait parfois l'*annulus aureus*.

⁵ VARR., *L. L.*, VI, 86.

*plerosque in magistratibus ignoratione juris sui tantum sapere quantum apparitores velint*¹. Ils avaient le pas sur les autres *apparitores*. Ils devaient se démettre pour être élus à une magistrature². Quelques-uns étaient chevaliers, très peu étaient pris parmi les *libertini*.

Les scribes les plus estimés étaient ceux des questeurs³. Dans les municipes, les scribes des magistrats prêtaient serment⁴.

On ne trouve pas dans les inscriptions de *scribæ censorum*. C'est que les censeurs employaient d'ordinaire ceux des questeurs ou leurs serviteurs privés⁵.

On connaît aussi les *librarii*, ou copistes de profession, qui dans les municipes étaient de condition libre. A Rome, c'étaient des *servi publici*⁶.

Il ne faut pas confondre avec les *apparitores*, les *servi publici*.

Les *servi publici* remplacèrent peu à peu les hommes libres dans le service des magistrats. Après la prise de Carthage, Scipion réserva 2.000 captifs pour le peuple romain. Les *servi publici* pouvaient disposer par testament de la moitié de leurs biens ; ils pouvaient donc avoir un patrimoine. On payait à chaque esclave pour son entretien des *cibaria annua*⁷.

Tite-Live mentionne les *servi publici* des censeurs⁸.

¹ Cic., *De leg.*, III, 20. — MADVIG, II, 242. — LOUIS-LUCAS, I, 619-620, 623, 633-636.

² LOUIS-LUCAS, p. 636.

³ Sur leurs fonctions, cf. LOUIS-LUCAS, I, 623-628.

⁴ GIRAUD, *Journal des savants*, 1877, p. 141.

⁵ MOMMSEN, I, 335. — LOUIS-LUCAS, 830.

⁶ LOUIS-LUCAS, I, 619.

⁷ WALLON, II, 86. — MOMMSEN, I, 306-311 ; I, 99.

⁸ XLIII, 29.

Les censeurs avaient aussi un *consilium* qui était présent aux opérations du *census* et du *lustrum*¹, et sur la composition duquel nous ne savons rien.

Pour l'appréciation des objets déclarés au cens, ils se faisaient aider par les *curatores tribuum* et par des *juratores* (ce dernier mot est une leçon contestée de Tite-Live², qu'on lit aussi *viatores*).

Dès la fin du second siècle avant J.-C., nous trouvons des *curatores viarum* auxquels les censeurs déléguaient le contrôle (*exactio operis*) des réparations à faire aux chaussées de l'État. En 62, un *curator* mit en adjudication et contrôla la construction d'un pont sur le Tibre. Il est probable, d'après M. Willems, qu'un sénatus-consulte avait voté l'adjudication.

Sous l'Empire, les *curatores* avaient des *servi publici*³.

Le *curator aquarum* avait un bureau, *statio aquarum*, comprenant deux *adjutores*, un *procurator libertis Cæsaris*, un *tribunus aquarum*, plusieurs *architecti*, *scribæ librarii*, deux lecteurs, quelques *præcones et accensi* et des ouvriers (*familia aquaria*). Les *adjutores* étaient pris dans l'ordre sénatorial. Le *procurator* surveillait l'établissement des prises d'eau et recevait 10.000 sesterces. Treize *procuratores* sur quarante deux furent des *viri egregii*. Parmi les ouvriers, on distinguait les *aquarii*, *vilici*, *hydrophylacæ*, *castellarii*, *libratores*, *silicarii*, *tec-tores*⁴.

Les censeurs des municipes avaient un nombreux personnel de *censuales*, *exceptores*, *tabularii*, *servi publici*.

¹ Liv., IV, 8.

² Liv., XXXIV, 44.

³ WALLON, II, 87.

⁴ *Journal des savants*, 1882, p. 116.

Il y avait des employés (*munera*) nommés *exactores* ou *curatores ad colligendos civitatum publicos redditus*¹.

Les magistrats de province avaient des employés très nombreux (*officiales*) répartis en bureaux (*scrinia*).

APPENDICE.

I.

Liste des censeurs romains.

Nous avons cru intéressant de dresser la liste des censeurs pendant les deux derniers siècles de la République.

220. L. Emilius Papus et C. Flaminius.

214.

209. Cornelius Cethegus et Sempronius Tuditanus.

204. M. Livius Salinator et C. Claudius Nero.

199. P. Cornelius Scipio Africanus et P. Ælius Pœtus.

194. C. Cornelius Cethegus.

189. T. Quintius Flamininus et M. Claudius Marcellus.

184. M. Porcius Cato Censorinus et L. Valerius Flaccus.

181. M. Æmilius Lepidus.

174. Q. Fulvius Flaccus et A. Postumius Albinus.

169. C. Claudius Pulcher et T. Sempronius Gracchus.

164. L. Æmilius Paulus et Q. Marcius Philippus.

159. P. Cornelius Scipio Nasica Corculum et M. Popillius
Lœnas.

152.

¹ Houdoy, 467-474.

147. L. Marcius Censorinus et L. Cornelius Lentulus
Lupus.
142. P. Cornelius Scipio Æmilianus Africanus et L. Mum-
mius.
136. Ap. Claudius Pulcher et Q. Fulvius Nobilior.
131. Q. Cæcilius Metellus.
127.
122. C. Licinius Geta.
115. L. Cæcilius Metellus Dalmaticus et Cn. Domitius
Ænobarbus.
109. M. Emilius Scaurus et M. Livius Drusus.
102. Q. Cæcilius Metellus Numidicus et Metellus Ca-
prarius.
92. L. Licinius Crassus et Cn. Domitius Ænobarbus.
89. L. Julius Cæsar et P. Licinius Crassus Dives.
86. L. Marcius Philippus et M. Perperna.
70. Cn. Cornelius Lentulus Clodianus et L. Gellius Po-
plicola.
69. M. Licinius Crassus Dives et Q. Lutatius Catulus.
50. App. Claudius Pulcher et L. Calpurnius Piso Cæ-
nonius.

II.

Liste des censitores de la Gaule.

Une étude sur les *censitores* a été publiée par M. Léon Renier dans ses *Mélanges d'épigraphie* (1854), p. 48-71.

I. NARBONNAISE. Torquatus Novellius Atticus, *legatus censuum accipiendorum et dilector et proconsul provin-*

ciæ Narbonensis, et les aides censiteurs L. Dudistius Novanus, flamme d'Aix; et Decimus Julius Capito.

II. LYONNAISE. Une inscription mutilée nous apprend qu'il y eut un *censitor* entre 103 et 116; c'était un consulaire. Nous trouvons ensuite sous Trajan, C. Julius Roccus, *legatus Augusti proprætore ad census accipiendos Lugdunensis*, et l'aide censiteur D. Julius Capito, *censor civitatis Remorum fœderatæ*, plus tard procureur en Gallicie et Asturie, sous Hadrien ou Antonin; L. Æmilius Carus, *legatus Augusti proprætore censitor provinciæ Lugdunensis*, entre 198 et 209; Tiberius Antistius Marcianus, ancien *procurator*, simple chevalier, et Q. Hedius Rufus Lollianus Gentianus, *censitor provinciæ Lugdunensis item Lugduni*, qui avait été consul en 211.

III. AQUITAINE. C. Julius Cornutus Tertullus, *legatus Augusti proprætore provinciæ Aquitanix censuum accipiendorum*, consul en 100; au III^e siècle, un chevalier, dont le nom est inconnu, ancien tribun de la 15^e légion, plus tard *procurator* en Mœsie, Thrace, Dalmatie.

IV. BELGIQUE. T. Clodius Pupinius Pulcher Maximus, *electus iudicio sacro ad census acceptandos per provinciam Belgiam*, qu'on croit fils de l'empereur Maxime. Borghesi (II, 543) cite, en outre, une inscription trouvée en Ombrie, gravée en l'honneur de L. Volusenus Clemens, tribun des soldats, préfet de cavalerie, préfet des recrues de la Gaule narbonnaise, préfet à Lectoure où il a reçu le cens, ayant été envoyé à cet effet par le divin Auguste. Ainsi, dit M. Desjardins (II, 369), Auguste, ayant formé un groupe à part des neuf peuples d'origine ibé-

rienne (au sud de la Garonne), avait envoyé Volusenus recevoir la déclaration du cens dans la subdivision de la province d'Aquitaine appelée pays des neuf peuples ou de Lectoure. Une inscription de l'an 105 montre qu'à cette époque l'Aquitaine était divisée, au point de vue financier, en dix provinces (p. 365).



DROIT FRANÇAIS



DE LA DÉLIMITATION

DU DOMAINE PUBLIC

FLUVIAL ET MARITIME

DROIT FRANÇAIS.

DE LA DÉLIMITATION

DU DOMAINE PUBLIC

FLUVIAL ET MARITIME.

INTRODUCTION.

La délimitation du domaine public fluvial et maritime a donné lieu dans la pratique à des questions difficiles sur la solution desquelles il y a eu longtemps désaccord entre la jurisprudence des tribunaux judiciaires et celle des tribunaux administratifs.

L'origine de ces difficultés se comprend d'ailleurs aisément. C'est qu'il y a en cette matière conflit possible entre deux autorités, l'autorité administrative et l'autorité judiciaire.

Quand deux propriétés privées se touchent, la délimitation entre elles appartient aux tribunaux judiciaires. Il y a lieu à une simple action en bornage.

Mais la question se complique quand il y a lieu à délimiter le domaine public. Ici, le domaine public touche à une propriété privée. Il importe de déterminer la ligne séparative de l'une et de l'autre. Mais quelle est l'autorité

qui en sera chargée? Sera-ce l'autorité administrative ou l'autorité judiciaire, ou tout au moins quelle part chacune de ces deux autorités prendra-t-elle dans la délimitation?

Puis, ce premier point étant établi, toutes les difficultés ne seront pas résolues. Il y aura lieu de se demander quelles seront les conséquences de la délimitation qui a été opérée. Nous ne pouvons pour le moment que faire entrevoir les questions qui peuvent se poser, nous les préciserons tout à l'heure.

Rien n'est plus pratique que ces questions qui s'élèvent à l'occasion de la délimitation du domaine public fluvial et maritime. La raison en est que les diverses eaux qui couvrent la surface du globe sont soumises à d'incessantes variations dans leurs limites. La mer se retire ou s'avance d'une manière insensible, modifiant ainsi la configuration du rivage; le lit des fleuves se déplace, ou d'autres fois des alluvions ou des atterrissements viennent se déposer sur ses bords.

De là, on le conçoit, des modifications inévitables dans les limites séparatives du domaine public et de la propriété privée. La propriété du domaine est donc variable de son essence; tantôt elle s'accroît au préjudice de la propriété privée qui la touche, tantôt elle se trouve restreinte au préjudice de celle-ci. Il y a dans les deux cas conflit entre deux droits qui se limitent l'un l'autre. C'est le règlement de ce conflit que nous nous proposons d'étudier dans cette thèse.

Mais avant d'aborder les difficultés mêmes du sujet, il importe de poser quelques principes généraux sur le domaine public, et en particulier sur le domaine public fluvial et maritime.

Le domaine public est la portion du territoire français

qui n'est pas susceptible de propriété privée, ce sont les propres termes de la loi du 1^{er} décembre 1790 (art. 1^{er}) et de l'article 538 du Code civil.

Le domaine public se subdivise en domaine public *national*, domaine public *départemental* et domaine public *communal*. En d'autres termes, il se trouve réparti entre les trois unités administratives du pays investies de la personnalité civile, l'État, le département et la commune.

Il résulte ¹ des textes qui définissent le domaine public qu'une chose doit, pour en faire partie :

1^o Être une portion du territoire français;

2^o Être affectée à l'usage public, c'est-à-dire pouvoir profiter à tout le monde, même aux étrangers ², comme le rivage de la mer où chacun peut accéder librement ³;

3^o N'être pas susceptible de propriété privée. Les rédacteurs du Code entendaient par là : « être par nature, des dépendances nécessaires du domaine public ⁴. « C'est cette idée que développe M. Ducrocq : « Pour emprunter, dit-il, nos exemples à la partie énonciative de l'article 538, c'est bien par leur nature physique que les fleuves et rivières navigables, que les rivages de la mer, c'est-à-dire la grève soumise à l'action ordinaire du flot, sont insusceptibles de propriété privée, et c'est bien manifestement en raison de cette inaptitude physique, de cette résistance naturelle à l'appropriation privée, que la loi les a nominativement classés dans le domaine public.

¹ DUCROCQ, t. II, nos 945-949.

² DUFOUR, V, 77.

³ C. d'Ét., 19 mai 1858; 30 avril 1863. — C. cass., 18 sept. 1862; 7 juillet 1869.

⁴ FENET, XI, 538.

De même, les ports, qu'ils soient l'œuvre de la Providence ou de la main des hommes, comme les routes, sont susceptibles de propriété privée en raison de leur nature physique actuelle¹. »

L'État lui-même n'en a que la garde et la surintendance².

La loi du 22 décembre 1789 charge les autorités départementales de leur conservation, « sous l'autorité et l'inspection du roi comme chef suprême de l'administration du royaume. »

C'est parce qu'il n'est pas susceptible de propriété privée que le domaine public est par là même inaliénable et imprescriptible, comme le disait au Corps législatif le tribun Goupil-Préfeln, le 29 nivôse an XII³.

L'article 538 proclame les dépendances du domaine public non susceptibles de propriété privée; l'article 1598 interdit la vente des choses qui ne sont point dans le commerce, et l'article 2226 dispose qu'on ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

Ainsi, en raison de sa nature spéciale, le domaine public offrira deux caractères essentiels : l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité. Cette indisponibilité a sa raison d'être « dans l'affectation même des dépendances de ce domaine à l'usage du public, dans l'intérêt de leur conservation

¹ Tome II, n° 947.

² *Ibid.*, n° 940. — DALLOZ (*Répertoire*, v° *Droit public*, n° 4) cite les Remontrances du Parlement de Bordeaux, en date du 30 juin 1760, où nous lisons : « Ces biens sont inaliénables par leur nature. Ce n'est pas une véritable propriété dans la main du souverain, mais plutôt un dépôt qui lui a été confié. » — Cf. PROUDHON, *Traité du domaine public*, nos 202, 203, 204.

³ FENET, XI, 538.

par la génération présente pour le compte des générations futures¹. »

Tels sont les caractères du domaine public ; demandons-nous ce que comprend sa partie fluviale et maritime. Reportons-nous au Code civil. L'énumération des biens du domaine public national est donnée par les articles 538 et 540. Le domaine public fluvial et maritime comprend : « les fleuves et rivières navigables ou flottables, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les havres, les rades..... » (art. 538).

C'est à tort que cet article nomme les lais et relais : on désigne sous le nom de *lais* les alluvions que la mer procure aux propriétés riveraines, et sous le nom de *relais* les terrains que la mer abandonne définitivement en se retirant ; ils font partie du domaine de l'État, et sont susceptibles de propriété privée. On les a expressément déclarés disponibles en 1566. « Le Gouvernement, dit l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807, pourra concéder avec les conditions qu'il aura réglées, les marais, lais et relais de mer². » Sauf cette légère erreur, l'article 538 ne laisse subsister aucune difficulté quant à l'énumération des biens composant le domaine public fluvial et maritime.

Nous examinerons successivement les divers biens qui composent ce domaine.

1° *Le rivage*³. Il rentre dans le domaine public mari-

¹ DUCROCQ, t. II, n° 973.

² PLOCQUE, p. 400.

³ La haute mer n'appartient à personne (CALVO, *Droit international*, t. I^{er}, p. 353). La mer qui borde le rivage est soumise à la souveraineté nationale dans un rayon déterminé ; l'article 4^{er} du traité du 20 octobre 1818 entre l'Angleterre et les États-Unis ; la loi belge du 7 juin 1832, les articles 9 et 10 du traité du 2 août 1839 et l'article 4^{er} de celui du 11 novembre 1867 entre la France et l'Angleterre,

time. On suit pour les côtes de la Méditerranée la règle romaine : *Littus est eatenus quâ maxime fluctus hibernus exæstuat*, et pour les côtes de l'Océan, celles de l'ordonnance de 1681 : « Tout ce que la mer couvre et découvre pendant les nouvelles et pleines lunes est jusqu'où le plus grand flot de mars se peut étendre sur la grève¹. »

La Cour de cassation a refusé de qualifier rivage de la mer des terrains accidentellement recouverts par les vagues et même des terres submergées périodiquement pendant quatre-vingt-dix jours de l'année, mais où la mer arrive graduellement par un goulet résultant d'une section survenue à la falaise².

2° *Les ports, havres et rades*. Ils font aussi partie du domaine public maritime. Ce ne sont que des parties de la mer, naturellement ou artificiellement appropriées soit aux besoins de la défense nationale, soit à ceux du commerce et de la navigation. Ils font partie du domaine public avec tous leurs ouvrages. Tout ce qui les concerne est placé dans les attributions soit du ministre de la marine soit du ministre des travaux publics³.

3° *Les rivières navigables ou flottables*. On distingue parmi les cours d'eau les rivières navigables ou flottables, les petites rivières et les ruisseaux.

Les rivières navigables ou flottables font partie du domaine public, en vertu de l'article 538 du Code civil. A la navigabilité l'article 538 du Code civil assimile le flot-

fixent la limite de la mer territoriale à trois milles marins de la côte à marée basse.

¹ Dig., 412, *De verb. obligat.* — BONA-CHRISTAVE, *Du rivage de la mer* (1872), p. 53. — PLOCQUE, *De la mer et de la navigation maritime* (1870), p. 319.

² Cass., 4 mai 1837, D. 1836, I, 366.

³ DUCROCQ, t. II, n° 944.

tage; il s'agit dans cet article du flottage par trains ou radeaux, affecté comme la navigation au transport des marchandises, mais non du flottage à bûches perdues¹.

L'ordonnance du 10 juillet 1839 et les actes de pouvoir exécutif connus sous le nom de « déclarations de navigabilité donnent la nomenclature des fleuves et rivières navigables ou flottables². » Ces actes ne visent point la domanialité publique, mais constatent seulement le fait matériel générateur de cette domanialité, c'est-à-dire l'aptitude du cours d'eau à pouvoir d'amont en aval, soit dans la totalité, soit seulement dans une partie de son cours, servir de moyens de transport³. Il en résulte que cette liste n'est point limitative. La question reste entière pour les cours d'eau qui n'y figurent point; on décide en fait et dans chaque espèce l'aptitude physique du cours d'eau. Le Conseil d'État décide que la constatation doit être faite par le conseil de préfecture⁴.

Les rivières navigables ou flottables étant classées dans le domaine public, il importe de déterminer quelle étendue au juste on peut reconnaître à ces parties du domaine public. Quelles sont les limites où s'arrête exactement la propriété domaniale ?

La règle que donnait le droit romain était aussi simple que rationnelle : « *Ripa autem dicitur quod plurissimum flumen continet, naturalem cursus sui rigorem tenens*⁵. »

Cette règle était acceptée sans difficulté par Proudhon :

¹ Avis du Conseil d'État du 21 février 1822. — Loi 15 avril 1829, art. 4^{er}.

² Cf. DALLOZ, v^o *Pêche fluviale*, n^o 22. — L. 15 avril 1829, art. 3.

³ DUCROCQ, t. II, n^o 935.

⁴ C. d'Ét., 23 juin 1844; 15 décembre 1842; 44 avril 1853; 15 juillet 1853; 17 août 1864; 2 mai 1866. — DUFOUR, III, n^o 302.

⁵ L. 1, § 5 D., *De fluminibus*.

« Le domaine public, dit-il, doit s'étendre jusque-là, parce que c'est jusqu'à ce point que le fleuve porte son action et exerce son empire, et que ce n'est que par cette ligne extrême qu'on peut dire qu'il est entièrement limité. Mais on doit le borner là, sans qu'il soit nécessaire de regarder les rives ou limites du fleuve comme devant encore être reculées, lorsque, par quelque cause passagère, il vient à déborder¹. »

Il semble que ce principe aurait dû être à l'abri de toute critique. Néanmoins, un arrêt de la Cour de Rouen décida que la limite du lit d'un fleuve ne devait pas être fixée au point où commence le débordement, mais seulement à la hauteur qu'atteignent les eaux moyennes².

Cette opinion ne prévalut pas. Celle de Proudhon, reproduisant l'ancienne règle romaine, triompha au contraire dans la jurisprudence que l'on peut considérer aujourd'hui comme fixée sur la question : « Le lit des rivières, dit la Cour de cassation, comprend tout le terrain qu'atteignent et couvrent, dans les habitudes de leur cours et sans débordement, les eaux parvenues à leur plus haut point d'élévation³. »

Les petites rivières sont celles qui ne sont ni navigables ni flottables ou qui sont flottables seulement à bûches perdues. Elles ne sont pas considérées comme des dépendances du domaine public. La question s'est posée de savoir à qui appartient la propriété de ces rivières. Nous n'avons pas à entrer dans cette discussion, malgré l'intérêt qu'elle offre.

¹ PROUDHON, *Du domaine public*, t. III, n° 743.

² Rouen, 16 décembre 1842, S., 1843, II, 409.

³ Cass., 8 décembre 1863, D., 1864, I, 114; Req., 9 juillet 1846, D., 1846, I, 170; Lyon, 19 janvier 1849, D., 1849, II, 148, etc.

On sait que quatre systèmes ont été soutenus sur ce sujet : 1° les cours d'eau non navigables ni flottables font partie du domaine public ; 2° le tréfonds appartient aux riverains et la masse d'eau n'appartient à personne ; 3° les riverains sont propriétaires du lit et du cours d'eau ; 4° le lit et les cours d'eau sont des *res nullius*, qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous. La Cour de cassation a consacré cette dernière doctrine¹.

Les ruisseaux se distinguent des rivières soit par la moindre étendue de leur cours, soit par leur intermittence, soit par leur largeur, leur importance et leur utilité moindres². Ils sont la propriété privée des riverains³.

Les sources, les étangs, etc., appartiennent aux particuliers. Les riverains ont le droit d'alluvion, l'État a le droit de supprimer les étangs dangereux. Il peut concéder à des tiers ou opérer par lui-même le dessèchement des marais⁴.

Il ne faut pas confondre avec les sources et les étangs les étendues d'eau auxquelles on donne le nom d'étangs salins : ils font partie du domaine public fluvial ou du domaine public maritime suivant qu'ils communiquent immédiatement ou non avec la mer⁵.

Les canaux de navigation ne sont pas compris dans l'énumération de l'article 538 du Code civil. Ils réunissent pourtant les trois caractères essentiels de la domanialité

¹ Cass., 40 juin 1846, 6 mai 1861, 16 août 1862, 8 mars 1865 ; Bordeaux, 29 juin 1865 ; Rouen, 3 janvier 1866. — Ducrocq, II, n° 1044 et suiv.

² Ducrocq, II, n° 979.

³ Agen, 4 mars 1856 ; Bordeaux, 7 août 1862.

⁴ Loi du 16 septembre 1807, art. 4^{er}.

⁵ Sur les sources minérales, cf. L. 14 juillet 1856.

publique¹. Il peut y en avoir du reste appartenant à des communes.

Les canaux de dessèchement sont soumis à la surveillance administrative organisée par l'arrêté du 19 ventôse an VI².

Les travaux d'endiguement contre la mer, les cours d'eau ou les lacs sont obligatoires pour les riverains quand l'administration en a reconnu la nécessité³.

Il n'y a guère de difficulté, on le voit, sur la composition même du domaine public fluvial et maritime. Il semble qu'il ne devrait pas y en avoir davantage pour déterminer le caractère essentiel auquel on peut reconnaître les biens qui font partie de ce domaine public.

En effet, il n'est pas difficile de constater que ces divers biens ont été rangés dans le domaine public en considération de leur nature physique. Il paraît donc logique, pour déterminer tout ce qui a trait à la nature, au but et aux effets de la délimitation de ce domaine, de se rapporter à la situation géographique des lieux et à leur configuration naturelle. Rien n'était plus simple que cette règle, et pourtant, c'est pour s'en être écartées, que la doctrine et la jurisprudence ont abouti à des systèmes si divergents, systèmes dans le détail desquels nous entrons par la suite.

¹ DUCROCQ, t. II, n° 943.

² DUCROCQ, t. II, n° 943.

³ L. 46 septembre 1807. — DUCROCQ, t. II, n° 983.



CHAPITRE PREMIER.

CE QU'ON ENTEND PAR DÉLIMITATION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL ET MARITIME.

Toutes les fois que des biens limitrophes appartiennent à des personnes différentes, il y a lieu d'en fixer les limites. Mais nous savons déjà que la délimitation entre le domaine public et une propriété privée présente des difficultés d'un tout autre ordre que celles relatives à la délimitation entre deux propriétés privées.

Pour obtenir la délimitation de deux propriétés privées voisines, les propriétaires intéressés agissent par l'action en bornage. Le bornage, qui rentre dans la compétence des juges de paix depuis la loi du 25 mai 1838 (art. 6) a pour effet de déclarer les limites. Les règles relatives à l'action en bornage s'appliquent non-seulement quand ce sont des particuliers dont les propriétés se touchent, mais toutes les fois que l'une des propriétés ou même toutes les deux font partie du domaine privé des personnes morales administratives, comme l'État, le département, la commune.

Passons maintenant à la délimitation entre le domaine public et la propriété privée. Et d'abord, quand y aura-t-il entre ces deux catégories de biens un voisinage nécessitant une délimitation ?

Un domaine privé peut être en contact avec le domaine public fluvial et maritime : 1° s'il est limitrophe du rivage ; 2° s'il touche à un cours d'eau navigable et flottable ; 3° s'il borde un canal de navigation.

Dans ces trois cas, il y aura lieu à une délimitation du domaine public. Qu'entend-on au juste par cette expression de délimitation? C'est la fixation des limites du domaine sur lequel les particuliers ne peuvent prétendre. Le but de la délimitation est de prévenir les empiètements.

C'est, selon nous, une opération analogue au bornage et, en principe, elle en produira les effets. C'est là un point de vue dont certains systèmes se sont pourtant écartés, et à l'occasion duquel des difficultés sont nées.

On peut se demander, en effet, si l'acte de délimitation qui émane de l'autorité administrative doit se contenter de déclarer des limites sans y rien modifier, ou, au contraire, s'il peut être attributif de propriété, pourra-t-il faire, au profit de l'État, une sorte d'expropriation? Nous nous proposons de démontrer qu'il ne doit pas faire autre chose que déclarer les limites naturelles et que c'est la nature même qui fait la distinction du domaine public et des propriétés privées. En un mot, à nos yeux, la destination des biens du domaine public et des domaines privés vient d'une différence de nature. On ne peut imaginer que le domaine public appartienne à un particulier. Il a une destination si essentiellement liée à l'intérêt général qu'il y a incompatibilité absolue entre cette destination et une appropriation privée. Tel est le principe qui dominera toute notre étude et d'où découlera la solution des diverses questions qui se présenteront. Toutes les fois qu'il s'agit de fixer la limite du domaine public et du domaine privé, il suffira de rechercher ce qu'indique la nature.

Il peut aussi y avoir intérêt à déterminer la limite qui sépare le domaine public fluvial du domaine public ma-

ritime. Ce cas se présente dans les fleuves où le flot remonte à une distance de l'embouchure plus ou moins grande¹. En effet, les alluvions appartiennent aux riverains du fleuve, les lais et relais à l'État. En principe, la mer ne va point jusqu'au point de cessation de la salure des eaux, et le rivage ne s'étend pas jusque-là².

On appelle aussi improprement délimitation la fixation des limites des cours d'eau non navigables, ni flottables. Les tribunaux de droit commun sont-ils compétents pour juger les questions relatives à ces limites comme lorsqu'il s'agit des limites des simples ruisseaux³. Cela ne peut guère se soutenir que dans le système qui fait des petites rivières la propriété des riverains. La loi du 8 janvier 1790 charge les administrateurs des départements de pourvoir à la conservation des rivières, ainsi qu'au maintien de la salubrité et de la sûreté publiques; la loi du 20 août 1790, de rechercher et d'indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux, d'empêcher que les prairies ne soient submergées, et de diriger enfin, autant qu'il sera possible, toutes les eaux de leur territoire vers un but d'utilité générale⁴. »

¹ DALLOZ, v^o *Eau*.

² BONA-CHRISTAVE, p. 56. — C. d'Ét., 24 mai 1863 (D. 1863, III, 63). — « S'il en est autrement, il faut refaire la langue ou la géographie, il faut dire que la Dordogne se jette non dans la Garonne, mais dans la mer; il faut dire que Rouen est situé sur la mer (Conclusions de M. de l'Hôpital).

³ C. d'Ét., 2 décembre 1853. — DALLOZ, v^o *Voirie par eau*.

⁴ Cf. DUFOUR, IV, n^o 203. — SERRIGNY, *Compétence administrative*, II, n^o 934.

CHAPITRE II.

QUELLE EST L'AUTORITÉ CHARGÉE DE FAIRE LA DÉLIMITATION.

La première question qui se présente au sujet de la délimitation du domaine public, fluvial ou maritime, est celle de savoir quelle autorité devra y procéder. Il y a une limite variable à préciser : à qui doit légalement incomber ce soin ? Est-ce à l'autorité judiciaire ? Ne serait-ce pas plutôt à l'autorité administrative ? En d'autres termes, est-ce là une pure question de fait sur lequel l'autorité judiciaire doit statuer, ou les délimitations nécessitent-elles l'intervention active d'un pouvoir administratif ? Il faut se prononcer entre ces deux pouvoirs, pouvoir judiciaire, pouvoir administratif.

La question se posera en pratique dans les termes suivants. Il faut supposer qu'une personne intente une action en revendication relativement à des terrains qu'elle prétend avoir acquis par alluvion. Le tribunal civil, saisi de cette action, devra-t-il statuer lui-même sur la question de limite entre le particulier et le domaine public, ou devra-t-il surseoir au jugement jusqu'à ce qu'un acte souverain de l'administration soit intervenu pour régler cette question préjudicielle ?

Des auteurs ont soutenu que l'autorité judiciaire était seule compétente en cette matière.

Proudhon, notamment disait que les difficultés nées à l'occasion de la fixation de la ligne séparative du domaine public et des fonds riverains étaient seulement de fait et

qu'elles pouvaient être aisément aplanies par une expertise judiciairement exécutée, attendu que les débats portent sur une question de propriété¹.

La même opinion a été défendue par M. Demolombe. « La question de savoir, dit-il, si le fait de l'alluvion est accompli..... ne peut généralement être décidée qu'en fait d'après les circonstances et l'état des lieux..... c'est aux magistrats qu'il appartient de décider et de maintenir également les droits réciproques de part et d'autre². »

Cette théorie a cependant été écartée par une jurisprudence importante. Il y a accord aujourd'hui pour admettre que l'autorité administrative a seule le droit de procéder à la délimitation du domaine public, fluvial et maritime.

Certes, s'il s'agissait seulement d'un débat entre deux propriétaires riverains se disputant le droit à un terrain d'alluvion, il appartiendrait aux tribunaux civils de se prononcer, parce qu'alors il n'y aurait en cause que des intérêts privés. Mais la situation est toute autre quand il y a en présence le domaine public et le domaine d'un particulier. Ici, il y a une sorte de question préjudicielle. Les tribunaux civils ne peuvent déterminer eux-mêmes la limite des eaux; ils doivent renvoyer l'examen de cette question aux autorités administratives, avant de statuer sur le fond du litige entre l'État et le particulier riverain.

Telle est la jurisprudence constante du Conseil d'État³. D'après les nombreux arrêts rendus sur ce point, « il n'ap-

¹ *Traité du domaine public*, t. III, n° 744.

² *Distinction des biens*, t. II, n° 54.

³ Cons. d'Ét., 4 mars 1843, 6 juin 1844, 4 avril 1845, 5 septembre 1846, 30 mars 1847, etc.

partient qu'à l'autorité administrative de prononcer sur l'étendue et les limites des fleuves et rivières navigables. »

Sur quels fondements s'appuie cette jurisprudence? Sur l'article 2, section III, de la loi des 22 décembre 1789-8 janvier 1790, ainsi conçu :

« Les administrations de département seront chargées, sous l'autorité et l'inspection du roi comme chef suprême de la nation et de l'administration générale du royaume, de toutes les parties de cette administration, notamment de celles qui sont relatives..... 5° à la conservation des propriétés publiques; 6° à celles des forêts, rivières, chemins et autres choses communes... »

C'est donc du devoir de conserver le domaine public que découle pour l'autorité administrative, celui de le délimiter. Elle a une mission de garde et de conservation sur toutes les dépendances du domaine public; elle doit le protéger et le mettre à l'abri de toute usurpation. « Les besoins de la navigation, dit M. Christophle, les dangers des inondations, les intérêts multiples qui se groupent autour de ces grandes artères de la circulation fluviale, placent naturellement la protection et la conservation du lit et des rives dans le domaine de l'administration active¹. »

Il résulte de la loi des 22 décembre 1789-8 janvier 1790, que nous venons de citer, que l'autorité administrative compétente pour la délimitation du domaine public, fluvial ou maritime, est le préfet du département, sous l'autorité du chef de l'État et du ministre de la marine ou du ministère des travaux publics.

¹ A. CHRISTOPHLE, *Revue crit.*, t. XXXII, 1868, p. 390.

Au ministère de la marine est confié le domaine public maritime, comprenant les rivages de la mer, sauf ceux qui avoisinent l'embouchure des fleuves et rivières, et les ports de la marine militaire. Au ministère des travaux publics sont confiées les autres parties du domaine public fluvial et maritime ¹.

Ce sont donc les préfets des départements qui rendent des arrêtés de délimitation ou de domanialité en ce qui concerne tout le domaine public fluvial.

En ce qui concerne le domaine public maritime, une distinction est à faire entre la délimitation des rivages de la mer et celle des autres parties du domaine public maritime.

Cette distinction est posée par un décret du 21 février 1852.

Pour les parties du domaine public maritime autres que les rivages de la mer, il n'y a pas de différence avec la délimitation du domaine public fluvial, sauf que les préfets maritimes partagent cette mission avec les préfets de département, et que les arrêtés doivent être visés par le ministre de la marine.

Quant aux limites de la mer, le décret du 21 février 1852 décide qu'elles seront déterminées par des décrets du chef de l'État, rendus sous forme de règlements d'administration publique, tous les droits des tiers étant réservés ².

La délimitation est faite sur le rapport du ministre des travaux publics, lorsqu'elle a lieu à l'embouchure des fleuves et rivières, et sur le rapport du ministre de la marine lorsqu'elle a lieu sur d'autres points du littoral.

¹ DUCROCQ, t. II, n° 958.

² Autrefois, c'étaient les amirautés qui statuaient (PLOCQUE, 333).

Dans ce dernier cas, elle est confiée par le ministre de la marine indistinctement soit aux préfets maritimes, soit aux préfets du département. Dans les ports de commerce, les opérations préparatoires sont faites par les préfets de département, contrairement avec l'autorité maritime.

Un décret rendu en assemblée générale du Conseil d'État a fixé la limite du rivage. Sauf quelques instructions ministérielles, rien n'indique les formalités qui doivent précéder ce décret, un travail d'ensemble n'a pas été entrepris ¹.

« Voici, dit M. Bona-Christave, comment on procède aux délimitations partielles. Le préfet maritime ou le préfet du département apprécie s'il y a lieu de fixer les limites du rivage; il prend l'avis des ministres de la marine, des travaux publics et des finances. Si l'opportunité du travail est reconnue, les ingénieurs chargés du service maritime examinent les lieux, dressent un plan indicatif de l'étendue du rivage et font le plan de délimitation. Leur rapport est communiqué au directeur des douanes qui l'examine au point de vue de son service; à l'officier du génie, directeur des fortifications, et enfin au préfet maritime qui le soumet au commissaire de l'inscription maritime et au commissaire aux travaux. Le directeur des domaines fait ensuite une visite attentive des lieux pour contrôler le projet des ingénieurs. La période préparatoire est dès lors achevée. Le préfet du département fait déposer à la sous-préfecture le dossier de l'affaire et ouvre une enquête d'un mois. Des registres sont déposés dans les justices de paix et dans les mairies des communes riveraines pour

¹ PLOCQUE, p. 335. — DUCHESNE, *Le domaine maritime* (1856), p. 49, 407, 418. — BONA-CHRISTAVE, p. 80. — Circulaire du ministre de la marine du 4^{er} mai 1855.

recevoir toutes les réclamations. Le mois écoulé, le préfet réunit une commission composée de deux conseillers généraux, trois maires, un employé des domaines, un inspecteur des douanes, un officier du génie, l'ingénieur des travaux hydrauliques et le commissaire de l'inscription maritime. Cette commission dépouille les registres d'enquête, examine les lieux à l'époque d'une grande marée, entend les propriétaires voisins, et constate si le projet est conforme à l'état matériel des lieux. L'instruction du ministre de la marine, en date du 18 juin 1864, recommande de ne pas confondre le flot de tempête avec le mouvement de la mer sous l'action du vent.

« Le préfet transmet au ministre le projet des ingénieurs, le rapport de la commission et les observations des chefs de service de la marine, de la guerre, des domaines et de la douane. Le ministre saisit le Conseil d'État. La section de la marine fait le projet de décret qui est ensuite discuté par l'assemblée générale. »

Telle est la marche que l'on suit en l'absence de dispositions légales précises pour délimiter le rivage de la mer.

CHAPITRE III.

DES EFFETS DE LA DÉLIMITATION.

Nous savons à quelle autorité appartient le droit de délimitation du domaine public, fluvial et maritime. Mais là n'est pas la difficulté principale de la matière. C'est relativement aux conséquences de cette délimitation que

les divergences les plus considérables se sont produites entre les auteurs et dans la jurisprudence.

C'est là qu'apparaît surtout le conflit entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire. Les tribunaux judiciaires pourront-ils et devront-ils dans certains cas accorder une indemnité aux particuliers qui invoqueraient un droit de propriété?

La réponse dépend de la portée que l'on attribue à l'acte de délimitation. Y a-t-il une limite administrative distincte de la limite naturelle? Y a-t-il lieu de distinguer entre la délimitation qui a été faite pour le présent et l'avenir et celle qui est applicable en même temps au passé? Tels sont les points sur lesquels porte le désaccord.

Quelles solutions ont été proposées pour résoudre ces difficultés?

Trois systèmes principaux que nous ferons connaître, se sont produits tout d'abord, le premier soutenu par l'administration, le second par le Conseil d'État, le troisième par les tribunaux judiciaires avec la sanction de la Cour de cassation.

En même temps, ces divers systèmes rencontraient dans la doctrine des partisans et des adversaires et étaient l'occasion de savantes discussions dans la presse juridique.

Aujourd'hui, la question semble définitivement résolue, en jurisprudence au moins, depuis deux décisions du Tribunal des conflits. Toutefois quelques divergences subsistent encore dans la doctrine.

Suivant dans cette voie des auteurs éminents, nous nous proposons d'adopter un système qui s'écarte sur quelques points de celui du Tribunal des conflits¹.

¹ DUCROCQ, t. II, n° 961. — AUCOC, *Du caractère et des effets des*

Nous croyons pouvoir apporter plus de méthode dans notre étude en faisant connaître tout d'abord le système auquel nous nous rangeons. Ensuite, nous exposerons et nous discuterons les diverses théories qui ont été présentées sur les effets de la délimitation et l'historique de la jurisprudence sur cette grave question.

Nous aurons, comme point de départ, à distinguer la fixation des limites actuelles et la recherche de l'état antérieur des lieux, c'est-à-dire la fixation des limites anciennes, qu'on appelle d'ordinaire délimitation pour le passé.

Nous savons que le but de la délimitation est seulement de conserver : en conséquence, ce ne peut pas être un moyen d'acquérir. Nous ne comprenons pas comment une notion aussi simple a pu être discutée par des jurisconsultes dont quelques-uns jouissent d'une légitime réputation.

L'acte de délimitation, comme le dit le décret de 1852, ne peut empiéter sur les domaines privés. Si l'administration juge nécessaire d'agrandir le domaine, elle devra recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Elle a seulement le droit de dire : le lit du fleuve, c'est-à-dire le terrain couvert par les plus hautes eaux navigables, avant tout débordement, s'étend jusqu'à un tel point¹; le rivage de la mer, c'est-à-dire l'espace de terrain couvert par le plus grand flot de mars s'étend jusqu'à tel point.

actes administratifs qui délimitent le domaine public (Rev. crit. de lég. et de jur., t. XXXIV, février 1869, p. 421).

¹ C. d'Ét., 27 février 1862; 4 juillet 1862; 8 mars 1866; 17 août 1866; 22 novembre 1866; 16 janvier 1880. — C. de cass., Ch. req., 8 décembre 1862. — Dijon, 5 mai 1865.

On objecte que la législation sur l'alignement des routes et des rues permet au préfet d'incorporer à la route; l'article 15 de la loi du 21 mai 1836 permet d'élargir les chemins vicinaux.

Mais il y a là une législation d'un caractère tout spécial, en grande partie antérieure à 1789, qui permet l'expropriation dans des conditions spéciales.

Il n'existe aucun texte analogue pour les arrêtés de délimitation¹.

Leur rôle est de déterminer les limites du domaine public, limites fixées par la nature, qu'il s'agit de reconnaître non d'établir.

Si les préfets font davantage, s'ils enlèvent aux riverains une propriété non comprise dans le lit du fleuve², il y a excès de pouvoir; le particulier qui serait lésé par un excès de pouvoir a droit de recourir au Conseil d'État qui jugera alors comme tribunal de cassation³.

Le Conseil d'État examine si, sous les apparences d'un arrêté de délimitation, une expropriation n'a pas été faite; dans ce but, il recherche les limites naturelles des eaux; si elles sont en deçà des limites administratives, il ordonne non le paiement d'une indemnité, mais bien plus, il ordonne la restitution du terrain compris à tort dans la délimitation⁴. Mais si les limites naturelles sont conformes

¹ Aucoc, *Revue critique*, 1869.

² Le plus souvent je prends pour exemple le cas le plus fréquent, celui d'un arrêté préfectoral de délimitation du cours d'un fleuve, ce que j'en dis s'applique à toute délimitation de domaine fluvial et maritime.

³ C. d'Ét., 23 mai 1864; 6 août 1861; 6 juillet 1865; 3 mars 1866; 13 décembre 1866; 9 janvier 1868.

⁴ DUCROCQ, t. II, n° 963, C. d'État, 15 avril 1868. « Considérant que notre décret du 4^{er} décembre 1858 n'a pas été pris en vertu de

aux limites administratives, l'arrêté sera maintenu et le riverain n'a rien à réclamer.

Ce n'est point qu'il n'ait pu éprouver un préjudice. Peut-être son terrain était-il autrefois plus étendu : mais l'État ne peut être rendu responsable du fait du fleuve¹, c'est-à-dire d'un cas fortuit. Un propriétaire dont le bien a été couvert par les flots ne peut même pas en retirer les produits naturels tels que la tourbe².

Il se peut cependant que des travaux, des digues, des ponts, aient augmenté la force du courant, aient donné au fleuve une hauteur plus grande et entraîné par là indirectement la modification des limites naturelles. La restitution du terrain ne peut être due, mais une indemnité devra être payée³.

Si le riverain allègue que le fait du fleuve a été causé par des travaux accomplis par l'État, il devra prouver : 1° qu'il a éprouvé un préjudice ; 2° que ce préjudice résulte non du seul fait du fleuve, mais des travaux exécutés.

Pour établir le premier point, le conseil de préfecture, seul compétent pour statuer sur les réclamations contre le dommage résultant de l'exécution des travaux publics⁴,

la loi du 3 mai 1841 et d'après les règles établies par cette loi, qu'il ne contient pas de déclaration d'utilité publique pour l'expropriation des propriétés particulières, nécessaire pour l'exécution.... »

¹ Ducrocq, t. II, n° 963.

² Douai, 40 janvier 1842.

³ De même si un cas de force majeure coïncide avec un fait ou une faute de l'administration, si les conséquences d'un orage ou le débordement d'une rivière ont été aggravées par les dispositions défectueuses des travaux exécutés par l'administration, l'administration doit, au moins pour partie, contribuer à la réparation du dommage (C. d'Ét., 23 mars 1853 ; 17 avril 1856 ; 2 mai 1866. — Aucoc, *Conférences sur l'administration*, t. II, p. 259).

⁴ Aucoc, *Conférences*, II, p. 283.

fixera les limites naturelles anciennes et actuelles. Décidera-t-il de même la question de savoir si la variation des limites résulte des travaux de l'administration et fixera-t-il l'indemnité à laquelle a droit le riverain dans le cas de l'affirmative? Puisqu'une atteinte a été portée à la propriété privée, c'est aux tribunaux, a-t-on dit, qu'il appartient de fixer l'indemnité. Nous reviendrons plus tard sur ce point lorsque nous aurons fait connaître l'état actuel de la jurisprudence.

En fixant l'indemnité, on tient compte de la plus-value que les travaux ont pu, d'autre part, procurer au terrain.

Il faut du reste que le dommage soit la conséquence immédiate du fait de l'administration¹. Les principes généraux du droit administratif règlent les questions de la responsabilité propre des entrepreneurs, concessionnaires, sous-traitants, ouvriers, etc., des droits des locataires, etc. 2° Le Conseil d'État peut donc dans ce premier cas délimiter pour le passé même.

Il est un second cas où le Conseil d'État aura à examiner la différence entre les limites anciennes et les limites actuelles. Les riverains peuvent alléguer que leurs ayants-droits étaient propriétaires avant 1566. Les droits antérieurs à 1566 sont les seuls qui puissent exister sur les dépendances du domaine public.

3° Enfin l'autorité administrative peut délimiter même pour le passé dans le but de réclamer des terrains usurpés par les particuliers. Elle peut dire : Ceci était à moi, il y

¹ Aucoc, *Conférences sur l'administration*, II, 260-272. — Le dommage ne donne pas droit à l'indemnité si le fait de l'administration ne porte atteinte qu'à une jouissance précaire, par exemple, si un propriétaire a obtenu l'autorisation d'établir sur le port d'un fleuve un port d'embarquement qu'un barrage d'écluse vient supprimer (*Ibid.*, 263. — C. d'Et., 6 janvier 1865).

a vingt ans, il y a cinquante ans, et comme tel inaliénable et imprescriptible. Elle peut revendiquer le terrain envahi par les particuliers¹. S'il y a eu empiètement, le délinquant est poursuivi devant le conseil de préfecture pour délit de grande voirie. S'il y a eu un arrêté de délimitation, le conseil connaît les limites par l'arrêté lui-même. S'il n'y a pas eu d'arrêté de délimitation, le conseil de préfecture saisi d'une contravention de grande voirie ne doit ni se déclarer incompétent ni surseoir à statuer, il doit rechercher les limites naturelles². C'est ce que le Conseil d'État a jugé pour les fleuves³ et pour les rivages de la mer⁴.

Résumons donc les propositions que nous tenons pour vraies : Le pouvoir de délimiter ne consiste que dans la recherche des limites naturelles; si l'administration veut élargir ces limites, elle doit recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique; un arrêté de délimitation qui ne respecterait pas les limites naturelles doit être annulé pour excès de pouvoir.

Telle est la théorie à laquelle nous nous rangeons. Mais, nous l'avons dit, ce système n'a pas été suivi de tout temps; actuellement encore, il ne rallie pas l'unanimité des suffrages. Nous devons faire l'historique de la question et examiner de près les divers systèmes qui ont été proposés.

Le système suivi par l'administration fait de la délimitation un acte qui doit demeurer à l'abri de tout examen des tribunaux judiciaires. Il n'y a pas en dehors de la

¹ Aucoc, *Rev. de lég., loc. cit.*

² DUCROCQ, t. II, n° 960.

³ C. d'Ét., 27 juillet 1877.

⁴ C. d'Ét., 27 mars 1874 ; 19 février 1877.

délimitation faite par les agents de l'administration, une limite naturelle qu'il appartiendrait aux tribunaux de rechercher.

Ce n'est point à dire que l'administration n'ait pas à tenir compte des circonstances physiques et naturelles et que la ligne séparative du domaine public et de la propriété privée soit fixée par elle d'une façon arbitraire. Tout au contraire, la délimitation est un simple bornage, conforme à la délimitation naturelle. L'administration recherche les limites naturelles et déclare quel en est le tracé.

Le but de la délimitation étant seulement de constater le fait de l'occupation du terrain par les plus hautes eaux, les riverains ne sauraient avoir aucune indemnité à réclamer. Il ne peut leur être dû quoi que ce soit à raison des caprices du fleuve. Donc l'arrêté de délimitation produit ses effets dans le passé aussi bien que dans le présent et la dépossession des riverains est absolue.

Le Conseil d'État soutint d'abord la même théorie. Il n'admettait pas que les particuliers discutassent devant lui par la voie contentieuse la délimitation administrative. Le plaideur ne pouvait que demander au ministre de réformer l'arrêté¹.

C'était une jurisprudence pleine de dangers pour la propriété privée².

Plus tard, le Conseil d'État a distingué les délimitations faites pour le passé et celles qui sont faites pour l'avenir.

¹ C. d'Ét., 4 avril 1845; 31 mai 1847; 22 mai 1850; 30 juillet 1852; 41 avril 1859; 44 décembre 1859; 43 mai 1864; 46 août 1864; 27 février 1862; 4 juillet 1862; 42 juillet 1864; 6 juillet 1865; 8 mars 1866; 47 août 1866.

² Aucoc, *loc. cit.*, t. XXXIV. — BATBIE, *Revue critique*, t. XXXV.

Les premières avaient pour conséquence l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité dans le passé des terrains compris dans les limites anciennes : les riverains ne pouvaient avoir sur ces terrains de droits qu'en vertu de concessions antérieures à 1566, ou en vertu de ventes nationales.

Dans tous les autres cas, le terrain dont ils se disaient propriétaires eût-il été envahi par les eaux à la suite des travaux de l'administration, ils n'avaient droit à aucune indemnité. C'était une situation rigoureuse : avant de la leur imposer, le Conseil d'État les admettait à discuter l'exactitude de la délimitation.

Mais contre la reconnaissance des limites actuelles, aucun recours n'était admis : il suffit, disait-on, de réserver les droits des tiers. Oui, cela pouvait suffire quand il s'agissait de la délimitation du domaine public artificiel (canal, rivière canalisée) et quand cette délimitation était exacte ; sans doute les anciens propriétaires perdaient leur terrain ; mais, s'ils prouvaient qu'ils l'avaient perdu, ils avaient droit à une indemnité : leurs droits étaient donc sauvegardés. La délimitation ne prouvait pas qu'ils eussent reçu une indemnité, et ils pouvaient la réclamer, c'était assez.

Mais, quand la délimitation était inexacte, c'était trop peu pour les propriétaires dépouillés que de toucher une indemnité : il aurait fallu qu'ils pussent rentrer en possession de leur terrain, leur accorder une simple indemnité, c'était les exproprier.

L'injustice était plus grande encore lorsqu'il s'agissait des limites actuelles d'un cours d'eau navigable ou de la mer. Les propriétaires du terrain envahi par les eaux n'ont aucune indemnité à réclamer à l'État, ils n'ont pas à

se plaindre qu'on leur enlève un terrain que la force des eaux a transformé en domaine public.

Mais supposez une délimitation inexacte : leur interdire de la contester, c'est leur enlever tout droit. La réserve de leurs droits est illusoire ; car la délimitation est tenue pour exacte, et ils ne peuvent réclamer une indemnité pour le fait des eaux. Ils n'ont pas moyen de rentrer, comme il serait juste, en possession de leur terrain : car ils ne pourraient le faire qu'en prouvant l'inexactitude de la délimitation. Ils n'ont donc pas de juges, ils ne sont pas même indemnisés¹.

On comprend qu'en présence de tels dangers, l'autorité judiciaire ait voulu protéger la propriété privée. Nous arrivons par là au troisième système, celui des tribunaux judiciaires.

La Cour de cassation chercha un biais pour donner un juge aux propriétaires lésés². Elle voulait que les tribunaux civils eussent le pouvoir, sinon de les remettre en possession, du moins de leur accorder une indemnité lorsque les limites administratives ne seraient pas conformes aux limites naturelles.

Elle ne pouvait, comme il eût été désirable que cela fût fait, modifier l'arrêté de délimitation et réformer la décision administrative : elle changea alors le caractère de cette décision pour en faire un acte irrévocable, mais susceptible d'entraîner un droit à indemnité : elle l'assimila à un décret d'expropriation pour cause d'utilité publique. Désormais les particuliers qui prétendirent que l'autorité administrative avait englobé dans le lit du fleuve des terrains dont ils étaient propriétaires ne purent, il est vrai ,

¹ Aucoc, *loc. cit.*, t. XXXIV.

² BATBIE, *loc. cit.*

se faire maintenir en possession, mais ils purent recevoir une indemnité¹.

Ainsi la Cour de cassation, *utilitatis causâ*, accordait à l'administration le droit exorbitant d'incorporer des biens privés au domaine public, le droit d'exproprier sans observer les formes prescrites par la loi du 3 mai 1841².

Ce système n'avait aucune base légale! Aucun texte ne donne à l'arrêté du préfet la valeur d'un décret déclaratif d'utilité publique. En vain invoqua-t-on l'analogie avec la législation sur l'alignement des routes : là, il y a des textes qui ne se trouvent que là. *Odia restringenda*. En vertu de quelle loi nous demande-t-on de violer un principe de la Déclaration des droits de l'homme? s'écrie M. Aucoc³.

Aussi le Conseil d'État refusa-t-il d'admettre que le pouvoir de délimitation entraînaît le pouvoir d'exproprier⁴.

Cependant la jurisprudence de la Cour de cassation avait, quelque défectueuse qu'elle fût au point de vue des principes, le grand avantage pratique de sauvegarder les droits des tiers lésés qui, sans cela, n'auraient pas eu de juges. Aussi certaines décisions du Conseil d'État semblèrent-elles s'accorder avec la jurisprudence de la Cour. Elles réservèrent le droit à indemnité au profit des riverains, tantôt dans des cas spéciaux, existence de possession ancienne, vente nationale, etc., tantôt même dans des cas où aucune indemnité n'était due⁵.

¹ Aucoc, *loc. cit.*, t. XXXIV.

² C. Cass., 23 mai 1849; 20 mai 1862. — Lyon, 41 février 1848. — COTELLE, n° 864. — DUFOUR, IV, n° 263.

³ DUCROCQ, t. II, n° 963. — Conclusions de M. Baroche, 7 avril 1876 et de M. de l'Hôpital, 49 juillet 1860.

⁴ C. d'Ét., 23 mai 1861; 6 août 1861, et autres arrêts cités plus haut annulant, pour excès de pouvoir, des arrêtés de délimitation.

⁵ Trib. confl., 20 mai 1850; C. d'Ét., 49 juillet 1860; 21 nov. 1861.

Comme le fait observer M. Christophle, ces décisions étaient équitables au fond, mais elles étaient en contradiction avec le caractère de bornage qu'on attribuait à la délimitation¹.

Le Conseil d'État finit par adopter une jurisprudence aussi équitable et plus conforme à ses principes : il commença à admettre le recours pour le cas d'incompétence et pour le cas d'usurpation manifeste². Enfin, revirement complet, il admet les riverains à discuter les actes de délimitation; pour lui, une délimitation inexacte fut un excès de pouvoir et il l'annula³.

Désormais, les particuliers avaient les vraies garanties auxquelles ils avaient droit. Leurs droits étaient même bien plus respectés qu'ils ne l'étaient par la jurisprudence de la Cour de cassation. En cas de délimitation inexacte, au lieu d'obtenir seulement une indemnité et d'être irrévocablement dépouillés de leurs biens, ils les reprenaient en nature.

Ainsi le Conseil d'État admettait à la fois que la délimitation avait pour unique but de déclarer les limites naturelles, et que toute délimitation inexacte constituait un excès de pouvoir. Il maintenait énergiquement son opinion sur la nature de la délimitation le 15 avril 1868, le 7 mai 1871, le 12 mars 1872, décidant que les terrains situés en dehors des limites naturelles d'une rivière navigable ne peuvent, même sous la réserve d'une indemnité, être compris par voie de délimitation administrative dans le lit du cours d'eau, sans qu'il en résulte un excès de pouvoir, et qu'ainsi les dispositions légales

¹ Ducrocq, t. II, n° 963.

² Conclusions de M. de Lavernay, 1856; de M. de l'Hôpital, 1860.

³ 23 mars 1861; 27 mai, 13 juin, 13 décembre 1866.

qui consacrent et circonscrivent tout à la fois le droit de l'administration excluent pour les tribunaux civils tout pouvoir de réviser la délimitation administrative, aussi bien au point de vue d'une indemnité à accorder aux riverains qu'au point de vue de la possession des terrains, et, par suite, la compétence que supposerait un tel pouvoir. »

La Cour de cassation eût pu dès lors abandonner sa jurisprudence. La maintenir c'était donner deux juges aux particuliers qui se prétendaient lésés. La Chambre des requêtes, se séparant de la Chambre civile, décidait qu'un arrêté préfectoral de délimitation n'a pu incorporer au domaine public, sans indemnité préalable, des terrains possédés jusque-là à titre de propriété privée¹. C'était la théorie soutenue par M. Aucoc, dans l'affaire des salines de la Gaffette, le 15 décembre 1866, mais combattue par les arrêts de la Cour de cassation du 21 novembre 1865² et du 11 mai 1866³.

« D'après ces arrêts, dit M. Aucoc, l'autorité administrative est dispensée, dans les délimitations du domaine public, de se conformer aux limites naturelles des fleuves de la mer. Elle incorpore au domaine de l'État les propriétés privées, elle exproprie sans formalités, sans indemnité préalable. Il serait regrettable que l'autorité judiciaire, après avoir nié le droit de délimitation, arrivât à lui donner une portée plus considérable que l'administration elle-même ne le demandait⁴. »

C'est à cette époque qu'une discussion importante s'éleva

¹ D., 66, I, 426.

² D., 66, I, 343.

³ D., 66, I, 394.

⁴ D., 67, III, 33.

dans la presse juridique sur la question. M. Christophle¹ relevait les contradictions qu'il y avait dans le système du Conseil d'État qui, faisant de la délimitation un bornage, faisait juger ensuite une question d'indemnité par les tribunaux civils : il y a donc eu, disait-il, un transport des droits, une mutation véritable. Le système de la Cour de cassation est plus logique, mais il admet, il est vrai, une exception aux lois de 1836 et 1841.

« Le Conseil d'État, disait-il, n'est pas juge des questions de propriété. D'ailleurs, le recours aux tribunaux sera utile si le Conseil d'État a rejeté un recours parfaitement fondé ou si le droit de recours est tombé en déchéance; ainsi un tribunal civil ou un tribunal administratif seront, tantôt successivement, tantôt au gré de la partie lésée, juges du même fait. » M. Christophle, admettant ce double recours, exprimait le vœu que la délimitation fût considérée comme un acte essentiellement judiciaire ou tout au moins que le pouvoir de la faire fût transporté au chef de l'État et que la législation consacrat le double droit de recours au Conseil d'État pour faire annuler la décision, au tribunal civil pour obtenir une indemnité dont le jury fixerait le chiffre. Ce mot même de double recours qu'emploie M. Christophle, aurait dû lui montrer combien sa théorie était inexacte et contraire au principe de la séparation des pouvoirs. Si le préjudice est causé par le mouvement naturel des eaux, il n'y a pas lieu à indemnité, il n'y a pas d'expropriation; si une expropriation a été déguisée sous les apparences d'une délimitation, il ne

¹ *Revue critique de législation et de jurisprudence* : 4° De la délimitation des cours d'eau navigables et flottables et de ses conséquences (t. XXXII, p. 385). — 2° Un dernier mot sur la délimitation des cours d'eau non navigables et flottables (t. XXXIV).

suffit pas d'indemniser le propriétaire dépouillé, il faut annuler la délimitation. L'indemnité sera trop dans le premier cas, trop peu dans le second.

C'est ce que répondit M. Aucoc à M. Christophle¹. Il montra que la meilleure garantie pour le propriétaire, c'est de pouvoir faire annuler une délimitation inexacte. Il prouva que, si M. Christophle avait relevé une contradiction flagrante entre les théories de divers arrêts du Conseil d'État, c'est qu'il n'avait point distingué les périodes différentes qu'avait traversées la jurisprudence du Conseil; « s'il y a, ajoutait-il, quelques traces de contradictions, cela vient du désir qu'avait le Conseil de protéger la propriété privée à une époque où il n'admettait point un recours pour excès de pouvoir contre les délimitations inexactes, époque où la jurisprudence de la Cour de cassation, sans objet désormais, avait, à côté du grave inconvénient de permettre des expropriations déguisées et sans garanties, le grand avantage de donner au moins une indemnité aux propriétaires dépouillés. » Il terminait en se flattant que l'arrêt du 15 juin 1866 inaugurerait une jurisprudence nouvelle. Revenant à la charge deux mois plus tard, il s'écriait : « Le même acte ne peut pas, suivant qu'il sera discuté devant le Conseil d'État ou devant la Cour de cassation, être un bornage ou un acte d'expropriation². »

M. Serrigny intervint dans le débat pour y apporter quelques arguments moins juridiques³; « il est plus com-

¹ T. XXXIV, 4869.

² Lettres à M. Batbie (t. XXXII, p. 433).

³ T. XXXV, p. 97. *Examen critique de la jurisprudence du Conseil d'État en matière de fixation des limites des rues, routes, rivage de la mer, et des rivières navigables.*

mode, dit-il, pour les plaideurs d'aller au tribunal voisin qu'au Conseil d'État. En allant devant le Conseil d'État, ils auront bientôt mangé le revenu et le capital d'une parcelle de terre litigieuse couverte par les eaux, et on ne leur laissera que les yeux pour pleurer. »

M. Serrigny concluait pourtant simplement en demandant que le tribunal examinât si le changement de limites n'avait point pour cause des travaux faits par l'administration.

M. Bathie demandait que les plaideurs pussent faire constater leur droit de propriété par un jugement et régler l'indemnité par le jury d'expropriation¹.

M. Ducrocq soutenait les théories que nous avons adoptées².

Cependant la Cour de cassation maintenait, par deux arrêts du 19 juin³ et du 6 novembre 1872⁴, sa jurisprudence qu'elle appuyait sur un nouveau motif. L'acte de délimitation, disait-elle, ne saurait lui enlever la connaissance des questions de propriété. Le droit qui appartenait au riverain d'un cours d'eau navigable, de demander devant le Conseil d'État l'annulation pour excès de pouvoir, d'un arrêté préfectoral portant délimitation du fleuve, et qui compris à tort dans ses limites des terrains qui ne faisaient pas partie de son lit naturel, n'est pas exclusif de la compétence de la juridiction judiciaire pour connaître d'une action tendant, non à la remise en possession effective du demandeur dépossédé, mais à la constatation de son droit à une indemnité.

¹ *Droits de l'autorité administrative en matière de limitation des rivières* (t. XXXV, p. 289).

² *Loc. cit.*

³ Cass. req., 19 juin 1872, S., 1874, I, 462.

⁴ Cass. civ., 6 nov. 1872, S., 1874, I, 465.

Le dernier arrêt conclut que le riverain, troublé dans sa possession plus qu'annale par un arrêté de délimitation, a le droit d'agir, même au possessoire, à l'effet de faire reconnaître son droit de possession, base de son action future en indemnité; le juge du possessoire ne peut pas, après s'être déclaré compétent en principe pour connaître de la demande et avoir reconnu, dans les motifs de sa décision, la réalité de la possession invoquée, déclarer dans son dispositif cette demande non recevable, et maintenir, quant à présent, le domaine de l'État en possession des terrains litigieux, jusqu'à ce que le demandeur ait fait prononcer l'annulation de l'arrêté qui la dépouille.

Le Tribunal des conflits, par ses décisions du 11 janvier et du 1^{er} mars 1873, a borné les pouvoirs de délimitation de l'administration à la constatation des limites naturelles, sauf recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique, si l'administration veut incorporer des terrains au domaine public.

Le Tribunal des conflits reconnaît, comme le Conseil d'État, qu'en cas de contestation sur la fixation des limites actuelles d'un fleuve ou du rivage de la mer, la détermination de ces limites par l'autorité administrative est préjudicielle à toute décision de l'autorité judiciaire; il déclare que les tribunaux judiciaires doivent accepter les limites telles qu'elles sont établies par l'administration, et qu'ils ne peuvent, par suite, statuer sur une action en remise de terrains indûment compris dans la délimitation.

Mais c'est relativement aux limites anciennes qu'il existe une différence entre les décisions du Tribunal des conflits et la jurisprudence précédente du Conseil d'État.

La différence entre la limite nouvelle et la limite ancienne peut provenir soit du mouvement naturel des eaux, soit de travaux de l'administration.

Il a été reconnu de tout temps, aussi bien par le Tribunal des conflits que par le Conseil d'État, qu'il n'y aura jamais lieu à indemnité à raison des différences résultant du mouvement naturel des eaux.

En ce qui concerne les différences apportées entre les limites nouvelles et les limites anciennes par les travaux de l'administration, on a toujours, au contraire, admis en principe l'indemnité. Mais, dans l'application, le Tribunal des conflits s'est écarté de la jurisprudence du Conseil d'État.

Se ralliant, sur ce point, à la doctrine de la Cour de cassation, le Tribunal des conflits a retenu pour l'autorité judiciaire le droit de rechercher les limites anciennes. Il a chargé les tribunaux de « vérifier si le terrain litigieux a cessé, par le mouvement naturel des eaux, d'être susceptible de propriété privée, et de régler, s'il y a lieu, une indemnité de dépossession. » *S'il y a lieu*, c'est-à-dire notamment dans le cas où des travaux auraient amené une surélévation artificielle des eaux et fait entrer le terrain dans le lit de la rivière.

Voici le texte de ces deux décisions capitales :

1^o Décision du Tribunal des conflits du 11 janvier 1873¹.
« Le Tribunal des conflits, ouï M. Mercier, en son rapport; ouï M. David, commissaire du gouvernement, en ses conclusions; considérant que l'État ayant fait construire plusieurs barrages dans le lit de la rivière de l'Yonne, le marquis de Pâris-Labrosse a, par exploit du 19 février 1872, saisi le tribunal de Sens d'une demande tendant à faire condamner l'État à lui payer une indemnité de dépossession pour la perte de terrains dont il était proprié-

¹ Décisions rendues par le Trib. des Conflits, Paris, Impr. Nat., 1875, 1^{re} période triennale, nov. 1872 à nov. 1875, n^o 4.

taire et que la surélévation des eaux aurait incorporés au lit de la rivière.....; considérant que, le déclinaire présenté par le préfet de l'Yonne ayant été rejeté par le tribunal de Sens, un arrêté de conflit a été pris le 22 avril 1872, et qu'il y a lieu d'apprécier séparément, au point de vue de la compétence, chacune des demandes du marquis de Pâris-Labrosse; — en ce qui touche la demande d'indemnité de dépossession : considérant que l'État, tout en admettant le principe de cette indemnité, prétend qu'une partie des terrains pour lesquels elle est réclamée se trouvait déjà compris dans le lit de la rivière au moment où les barrages ont commencé, qu'elle formait une dépendance du domaine public dont les limites ne peuvent être déterminées que par l'administration elle-même, et que, pour cette partie, il ne peut être dû aucune indemnité; — considérant qu'il appartient sans doute à l'autorité administrative de veiller à la conservation du domaine public, et que si, depuis le décret du 21 février 1852, la détermination des limites de la mer est faite par des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique, celle des limites des fleuves et des rivières navigables est restée dans les attributions de l'autorité préfectorale; mais considérant que les actes de délimitation du domaine public sont des actes d'administration, à l'occasion desquels l'autorité administrative ne peut ni se constituer juge des droits de propriété qui appartiendraient aux riverains, ni s'attribuer le pouvoir d'incorporer au domaine public, sans remplir les formalités exigées par la loi du 3 mai 1841, les terrains dont l'occupation lui semblerait utile aux besoins de la navigation, qu'en ce qui concerne la détermination des limites de la mer, l'article 2 du décret du 21 février 1852 dispose expressément qu'elle

est faite par l'autorité supérieure, tous droits de tiers réservés; que c'est là une application du principe de la séparation des pouvoirs, d'après lequel ont été fixées les attributions de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire, et qu'évidemment la même règle doit être suivie lorsqu'il s'agit des limites des fleuves ou des rivières navigables; — considérant que la réserve des droits des tiers est générale et absolue; qu'elle s'étend aux droits fondés, sur une possession constante ou sur des titres privés comme ceux qui reposeraient sur des aliénations ou sur des concessions émanées de l'administration, et qu'elle doit être maintenue et appliquée même alors que l'autorité administrative prétendrait, comme dans l'espèce, déterminer non-seulement les limites actuelles, mais encore les limites anciennes de la mer, ou des fleuves et des rivières navigables; — considérant qu'il résulte des principes ci-dessus posés que les tiers dont les droits sont réservés pouvaient se pourvoir soit devant l'autorité administrative pour faire rectifier la délimitation de la mer, des fleuves et des rivières navigables, soit devant le Conseil d'État à l'effet d'obtenir l'annulation pour cause d'excès de pouvoir, des arrêtés de délimitation qui porteraient atteinte à leurs droits; qu'ils ne peuvent en aucun cas s'adresser aux tribunaux de l'ordre judiciaire pour faire rectifier ou annuler les actes de délimitation du domaine public et se faire remettre en possession des terrains dont ils se prétendaient propriétaires; *mais qu'il appartient à l'autorité judiciaire, lorsqu'elle est saisie d'une demande en indemnité formée par un particulier qui soutient que sa propriété a été englobée dans le domaine public par une délimitation inexacte, de reconnaître le droit de propriété invoqué devant elle, de vérifier*

si le terrain litigieux a cessé, par le mouvement naturel des eaux, d'être susceptible de propriété privée, et de régler, s'il y a lieu, une indemnité de dépossession, dans le cas où l'administration maintiendrait une délimitation contraire à sa décision; — considérant que le marquis de Pâris-Labrosse n'a soumis au tribunal de Sens, dans la première partie de ses conclusions qu'une question de propriété privée et une demande d'indemnité de dépossession pour la perte d'une portion de ses terrains, occasionnée par une surélévation artificielle des eaux de la rivière l'Yonne; que l'autorité judiciaire était compétente pour statuer sur cette question comme sur cette demande, et que, la dépossession du marquis de Pâris-Labrosse ayant été définitivement consommée, par suite des travaux exécutés, la délimitation qui serait faite par l'autorité administrative n'est pas une opération préjudicielle qui puisse réagir sur l'instance dont l'autorité judiciaire se trouve saisie, d'où il suit qu'il n'y a pas lieu, en ce qui concerne le premier chef des conclusions du marquis de Pâris-Labrosse, de confirmer l'arrêt de conflit du 21 avril 1872. »

2^o Décision du Tribunal des conflits du 1^{er} mars 1873 (Guillié c. l'État)¹ : « Le Tribunal des conflits, vu la loi du 21 décembre 1789-8 janvier 1790, section III, article 2, et le décret du 21 février 1852; vu les lois du 28 pluviôse an VIII, du 16 septembre 1807, du 7 juillet 1833 et du 3 mai 1841; vu la loi du 24 mai 1872, notamment les articles 25 et 28, la loi du 4 février 1850, le règlement du 26 octobre 1849, les ordonnances royales du 1^{er} juin 1828 et du 2 mars 1831; ouï M. Aucoc, en son

¹ Décisions rendues par le Trib. des conflits, Paris, Impr. Nat., 1875, 1^{re} période triennale, nov. 1872 à nov. 1875, n^o 23.

rapport; ouï M. Blanche, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions; — Considérant que, dans le dernier état de la contestation pendante devant le tribunal de Sens et la Cour d'appel de Paris entre le sieur Guillié et l'État, le sieur Guillié soutenait qu'un terrain litigieux entre lui et l'État, et compris dans le lit de la rivière l'Yonne, par un arrêté de délimitation rendu par le préfet, le 15 janvier 1870, n'était pas couvert par les plus hautes eaux navigables avant les travaux de barrages et d'endiguement exécutés par l'État dans la rivière depuis l'année 1850, et demandait qu'une indemnité lui fût allouée à raison de la dépossession qu'il avait subie; que devant le tribunal, l'État soutenait qu'antérieurement à l'exécution des travaux, le terrain litigieux était déjà couvert par les plus hautes eaux navigables et que, dans le mémoire en déclatoire et l'arrêté de conflit, le préfet a revendiqué le jugement de cette contestation pour l'autorité administrative, par le motif qu'il n'appartiendrait qu'à elle : 1° de reconnaître quelle était la consistance du lit de l'Yonne au moment où ont été commencés les travaux exécutés dans la rivière; 2° de décider si l'exécution de ces travaux a causé un préjudice au sieur Guillié, et, en cas d'affirmative, quelle est l'indemnité qui lui est due; — en ce qui touche le premier moyen invoqué dans l'arrêté de conflit : — considérant qu'il appartient sans doute à l'autorité administrative de veiller à la conservation du domaine public, et que.... (*ici les considérants de la décision du Tribunal des conflits du 11 janvier 1873 sont textuellement reproduits jusques et y compris le passage souligné dans le texte de cette décision*); considérant qu'il résulte de ce qui précède que, en cas de contestation sur les limites actuelles de la mer et des cours d'eau

navigables, la détermination de ces limites par l'autorité administrative est préjudicielle à toute décision de l'autorité judiciaire, mais qu'il n'est pas de même lorsqu'il s'agit de rechercher les limites anciennes; que l'action du sieur Guillié ne tend qu'à faire reconnaître, en vue de l'allocation d'une indemnité, qu'il était propriétaire, avant 1850, d'un terrain recouvert actuellement par les plus hautes eaux navigables et que, pour prononcer sur cette question de propriété, l'autorité judiciaire n'est pas obligée de surseoir jusqu'à ce que l'autorité administrative ait fixé les limites de la rivière l'Yonne avant l'exécution des travaux qui auraient surélevé le niveau des eaux; — en ce qui touche le second moyen invoqué dans l'arrêt de conflit : — considérant que, s'il appartient aux conseils de préfecture, en vertu de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, de statuer sur les demandes en indemnités pour dommages causés par l'exécution des travaux publics, leur compétence ne s'étend plus, depuis les lois du 8 mars 1810, du 7 juillet 1833 et du 3 mai 1841, au cas où les particuliers sont dépossédés au profit d'une administration publique de leurs propriétés immobilières, et que, dans ce cas, il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de régler les indemnités dues, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la dépossession a été ou n'a pas été précédée de formalités établies par la loi du 3 mai 1841; — considérant que le sieur Guillié allègue qu'il aurait été dépossédé du terrain litigieux par une surélévation artificielle des eaux de la rivière l'Yonne, qui aurait fait entrer ce terrain dans le lit de la rivière; que, dès lors, il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de statuer sur cette demande, décide : — « Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département de l'Yonne, dans

l'instance pendante entre le sieur Guillié et l'État, est annulé. »

Ainsi le Tribunal des conflits admet, avec justice, que la juridiction administrative est compétente, et que la délimitation doit reconnaître seulement les limites naturelles. Il admet aussi qu'il y a lieu à indemnité pour le propriétaire privé de son terrain par une surélévation artificielle des eaux : mais il réserve à l'autorité judiciaire l'examen de ce droit à indemnité. C'est sur ce point seulement que sa décision diffère de l'opinion soutenue par M. Ducrocq, et que nous adoptons.

Prétendre, en effet, que le Conseil d'État prononcera sur la validité de l'arrêté de délimitation, et l'autorité judiciaire sur le droit à une indemnité, c'est risquer de susciter à chaque pas des conflits, surtout si l'autorité judiciaire statuait la première. Le seul cas où l'on puisse admettre une intervention des deux autorités administrative et judiciaire serait celui où, l'arrêté étant maintenu, le Conseil d'État aurait néanmoins reconnu que le fait qui a créé la domanialité publique est provenu d'un acte de l'administration, et qu'il y a lieu, par conséquent, à une indemnité; étant donné qu'il y a eu atteinte à la propriété privée, on peut soutenir que c'est aux tribunaux ordinaires à statuer : mais il serait bien étrange de diviser ainsi entre les juridictions administrative et judiciaire le soin de décider le litige. Le principe qui doit nous guider, c'est celui de la séparation des autorités administrative et judiciaire. Les tribunaux judiciaires ne peuvent apprécier les actes de l'administration, et, s'ils étaient appelés à se prononcer, on ne pourrait leur refuser le droit d'apprécier l'arrêté de délimitation, c'est-à-dire un pouvoir contraire aux principes de notre droit public.

CONCLUSIONS.

Nous pouvons résumer ainsi les principes que nous avons posés :

1° A l'autorité administrative seule, il appartient de fixer la ligne séparative du domaine public et de la propriété privée ;

2° Ce pouvoir ne consiste que dans la recherche et la constatation des limites naturelles du domaine public ;

3° Si l'administration veut élargir ces limites, elle doit recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

4° Tout arrêté de délimitation qui empiéterait sur la propriété riveraine peut être attaqué, pour excès de pouvoir, devant le Conseil d'État, et doit être annulé ;

5° Mais tant que cet acte est debout et qu'il n'a pas été annulé par la juridiction compétente, il s'impose à l'autorité judiciaire, en ce sens que cette autorité ne peut apprécier sa légalité pour ordonner la reprise de possession du terrain par le propriétaire riverain ;

6° Il s'impose aussi à l'autorité judiciaire en ce sens que cette autorité ne peut pas davantage apprécier la légalité de ce même acte, pour allouer une indemnité de dépossession audit propriétaire riverain, en raison d'une recherche qu'il lui appartiendrait de faire des limites anciennes du domaine public¹.

¹ Nous n'avons pas cru pouvoir mieux faire que d'emprunter ces six conclusions à l'éminent auteur du *Cours de droit administratif*, M. Ducrocq, que nous avons si souvent eu l'occasion de citer.

7° Le Conseil d'État peut admettre le droit à une indemnité de dépossession si cette dépossession résulte de travaux faits par l'administration ayant amené une surélévation artificielle des eaux ;

8° Si les eaux en l'absence de travaux ont envahi un domaine privé, le propriétaire dépossédé n'a droit à aucune indemnité.

9° L'administration peut revendiquer le domaine public dans le passé en vue de revendiquer la partie qui aura été usurpée par des particuliers ; peu importe la date de l'usurpation si elle n'est pas antérieure à 1566 ; toute usurpation ou concession du domaine public postérieure à février 1566 est nulle.

NOTE ADDITIONNELLE

SUR LE CURAGE DES PETITES RIVIÈRES.

Le curage des petites rivières est placé, par le décret du 8 mai 1861, dans les attributions du ministre des travaux publics. Les arrêtés préfectoraux prescrivant le curage doivent respecter les limites naturelles du cours d'eau. Pour faire procéder à son élargissement ou à son redressement, les préfets doivent recourir, à défaut de cession amiable, aux formalités de l'expropriation ¹.

En cas de contestations sur le point de savoir si le curage a respecté les limites naturelles, le Conseil d'État

¹ C. d'Ét., 31 janvier 1853 ; 16 février 1854 ; 2 décembre 1858 ; 22 décembre 1859 ; 16 août 1862 ; 9 février 1865 ; 13 mars 1866.

réserve à l'administration seule le droit de vérifier ces limites¹, et au Conseil d'État celui d'annuler l'arrêté préfectoral pour excès de pouvoir². Mais le Tribunal des conflits³ et le Conseil d'État lui-même en 1877⁴ ont jugé que si l'autorité administrative peut seule rectifier et annuler l'arrêté prescrivant le curage, l'autorité judiciaire peut reconnaître les droits de propriété invoqués par les riverains à l'effet de régler une indemnité de dépossession et, ajoute M. Ducrocq⁵, « dans cette voie périlleuse, le Tribunal de conflit a même été amené à dire que dans ce cas l'autorité judiciaire peut même prescrire la suspension des travaux si cette mesure est nécessaire au jugement de la question de propriété. Cette solution, inconciliable, quels que soient les tempéraments de l'espèce avec le principe de la séparation des autorités, montre jusqu'où l'on peut aller du moment que l'on s'écarte du principe. »

¹ C. d'Ét., 30 mars et 14 avril 1853 ; 16 février 1854 ; 8 avril 1858 ; 22 mai 1869 ; 24 octobre 1871.

² C. d'Ét., 8 avril 1858 ; 10 septembre 1864.

³ 13 mai 1876.

⁴ 3 août 1877.

⁵ Tome II, n° 992.

POSITIONS.

DROIT ROMAIN.

1. Les servitudes prédiales sont urbaines lorsqu'elles éveillent nécessairement dans l'esprit l'idée d'une construction, elles sont rurales dans le cas contraire.

2. Le pacte ajouté *in continenti* à une stipulation est sanctionné par l'action résultant de la stipulation, soit qu'il re tranche soit qu'il ajoute à l'obligation.

3. Le titre putatif était suffisant à l'époque classique pour l'usucapion lorsque l'erreur était plausible.

4. La novation faite par l'un des *correi stipulandi* est opposable aux autres.

5. Il convient dans les premiers temps de l'histoire romaine de distinguer le *populus* de la *plebs*.

6. Les censeurs n'avaient point l'*imperium*.

7. Les fonctions des censeurs furent tout d'abord sacerdotales.

8. Des tribunaux de famille existaient chez les Romains.

DROIT CIVIL FRANÇAIS.

1. Les tribunaux ont un pouvoir d'appréciation pour annuler ou maintenir le mariage contracté par un Fran-

çais à l'étranger en violation des prescriptions de l'article 170.

2. L'article 1220 ne fait pas obstacle à ce que le principe de l'effet déclaratif du partage s'applique aux créances.

3. Les donations prohibées par l'article 1422 deviennent valables quand elles sont faites par le mari et par la femme conjointement ou même par le mari avec la simple adhésion de la femme.

4. Pour que le droit de rétention puisse être accordé à un créancier en dehors des cas expressément prévus par la loi, il ne suffit pas qu'il y ait connexité entre la chose retenue et la créance du rétenteur, il faut de plus que la créance et la dette résultent d'un même contrat ou tout au moins d'un même quasi-contrat.

DROIT ADMINISTRATIF.

1. L'acte de délimitation n'a pour but que de reconnaître les limites naturelles.

2. Les tribunaux n'ont pas le droit de rechercher les limites dites anciennes du domaine public à l'effet d'allouer des dommages et intérêts aux propriétaires privés de leurs terrains.

DROIT INTERNATIONAL.

1. Les affluents navigables des fleuves internationaux ne sont pas soumis à un régime conventionnel analogue à celui des fleuves dont ils sont tributaires.

2. En temps de guerre où la Turquie et l'Égypte seraient neutres, elles ne devraient pas tolérer le passage de navires belligérants dans le canal de Suez.

DROIT CRIMINEL.

1. Les circonstances aggravantes personnelles à l'auteur principal constituent une aggravation pour le complice lui-même, tout au moins s'il a connu les circonstances d'où résulte l'aggravation.

2. Lorsqu'il y a une accusation de bigamie, la nullité soit du premier, soit du second mariage est une exception préjudicielle.

Vu par le président de la thèse,

C. BUFNOIR.

Vu par le doyen,

CH. BEUDANT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES.

DROIT ROMAIN.

LE CENS ET LA CENSURE.

	Pages.
CHAPITRE PREMIER. — Le cens avant Servius Tullius.....	1
I. La religion domestique. Les purifications et le <i>regimen morum</i> dans la famille. L'origine du cens se trouve dans la religion romaine. C'était une purification dont les rites se rapprochaient de ceux des purifications qui avaient lieu dans la famille. — Purifications de la famille et de son domaine : 1 ^o Cérémonies destinées à apaiser les ancêtres offensés ; le coupable lui-même est purifié par la peine. — Le <i>regimen morum</i> . — 2 ^o Cérémonies destinées à apaiser les dieux de la nature physique. — 3 ^o Cérémonies périodiques destinées à apaiser les fautes inconnues.....	1
II. Les purifications et le <i>regimen morum</i> dans la gens....	14
III. Les purifications et le <i>regimen morum</i> dans la cité. — Organisation primitive de Rome, dont chaque modification a pour conséquence une transformation du <i>lustrum</i> . — Attributions des rois qui ont passé plus tard aux censeurs. — Elles leur permettent d'apporter des réformes dans l'organisation de la cité, dans la lustration et dans le classement des citoyens. — Purifications de la ville et de l' <i>ager romanus</i> . — Les <i>amburbia</i> et les <i>ambarvalia</i> . — Le <i>suovetaurile</i> . — Purifications quinquennales. — Les citoyens seuls y sont admis, et les patriciens seuls sont citoyens. — Comme les assemblées législatives sont aussi des assemblées religieuses, désobéir aux lois est un sacrilège. — Le <i>regimen morum</i> , dans la cité. — Parmi les peines qui	

peuvent être infligées, figure le droit, qui appartient plus tard aux censeurs, de changer le rang des citoyens dans la cité et dans l' <i>exercitus</i> . — Les rois ont les attributions financières qu'eurent plus tard les censeurs.	18
IV. Indices d'une révolution sociale. Elle consiste dans l'augmentation du nombre des personnes comprises dans la lustration et par suite du nombre des citoyens. Les plébéiens entrent dans la cité	40
CHAPITRE II. — Les réformes de Servius Tullius	46
I. Les réformes démocratiques des rois de Rome. — Tullus et Ancus augmentent le nombre des citoyens. Les rois étrusques	46
II. Nouvelles divisions de la cité et de l'armée	48
III. Réforme de l'armée	54
IV. La lustration. Le cens des diverses classes	59
CHAPITRE III. — Le cens depuis la mort de Servius Tullius jusqu'à la création de la censure. Exercice par les consuls des fonctions qui ont passé plus tard aux censeurs. Origine de la <i>lectio senatus</i>	63
CHAPITRE IV. — Coup d'œil sur l'histoire de la censure sous la République	71
I. Place de la censure parmi les magistratures romaines. — La <i>potestas censoria</i> . Indépendance des magistrats; garantie contre les abus de pouvoir qui pouvaient en résulter	71
II. Développement successif des fonctions des censeurs....	82
III. Rôle politique des censeurs. Leur action sur les mœurs..	85
CHAPITRE V. — Election des censeurs. Durée de leurs pouvoirs.	99
I. Conditions nécessaires pour être censeur	100
II. Nomination des censeurs	102
III. De l'entrée en charge des censeurs et de la durée de leurs pouvoirs	105
CHAPITRE VI. — Attributions des censeurs. — Le cens. — Réformes des comices centuriates	107
I. Opérations préparatoires du cens	108

	Pages.
II. Le recensement. Déclarations faites aux censeurs quant aux personnes et quant aux biens. — Puntion des <i>incensi</i> . — <i>Manumissio censu</i>	110
III. Réduction des listes du cens	121
IV. Le <i>lustrum</i>	124
V. La <i>descriptio classium centuriarumque</i> . — Réforme des comices par les censeurs	127
CHAPITRE VII. — <i>Recognitio equitum</i> . — <i>Lectio senatus</i> . — <i>Regimen morum</i>	137
I. <i>Recognitio equitum</i>	137
II. <i>Lectio senatus</i>	140
III. Le <i>regimen morum</i> . — Edits des censeurs. — Puntions censoriales. — Caractères de la <i>nota censoria</i> comparée à l'infamie.....	146
CHAPITRE VIII. — Attributions financières des censeurs. — Administration des travaux publics. — Juridiction administrative.....	153
I. Les adjudications. — <i>Leges censoriæ</i>	153
II. Budget des recettes. — <i>Tributum ex censu</i> . — Revenus du domaine. — <i>Portoria</i> . — <i>Vectigalia</i> . — Les publicains.....	157
III. Budget des dépenses. — Comptabilité.....	164
IV. Travaux publics. — Droits de <i>tuitio</i> . — Travaux neufs..	166
V. Juridiction des censeurs en matière administrative	171
CHAPITRE IX. — La censure en Italie et dans les provinces sous la République.....	173
CHAPITRE X. — La censure sous l'Empire. — Magistratures qui la remplacent	176
I. Le cens. — Le <i>breviarium imperii</i> . — Description géographique de l'Empire. — Le <i>census</i> des citoyens. — Recensement des citoyens romains dans les provinces. — Le <i>census</i> de Dioclétien à Théodose	177
II. La <i>lectio senatus</i> . — La <i>recognitio equitum</i>	187
III. Le <i>regimen morum</i> . — La préfecture des mœurs.....	192
IV. Administration financière et travaux publics.....	194
CHAPITRE XI. — La censure dans les municipes sous l'Empire.	197

	Pages.
I. Coup d'œil général sur l'organisation municipale. — Extension d'un système municipal uniforme. — La cu- rie et les magistrats municipaux.....	197
II. Les <i>quinquennales</i> . Leurs fonctions. — Le <i>curator rei-</i> <i>publicæ</i>	201
III. Décadence du régime municipal. Sa disparition.....	206
CHAPITRE XII. — Les auxiliaires des censeurs.....	209
APPENDICE I. — Liste des censeurs romains.....	213
APPENDICE II. — Liste des <i>censitores</i> de la Gaule.....	214

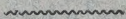
DROIT FRANÇAIS.

DE LA DÉLIMITATION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL ET MARITIME.

INTRODUCTION	217
CHAPITRE I. — Ce qu'on entend par délimitation du domaine public fluvial et maritime.....	220
CHAPITRE II. — Autorité chargée de faire la délimitation	232
CHAPITRE III. — Effets de la délimitation.....	237
CONCLUSIONS	261
Note additionnelle sur le curage des petites rivières.....	262
Positions.....	263

LIBRAIRIE L. LAROSE ET FORCEL

22, RUE SOUFFLOT, PARIS



OUVRAGES DE DROIT
SCIENCES, ARTS, LITTÉRATURE, ETC.

NEUFS ET D'OCCASION



BAR-LE-DUC, IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE.